



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114688823>

RAPPORT FINAL
(ANNEXES - VOLUME III)

Auteur: J. Brazeau

Titre: Essai sur la question
linguistique en Belgique.

DIV: VIII-B Rapport no 13

CA1 Z1

-63 B500

ESSAI SUR LA QUESTION
LINGUISTIQUE DE L'ÉLÉMENT

ANNEE

Rapport final présenté pour la
VOLUME III
Commission royale d'enquête sur le
bilinguisme et le biculturalisme

Jacques Trépan
1968

ESSAI SUR LA QUESTION
LINGUISTIQUE EN BELGIQUE

CONTENU DES VOLUMES

ANNEXES

Rapport final préparé pour la
Commission royale d'enquête sur le
bilinguisme et le biculturalisme

Jacques Brazeau
Août 1966

TABLE DES ANNEXES

Annexe		Pages
I	Bibliographie du premier chapitre	1- 2
II-A-1	La revision de la Constitution	1-23
A-2	Le rôle des partis politiques dans la revision des institutions	24-25
A-3	De l'évolution des idées maitresses en matière d'harmonisation des rapports politiques entre les deux communautés	26-34
A-4	La Constitution belge du 17 février 1831 et les modifications par les revisions constitutionnelles de 1893 et 1921	35-54
II-B	The Evolution of Social Arrangements Made in Multilingual States: Belgium as a Case Study	1-22
III-A-1	L'évaluation des effectifs des services publics	1- 8
A-2	L'inflation administrative: 33,000 fonctionnaires de plus en huit années	9-13
III-B-1	Fonction publique, proportion linguistique du personnel en date du 1er mai 1963	1- 9
B-2	Hauts fonctionnaires belges selon le régime linguistique	10
IV-A-1	La Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique	1-17
A-2	Les statuts de la Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique	18-24
IV-B-1	La Fédération Générale du Travail de Belgique	1-30
B-2	Lettre d'André Renard de la F.G.T.B. à M. Auguste Cool, président de la C.S.C., et réponse de M. A. Cool, relative à sa position vis-à-vis la Loi unique	31-38
B-3	Lettre de démission d'André Renard	39-40
B-4	Le projet Renard relatif à la structure interne de la F.G.T.B.	41-45

Annexe		pages
IV-B-5	Le point de vue flamand sur les relations culturelles et linguistiques	46-56
IV-C-1	La Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique	1-12
C-2	Les Statuts de la C.G.S.L.B.	13-37
C-3	Le syndicalisme libéral dans le monde d'aujourd'hui et de demain	38-43
C-4	Le programme linguistique du Parti de la Liberté et du Progrès	44-45
V-A-1	Le Boerenbond Belge	1-17
A-2	Comité directeur du Boerenbond Belge	18
A-3	Données statistiques concernant le Boerenbond	19-21
A-4	Discours de Constant Boon, président du Boerenbond Belge	22-37
V-B-1	La Ligue Economique Flamande	1-11
B-2	Lieven Gevaert (1868-1935), fondateur de la Ligue Economique Flamande	12-13
B-3	"Pourquoi faut-il aussi des mesures législatives pour la néerlandisation du monde des affaires?"	14-22
B-4	The U.S. and Belgium: Evidence of Long-Standing Cooperation	23-28
V-C-1	Le Conseil Economique Flamand	1-11
C-2	Circulaire du Conseil Economique Flamand à l'occasion de la visite en Flandre de journalistes français	12-13
C-3	Passage d'une lettre du Conseil Economique Flamand au Premier Ministre	14-15
V-D-1	Le Mouvement Populaire Flamand	1-11
D-2	Programme du Mouvement Populaire Flamand, Congrès de Malines, 1960	12-19
D-3	Quarante ans de nationalisme Flamand	20-41
V-E-1	La Fondation Lodewijk de Raet	1-21
E-2	Comité directeur et conseil d'administration de la fondation Lodewijk de Raet	22
V-F	Fondations culturelles flamandes: Davidsfonds, Willemsfonds et Vermeylenfonds	1-21
V-G-1	Le Conseil Economique Wallon	1-14
G-2	Statuts du Conseil Economique Wallon	15-22
G-3	Comité de direction du Conseil Economique Wallon	23-24

Annexe		pages
V-M-1	L'Institut Jules Destrée	1-11
H-2	Jules Destrée, 1863-1936	12-17
H-3	Lettre au Roi sur la séparation de la Wallonie et de la Flandre	18-40
H-4	Le Compromis des Belges	41-43
V-I-1	La Fondation Charles Plisnier	1-12
I-2	Membres fondateurs de la Fondation Charles Plisnier	13
I-3	Conseil d'administration de la Fondation Charles Plisnier	14
I-4	Lettre à mes concitoyens sur la nécessité d'une révision constitutionnelle	15-39
V-J	Le Mouvement Populaire Wallon	1-14
VI-A-1	La Flandre occidentale et son Conseil Economique	1-8
A-2	L'Arrondissement d'Ostende	9-26
A-3	Les frontaliers de la Flandre occidentale dans le nord de la France	27-35
A-4	Le chômage structurel	36-45
A-5	Données statistiques sur le chômage en Flandre occidentale	46
A-6	La pêche maritime belge	47-59
VI-B-1	Le Conseil Economique Limbourgeois	1-8
B-2	Membres du Conseil Economique Limbourgeois	9-10
VI-C-1	Le Bureau Economique de la Province de Namur	1-12
C-2	Statuts du B.E.P. Namur	13-21
VI-D :	L'économie de la région liégeoise	1-7

ANNEXE V-G-1

LE CONSEIL ECONOMIQUE WALLON

1. HISTORIQUE

11. OBJECTIFS

111. ORGANISATION

1. Composition

- 1) Administration centrale
- 2) Groupement provincial
- 3) Sections régionales

2. Instances dirigeantes

- 1) Assemblée générale
- 2) Conseil d'administration
Bureau du Conseil d'administration
- 3) Comité de Direction

1V. CONDITIONS D'AFFILIATION A L'ORGANISME

V. ORGANISME A-POLITIQUE

VI. ADMINISTRATION DU C.E.W.

VII. ACTIVITES ET PUBLICATIONS.

LE CONSEIL ECONOMIQUE WALLON

(C.E.W.)

I. HISTORIQUE

Bien qu'officiellement cette association ait vu le jour en juillet 1945, la création d'un Conseil Economique Wallon avait été souhaitée dès avant la dernière guerre par plusieurs personnalités wallonnes, liégeoises surtout, soucieuses de parer à l'action du Vlaams Economisch Verbond⁽¹⁾ qui, depuis de nombreuses années, menait, en dehors du Comité Central Industriel, la F.I.B.⁽²⁾ de l'époque, une politique de défense des intérêts économiques spécifiquement flamands.

C'est surtout au cours des réunions clandestines tenues à Liège sous l'occupation allemande que ce projet prit définitivement corps. Les différents problèmes qui se posaient aux provinces méridionales du pays y furent étudiés très sérieusement et d'un point de vue wallon. Des personnalités d'autres provinces, du Hainaut notamment, s'étaient jointes à celles de Liège dont elles partageaient les préoccupations.

Dès la Libération, le 10 juillet 1945, le Conseil Economique Wallon était constitué sous forme d'association sans but lucratif et il pouvait passer immédiatement à l'action grâce aux travaux effectués et à la documentation accumulée sous l'occupation.

Mais alors que le Vlaams Economisch Verbond était une organisation purement patronale, le Conseil Economique Wallon s'appuyait beaucoup plus largement sur toutes les couches de la population en réunissant les élites des forces économiques et sociales wallonnes. Il groupait certes les principaux industriels wallons mais aussi des parlementaires, des fonctionnaires, des syndicalistes, des économistes, des sociologues, des employés, des représentants des professions libérales, des agriculteurs et des artisans.

(1) Vlaams Economisch Verbond: Ligue Economique Flamande.

(2) F.I.B., Fédération des Industries Belges.

Cette orientation amena ultérieurement la création de deux organismes supplémentaires:

- L'Economische Raad voor Vlaanderen (E.R.V.) homologue du Conseil Economique Wallon;
- L'Union Industrielle Wallonne (U.I.W.) groupant les industriels du Conseil Economique Wallon, donc réplique du Vlaams Economisch Verbond.

Après la réforme de ses statuts et de ses structures qu'il vient de terminer en 1964, le Conseil Economique Wallon s'efforce d'être représentatif de toutes les provinces, régions, opinions et tendances wallonnes.

Expression de toutes les forces vives de la Wallonie unies pour assurer la défense et la promotion des intérêts économiques de cette partie du pays, le Conseil Economique Wallon groupe, sans distinction d'opinion, des représentants de l'industrie, de la finance, du commerce et de l'agriculture, des dirigeants syndicaux de toutes tendances, des parlementaires des différents partis, des délégués des pouvoirs publics, des professeurs d'université, etc.⁽¹⁾

II. OBJECTIFS

Le Conseil Economique Wallon s'efforce par tous les moyens de soutenir et de développer les industries existantes, de susciter et d'encourager la création d'industries nouvelles, de stimuler les progrès de l'agriculture, de porter l'infrastructure de la région wallonne au niveau de modernisation requis par la concurrence internationale. Il étudie scientifiquement tous les problèmes structurels qui conditionnent l'essor de la Wallonie, informe l'opinion publique à leur sujet et veille à ce qu'il leur soit donné des solutions appropriées, qu'il s'agisse de la démographie, de l'habitat, de l'enseignement, des voies de communication, des déplacements de la main-d'oeuvre, du développement de l'emploi, de la structure des entreprises, de l'orientation de leurs activités, du financement de l'industrie, de son adaptation au Marché commun, des méthodes d'une politique régionale, de l'expansion du commerce international, etc. ⁽²⁾

(1) L'économie de la région liégeoise, Liège, Conseil Economique Wallon, 1960, p. 317-318.

(2) L'économie de la région liégeoise, Liège, Conseil Economique Wallon, 1960, p. 317-318.

III. ORGANISATION

1. Composition

Selon les articles trois et quatre des statuts le Conseil Economique Wallon comprend d'abord:

- 1) Une administration centrale fixée à Liège;
- 2) Un groupement provincial dans chacune des provinces du Hainaut, de Liège, du Luxembourg, de Namur et dans le Brabant wallon. Chaque groupement provincial a son comité et désigne ses représentants au sein du Conseil d'administration et du Comité de Direction.

Pendant longtemps, l'administration centrale s'occupa des problèmes spécifiquement liégeois. Actuellement se constitue un groupement provincial liégeois à cet effet. L'administration centrale se limitera à son rôle de coordination des activités des groupements provinciaux, à l'action et à l'étude sur le plan général de la Wallonie tout entière.

3) Les sections régionales suivantes:

1. dans le Brabant: une section par canton;
2. dans le Hainaut: les sections régionales de Charleroi, du Centre, de Mons, du Nord-Hainaut et de Tournai;
3. dans la Province de Liège: les sections régionales du Pays de Herve et de Verviers. Les cantons de l'Est se sont en outre affiliés à cet organisme.

Chaque section régionale a son comité élu qui désigne ses représentants au sein des comités provinciaux et du Conseil d'administration.

Les membres du Conseil Economique Wallon se recrutent dans toutes les classes de la société wallonne. Mais il n'y a pas que des personnes. En effet, aux termes de l'article six:

"L'association peut recevoir comme membre des personnes physiques, des entreprises, des associations ou groupements et des administrations ou institutions publiques."

2. Instances dirigeantes:

Les instances dirigeantes du Conseil Economique Wallon sont au nombre de trois: l'Assemblée générale des membres, le Conseil d'administration et le comité de Direction.

1) Assemblée générale:

Il n'y a rien de spécial à signaler en ce qui concerne l'Assemblée générale.

2) Conseil d'administration:

- conseil d'administration

Quant au Conseil d'administration, il est composé de membres nommés par l'assemblée générale sur proposition des divers groupements provinciaux et de la section du Brabant wallon (arrondissement de Nivelles) à raison d'un siège par 40,000 habitants, avec minimum de 13 administrateurs... par province (six dans la Brabant wallon).

Le Conseil d'administration est autorisé à coopter, à la majorité des deux tiers des voix, un maximum de douze administrateurs choisis parmi des personnalités wallonnes qui ne remplissent pas ou ne remplissent plus les conditions pour être représentatives d'une région, mais dont la nomination est justifiée, soit en raison des fonctions qu'elles exercent, de leur compétence, ou de l'influence qu'elles détiennent, soit en raison des services qu'elles ont rendus et sont encore susceptibles de rendre.

Le choix des administrateurs s'effectue avec la préoccupation fondamentale d'assurer une représentation équitable des courants d'idées et des catégories d'intérêts entre lesquels se répartit la population.

Sont de plein droit administrateurs, les Ministres d'Etat wallons, les gouverneurs des provinces wallonnes, deux membres de la députation permanente désignés par celle-ci (dans le Brabant wallon, un député permanent) et les bourgmestres des chefs-lieux de province.

Le Conseil d'administration nomme parmi ses membres, au scrutin secret, pour un terme de trois ans, un président général et un président. Tous deux sont rééligibles.

Le Conseil d'administration nomme également parmi ses membres, au scrutin secret, et pour un terme de trois ans, quatre vice-présidents. Ceux-ci sont également rééligibles.

Le président et les vice-présidents ne peuvent appartenir à la même province.

- Bureau du Conseil d'administration

- Le bureau du Conseil d'administration est actuellement composé comme suit:

Président général	: M. Pierre Clerdent, Gouverneur de la Province de Liège.
Président	: M. Max Drechsel, Recteur de l'Institut supérieur de Commerce du Hainaut, Directeur général de l'Institut de recherches Economiques du Hainaut.
Vice-présidents	: MM. Robert Gruslin, Gouverneur de la Province de Namur; Chevalier Désiré Lamalle, Gouverneur de la Province du Luxembourg; Pierre Warnant, Sénateur, Administrateur-gérant des Usines Emile Henricot.
Administrateur-délégué	: M. Joseph Mineur, Docteur en droit et en Sciences Politiques et Sociales.

Cela donne donc un représentant de chaque province au bureau.

3) Comité de Direction

Le Comité de Direction se réunit au moins tous les deux mois. Il se compose d'un maximum de vingt administrateurs choisis en vue d'assurer une représentation équitable de toutes les provinces, régions, courants d'opinion et catégories d'intérêts.

Outre les membres du bureau du Conseil d'administration, qui viennent d'être cités, le Comité de Direction comprend actuellement les administrateurs suivants:

- 1 pour la province du Brabant,
- 4 pour la province du Hainaut,
- 5 pour la province de Liège,
- 1 pour la province de Luxembourg,
- 1 pour la province de Namur.

Au total le Conseil Economique Wallon est dirigé et organisé par 106 administrateurs recrutés de toutes les provinces du pays wallon en représentants de tous les différents organismes et organisations socio-économiques de la Wallonie.

IV. CONDITIONS D'AFFILIATION A L'ORGANISME

L'affiliation résulte du versement d'une cotisation annuelle fixée à:

- un minimum de deux cents francs (\$4.00) pour les particuliers;
- trente francs (\$0.50) par personne occupée pour les entreprises, avec un minimum variable selon la dimension de l'affaire, cette règle générale souffrant des exceptions;
- les communes versent une subvention qui va d'une cotisation symbolique de 200 francs (\$4.00) par an à une contribution maximum d'un franc (\$0.02) par habitant selon l'état de leurs finances et selon que leur budget a été approuvé ou pas;
- quant aux provinces, aux associations professionnelles ouvrières ou patronales, la fixation du montant de leur cotisation est laissée à leur appréciation.

Toutes les cotisations donnent droit à l'abonnement gratuit à la Revue du Conseil Economique Wallon, et pour les entreprises et les communes, aux services qui sont rendus aux membres dans le cadre des objectifs statutaires.

V. ORGANISME A-POLITIQUE

Le Conseil Economique Wallon est un organisme a-politique. Il l'a affirmé maintes fois dans ses brochures et ses textes.

*Soyez-en convaincus, nous ne sommes surtout pas un organisme politique. Parfois, en effet, et selon le bord de ceux qui nous adresseront ce reproche, on nous dira tantôt de droite tantôt de gauche, alors que nous sommes efforcés d'accorder la même importance numérique aux représentants de nos trois partis nationaux. Ces contradictions sont la plus belle preuve que nous sommes politiquement neutres, la politique étant d'ailleurs, d'après nos statuts, un domaine interdit à nos activités. Nous tâchons en effet de trouver tous leurs atomes crochus pour réaliser l'unanimité de tous les Wallons de bonne volonté dans la défense des intérêts économiques wallons.

"Il est évident que si nous parlons politique nous diviserons au lieu d'unir. Chacun de nos membres abandonne ses convictions politiques ou philosophiques à la porte de nos locaux de réunion et nul n'a jamais tenté de les y défendre ou de les y faire prévaloir. Nous estimons en outre que les organisations patronales, syndicales ou politiques sont mieux à même que nous de discuter ces questions."(1)

VI. ADMINISTRATION DU C.E.W.

Elle comporte au sommet une administration centrale établie à Liège au siège de l'Association. Elle est dirigée par l'administrateur-délégué, M. Joseph Mineur, assisté d'un secrétaire général. Elle comprend un service d'études et un secrétariat. Les groupements provinciaux et les sections régionales disposent d'un secrétaire chargé de l'administration courante. Il faut toutefois mentionner que, vu son importance, le Groupement du Hainaut compte un personnel administratif de six personnes dirigées par un secrétaire général. Ce personnel consacre son activité aux problèmes spécifiquement hennuyers.

De nombreuses commissions et groupes de travail, créés selon les nécessités du moment, aussi bien par l'administration centrale que par les groupements provinciaux ou les sections régionales, réunissent des membres de l'association particulièrement versés dans la question étudiée et des experts. Ces commissions ne sont pas permanentes, elles se créent, disparaissent et réapparaissent selon les besoins. Citons, à titre d'exemple (2) celles:

- de l'industrie,
- du commerce,
- des transports,
- de l'agriculture,
- de la démographie,
- des petites et moyennes entreprises,
- de l'infrastructure,
- des problèmes de l'eau,

(1) Circulaire du Conseil Economique Wallon du 24 juin 1964, p. 6.

(2) Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., no 144, p. 4.

du logement,
 de la décentralisation,
 de la propagande en Belgique et à l'étranger,
 de l'organisation,
 pédagogique et scientifique,
 des organismes étatiques et paraétatiques,
 de la radiodiffusion,
 du tourisme.

A ce jour, vingt-six commissions différentes ont fonctionné au sein de l'organisme.

Mentionnons également le Comité CLER (Comité de liaison des économies régionales du Nord, du Pas de Calais, du Hainaut et de la Flandre occidentale), débordant du cadre géographique de la Wallonie et examinant régulièrement les problèmes économiques qui se posent au-delà de la frontière ouest de la Belgique.

Les études d'ordre général faites par les services du C.E.W. sont d'ordinaire publiées dans leur revue.

VII. ACTIVITES ET PUBLICATIONS

Nous ne songeons pas à donner une vue exhaustive des activités du Conseil Economique Wallon depuis sa création jusqu'à ce jour. Nous nous contenterons de relever succinctement ses principales activités. Elles présentent en général deux volets: l'étude, d'une part, l'action, de l'autre.

Au cours des trois dernières années, le Conseil Economique Wallon s'est surtout préoccupé de la démographie wallonne, de la reconversion des régions minières, de la promotion des petites et moyennes entreprises, de la modernisation de l'équipement public, du développement économique régional, du perfectionnement professionnel, de la recherche d'investissements étrangers, de la pénurie de main-d'oeuvre en Wallonie, de l'immigration de travailleurs étrangers, de la planification économique, des problèmes de l'eau, du logement social et de l'aide directe aux entreprises.

Les projets et les initiatives du Conseil Economique Wallon ont eu souvent un retentissement considérable: à titre d'exemple, citons que c'est à l'intervention du C.E.W. que les travaux de l'autoroute de Wallonie ont été décidés et que les pouvoirs publics ont été stimulés, que la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier accorde des crédits en vue d'installer des industriels dans des bâtiments qui leur sont remis clefs sur portes; que le Gouvernement belge s'est décidé à revoir le système des allocations familiales dans un sens plus favorable à la démographie; qu'il a accordé son accord de principe à réaliser en Wallonie les extensions indispensables du Centre de Recherches nucléaires de Mol et à localiser le Centre de Recherches spatiales.

Dans l'ordre chronologique, nous ne citerons que les principales publications.

1) Tout d'abord le rapport présenté par l'organisme au Gouvernement belge le 20 mai 1947 sous le titre "Economie Wallonne."

Cet ouvrage est le fruit des nombreuses réunions clandestines tenues sous l'occupation allemande. Il constitue la première synthèse et la première prise de conscience des problèmes économiques wallons. Certaines parties sont encore d'une grande actualité quinze ans après leur publication.

2) Pendant toute la durée des travaux du Centre Harmel, ⁽¹⁾ le C.E.W. fut très actif, intervenant à multiples reprises, tant à la Commission économique qu'à la Commission démographique, très souvent en opposition avec le Vlaams Economisch Verbond ⁽²⁾ (la Ligue Economique Flamande, le Conseil Economique Flamand n'était pas encore créé à ce moment.)

(1) Centre Harmel - Centre de Recherches pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques dans les diverses régions du pays, centre créé lors de la loi du 3 mai 1948, proposé par M. Harmel. Le centre termina ses travaux par la séance de clôture du 25 octobre 1955.

(2) Cf. M.P. Herremans, dans le C.H. du C.R.I.S.P., no 144, p. 5.

3) L'économie de la région liégeoise étude de plus de 600 pages réalisée avec la collaboration du groupe d'études régionales de l'Université de Liège et publiée en 1960 avec le concours de la Fondation universitaire. C'est à la fois une analyse détaillée de toute l'activité économique de la région liégeoise, un diagnostic des maux dont elle souffre et un programme concret en vue de la faire progresser. Conçue en vue de l'action, cette étude est un précieux guide pour maints économistes ou chefs d'entreprises. (1)

4) L'Economie de la région verviétoise, publiée en 1963, est une étude des structures de la région et une recherche de ses virtualités. Essentiellement conçue en vue de l'action, l'étude s'articule sur un diptyque dont les volets incluent respectivement le facteur humain (démographie, population active, chômage et enseignement) et les activités industrielles. Ce dernier volet comprend trois matrices "input-output" élaborées pour la mise en évidence des relations industrielles et pour le calcul du revenu régional. L'industrie textile a fait l'objet d'une étude particulièrement fouillée dans tous les sous-secteurs lainiers relativement à l'aspect réel et potentiel des débouchés restant ouverts aux produits verviétois.

Contrairement à une opinion assez répandue dans le grand public, les conclusions de cet ouvrage ne considèrent pas les difficultés actuelles comme étant irrémédiables. Un plan d'action et un programme pour une nouvelle expansion terminent l'étude. (2)

5) Le Rapport Sauvy sur le problème de l'économie et de la population en Wallonie (1962 - 57 pages). (3)

I . Situation démographique de la Wallonie par Roland Pressat.

II . Conditions de développement économique et mesures à prendre en vue d'un renouveau général par Alfred Sauvy.

Ce rapport Sauvy sur la situation démographique en Wallonie

(1) Voir l'annexe relative à cette publication: Résumé de l'Etude Economique sur la région liégeoise.

(2) Cf. une citation de M.-P. Herremans dans le Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., no 144, p. 10.

(3) Paru dans la Revue du Conseil Economique Wallon (Janvier - avril 1962).

a fait coulé beaucoup d'encre en Belgique. (1) Ce rapport, qui démontre la dénatalité de la population wallonne, fut un sujet important de discussions entre les deux peuples du pays, les Wallons et les Flamands. Ces derniers n'ont pas les mêmes problèmes démographiques. Les familles flamandes ont en général plus d'enfants que les familles wallonnes. La publicité qui était faite par la presse à cette publication donne un peu l'impression que le problème de la démographie wallonne venait d'être découvert.

Pourtant, ce problème n'était pas nouveau. Nombre d'années avant la recherche en Wallonie par le démographe français, Sauvy, le Conseil Economique Wallon avait déjà attiré l'attention sur le principal danger qui menaçait l'économie wallonne, notamment: le vieillissement de la population.

Le rapport sur l'économie wallonne remis au Gouvernement en 1947 faisait déjà une place de choix à ces mêmes problèmes. Plus tard, lors des travaux du Centre Harmel, des représentants autorisés du C.E.W. intervinrent à plusieurs reprises au sujet des problèmes démographiques.

(1) Voici les quelques citations de journaux francophones:

Du "Monde", 11 mars 1962:

Présenté jeudi par ses éditeurs, le rapport "révolutionnaire" de M. Alfred Sauvy sur le vieillissement inquiétant de la population wallonne (environ quatre dixièmes de la population belge) risque d'alimenter le conflit entre Flamands et Wallons....

De "La Nouvelle Revue Wallonne", mars 1962:

Rien au fond que les Wallons conscients ne sachent de depuis longtemps: le déficit démographique de la Wallonie impliquant un déficit économique, le vieillissement de la population wallonne, les nombreuses perspectives qui souvrent devant nous, la nécessité d'un relèvement rapide de la natalité, les moyens d'amener ce relèvement..

De "La libre Belgique", 10-11 mars (par Prof. Fernand Baudhuin)

... Ainsi qu'on aura pu le lire ici même, la question n'a probablement pas été posée d'une façon adéquate par les experts qui avaient été sollicités par le C.E.W. En fait, nous ignorons si les familles wallonnes sont moins fécondes que les familles flamandes, et si à plus ou moins longue échéance, l'avenir démographique d'une des deux régions est plus menacé que celui de l'autre....

C'est également le Conseil Economique Wallon qui assume le Secrétariat pour la région wallonne du "Comité d'Etude des problèmes de la dénatalité".

Depuis de nombreuses années, un des objectifs du C.E.W. était de convaincre l'opinion et les pouvoirs publics de la nécessité impérieuse d'intégrer des préoccupations démographiques dans la politique familiale.

Nous accordons assez d'attention à ce publication du C.E.W. parce que le rapport Sauvy a eu en effet sur l'opinion publique dans tout le pays et, en même temps, indique l'influence et l'importance du Conseil Economique Wallon dans le développement socio-économique du pays wallon.

Un mérite remarquable du Rapport Sauvy est certainement d'avoir créé un profond choc psychologique. Immédiatement, on se mit au travail pour prendre des mesures (~~immigration~~ de travailleurs étrangers, etc.) Profitant de l'émotion produite, le C.E.W. mit à l'oeuvre un groupe de travail chargé d'étudier le rapport Sauvy et d'en tirer les éléments d'une politique de la population en Belgique.

Les conclusions de ce groupe de travail furent approuvées par le Comité de Direction, le Conseil d'administration et l'Assemblée générale du C.E.W. sous le titre "Un plan d'action pour la rénovation de la Wallonie".⁽¹⁾ Celui-ci fut remis au Roi le 21 juin 1962.

Le gouvernement belge en fut saisi également et chargea une commission officielle d'examiner la situation. Quelques temps plus tard, cette commission publia le rapport dit "Rapport Delpéré" s'inspirant largement des conclusions du Conseil Economique Wallon.

Depuis cette période le C.E.W. peut se réjouir d'une grande influence auprès les autorités du gouvernement de l'Etat. Citons le C.E.W. même:

(1) A la même époque, nombres d'auteurs traitaient des mêmes questions. Citons seulement: la brochure de A. Devyver, "Dénatalité wallonne et psyché collective", cf. Etudes et Documents de la Fondation Charles Plisnier, Bruxelles, 1961.

"Et c'est ainsi que le Conseil Economique Wallon peut aujourd'hui se réjouir de voir progressivement traduits dans la politique gouvernementale, les idées qu'il a semées au fil des années." (1)

6) La Revue du Conseil Economique Wallon. Cette revue a remplacé dès mars 1953 les publications périodiques du Conseil Economique Wallon: la revue "Economie wallonne" qui contenait des articles de fonds et la "Chronique du Conseil Economique Wallon" qui donnait plutôt des informations sur l'activité et le fonctionnement du C.E.W.

Dans l'éditorial du premier numéro de cette nouvelle publication, le directeur, J. Mineur, ⁽²⁾ précise comme suit la ligne de conduite de cette publication:

Telle qu'elle est et telle qu'elle veut être, cette revue entend assurer à l'économie wallonne le maintien de sa vitalité en veillant à la sauvegarde de ses intérêts dans le cadre de l'Etat, en préservant ses possibilités d'adaptation dans le cadre de l'Europe et en ménageant et accroissant son pouvoir d'expansion sur le plan national. Opposée à tout régime discriminatoire injuste, elle saisira toutes les occasions d'affirmer et de faire prévaloir les droits de la Wallonie, à parachever son équipement, à ranimer celles de ses régions ou de ses industries qui sont en déclin, à rationaliser son agriculture, à surmonter sa crise démographique, à disposer en tout temps de la main-d'oeuvre nécessaire pour maintenir l'élan vital qui, en un peu plus d'un siècle, a porté notre petit coin d'Europe en tête des grandes puissances industrielles.

Présentement, le C.E.W. est d'avis que la Revue du C.E.W. est actuellement la Revue belge de langue française la plus lue dans la Belgique. Paraissant bimestriellement, elle consacre en général une cinquantaine de pages à des études faites soit par nos propres chercheurs, soit par des collaborateurs extérieurs, une trentaine de pages étant réservées à diverses chroniques comprenant:

- des articles humoristiques;
- de l'information sur l'avancement des travaux à l'autoroute de Wallonie; ⁽³⁾
- les actualités internationales, etc.

(1) Brochure sur le C.E.W. du C.E.W., 24 juin 1964, p. 9.

(2) J. Mineur, est actuellement l'Administration-délégué du C.E.W.

(3) L'autoroute de Wallonie est une grande autostrade actuellement en construction, de Bruxelles à travers le pays wallon.

STATUTS DU CONSEIL ECONOMIQUE WALLON⁽¹⁾

I. DENOMINATION

Art. 1 - Il est constitué une association sans but lucratif, dénommée Conseil Economique Wallon.

II. OBJECTIF SOCIAL

Art. 2 - Le Conseil Economique Wallon a pour objet de sauvegarder les intérêts économiques de la Wallonie sur les plans national et international, de soutenir les industries existantes, de favoriser leur stabilité, de susciter la création d'activités nouvelles, d'orienter d'une manière favorable l'évolution industrielle, d'encourager l'expansion commerciale, de promouvoir le développement agricole. Il veille à créer les conditions générales favorables à l'expansion économique et au développement harmonieux de la Wallonie, plus spécialement dans les domaines concernant la démographie, l'infrastructure, le crédit et la position des pouvoirs publics en ces matières. Il défend les principes d'une saine décentralisation.

Il prend les mesures utiles en vue d'harmoniser ses activités avec celles des intercommunales de développement économique et d'aménagement du territoire de Wallonie.

Son activité, en un mot, peut s'étendre à toutes les questions économiques, financières, sociales, démographiques, scientifiques, pédagogiques, artistiques, touristiques et autres, en rapport avec le développement économique de la Wallonie. Elle est exempte de tout caractère politique.

(1) Cf. Circulaire du Conseil Economique Wallon, Liège, 8 décembre 1965.

III. ORGANISATION

Art. 3. -- Le Conseil Economique Wallon est organisé en vue d'assurer une représentation harmonieuse de toutes les forces vives de la Wallonie, sans distinction d'opinion; une part d'influence proportionnelle à leur importance économique et sociale y est reconnue à chaque province wallonne et à l'arrondissement de Nivelles.

Art. 4. -- L'association comprend une administration centrale et des groupements provinciaux, créés au sein de chaque province, ainsi que dans l'arrondissement de Nivelles.

Ces groupements provinciaux peuvent, s'ils le jugent bon, se subdiviser eux-mêmes en un certain nombre de sections régionales.

Le Conseil d'administration de l'association détermine les principes régissant le fonctionnement des groupements provinciaux et des sections régionales et leurs relations avec l'administration centrale.

Le siège de l'association est fixé à Liège. Ce siège peut être modifié par décision de l'Assemblée générale, conformément aux dispositions légales en la matière.

Art. 5. -- Le Conseil Economique Wallon groupe des membres associés et des membres adhérents. Les associés, dont le nombre ne peut être inférieur à 15, jouissent seuls de la plénitude des droits sociaux. Les adhérents assistent à titre consultatif aux assemblées générales ordinaires.

Art. 6. -- L'association peut recevoir comme membre des personnes physiques, des entreprises, des associations ou groupements et des administrations ou institutions publiques.

Toute personne ou entité qui désire faire partie de l'association doit en faire la demande. Le Conseil d'administration peut refuser l'admission d'un membre associé sans être tenu de faire connaître le motif de son refus.

Art. 7. - Tout membre peut être exclu de l'association pour inobservation des statuts ou des règlements établis, ou pour tout autre motif dont l'Assemblée générale des associés est seul juge; l'exclusion sera prononcée par l'Assemblée, l'intéressé entendu, à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

Art. 8. - Le Conseil d'administration pourra décerner à certaines personnes le titre honorifique de membre protecteur ou de membre d'honneur.

IV. RESSOURCES

Art. 9. - Le taux maximal de la cotisation annuelle est fixé à 1,000,000 de francs par associé.

Le Conseil d'administration fixe les cotisations des membres adhérents et associés.

Art. 10. - L'association peut recevoir tous dons, legs, subsides et contributions volontaires.

V. ASSEMBLEE GENERALE

Art. 11. - L'Assemblée générale des associés a comme attributions:

- a) d'approuver annuellement les comptes de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice en cours ainsi que le rapport d'activité, qui lui sont soumis par le Conseil d'administration;
- b) de nommer et de révoquer les administrateurs et les commissaires;
- c) de modifier les statuts en se conformant aux dispositions légales en la matière;
- d) de prononcer la dissolution de l'association;
- e) d'exercer tous autres pouvoirs résultant de la loi ou des présents statuts.

Art. 12. - L'Assemblée générale se réunit une fois par an, dans le courant du second trimestre.

- Art. 13. - Elle peut être convoquée également sur décision du Conseil d'administration et elle doit l'être lorsqu'un cinquième des associés en règle de cotisation en fait la demande.
- Art. 14. - L'Assemblée générale se réunit conformément aux règles définies par les articles 6, 7 et 8 de la loi du 27 juin 1921.
- Art. 15. - Les associés et les adhérents sont convoqués par lettre-circulaire, par les soins de l'administrateur-délégué, huit jours au moins avant la date de l'Assemblée.
- Art. 16. - Aucune décision ne peut être prise en dehors de l'ordre du jour figurant à la convocation.

Seuls les associés en règle de cotisation ont droit de vote.

- Art. 17. - En cas de partage des voix, la question est renvoyée à une séance ultérieure. En cas de nouveau partage des voix, il est attribué voix prépondérante au président de séance.
- Art. 18. - Les associés peuvent se faire représenter à l'Assemblée par d'autres associés.
- Art. 19. - Les décisions de l'Assemblée générale font l'objet d'un procès-verbal dont un exemplaire, signé par le président et le secrétaire de séance, est consigné dans un registre ad hoc.
- Art. 20. - Ces décisions sont, le cas échéant, communiqués aux associés et aux tiers.

VI. CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Art. 21. - L'association est gérée par un Conseil d'administration dont les membres sont nommés par l'Assemblée générale sur proposition des divers groupements provinciaux et de la section du Brabant Wallon (arrondissement de Nivelles) à raison d'un siège par 40,000 habitants, avec minimum de 13 administrateurs par province (six dans le Brabant Wallon), toute fraction comptant pour une unité.

Le Conseil d'administration est en outre autorisé à coopter, à la majorité des deux tiers des voix, un maximum de douze administrateurs choisis parmi des personnalités wallonnes qui ne remplissent pas ou ne remplissent plus les conditions pour être représentatives d'une région, mais dont la nomination est justifiée, soit en raison des fonctions qu'elles exercent, de leur compétence ou de l'influence qu'elles détiennent, soit en raison des services qu'elles ont rendus et sont encore susceptibles de rendre.

Le choix des administrateurs s'effectue avec la préoccupation fondamentale d'assurer une représentation équitable des courants d'idées et des catégories d'intérêts entre lesquels se répartit la population.

Sont de plein droit administrateurs, les Ministres d'Etat wallons, les gouverneurs des provinces wallonnes, deux membres de la Députation permanente désignés par celle-ci (dans le Brabant Wallon, un député permanent), et les bourgmestres des chefs-lieux de province.

Art. 22. - Sauf décision contraire du Conseil d'administration, l'administrateur qui vient à être déchargé de la fonction publique qui avait motivé son élection est ipso facto démissionnaire.

Sous la même réserve, la même disposition s'applique à l'administrateur n'ayant assisté à aucune réunion du Conseil d'administration durant deux années consécutives.

Art. 23. - Le Conseil d'administration est renouvelé par tiers tous les ans, ses membres étant rééligibles. En cas de démission ou de décès d'un administrateur survenu en cours d'exercice, le Conseil d'Administration peut pourvoir à la vacance par cooptation à la majorité des deux tiers des voix sous réserve de ratification de sa décision par la plus prochaine Assemblée générale.

Art. 24. - La qualité d'administrateur honoraire peut être reconnue par le Conseil d'administration à ceux de ses membres qui viennent à cesser leurs fonctions.

Art. 25. - Le Conseil d'administration nomme parmi ses membres, au scrutin secret, pour un terme de trois ans, un président général et un président. Tous deux sont rééligibles.

Le président et les vice-présidents ne peuvent appartenir à la même province.

Art. 25 bis. - Le président général préside le Comité de Direction et contrôle la gestion de l'association. En cas de nécessité, il est fondé à agir d'initiative; dans ce cas, il devra en référer au Comité de Direction, à la plus prochaine séance.

Le président général est également chargé de la représentation du Conseil Economique Wallon et peut déléguer ses pouvoirs.

Le président assure la suppléance du président général, en cas d'empêchement de celui-ci et dispose, lorsqu'il le remplace, de ses pouvoirs et de ses prérogatives.

Art. 26. - Le Conseil d'administration se réunit chaque fois que le président général estime nécessaire de le convoquer, et au moins deux fois par an. Il doit être réuni à la demande de dix de ses membres.

Art. 27. - Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage des voix, la voix du président de séance est prépondérante.

Art. 28. - Le Conseil a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association; il peut notamment sans que cette énumération soit limitative et sans préjudice à tous pouvoirs résultant de la loi et des statuts, faire tous paiements, signer tous chèques, virements et mandats, donner toutes décharges, faire et passer tous actes et contrats, transiger, compromettre, acquérir, échanger, vendre tous biens meubles et immeubles, hypothéquer tous immeubles, donner toutes main-levées, avec ou sans paiement, emprunter, conclure des baux de toutes durées, accepter tous legs, subsides, donations, contributions volontaires et transferts, renoncer à tous droits réels et à toutes actions résolutoires, conférer tous pouvoirs spéciaux à des mandataires de son choix, associés ou non.

Art. 29. - Le Conseil d'administration nomme parmi ses membres, un administrateur-délégué ou un directeur général qui peut être rémunéré.

Celui-ci assure la gestion courante de l'association dans le cadre des directives données ainsi que des décisions prises par le Conseil d'administration, le Comité de direction et éventuellement par le président général.

Art. 30. - Les actes qui engagent l'association, autres que ceux de gestion journalière, sont signés par deux administrateurs, lesquels n'auront pas à justifier vis-à-vis des tiers des pouvoirs donnés à cette fin par le Conseil d'administration.

Art. 31. - Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant sont poursuivies à la requête et diligence du Conseil d'administration ou de deux administrateurs.

VII. COMITE DE DIRECTION

Art. 32. - Le Conseil d'administration désigne parmi ses membres un Comité de direction composé au maximum de trente-cinq personnes choisies en vue d'assurer une représentation équitable de toutes les provinces, régions, courants d'opinion et catégories d'intérêts.

Ses membres, nommés pour trois ans, sont rééligibles. Leurs mandats sont renouvelables par tiers annuellement.

Sont membres de droit du Comité: les président général, président et vice-présidents et l'administrateur-délégué ou le directeur général.

Art. 33. - Le Comité de direction conduit la politique générale de l'association dans le cadre des décisions du Conseil d'administration.

Il a pour mission:

- a) de définir dans le cadre des directives générales tracées par le Conseil d'administration la politique de l'association et sa position dans les problèmes d'actualité;

- b) de prendre toute décision au sujet de ces problèmes;
- c) de contrôler l'organisation générales des services administratifs et financiers;
- d) d'approuver les rapports et documents à soumettre à l'approbation du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale;
- e) de nommer et de révoquer le personnel de l'administration centrale dont il fixe les rémunérations;
- f) de prendre, dans l'intervalle des réunions du Conseil d'administration, toutes mesures qui lui paraissent propres à assurer la réalisation de l'objet social;
- g) de suivre le développement des décisions qu'il a prises;
- h) d'établir le règlement d'ordre intérieur.

Art. 34. - Le Comité de direction se réunit aussi souvent que l'exigent les intérêts de l'association et au moins six fois par an, sur convocation du président général ou à la requête de trois de ses membres.

L'ordre du jour est arrêté par le président général sur proposition de l'administrateur-délégué ou du directeur général.

Le Comité de direction peut cependant, en cas d'urgence, se saisir de tout autre point supplémentaire.

VIII. COLLEGE DES COMMISSAIRES

Art. 35. - La gestion financière de l'association est contrôlée par un collège des commissaires composé de deux membres au moins nommés par l'Assemblée générale pour un terme de deux ans, rééligibles et renouvelables par moitié annuellement.

IX. DISSOLUTION

Art. 36. - Lors de la dissolution de l'association, le patrimoine de celle-ci sera réparti entre diverses oeuvres à désigner par l'Assemblée générale et se rapprochant autant que possible de l'objet de l'association.

ANNEXE V-G-3

COMITE DE DIRECTION

DU CONSEIL ECONOMIQUE WALLON.

<u>Président général</u>	: M. Pierre Clerdent, Gouverneur de la Province de Liège.
<u>Président</u>	: M. Max Drechsel, Recteur de l'Institut supérieur de Commerce du Hainaut, Président de la C.G.E.R., Directeur général de l'institut de Recherches économiques du Hainaut.
<u>Vice-Présidents</u>	: MM. Maurice Brasseur, Gouverneur de la Province du Luxembourg. Robert Gruslin, Gouverneur de la Province de Namur. Pierre Warnant, Sénateur, Administrateur-gérant des Usines Emile Henricot..
<u>Administrateur-délégué</u>	: M. Joseph Mineur.

Membres:

MM. Ernest Adam, Sénateur, Président du Groupement provincial luxembourgeois du C.E.W.

Henri Andris, Secrétaire de la Section du Centre de la F.G.T.B. (1)

Maurice Briard, Administrateur-délégué de la S.A. des Appareils Magondeaux.

Emile Courtoy, Député permanent.

Fernand Delory, Directeur général honoraire de la S.N.C.B. (2) Président de la Section du Brabant Wallon du C.E.W.

Alfred Delourne, Secrétaire général de la F.G.T.B.

(1) F.G.T.B. - Fédération Générale du Travail de Belgique

(2) S.N.C.B. - Société nationale de chemins de fer belge.

Louis Dereau, Secrétaire général de la C.S.C. (3)

Paul Henrard, Administrateur de la S.A. Métallurgique d'Espérance-Longdoz.

Antoine Latin, Député permanent.

Joseph Latin, Député permanent.

Maurice Masuy, Entrepreneur, Président de la Section du Tournai du C.E.W.

Pierre Mathurin, Député permanent.

Jean-Joseph Merlot, Député.

Egide Moreau, Député permanent.

Willy Paermentier, Secrétaire fédéral de la C.S.C.

Jean Pitz, Directeur de la Lainière, Président de la Section de Verviers du C.E.W.

Alfred Putzeys, Administrateur-délégué de la Cie Internationale des Pieux Franki.

Guillaume Sauvage, Secrétaire adjoint de la C.S.C.

Jacques Sagard, Administrateur-délégué de la S.A. Brasserie de Ghlin, Président de la Section de Mons du C.E.W.

Willy Schugens, Secrétaire national de la F.G.T.B.

Richard Stiévenart, Député permanent.

René Thone, Député permanent, Président de la Commission administrative de l'Université du Travail Paul Pastur.

Charles Tisthoud, Président de la Section du Centre du C.E.W., Président de la Fédération nationale des Chambres de Commerce et d'Industrie de Belgique.

Secrétaire: M. André Goffin, Secrétaire général du C.E.W.

ANNEXE V-H-1

L'INSTITUT JULES DESTREE POUR LA DEFENSE ET L'ILLUSTRATION DE LA WALLONIE

I. ORIGINE ET BUT GENERAL

La création de l'Institut Jules Destrée est en réalité une métamorphose de la Société Historique pour la Défense et l'Illustration de la Wallonie. Depuis sa fondation en 1933, la Société avait publié deux ouvrages mais, selon nombre d'observateurs wallons, elle était restée en veilleuse pendant la guerre et, n'avait eu ensuite, jusqu'en 1960, qu'une activité restreinte. Elle ne remplissait donc que peu son but: faire mieux connaître la Wallonie passée et présente, souvent ignorée ou mal représentée.

Vers l'année 1960, on estima le moment venu d'élargir et d'intensifier l'activité de l'organisme. On emprunta le nom de l'une des plus délébres figures wallonnes de la fin du XIXe siècle et du début du XXe, Jules Destrée, l'un des promoteurs les plus importants du mouvement nationaliste wallon. Les statuts du nouvel organisme, appelé l'Institut Jules Destrée pour la Défense et l'Illustration de la Wallonie, furent donc élaborés en deux étapes en 1939 et en 1960. Afin de poursuivre ses buts, l'Institut écarte toute considération politique, religieuse ou philosophique dans le choix de ses membres et dans la poursuite de son programme.

La riche personnalité de Jules Destrée, avocat, homme de lettres, et politicien wallon d'opinion socialiste, oriente les activités de la société qui porte maintenant son nom. Dans ce sens, la citation suivante d'Aimée Bologne-Lemaire est éclairante: (1)

Je crois qu'aucun titre ne pouvait mieux convenir, puisqu'il s'agit d'une association de gens de lettres, d'artistes, de savants et de curieux s'attachant à la recherche et à la publication de tout ce qui concerne l'entité wallonne. La grande figure de Jules Destrée nous servira de guide. On a souvent célébré les différents aspects de sa personnalité, si riche, d'orateurs, d'esthète, de juriste, d'homme d'Etat, de patriote, de défenseur des humbles...

(1) Rousseau, F., La Wallonie, Terre Romane. Série Connaître la Wallonie, Institut Jules Destrée, Charleroi, 1962, p. 6.

L'Institut Jules Destrée s'occupe directement d'éveiller la conscience wallonne. Il s'inspire largement du grand leader wallon, qui a souligné souvent que la Wallonie doit se développer sur différents plans. D'après Destrée, les Wallons et la Wallonie forment une entité propre en Belgique. C'est dans cette optique qu'il faut situer la rédaction et la publication en 1912 de sa Lettre au Roi, dans laquelle Destrée expliquait qu'il n'y a pas de Belges, seulement des Wallons et des Flamands.⁽¹⁾ Citons:

Et maintenant que me voilà introduit auprès de Vous, grâce à cette sorte de confession, laissez-moi Vous dire la vérité, la grande et horrifiante vérité: il n'y a pas eu de Belges.

.....
... Vous réglez sur deux peuples. Il y a en Belgique, des Wallons et des Flamands; il n'y a pas de Belges.

La Lettre au Roi, écrite avant la Première Guerre mondiale, est restée d'actualité selon l'opinion nationaliste wallonne.⁽²⁾

Destrée était d'avis que la Wallonie dormait, que les gens qui habitait le pays wallon ne connaissaient pas assez leur pays, ses beautés, son histoire. Avant la guerre de 1914, dans une conférence, qui eut un grand retentissement et intitulée "La chanson des clochers wallons," Destrée s'écriait:

Qui donc, éveillera, la Wallonie qui dort? Elle a longtemps vécu dans la fièvre et la peine. Son ardeur à l'effort jamais ne s'est laissée. Mais le bruit des métiers sur les bords de la Vesdre, le fracas des marteaux dans les usines rouges des rives de la Sambre et de la grande Meuse, le tapage des charbons arrachés aux flancs du Borinage, l'étourdissaient. Elle avait entendu bien des chansons anciennes. Des clochers de Tournai, des plaines de Brabant, des refrains de vaillance avaient empli les airs. Mais elle ne s'en souvenait plus... Mons avec

-
- (1) Le texte de ce document est reproduit en entier dans une annexe subséquente. Il est tiré de M.-P. Herremans, La Wallonie, ses griefs et ses aspirations. Editions Marie-Julienne, Bruxelles, 1951.
- (2) D'autres organismes et groupes de pression considèrent la Lettre au Roi comme une sorte de charte wallonne. C'est le cas du Mouvement Populaire Wallon. Il convient aussi de mentionner que le nom de Jules Destrée est lié au "Compromis des Belges", élaboré en 1929 par des personnalités wallonnes et flamandes sous l'égide de Destrée et de Camille Huysmans, député socialiste flamand. Ce compromis a été un pas important pour l'élaboration de règlements et de dispositions linguistiques. Nous avons juger utile aussi d'en présenter en en annexe le texte.

son Dandon, Nivelles avec son Jean, Namur au bia bouquet, les Valeureux Liégeois de la Cité ardente, c'était partout l'appel de la race à la race. En chantant s'affirmait notre gaité fraudeuse et notre amour filial pour la Terre sacrée. Mais les voix du passé peu à peu s'étaient tues et nul n'entendait plus leur sens grave et profond. Quel dragon faudra-t-il envoyer au trépas? Quel rang révélateur devra brûler ta lèvre, ô Wallonie, pour te faire écouter ce que disent ces voix, pour que consciente enfin de ton avenir clair, tu surgisses dressée, ardente et volontaire, pour ton radieux destin de combats et d'amour, - comme le fit Siegfried en la forêt germane.(1)

On ne saurait nier que l'auteur de ces lignes manifestait avec lyrisme le désir de faire naître chez ses compatriotes l'affection de la patrie locale et de patriotisme au sein de l'entité culturelle particulière constituée par la société wallonne.

Afin de stimuler la connaissance de la Wallonie, l'Institut Jules Destrée considérait comme une des tâches primordiales d'établir d'abord, et de transmettre ensuite un bilan de tout ce qui concerne la vie wallonne. L'Institut Jules Destrée s'efforce, en particulier d'informer et de renseigner la jeunesse qui constituera plus tard l'élite wallonne de demain. En effet, les autorités de l'Institut Jules Destrée suivent le conseil que Destrée lui-même donnait à Tournay en 1913, devant la maison du peintre renommé Roger de la Pasture:

C'est pour une ville, une race, un peuple, une fierté légitime que d'avoir de tels enfants. Ne pas les revendiquer serait déchoir... Aujourd'hui peut-être, parmi ces enfants étonnés qui nous écoutent, un artiste surgira. Et c'est surtout pour lui donner confiance, à celui-là, pour éveiller les possibilités endormies que nous réclamons aujourd'hui Roger de la Pasture.(2)

Ayant donné une idée de l'éclairage sous lequel Jules Destrée et ses adeptes veulent illustrer la Wallonie et venir à sa défense, nous examinerons, plus bas quelques publications de l'Institut publiées dans la collection "Connaître la Wallonie."

-
- (1) Cité par Félix Rousseau dans La Wallonie, Terre Romane; série Connaître la Wallonie; Institut Jules Destrée, Charleroi, 1962, pp. 7-8.
- (2) Rousseau, F., La Wallonie, Terre Romane. Série Connaître la Wallonie; Institut Jules Destrée, Charleroi, 1962, p. 6.
Roger de la Pasture, dont le nom aurait été néerlandisé et dont l'oeuvre a été associée à la peinture flamande, est ici réclamé pour sa contribution au patrimoine culturel wallon moins riche que le patrimoine flamand en peinture.

II. STATUTS

- Art. 1. L'association prend le nom de l'Institut Jules Destrée pour la défense et l'illustration de la Wallonie. Le siège en est fixé à Charleroi. Il pourra être transféré dans une autre localité de Wallonie par décision du conseil d'administration.
- art. 2. L'association a pour objet l'étude des problèmes que posent la défense et l'illustration de la Wallonie ainsi que la publication de travaux qui s'y rapportent, en dehors de toute préoccupation politique, religieuse ou philosophique.
- art. 3. L'association comprend des membres effectifs, dont le nombre minimum est de trois. Elle peut accepter des correspondants et des protecteurs, qui ne sont pas membres de la société.
- art. 4. Pour être admis comme membre effectif, le candidat doit être accepté par le conseil d'administration, sur présentation de deux associés. Les correspondants et les protecteurs sont admis par le conseil d'administration.
- art. 5. L'association est administrée par un conseil composé de trois membres au moins élus, parmi les associés, par l'assemblée générale, pour le terme d'un an. En cas de vacance, le conseil se complète par cooptation.
- art. 6. L'assemblée générale se réunit obligatoirement dans le courant du premier trimestre de l'année, sur convocation du conseil d'administration. Une assemblée générale ordinaire ou extraordinaire peut statuer sur des objets non repris à l'ordre du jour si la majorité des membres présents le décide.
- art. 7. Les décisions de l'assemblée générale sont portées à la connaissance des membres et des tiers par un registre qui pourra être consulté au lieu fixé par le conseil d'administration.
- art. 8. La cotisation maximum est fixée à mille francs l'an.⁽¹⁾ L'assemblée annuelle fixe le minimum de cotisation de l'exercice. Les budgets et comptes sont annuels.
- art. 9. En cas de dissolution de l'assemblée, les biens de celle-ci, seront dévolus à un organisme poursuivant un but analogue à désigner par l'assemblée qui prononcera la dissolution.

(1) Mille francs belges = ± 20 dollars américains.

- art. 10. Sont nommés administrateurs: Mme Aimée Bologne-Lemaire, MM. Charles Becquet, Louis Bertaux, Maurice Bologne, Jacques Hoyaux, Abel Piraux, Jean Pirotte et Fernand Schreurs.
- art. 11. Pour tous les cas non prévus par les présents statuts, il est référé à la loi du 27 juin 1921. Dans le silence de celle-ci, l'assemblée générale statuera.

III. PUBLICATIONS DE L'INSTITUT JULES DESTREE

L'activité principale de l'Institut est sans doute l'édition de publications. L'Institut se propose de mettre à la disposition du public une série de brochures relatives à la Wallonie prise dans son ensemble -- qu'il s'agisse du passé ou du présent -- et dans des domaines comme la peinture, la sculpture, le folklore, l'ethnie, la chanson, la langue et les dialectes, la musique, la toponymie, l'histoire, le tourisme, l'industrie, les monastères, l'architecture civile et religieuse, le mouvement wallon et d'autres sujets. Ces brochures, qui comprennent de soixante à cent vingt pages, sont publiées dans l'ordre de réception des manuscrits des collaborateurs et selon les possibilités financières de l'Institut.

A titre d'illustration, voyons les sujets des dix premières publications de la collection "Connaître la Wallonie". Ceci nous permettra de mieux apprécier l'activité de l'Institut.

No. 1. Les congrès de Rassemblement wallon de 1890 à 1959, par Fernand Schreurs.

L'étude historique mentionnée ci-haut fut publiée en 1960; elle compte soixante et une pages et est divisée en cinq chapitres. L'auteur, Fernand Schreurs, est avocat et secrétaire-général du Congrès National Wallon.

Dans le premier chapitre, il traite des congrès qui se tinrent de 1890 à 1900. Les thèses qui y furent développées forment une sorte de transition entre les conceptions unitaires issues de la Révolution de 1830 et les conceptions régionalistes qui triomphaient à l'aube du XXe siècle.

Dans le deuxième chapitre, l'auteur considère le congrès de 1905 et ceux qui lui succédèrent jusqu'à la guerre de 1914. Ils ont abouti à la constitution de l'Assemblée Wallonne. C'est la prise de conscience de la Wallonie et l'éclosion des solutions fédéralistes.

Dans le troisième chapitre, consacré à l'entre-deux-guerres, on voit comment s'opposent à l'Assemblée Wallonne, engourdie et déclinante,

des congrès vigoureux, où dominent les "militants de la base". Le ton monte. Sous l'impulsion de figures comme Georges Truffaut, François Van Belle et l'abbé Jules Mahieu, les opinions se raidissent.

Dans le quatrième chapitre, l'auteur rappelle la série des congrès organisés par le Comité Permanent du Congrès National Wallon de 1945 à 1959 et les étapes de la doctrine autonomiste qu'ils ont établie.

Dans un dernier chapitre, l'auteur dit quelques mots des travaux des deux congrès culturels, inspirés par un mouvement politique en Wallonie: le congrès de Charleroi en 1933 et celui de Liège en 1955.

No. 2. La Wallonie, terre romane, par Félix Rousseau.

La deuxième publication de la collection parut en 1962. Elle compte soixante pages. L'auteur, Félix Rousseau, est un des historiens de langue française les plus connus en Belgique. Il est professeur émérite de l'Université de Liège et membre de l'Académie Royale de Belgique. A titre d'illustration, nous indiquons ici quelques sujets traités par l'auteur dans la brochure.

Il commence son étude à l'époque de Jules César, période où l'histoire mentionne pour la première fois la Belgique et les Belges (Belgica, Belgae). L'auteur explique ensuite l'origine des mots Wallons et Wallonie, puis il montre comment les Wallons furent romanisés. Il indique brièvement les diverses théories au sujet de la fixation de la frontière linguistique en Europe. Au cours d'une vingtaine de pages, il énumère les événements importants qui se produisirent entre le VIII^e siècle et le XIII^e dans le pays wallon.

Cet aperçu historique sur la Wallonie n'atteint pas nos jours. L'auteur a considéré surtout les faits intéressants depuis les premiers siècles jusqu'au Moyen-Age. Il termine son étude par quelques questions par exemple, "Y a-t-il une culture wallonne?" et des annexes qui traitent de problèmes jugés fondamentaux ("Pourquoi nombre de Wallons ignorent leur histoire? — Importance du français en pays wallon dès le XIII^e siècle.— Jeanne d'Arc et les Tournaisiens.").

No. 3. Les Lettres françaises de Wallonie, des origines au début du XXe siècle,
par Guy Galand.

La brochure "Les Lettres françaises de Wallonie" compte soixante-douze pages et elle fut également publiée en 1962.

Cette publication est une des premières entreprises qui a tenté de faire une synthèse des Belles-Lettres de Wallonie. On y trouve des notices sur quelques deux cent cinquante écrivains. Il va de soi que tous n'ont pas la même renommée.

L'édition est importante pour maintenir le souvenir du patrimoine wallon. Nombre d'auteurs mentionnés et décrits sont peu connus. Dans ce sens, on peut sans doute dire que l'oeuvre comble des lacunes dans les domaines de la connaissance sur la littérature wallonne. L'auteur commence dès le début (les chansons de gestes, les poésies moralisante, courtoise, bourgeoise, etc.) et va jusqu'à nos jours.

No. 4. La Peinture wallonne ancienne, par André Piron

La publication d'André Piron, une brochure de cent vingt-trois pages, parut en 1963. L'auteur est avocat et docteur en philosophie et en lettres.

Cette étude fut élaborée pour protester ouvertement contre ce que les autorités de l'Institut Jules Destrée appellent "l'abus de l'expression "peinture flamande."

L'auteur examine donc spécialement l'oeuvre des peintres wallons qui furent considérés des Flamands. Dans ce livre, on est entre autres invité à la peinture de maîtres comme Beauneveu, Campin, Daret, Roger de la Pasture, Marmion, Prévost, Patenier, Mabuse, Lambert Lombart, et autres.

Bien que le lecteur reçoive une information intéressante sur les maîtres mentionnés ci-haut, l'auteur est engagé avant tout à défendre une thèse. Il met en question l'origine des grands maîtres belges. Quoique souvent bien documenté, son travail se base toutefois presque exclusivement sur des sources et des références de langue française, alors que nombre d'oeuvres sur l'Art flamand ancien sont en néerlandais ou en allemand.

Son point de vue est indiqué d'ailleurs dès son propos liminaire:

La présente synthèse tend, assurément, mais pas uniquement, à la vulgarisation. Elle se donne pour objet de dénoncer à son tour une équivoque innocente à l'origine, mais devenant volontaire et de plus en plus opiniâtre au fur à mesure de sa mise à nu. Par suite de cette équivoque, la Wallonie s'est trouvée injustement écartée, comme indigente, des fastes d'un art célébré par le monde sous les vocables tantôt exacts, tel que celui d'*alt-niederlandische Malerei*, tantôt impropres, tels que ceux d'art flamand ancien ou de Primitifs flamands, avec tout ce que l'on groupe sous ces étiquettes.

Nous tentons de faire le point puisqu'une contestation parfois violente, plus souvent sournoise persiste depuis un siècle entre certains historiens bruxello-flamands et leurs collègues wallons — jusqu'ici tenus à distance — depuis Marcel Hérès jusqu'aux chercheurs liégeois de notre génération.

Plus loin, par ailleurs, il met en doute l'identification flamande de Jon Van Eyck, en raison de sa naissance à environ quarante milles de Liège. Du fait, Van Eyck serait aussi bien wallon que flamand (bien qu'il ait eu le flamand comme langue maternelle et qu'il ait vécu presque toute sa vie à Bruges). Piron écrit:

Pour que le raisonnement adverse fût pertinent, encore faudrait-il que Jean Van Eyck [1] lui-même ait reçu en terre flamande cette initiation dont on veut faire la source de toute grâce et qu'il ait puisé cette tradition que l'on cherche à rendre créancière du mérite. Mais précisément c'est dans la Principauté de Liège [2] que Jean voit le jour, à 60 km de la cité ardente, 115 km d'Anvers, 160 de Gand, 210 de Bruges. (3)

No. 5. La Romanisation de la Wallonie, des Gaulois aux Gallo-Romains, par Louis Bertaux.

La Romanisation de la Wallonie, une brochure de soixante-douze pages, fut publiée en 1964. C'est la première partie d'une étude historique dont une deuxième partie, des Gallo-Romains aux Mérovingiens, est en préparation.

Il s'agit d'une étude historique fort documentée et détaillée. Elle se divise sous les rubriques suivantes:

[1] A noter que le prénom est traduit.

[2] La Principauté a compris une partie de la province actuelle du Limbourg belge, une province flamande.

(3) Op. cit., p. 40.

- La romanisation de la vie politique
(les cités, les provinces).
- La romanisation de la vie matérielle
(le pays, les voies de communication, l'agriculture, l'industrie,
le commerce).
- La romanisation de la vie intellectuelle
(la langue, la religion, l'art).
- La romanisation de la vie sociale
(le peuplement du pays, l'habitat, les classes sociales, le gallo-
romain).

L'auteur ajoute une annexe sur les invasions celtiques et une liste des auteurs consultés.

No. 6. Les musiciens wallons, par Elisa Meynaerts-Wathelet.

Les musiciens wallons, publication de quatre-vingts pages, parut en 1963. On y donne un aperçu de tous les compositeurs du pays wallon à partir du Moyen Age.

Brièvement, nous indiquons ici la division de l'histoire des Musiciens wallons que l'écrivain a adoptée. Il commence par la musique monastique au Moyen Age puis traite de la musique polyphonique du Moyen Age au XVe siècle. Il consacre ensuite un chapitre au XVIe siècle et un autre à la musique du XVIIe siècle et du XVIIIe. Le chapitre cinq traite du XIXe siècle. Un dernier chapitre concerne l'Ecole contemporaine.

No. 7. La Poésie française contemporaine en Wallonie, par André Wautier

La septième publication de la Collection est parue en 1964 et elle compte soixante-douze pages. L'auteur, lui-même un poète et l'un des écrivains les plus connus de Wallonie, énumère et classe quelque quatre-vingts poètes, majeurs et mineurs.

Fidèle à l'esprit qui anime la collection Connaître la Wallonie, il a choisi les poètes qui se revendiquent de pays wallon, soit par la naissance, soit par l'ascendance, soit par l'option.

S'il le juge en termes de ses préférences, ses connaissances étendues de la matière et sa sensibilité de poète permettent à l'auteur de réaliser une synthèse de la production poétique contemporaine de Wallonie.

No. 8. La Révolution de 1789 en Wallonie, par Maurice Bologne.

L'étude de Maurice Bologne compte soixante pages. Elle fut publiée en 1964. Elle traite de la situation de la Wallonie dans le temps de la Révolution française.

L'auteur débute par une explication étymologique sur le peuple wallon et le territoire de la Wallonie. Ensuite, il décrit brièvement la vie économique et sociale. Il explique le régime politique de l'époque. Il traite des causes et du caractère des révolutions de 1789 et il examine plus en détail la révolution liégeoise et la radicalisation des esprits. Il considère ensuite les événements des années 1790, 1792 et 1793 pour la région liégeoise qui formait déjà alors le centre le plus important de la Wallonie.

No. 9. Histoire sommaire de la recherche scientifique en Wallonie, par Joseph Delmelle.

Un aperçu historique sur la recherche scientifique en Wallonie, de soixante-dix-neuf pages, fut publié en 1965. Il constitue une deuxième partie d'une étude plus vaste. La brochure ne traite que de la période de 1800 à nos jours.

Dans les deux chapitres qui constituent cette édition, l'auteur a choisi les sujets suivants:

Chapitre I. Progression accélérée de la recherche scientifique en mathématiques, en astronomie, en physique et à polytechnique, en chimie, en médecine, en zoologie et en botanique, en géologie et en géographie.

Chapitre II. Les sciences morales et politiques: histoire, philologie, philosophie et théologie, sociologie et économie politique, droit.

No. 10. L'irrédentisme français en Wallonie de 1814 à 1831, par Francis Dumont.

Dans une étude, comptant soixante-deux pages et publiée en 1965, Francis Dumont avait principalement pour but d'expliquer les sentiments et les attitudes des Wallons au cours de la période de 1814 à 1831.

On sait que la Belgique, dont la Wallonie, fut de 1815 à 1830 sous la domination hollandaise. L'auteur montre quels événements politiques se sont passés alors dans le pays wallon et il montre quelle situation politique s'y présentait à l'aube de l'indépendance de la Belgique et immédiatement

après l'année 1830. Il souligne l'attitude des Wallons à l'endroit de la France et des Français à l'endroit de la Wallonie.

Cette publication est en réalité une réédition, publiée dans la collection "Connaître la Wallonie" en 1965, à l'occasion du cent-cinquantième anniversaire de Waterloo.

IV. CONCLUSION

Par son esprit, ses buts et ses publications, l'Institut Jules Destrée forme sans aucun doute l'une des fondations culturelles les plus importantes dans le pays wallon dans les dernières années.

Cette fondation, comme nous l'avons vu, a surtout pour but de répandre la connaissance du pays wallon et de ses habitants passés et contemporains. On s'y efforce spécialement d'atteindre la jeunesse, qui n'a pas une connaissance suffisante de la Wallonie, de son histoire et de sa culture. Dans un certain sens on pourrait considérer l'Institut Jules Destrée comme un groupe de pression. La prise de position des collaborateurs manifeste le climat et l'esprit de la fondation.

ANNEXE V-H-2

LA VIE DU PROMOTEUR WALLON, JULES DESTREE 1863-1936

par ARILLE CARLIER, avocat au Barreau de Charleroi. (1)

Je revois sans effort sa silhouette originale: en guise de coiffure, une cape noire hémisphérique en feutre mou, qui laisse s'échapper dans la nuque des cheveux abondants, déjà poivre et sel; un manteau à pélerine sur un corps légèrement penché en avant; l'homme s'en va à pas pressés. C'est qu'il n'a pas de temps à perdre. Les familiers du Palais de Justice de Charleroi reconnaissent de loin son type caractéristique.

J'ai bien connu Destrée, puisqu'il me fit l'honneur de m'accepter comme stagiaire quand, nanti de mon parchemin, je sollicitai mon inscription au barreau de Charleroi en 1911. Je l'ai vu pour ainsi dire chaque jour, sauf quand les nécessités de la politique le tenaient éloigné de la barre ou de son cabinet de la rue de Pont Neuf. Dès 1903, d'ailleurs, je fréquentais l'université populaire de Marcinelle, fondée par lui en 1904, et dont il était la cheville ouvrière.

Il m'est difficile de donner en quelques pages un aperçu de l'incroyable activité de ce Wallon de premier plan. C'est que celle-ci s'est dispersée en tant de domaines que cette notice risque d'avoir la sécheresse d'un article destiné à une encyclopédie.

Ce qu'il faut dire avant tout de Destrée, c'est sa bonté, sa générosité. Personne ne peut affirmer l'avoir entendu tenir un propos méchant sur qui que ce soit, même à l'égard de ses adversaires. Et pourtant on ne lui rendit pas la pareille. Il eut, au début de sa carrière d'avocat, un incident monté de toutes pièces par des ennemis politiques, dont il se tira à son honneur. Néanmoins, il en souffrit. Il m'en fit la confidence.

(1) Texte emprunté de la brochure "A la rencontre de la Wallonie et de la Flandre;" Ministère de l'Instruction publique, administration des Services Educatifs, (faite par la Fondation Charles Plisnier et la Fondation Lodewijk de Raet) Bruxelles, septembre 1958, p. 21-25.

Destrée était né à Marcinelle, dans une maison bourgeoise de la rue des Hauchies, voie à laquelle l'administration communale donna plus tard le nom de rue Destrée. Son père, d'abord ingénieur chimiste dans l'industrie, devint professeur au collège communal de Charleroi, à présent Athénée Royal. Il eut un frère, Olivier-Georges, qui entra en religion et mourut à l'abbaye de Mont-César à Louvain.

A vingt ans, Jules Destrée était docteur en droit. Il fut quelque temps stagiaire d'Edmond Picard à Bruxelles, mais revint bientôt à la maison paternelle, qu'il ne devait quitter qu'en août 1914, devant l'invasion. Il n'y revint en 1919 que peu de temps, pour aller s'établir définitivement à Bruxelles, rue des Minimes, où il est mort en 1936.

Au sortir du collège, il se sentit attiré par la littérature. On le trouve dans l'équipe de la "Jeune Belgique," cette revue où Max Waller décochait ses flèches aux écrivains consacrés.

Il subissait, à l'époque, l'influence des Goncourt et affectionnait comme eux l'écriture artiste. C'est le temps des "Lettres à Jeanne," des "Chimères", de l'imagerie japonaise qu'il commente dans "Transpositions." Mais déjà il s'intéresse aux primitifs italiens, bien que l'ouvrage qu'il leur consacre ne paraîtra que plus tard.

Mais en même temps, il se passionne pour la politique. En 1882, il fait partie du Cercle des étudiants progressistes de l'Université Libre de Bruxelles. Avec César De Paepe et quelques autres, il réclame l'instauration du suffrage universel. Rentré à Marcinelle, il constituera avec Paul Pastur, des Essarts, etc., la Fédération démocratique de Charleroi, laquelle fusionnera avec le parti ouvrier belge. Elu représentant de Charleroi en 1894, il restera au Parlement jusqu'à sa mort.

Destrée n'est pas entré dans ce parti en marxiste convaincu, mais il y a été amené par sa bonté foncière et sa générosité. C'était un socialiste sentimental. Ce fils de bourgeois a été ému par la condition misérable des travailleurs de la mine et des usines, et il veut améliorer leur sort. C'est, si l'on peut ainsi dire, un socialiste modéré, ennemi des revendications extrêmes, qu'il juge à tout le moins prématurées.

Comme tel, il tempérera les impatiences. Au sein des assemblées du pays de Charleroi, il laissera toujours parler les autres, et n'interviendra qu'à la fin des débats, pour conclure et rallier à ses conceptions la majorité. C'est un habile tacticien. Mais, au Parlement, il oeuvre activement pour établir les premières lois sociales et ce n'est pas sans un certain sentiment d'orgueil que quelques années plus tard, il publiera, avec la collaboration de Max Hallet, un Code du travail.

Au lendemain de la première guerre, Destrée fut ministre de l'Instruction publique pendant deux ans, ce qui lui permit d'introduire des innovations marquantes dans ce département. Tout d'abord, il aura pour mission d'assurer l'application, dans les faits, de la loi sur l'instruction obligatoire, votée avant août 1914, que le gouverneur général allemand sous l'occupation a eu la coquetterie de promulguer, histoire de mettre une plume à son chapeau. Mais, lors de la libération du territoire, tout restait à faire. C'est alors la loi de 1919 qui met à charge de l'Etat les traitements des instituteurs, qu'ils soient de l'école officielle ou de l'enseignement libre. Des gens mal informés ont cru devoir endosser à Destrée la responsabilité de cette innovation, alors que ce n'est que le résultat de l'union sacrée sur laquelle tout le monde, à l'époque, était d'accord.

C'est lui qui va introduire l'inspection médicale dans les écoles, qui instaurera, en face du cours de religion, le cours de morale. Il fera voter la loi sur les fonds communaux en faveur des enfants les mieux doués, qui augmentera le nombre de bourses universitaires, afin de réaliser, selon la formule, l'égalité du point de départ.

Il accordera des subventions aux oeuvres postsecondaires, dont il sait les besoins et l'utilité par l'expérience acquise lors de la création au pays de Charleroi, en 1904, sous son impulsion des universités populaires. Il poursuit le développement des bibliothèques publiques.

Sous sa direction, l'Etat se met à protéger les artistes. Il a des idées personnelles sur l'enseignement des beaux-arts, sur l'organisation et la mission des musées. En faveur des écrivains, il crée l'Académie de langue et de littérature françaises. Et il accorde une protection efficace à la philologie wallonne, en permettant à Jean Haust de parcourir la Wallonie pour y poursuivre ses enquêtes sur les patois.

Tels sont les points les plus importants de son passage au département de l'Instruction publique.

Sa conception artistique a aussi évolué sous l'action de son amour profond pour la masse. Sa formule, au début: l'art pour l'art, devient l'art pour tous. Car il désire élever le peuple vers la beauté. Au lieu d'en faire une dilection pour quelques initiés favorisés de la fortune, il veut que tout le monde accède à cette jouissance supérieure. C'est dans cet ordre d'idée qu'on l'entendra, au Parlement, réclamer des monnaies plus esthétiques, c'est-à-dire un effort pour égaler les médailles antiques. Il souhaitera voir construire des gares en style moderne, non plus du faux gothique comme à Bruges, ou du faux roman comme à Manège. Il protestera contre l'abatage des arbres le long des routes, puisque le pauvre n'a pas de parc où se promener, hormis dans les grandes villes.

Au barreau, il signale sa présence tout de suite. En 1886, des émeutiers incendient la glacière de Roux et le château d'un maître de verrerie à Jumet. Schmidt et Falleur seront renvoyés en Cour d'assises comme responsables de ces mouvements populaires. Destree assumera leur défense, comme il plaidera, avec d'autres avocats, en 1889, pour de pauvres gens accusés d'avoir fomenté, à Châtelet, le Grand complot, alors que certains agents provocateurs avaient joué dans l'affaire un bien vilain rôle de complicité avec le gouvernement!

Comme avocat, enfin, on l'a entendu plaider à Charleroi de nombreuses affaires d'accidents du travail, dans lesquels il faut démontrer la faute du patron, à peine d'être privé de toute indemnité. Car le système du forfait n'entrera en vigueur qu'en 1905. Ce fut pour lui l'occasion de rassembler et de publier nombre de jugements relatifs à ces affaires, pour donner ainsi les bases de calcul des indemnités accordées par la jurisprudence.

Il se signala au barreau par sa parole simple, claire, persuasive. Mais c'est devant les auditoires populaires que l'homme politique devait donner la mesure de son talent. Avant d'ouvrir la bouche, il prenait son temps, face au public qui attendait. On eût dit qu'il le tâtait avec des antennes invisibles. Puis il commençait lentement, sur un ton volontairement bas, pour susciter un effort chez l'auditeur. Insensiblement, le ton montait. Il employait des mots simples, connus de tous. Alors, quand il sentait qu'il tenait son public, il se laissait aller à sa facilité. C'était un improvisateur incomparable. Sa voix grave et chaude avait des accents qui savaient émouvoir. On voyait s'agiter son masque

tourmenté et il emportait son auditoire vers la conviction qu'il poursuivait. Ce n'est pas sans raison que Maeterlinck l'a nommé l'orateur formidable.

Il donna sa mesure quand, réfugié à Londres en 1914, le gouvernement belge en exil l'envoya en Italie exposer la cause de la Belgique martyre. Son tempérament de Latin savait parler aux auditoires des villes de la péninsule. Il n'est pas douteux qu'il a une bonne part de responsabilité dans le revirement de Rome qui, d'abord neutre, se joignit aux Alliés dès 1915.

Ce fut lui aussi qu'on envoya en 1917, à Pétrograd, comme ambassadeur auprès des révolutionnaires russes. L'arrivée des bolchevistes au pouvoir et la paix prématurée conclue entre eux et les puissances centrales l'obligèrent à traverser la Sibérie pour revenir en Europe.

Son passage en Italie et en Russie fut l'occasion de quelques livres qui vinrent s'ajouter à son index bibliographique.

Mais cette notice serait incomplète si nous ne disions pas quelques mots de son rôle dans le mouvement politique wallon.

Il vint au régionalisme assez tôt. Déjà en 1895, il avait eu l'occasion de rompre une lance avec un député anversois, Coremans, à propos des encouragements que le gouvernement accordait à notre littérature de dialecte. En 1910, il proteste contre l'obligation faite aux officiers wallons de connaître le néerlandais.

Les organisateurs de l'Exposition de Charleroi lui confient la tâche de rassembler les trésors d'art du Hainaut. Ce travail, il l'accomplit avec amour et enthousiasme. Cette recherche nous valut un catalogue qui est un répertoire remarquable de tout ce que le Hainaut a produit comme peintres et sculpteurs.

En 1912, le Congrès wallon de Liège revendique la séparation administrative, ce que nous nommons aujourd'hui le fédéralisme ou, d'une manière plus générale, l'autonomie. C'est l'année où Destree publie la célèbre "Lettre au Roi", fonde l'Assemblée wallonne dont il sera le secrétaire jusqu'en août 1914. En 1923, il publiera à Paris un volume intitulé "Flamands et Wallons", où il indique quelle doit être, à son sens, la solution du problème nationalitaire dans nos frontières.

C'est lui aussi qui, avec Kamiel Huysmans, élaborera le Compromis des Belges (1929) adopté par le parti socialiste comme base d'un accord entre les deux parties de l'Etat.

Il faudrait aussi signaler le rôle qu'il joua sur le plan international, en soutenant la S.D.N. et en créant l'Association mondiale des intellectuels dont il fut le président.

Mais ces indications, bien que sommaires, suffisent à montrer quel rôle remarquable Jules Destrée joua, tant en Belgique que sur le plan international.

C'est donc à juste titre que la ville de Charleroi lui a élevé un monument, inauguré le 23 juin dernier.

La Wallonie s'honore quand elle honore ses grands hommes.

ANNEXE V-H-3

LETTRE AU ROI

SUR LA SEPARATION DE LA WALLONIE ET DE LA FLANDRE (1)

Je m'excuse de la liberté que je prends de Vous écrire, Sire. Je m'en excuse respectueusement. Mais il me paraît que mon devoir m'y force. Vous devez être étrangement renseigné sur les questions dont je veux Vous entretenir; Votre formation intellectuelle, Votre entourage, tout doit Vous mettre, vis-à-vis de nous, en prévention défavorable.

En d'autre part, parce que Vous êtes le premier citoyen du pays, placé au-dessus de nos batailles coutumières, peut-être, comme le voyageur au sommet de la montagne qui découvre un plus large horizon, verrez-Vous mieux que Vos conseillers en proie aux soucis de la plaine, les nuages noirs qui là-bas se forment et s'amoncellent, et l'orage qui menace.

I

Il faut donc que je Vous parle. Et veuillez oublier tout d'abord, Sire, que celui qui ose ainsi s'adresser à Vous est un député socialiste. Ce que je veux Vous dire, un catholique, un libéral pourrait Vous le dire, comme moi. Un citoyen n'appartenant à aucun parti, aussi. La question dépasse les partis politiques. Elle s'y mêle parfois, mais elle leur est supérieure. Et pour bien la voir, il faut la voir de haut.

Je sais qu'en Vous dira que les socialistes sont des sanspatrie, que la propagande wallonne est une oeuvre malsaine, et que nous cherchons insidieusement à détruire Votre royaume. Ecoutez-moi jusqu'au bout, Sire; ensuite, Vous déciderez. Il y a peut-être plusieurs manières d'aimer son pays et de le prouver; il y a peut-être, dans l'appréciation de notre propagande, le dépit d'un égoïsme dérangé; il y a peut-être deux façons de comprendre l'avenir de l'unité nationale.

Sans doute, les socialistes sont internationalistes, et je pense, avec mes amis, qu'il est bon de multiplier les ententes entre les peuples, de généraliser les conquêtes de la civilisation, de resserrer les liens entre tous les membres de la grande famille humaine. Mais, l'Internationale, par définition, suppose des nations. Plus ces nations seront logiquement constituées, fortement organisées, indépendantes et libres, plus les conventions qu'elles formeront entre elles seront fécondes et solides. Un despotisme centralisateur qui supprimerait par la force la vie propre des nationalités

(1) Publiée en 1912, la Lettre au Roi est reproduite par M.-P. Herremans en annexe de La Wallonie, op. cit. Le présent texte a été emprunté à cet ouvrage.

serait exactement le contrepied de l'Internationale.

On peut donc rêver aux Etats-Unis d'Europe et chérir sa patrie. Dois-je rappeler à Votre Majesté que les socialistes belges ont prouvé, il y a quelques années, lorsqu'il s'est agi d'assurer la défense du sol belge par une réorganisation militaire, qu'ils comprenaient leur devoir au moins autant que quiconque?

Lorsque l'on songe aux déviations abominables du sentiment patriotique, aux spéculations immondes qui s'abritent sous ce noble manteau, on pense à ce mot de Sheridan: Le patriotisme, c'est l'argument suprême des scélérats! Et l'on hésite à se dire patriote. Pourtant, m'est-il permis, Sire, de citer ici quelques lignes que j'écrivais, il y a plusieurs années déjà, alors que je cherchais à expliquer la formation du sentiment patriotique, en le rattachant, pour chacun, à des souvenirs personnels. On s'est généralement accordé à y découvrir un accent sincère et ému. Si elles réussissent à Vous donner cette impression, Vous croirez moins aisément, j'ose l'espérer, aux noirs desseins de l'auteur de cet acte de foi.

"Patrie, chère et douce terre du Père... Et je revois la maison familiale, au bord de la route, au milieu des arbres et tapissée de lierre... O ma chère maison, où je vins tout enfant, où se sont écoulées les heures tristes et joyeuses de ma vie; où les miens ont vécu: ma mère si tendre, trop tôt partie, et à laquelle je ne puis penser sans me sentir l'âme toute parfumée de clémence et de bonté; mon père, aux allures sévères, mais si affectueux, d'une si large culture d'esprit et d'une si belle droiture de coeur, si noblement compréhensif; ô ma chère maison, où les miens m'ont donné tout ce qu'il y eut de meilleur en moi-même, la pitié pour les faibles, l'amour du beau, la folie de la justice; où ces leçons augustes surgissent maintenant dans ma mémoire en images frémissantes, multiples, confuses, et auxquelles je n'ose m'arrêter de peur de ne plus pouvoir poursuivre; où chaque dalle du corridor, chaque marche de l'escalier, chaque coin de chaque chambre, chaque meuble, a son histoire et sa vie et me parle de choses qu'il ne dira qu'à moi-même; ô ma chère maison, où j'ai aimé, où j'ai pleuré, où sont morts les miens!

"Et je pense encore à ceux qui sont partis: à ce frère d'un esprit si ouvert, si délicat, entré, par quelle soudaine surprise de la destinée, dans l'ordre bénédictin! Batailles d'écoliers, escapades de gamins, folles et franches gaîtés de jeunesse, ferveurs d'art communes, qui eût dit, oui, qui eût prédit, quand souriaient nos vingt, que vous finiriez dans la gravité

du froc noir! Et nos vacances, au loin, dans le petit village d'Erbisoeul, où des parents avaient une maison de campagne grande comme un château, et un jardin comme un parc. Il y avait au fond du jardin, à droite, un pommier dont les branches s'étendaient au-dessus du jardin du curé et dont les pommes blanches, frottées de rouge, avaient un petit goût acide et sucré que je sens encore. Il y avait un étang qui nous semblait un lac; et, plus loin que l'étang, quelques arbres que nous appelions le bois. Vers la source du bois, le soir, le pâtre menait les bestiaux en chantant: Alf! Alô! Alf! Alô! O douce mélancolie de ce chant psamoldié dans le couchant rose!... Il y avait... Il y avait nos cousines... Mais je ne saurais dire jamais tout ce qu'il y avait à Erbisoeul! O la douce Patrie, terre bénie, que celle où l'on trouve de tels villages...

"Et d'autres vacances, encore, nous amenèrent à Mons, chez des grands-parents, dans une rue où l'on voyait un gros boeuf de fonte au-dessus d'un marché. La tour du Château sur la colline, la Grand'Place, le Mont Panisel, toutes ces rues charmantes et pittoresques, si curieusement vieillotées et dont la vie semble s'être arrêtée vers 1820, et au loin le Borinage, tragique et si pitoyable avec ses petites maisons tapies au pied des triangulaires terrils, les voyais-je alors comme je les vois maintenant? Non, sans doute, mais leurs détours gardent des lambeaux de mon enfance, évoquant des figures aimées qui se sont évanouies, "des voix chères qui se sont tues"...

"Et j'y devais revenir plus tard pour, en une demeure sur qui pleuvait la chanson du carillon, au bout d'une allée d'arbres complices dans le soir, chercher celle à qui la Destinée avait confié d'apporter dans la maison familiale, le bienfait de sa bonne tendresse et le charme des choses d'art...

"O la chère maison, dans ce pays noir, si étrangement, si magnifiquement tourmenté par un formidable labeur humain: bruits des usines, grondement des marteaux, ronflement des machines, longue plainte des locomotives, et dans les nuits, les embrasements superbes des fumées et des feux! O mon Pays, que tu me parais beau! Pourquoi est-ce que je me sens pris tout à coup d'un si frénétique besoin de te revoir et de te retrouver? La vieille église de pierre est-elle toujours là, au milieu du village? Et le cimetière, dites, avec la route qui monte, le cimetière où dorment les miens?

"Plus loin, c'est la ville, les affaires, les batailles de la politique et du barreau. Succès et déceptions. A certains jours, l'humanité m'y parut basse. Mais maintenant comme toutes ces misères s'estompent et s'effacent; comme je les juge mieux, comme je suis plein d'indulgence et de sympathie

pour nos adversaires; ne parlions-nous pas la même langue? Pour quelques différences superficielles, que de ressemblances profondes! N'étions-nous pas tous de la même race, du même pays, de la même famille humaine? Comme je voudrais entendre l'accent du terroir; quelques mots de wallon me seraient plus rafraîchissants qu'un peu d'eau pure à un voyageur altéré!

"Et puis, ce sont les autres villes, Bruxelles d'abord, la capitale, le centre de l'agitation nationale, avec sa Grand'Place où se perpétue, dans des dentelles de pierre, la vie héroïque du passé communal, Sainte-Gudule gothique, le Palais de Justice babylonien où j'ai si souvent plaidé, le Passage qui connut mes flâneries d'étudiant, les vieux arbres du Parc, témoins bienveillants d'entretiens enivrés, le Palais de la Nation, où s'écoulèrent des heures de fièvre et des heures d'ennui, le Musée avec les Rubens et les Roger de la Pasture, les salles de spectacle où je rencontrai les émotions ardentes des musiques; Bruxelles et ses alentours, Laeken, Uccle, Tervueren, et la forêt de Soignes vêtue à l'automne de si somptueux manteaux de pourpre et d'or fauve; Liège, si vivante, bruissante, spirituelle, étendue au bord du large fleuve, dans un cadre de collines hérissées de charbonnages; Gand, sombre et farouche, avec son lourd beffroi, ses tristes filatures, et son van Eyck en une chapelle; Tournai, aux Chonq Clotiers; Louvain aux monastères; Bruges, dormante en ses canaux mélancoliques sur lesquels glissent des cygnes blancs, dormante, dolente et presque morte, malgré cloches et carillons, Bruges où sont les Memling; Anvers, avec la flèche aiguë de sa cathédrale, dont l'élan n'est pareil qu'au sursaut du coeur de celui qui, après un long voyage outre-mer, l'aperçoit enfin se dresser à l'horizon: vigie de la patrie, avec son port et ses vaisseaux et le peuple fort que Constantin Meunier a si puissamment symbolisé dans son Débardeur, Anvers, où me sourit si étrangement, en sa robe rose irisée, et son geste détaché, la petite Salomé cruelle avec ingénuité de Quentin Metsys!

"La Patrie, c'est encore cette merveilleuse succession de paysages qui va des coteaux de l'Ardenne aux plages de la Flandre. Les Forêts du Luxembourg aux vieux arbres magnifiques, les vastes horizons d'où l'on voit, au matin, les vallées enveloppées de la gaze légère des brouillards, les routes qui vont, qui montent, descendent et tournent vers les villages, les rivières noires qui bavardent sur les feuillages en entraînant les sveltes truites d'argent, la Semois, l'Ourthe, l'Amblève et leurs affluents, plus séduisants encore c'est la Meuse qui concentre leurs eaux et leurs beautés, dans cette vallée, parfois grandiose, toujours aimable, qui va de la frontière du

Sud à la frontière du Nord; c'est l'Entre-Sambre-et-Meuse, chantée par Delattre, ô ce Bruly-de-Peschés si émouvant; c'est la Thudinie contée par des Ombiaux; le Borinage décrit par Marius Renard; c'est le gras et fertile Brabant wallon dont les plaines ont vu la fin de l'épopée napoléonienne; c'est la Bruyère et Genck, les marais mirant les cieux changeants; c'est les étendues silencieuses et désertes de la Campine; c'est l'Escaut splendide devant Anvers, y apportant quelque chose de l'immensité de la mer; c'est toute cette Flandre cultivée tenacement comme un jardin, les perches où s'enroulent le houblon grimant, les champs de pommes de terre, les moissons d'or, les prairies vertes et leurs bestiaux; c'est la dune enfin, la dune de sable clair aux herbes grises, avec sa parure de villas riantes et propices aux séjours de l'été, et la vaste plage que le flot marin vient caresser voluptueusement, en y laissant de blancs festons de dentelles d'écume...

"C'est tout cela, tout cela sous des cieux toujours autres, dont la mobilité, pour qui sait voir, fait un spectacle enchanteur, intarissablement varié. Cours des saisons: joies fraîches du printemps, splendeur du triomphal été, opulentes mélancolies de l'automne, deuils blancs de l'hiver; cours des heures: aurores tremblantes et douces, matins légers, midis rayonnants, crépuscules enflammés, soirs fiévreux, vous vous amenez sans cesse, par le jeu des nuages et les magies de la lumière, à découvrir en la terre aimée de nouvelles beautés. Vraiment, est-il une autre région du globe où la clémence destinée ait consenti à rassembler, dans un espace aussi restreint, tant de raisons de vivre? Comprend-on maintenant le geste admirable des Flamands, à la bataille des Eperons d'or, portant à leur bouche un peu de cette terre pour laquelle ils allaient mourir? Comprend-ton l'héroïque baiser de ces mangeurs de terre?

"La Patrie, enfin, c'est non seulement le sol, mais l'ensemble des hommes qui y vivent et qui y ont vécu. C'est, pêle-mêle, avec des amis d'hier et d'aujourd'hui, Breydel, Van Artevelde, Anneessens; Van Eyck, Breughel et Rubens, Baudoin de Constantinople et Godefroid de Jérusalem; et tant d'autres figures familières des temps disparus! C'est tout ce peuple vaillant, d'une aptitude à l'effort jamais épuisée; c'est les deux races qui le composent, celle du nord, lente, patiente, opiniâtre; celle du sud, ardente enthousiaste, généreuse; c'est leurs souffrances et leurs joies, leurs colères et leurs pitiés, leurs traditions, leurs coutumes, c'est leur langue. Je les aime parce que je les connais, parce que je les comprends, parce que ma vie est faite de morceaux de leur vie..."

Et maintenant que me voilà introduit auprès de Vous, grâce à cette confession, laissez-moi Vous dire la vérité, la grande et horrificante vérité: il n'y a pas eu de Belges.

J'entends par là que la Belgique est un Etat politique, assez artificiellement composé, mais qu'elle n'est pas une nationalité. Elle date de 1830, ce qui est vraiment peu. Je sais qu'on prétend qu'elle existait antérieurement, à l'état latent et que notamment sous les ducs de Bourgogne, elle faillit se réaliser déjà. Mais combien il faut, pour cela, solliciter les faits. De ce que deux fragments, extrêmes tous deux, l'un de l'empire germanique, l'autre de la royauté française, ont pu tous deux chercher pareillement à s'affranchir du pouvoir lointain, de certaines similitudes de leur histoire, il est vraiment osé de conclure à la communauté de vie, de mœurs et d'aspirations qui constitue un peuple. Au reste, laissons ces controverses sur le passé aux historiens et aux journalistes, et voyons les faits actuels.

Nos superbes forêts de l'Ardenne étalent leur manteau vert sur des collines aux assises rocheuses, et les jardins de la Flandre s'étendent dans le vaste horizon calme sur des terrains de sable. Géologiquement, le pays est double et les aspects du paysage correspondent à la différence du sous-sol.

Les gens qui vivent dans ces contrées diverses sont divers comme elles et les âmes sont aussi différentes que le sont les paysages. Un paysan campinois et un ouvrier wallon sont deux types distincts d'humanité. L'un et l'autre Vous ont pour Roi, Sire; mais une communauté d'existence politique ne suffit point à les rendre semblables.

Observez-les: et Vous constaterez tout d'abord combien les activités auxquelles ils se vouèrent, par l'influence du milieu, sont différentes et presque opposées. La Flandre est, en grande majorité, agricole; la Wallonie est, en grande majorité, industrielle.

Et, nécessairement, cette diversité des conditions économiques devait accentuer, au lieu de l'affaiblir, la diversité originale commandée par la race et par le sol.

Observez-les encore et tâchez à comprendre leur mécanisme intérieur. En dehors de traits communs à tous les habitants de l'Europe occidentale, vous apercevez vite les différences profondes: le Flamand est lent, opiniâtre, patient et discipliné; le Wallon est vif, inconstant et perpétuellement fron-

deur de l'autorité. Les sensibilités sont différentes: telle idée, tel récit, qui enthousiasmera les uns, laissera les autres indifférents, peut-être même leur fera horreur.

Il s'explique dès lors que les divergences sur la façon de comprendre la vie aient leur écho dans la manière de se laisser impressionner par les problèmes de l'au-delà, de la vie. La Flandre est en grande majorité catholique et parfois assez agressivement et basement catholique; en Wallonie, au contraire, la foi n'est plus guère qu'une habitude et les libres penseurs sont très nombreux.

Mais il est une preuve plus caractéristique et plus décisive encore de la dualité foncière de Votre royaume, plus incontestable que celles qui se peuvent déduire du sol, des paysages, des activités, des tempéraments et des croyances, c'est la langue.

Une langue est un trésor accumulé au cours des âges par une communauté humaine. Elle y a inclus le souvenir et l'écho de ses moeurs, de ses croyances, de ses douleurs. Elle éveille chez ceux qui la parlent des impressions confuses qui remontent aux jours incertains de l'enfance balbutiant sur les genoux maternels, et plus loin encore, des correspondances avec les ancêtre immémoriaux. Il y a du mystère dans l'attachement à la langue, parce qu'il tient, moins à notre être raisonneur, qu'à notre inconscient profond. Et ce n'est que lorsqu'on conçoit ainsi le problème, qu'on pense à ses millions de racines ténues qui s'enfoncent dans le passé le plus reculé, que l'on comprend le caractère sacré d'une langue, et combien sont délicats et insolubles par les seuls procédés de l'intelligence, les questions que son usage soulève.

De 1836, sous l'inspiration de M. Snellaert, les Flamands fondaient à Gand une société sous ce titre-programme: De taal is gansch het volk. Ils affirmaient par là que la langue est la caractéristique essentielle de ce qui constitue un peuple.

Or, si nous ouvrons l'Annuaire statistique, à la page répartissant les habitants âgés de plus de 15 ans, d'après la langue parlée, d'après le recensement général de 1900, nous y trouvons:

1.896.003 ne parlant que le français, soit 41,47 p.c. ;
 1.874.722 ne parlant que le flamand, soit 41,01 p.c. ;
 18.385 ne parlant que l'allemand;
 673.554 parlant le français et le flamand;
 57.279 parlant le français et l'allemand;
 6.251 parlant le flamand et l'allemand;
 39.870 parlant les trois langues.

Retenons surtout les deux premiers chiffres. Leur énormité, relativement aux autres, est saisissante, et achève définitivement la démonstration que je voulais faire: Vous réglez sur deux peuples. Il y a en Belgique, des Wallons et des Flamands; il n'y a pas de Belges.

Il est bien évident que cette proposition est l'expression d'une vue d'ensemble. Elle est trop absolue si l'on veut s'attarder aux détails.

On pourrait m'objecter par exemple qu'il faut considérer comme Belges, au point de vue qui nous occupe actuellement, les 673.554 parlant les deux langues nationales. Même si l'on y ajoute, les 39.870 polyglotes, qui ne voit que ces "Belges" ne sont encore qu'une proportion infime en comparaison des deux autres groupes et qui ne sait, en regardant un peu autour de soi, que la majorité de ces bilingues est de race flamande?

Nous n'avons donc dans cette statistique, pour établir l'existence d'une mentalité belge, aucun indice révélateur. Nous en sommes réduits à des investigations personnelles: elles nous renseignent deux catégories de Belges: la première, la plus importante par le rôle en évidence qu'elle joue, comprend le monde officiel, constituant toute la structure de notre Etat politique, tous les fonctionnaires attachés à la Belgique par leur situation, leurs honneurs, leurs traitements, chez lesquels les Brabançons tant entendues et les clichés des discours de parade ont développé un patriotisme superficiel plus ou moins sincère. C'est tout ce monde-là qui vous entoure, Sire et je crains qu'il ne Vous fasse illusion. Il faut regarder par-dessus pour apercevoir les forces vives de vos deux peuples.

Une seconde espèce de Belges s'est formée dans le pays, et principalement à Bruxelles. Mais elle est vraiment peu intéressante. Elle semble avoir additionné les défauts de deux races, en perdant leurs qualités. Elle a pour moyen d'expression, un jargon innommable dont les familles Beulemans et Kakebroek ont popularisé la drôlerie imprévue. Elle est ignorante et sceptique. Elle a pour idéal un confortable médiocre. Elle ne croit à rien, est incapable de générosité ou d'enthousiasme, soupçonne toujours chez autrui le mobile bas et intéressé, abaisse par la "zwanze" toute idée qui la dépasse. Certains laudateurs de cette platitude en ont voulu faire une vertu: le "middelmatisme", mot aussi laid que l'état d'esprit signifié. Le patriotisme de ces middelmates est nul, ils accepteraient bénévolement toute domination qui ne dérangerait point leurs aises coutumières. Cette population de la capitale, dont quelques échantillons épars existent en province, n'est point un peuple: c'est une agglomération de métis.

Il n'est point de règles sans exception. Lorsqu'on cherche à établir des vues générales, il est toujours possible de se voir objecter des cas isolés. Il est, certes, parmi ces produits croisés, des individualités particulièrement éclatantes de nature à faire oublier les autres. Un homme comme Edmond Picard, par exemple, est le fils d'un père wallon et d'une mère flamande. Mais que de Kakebroek pour un Edmond Picard!

Et si M. Edmond Picard a été l'un des plus ardents défenseurs de cette illusion falote qu'on a appelée "l'âme belge", l'ironie des destins a voulu qu'il fût aussi, dans ses écrits sur l'Antisémitisme par exemple, le théoricien des races, du danger et de la stérilité de leurs croisements, le dénonciateur implacable de l'infériorité des métis.

Non, Sire, il n'y a pas d'âme belge. La fusion des Flamands et des Wallons n'est pas souhaitable; et la désirât-on, qu'il faut constater encore qu'elle n'est pas possible.

La distinction des races et des langues a pu s'expliquer jadis par la Forêt charbonnière; depuis des siècles, cet obstacle aux communications a disparu et l'interpénétration ne s'est point faite. Des gouvernements se sont usés à cette oeuvre vaine et ont cherché à faire reculer soit le flamand, soit le français. La frontière linguistique est restée immuable, attestant la volonté têtue des deux peuples de ne point se confondre.

II

Ceci constaté, une règle s'en déduit avec évidence: pour que cet Etat politique formé de deux peuples distincts puisse poursuivre harmonieusement ses destinées vers une prospérité commune, il faut qu'aucun de ces deux peuples ne soit lésé, ou ne puisse se croire lésé, au profit de l'autre. Equilibre que Votre charge Vous convie à réaliser, équilibre difficile et délicat, mais qui est la condition même de l'unité et de l'avenir de Votre royaume.

Or, au lendemain de 1830, l'équilibre fut rompu au détriment des Flamands. La Révolution avait été faite contre la Hollande et consolidée par l'appui de la France; ses principaux artisans étaient des Wallons; l'une de ses causes était l'obligation du néerlandais. L'arrêté du prince d'Orange du 1er octobre 1814 avait provoqué dès sa promulgation, les plus vives protestations et il était vraiment insolent de placer une inscription flamande sur une porte de la forteresse de Charleroi.

Ces circonstances expliquent aisément la primauté accordée au français. Tout en reconnaissant, de façon assez vague, la faculté des deux langues, les Constituants déclarèrent que le texte français serait le seul texte officiel des lois (art. 23, Const., art. 5 de la loi du 19 septembre 1831).

Sans doute, il n'y avait dans le fait que la législation fut officiellement française qu'un inconvénient bien léger pour les Flamands. Mais ce fait correspondait à d'autres, infiniment moins acceptables: l'enseignement, la justice, l'administration étaient en pays flamand exclusivement français.

Les réclamations ne tardèrent point. Ce furent des littérateurs, J.-F. Willems (Vader Willems) et Henri Conscience qui leur donnèrent le plus solide point d'appui. Dès 1840, des pétitions qui trouvèrent un chaleureux défenseur en M. P. de Decker, esquissèrent un programme de réformes qui fut précisé à Gand le 26 novembre 1847 et dont les Flamands ont poursuivi jusqu'aujourd'hui la réalisation, avec cette indomptable ténacité qui est l'une de leurs qualités essentielles.

Au mois d'août 1849, un Congrès flamand se réunit à Gand. Ses organisateurs avaient audacieusement dépassé les frontières politiques pour mieux affirmer la communauté de race. Ils avaient fait appel aux Flamands de France, de Hollande et de l'Allemagne. Si nous Wallons, nous tendons quelque jour la main à nos frères du nord de la France ou de l'est de la Prusse, nous ne ferons que suivre un exemple ancien.

L'agitation se perpétua. Des travaux linguistiques, tels que la réforme de l'orthographe, unifiant en une langue des dialectes qui pouvaient paraître n'être que des patois locaux, le Dictionnaire néerlandais dont MM. de Vries, te Winkel et David dressèrent le plan, augmentèrent sa cohésion et son importance. En 1855, M. de Decker étant ministre, une commission royale flamande fut instituée pour "assurer le développement régulier de la littérature flamande dans ses rapports avec les diverses parties de l'administration publique". Des manifestations appuyèrent ses conclusions, notamment un cortège suivi de banquet, le 25 avril 1859, banquet présidé par un Wallon: M. L. Jottrand. En 1862, à l'occasion de la discussion du projet d'adresse en réponse du discours du Trône, la question flamande fut posée pour la première fois à la Chambre des représentants. M. P. de Decker signala "l'irritation" et la "désaffectation" qui commençaient à se manifester dans les districts flamands. "Il serait fâcheux de jeter un germe nouveau d'irritation au sein de population qui doivent nous servir de barrière contre l'étranger. Elles ne sont déjà malheureusement que trop désaffectonnées au point de vue politique."

Nous pouvons dire aujourd'hui, en 1912, au nom de la Wallonie, ce que M. de Decker disait il y a cinquante ans, au nom de la Flandre.

En 1863, des poursuites engagées contre un joaillier d'Anvers, M. Karsman, posèrent la question du flamand devant les tribunaux. Et d'année en année, sous les aspects les plus divers, la question flamande réapparut s'imposant à l'opinion, dérangeant les habitudes des bourgeois des Flandres, mais trouvant dans le peuple d'ardents partisans.

Je n'ai ni le loisir ni l'intention de faire l'historique de ce mouvement flamand. Il me suffit d'en avoir noté les raisons et reconnu le caractère légitime. Mais si, à l'origine de ce mouvement, nous découvrons les griefs les plus justifiés, nous y découvrons aussi un sentiment déplorable de haine vis-à-vis de la France. Les vieilles querelles des Klauwaerts et des Leliaerts sont ravivées; on appelle "Fransquillons" les partisans de la culture française; on déclare la guerre à l'influence étrangère; M. Josson offre à son défenseur un poignard avec une inscription révélant crûment l'état d'âme des flamingants. Tant de coups portés à la France atteignent les Wallons.

Mais les Wallons sont généreux et lorsqu'une iniquité leur est signalée, ils oublient les injures et s'associent aux Flamands pour la réforme réclamée. Successivement, les Flamands virent ainsi faire droit à leurs protestations; moi-même, à certains jours, je fus parmi les artisans de cette justice.

La première revision constitutionnelle donna au mouvement flamand une extraordinaire puissance. Les bourgeois des Flandres avaient pu, avec quelque dédain, reléguer le flamand à l'office ou le laisser aux disputes du peuple dans la rue; ce peuple, une fois investi du droit électoral, voulut être honoré dans sa langue et contraignit ses maîtres à une humiliante soumission. Il ne faut pas chercher ailleurs l'explication de l'intrusion du flamand dans les débats parlementaires: discours et prestations de serment.

A l'heure présente, le mouvement enivré de ses succès et de sa force populaire, a atteint son but. Il le dépasse. Il menace la Wallonie.

C'est un phénomène que constate fréquemment le spectateur de nos agitations humaines: actions et réactions se succèdent, également excessives et injustes, pareilles à une pendule oscillant, incapable de s'arrêter au point mort de l'équité absolue. Peut-être aussi est-il vain, en semblable matière, de chercher la conciliation et la justice: la satisfaction des uns ne peut sans doute être obtenue qu'au prix du mécontentement des autres. Les Fla-

mands, d'un effort patient et vigoureux, ont rejeté le fardeau inique et voici maintenant que les Wallons le sentent peser sur leurs épaules.

III

Ce qu'ils nous ont pris déjà? Je vais essayer de Vous l'indiquer.

Ils nous ont pris la Flandre, d'abord. Certes, c'était leur bien. Mais c'était aussi un peu le nôtre. Confiants dans l'illusion belge, nous avions appris à considérer comme des expressions de l'âme de nos aïeux, la fierté farouche des belfrois et des hôtels de ville, l'élan religieux des églises du beau pays de Flandre. Si les hasards de la vie nous amenaient à nous déplacer, nous nous retrouvions un peu chez nous à Gand ou à Anvers. Hé-làs! ces temps ne sont plus et s'éloignent de nous chaque jour.

L'ancien principe de la nationalité des lois a fait place à leur régionalité, en matière de justice ou d'enseignement. Il y a, dans les détours de leurs textes, mille prétextes à vexer les Wallons qui s'égarent en Flandre. Des municipalités hargneuses vis-à-vis de nous, ont encore renchéri. La revendication: In Vlaanderen vlaamsch, légitime aussi longtemps qu'elle se bornait à réclamer l'usage facultatif du flamand en Flandre, est devenue un cri de guerre signifiant l'usage exclusif de la langue locale.

A Anvers, un Wallon écrit à l'administration communale, en français; on lui retourne sa lettre avec la mention impérative et dédaigneuse: "In vlaamsch". Les établissements publics sont flamands. Les petits fonctionnaires avec lesquels le public est en rapport, vous répondent agressivement en flamand. Nous nous sentons actuellement en Flandre des étrangers, au moins autant qu'à La Haye ou à Amsterdam. Et nous sommes parfois moins bien traités que des étrangers. Des industriels de Charleroi m'ont rapporté que l'on avait au port d'Anvers, infiniment plus d'attentions pour les Allemands que pour eux. J'ai demandé au Musée d'Anvers, le catalogue de l'art ancien. Il n'y en a pas en français! Mais il y a une édition flamande et une édition... allemande.

On pourrait citer des milliers de ces menus faits révélateurs de cet étrange état d'esprit, l'affirmation systématique de la culture flamande, la proscription systématique de la culture française.

L'injure, la menace, l'intimidation, la contrainte sont incessantes. Les Flamands qui veulent garder contact avec la civilisation française sont méprisés et bafoués. Le couronnement de cette entreprise, poursuivie avec leur inlassable ténacité, sera l'extinction de ce dernier foyer de culture française en Flandre, l'Université de Gand.

Ils nous ont pris notre passé. Nous les avons laissé écrire et enseigner l'histoire de Belgique, sans nous douter des conséquences que les traditions historiques pouvaient avoir dans le temps présent. Puisque la Belgique, c'était nous comme eux, qu'importait que son histoire, difficile à écrire, fût surtout celles des jours glorieux de la Flandre? Aujourd'hui, nous commençons à apercevoir l'étendue du mal. Lorsque nous songeons au passé, ce sont les grands noms de Breydel, de Van Artevelde, de Marnix, de Anneessens qui se lèvent dans notre mémoire. Tous sont des Flamands! Nous ignorons tout de notre passé wallon. C'est à peine si nous connaissons quelques faits relatifs aux comtes du Hainaut ou aux bourgmestres de Liège. Il semble vraiment que nous n'ayons rien à rappeler pour fortifier les énergies et susciter les enthousiasmes.

Des milliers et des milliers d'écoliers ont subi le même enseignement tendancieux. Je suis confus de mon ignorance quand je m'interroge sur le passé wallon. Des amis mieux informés m'assurent que notre grand Pirenne, malgré tant d'aperçus ingénieux, n'a pas su, sur ce point, se dégager de la traditionnelle glorification flamande et faire à la Wallonie la place qu'elle mérite. Il est assez frappant qu'à Liège, comme dans le Hainaut, on réclame maintenant des histoires régionales, dont on sent la nécessité.

Mais quelle que soit mon incompetence sur ces sujets controversés, un aspect significatif des dernières commémorations me paraît à noter. Il semble que le patriotisme rétrospectif des Flamands ne se plaise qu'à célébrer des massacres de Français. La bataille des Eperons d'or, si éloignée (1302!) est devenue extraordinairement populaire parce qu'elle fut l'écrasement de la Chevalerie française. Toute la Campine fut soulevée en 1898 pour le centenaire de la Guerre des paysans; on exalta avec raison l'héroïsme de ces pauvres gens révoltés par amour de leur terre et de leur foi, mais dans tout cet élan, dans tous ces discours on découvrait le sentiment mauvais de la haine de la France, la malédiction de l'étranger. Certains fanatiques flamingants, quand il vous parlent d'histoire, semblent toujours regretter le temps où la mauvaise prononciation de Schild en vriend était punie de mort immédiate.

x
x x

Ils nous ont pris nos artistes. Le maître pathétique de Tournai, Roger de la Pasture, l'un des plus grands artistes du XVe siècle, est incorporé parmi les Flamands sous le nom de Vander Weyden. L'art flamand brille d'un éclat radieux. L'art wallon est ignoré.

Je me souviens, Sire, de l'honneur que j'eus de guider Sa Majesté la Reine et Vous dans cette exposition des Beaux-Arts de Charleroi qui fut un essai de réagir contre l'erreur courante. Je n'ai pas oublié Vos étonnements et Votre attention bienveillante et compréhensive. Vous avez voulu tout voir. Vous avez voulu apprécier la variété et l'éclat de ces fleurs de Wallonie.

On peut discuter encore s'il y a un art wallon; on ne peut plus contester qu'il y ait eu des artistes wallons, à toutes les époques de l'histoire. La filiation de Jacques Dubroeuq et de Victor Rousseau est saisissante et si l'on joint à ces deux noms ceux de Beauneveu et de Constantin Meunier, on peut affirmer, contrairement à l'opinion généralement répandue, que nous ne sommes pas exclusivement des peintres. Je m'illusionne sans doute, en raison de la part que j'y ai prise, sur la portée d'une démonstration comme celle qui fut tentée à Charleroi; mais j'espère qu'elle a rendu à la Wallonie consciente de son glorieux passé méconnu et stimulé ainsi les possibilités de l'avenir.

x
x x

Ils nous ont pris les emplois publics. Partant de ce principe juste: que le fonctionnaire est fait pour le citoyen et non le citoyen pour le fonctionnaire, ils ont exigé que tout agent de l'Etat connût les deux langues, en Flandre d'abord, dans tout le pays ensuite. A multiples reprises, cette exigence s'est manifestée, toujours plus impérieuse. Sa conséquence directe c'est l'exclusion des emplois publics de ces deux millions de Wallons qui ne comprennent que le français. Nul n'est forcé d'être fonctionnaire, me dirait-on, et si le Wallon le veut devenir, qu'il apprenne le flamand! Le raisonnement est plausible en théorie, mais il ne tient pas compte des faits. Le premier fait, qu'on peut déplorer, mais qu'on doit constater, c'est la répugnance marquée que le Wallon a pour l'étude de la langue flamande. Le second fait, c'est que les Flamands des grandes villes se trouvent, pour apprendre le français, dans des conditions infiniment plus favorables que le Wallon désireux d'apprendre le flamand. Le troisième fait, enfin, c'est qu'il est déraisonnable d'exiger le bilinguisme de toute une série de fonctionnaires et d'agents qui ne sont pas en rapports directs et fréquents avec des populations bilingues. La vérité, c'est qu'il serait à souhaiter que le juge d'instruction, le gendarme chargé de faire une enquête, le juge de paix connussent les patois de leur région; mais qui donc se souciera de cette application saine et pratique de la règle que j'énonçais au début de ce paragraphe? Ce sont des examens sur le néerlandais littéraire qu'on exigera des fonctionnaires, des

plus modestes agents d'autorité ou de gestion, d'un garde-barrière d'un passage à niveau en Wallonie, du greffier du conseil de prud'hommes d'appel! Et ainsi quand la rigueur des principes théoriques remplace la bonne volonté, l'exigence devient blessante et vexatoire et les Wallons se trouvent et se trouveront de plus en plus écartés, en Flandre et en Wallonie même, des emplois publics.

Ils nous ont pris notre argent. Nous payons tribut, ainsi qu'un peuple vaincu. Ceux qui s'occupent de ces calculs ardu ont maintes fois prétendu que la Wallonie payait plus à l'Etat qu'elle n'en recevait. Ils ont comparé les dépenses faites par le Trésor public dans le nord et dans le sud du pays. Ils ont dit que la Wallonie était sacrifiée. Ce sont des questions complexes et d'une étude malaisée. La comptabilité étant unique, il est périlleux de distinguer dans les recettes la part des deux régions, et quant aux dépenses, il ne suffit évidemment pas qu'une dépense soit faite en Flandre pour qu'elle soit au bénéfice exclusif des Flamands. Je n'ai pas besoin, par exemple, de rappeler l'intérêt énorme de nos centres industriels à voir aménager convenablement le port d'Anvers. Mais quoi qu'il en soit, des observations quotidiennes peuvent nous démontrer que la Wallonie est moins bien traitée que la Flandre. Il suffit de récapituler les grands travaux publics en souffrance ou en projet. Il suffit d'aller de Bruxelles à Anvers, de Bruxelles à Charleroi, et de comparer. Il suffit d'opposer les gares de Charleroi et de Liège, à la gare de Bruges, comme une église, ou à la gare d'Anvers comme un palais. Il suffit d'écouter chaque hiver les lamentations de nos industriels wallons à qui l'Etat ne fournit point les wagons réclamés. Il suffit de rappeler les malencontreux projets de détournement des grands express internationaux.

D'autre part, on ne peut oublier que par le jeu des droits protecteurs, la cherté des vivres, des produits de l'élevage et de l'agriculture, fait le désespoir de la ménagère wallonne et la joie du propriétaire et du paysan flamand. C'est encore une façon, et cruelle, de payer tribut! Enfin, la différence de traitement entre l'exposition de Charleroi et l'exposition de Gand laisse une impression douloureuse. A l'une, le bénéfice problématique d'une tombola et une promesse d'une garantie de 400.000 francs; à l'autre, sept millions! Dans le premier cas, le maigre subside subordonné à pareille contribution de la province de Hainaut; dans le second cas, rien ne fut demandé à la province de la Flandre orientale.

Ils nous ont pris notre sécurité. Nous me sommes plus à l'aise vis-à-vis d'eux; nous sommes, à cause d'eux, inquiets vis-à-vis de l'étranger. Nous la sentons chaque jour approcher comme un fléau terrible, la guerre entre nos voisins du Sud et de l'Est et nous savons par des révélations récentes, que nous sommes le chemin de l'invasion et impuissants à l'empêcher. La répugnance des Flamands à accepter le devoir militaire, le niemand gedwongen soldaat, la veulerie des gouvernants, fait que nous n'avons pas préparé la résistance nécessaire. Les Flandres resteront loin des conflits; Anvers, réduit national, s'il n'est pas aux mains des Allemands qui y sont déjà installés en maîtres, laissera passer l'orage à l'abri de ses forts, mais nous, Wallons, nous serons livrés aux horreurs des combats. Les vallées de la Meuse et de la Sambre sont un chemin commode pour l'envahisseur, - on le lui facilite encore par la construction d'un chemin de fer de Malmédy à Stavelot! - et les grandes plaines de Fleurus, un merveilleux champ de bataille. Ah! si, au lieu de nous demander chaque année des sacrifices énormes pour un vain simulacre de protection, on nous laisserait libres d'organiser nous-même la garde de nos frontières! La seule Wallonie, avec le système suisse de la nation armée, pourrait mettre en ligne une armée de 200.000 hommes, supérieure à tout ce que pourrait donner l'organisation militaire de la Belgique entière à l'heure actuelle; et cette armée, ayant à défendre ses foyers et sa terre, aurait une cohésion et une énergie morales incomparables dans l'action défensive!

x
x x

Ils nous ont pris notre liberté. Ce point touche directement à la politique, Sire. J'ai été mêlé à celle-ci, passionnément, avec toute l'impétuosité de convictions ardentes. Cependant, j'essayerai d'en parler de façon toute objective, avec l'indifférence d'un entomologiste observant des insectes ou d'un chimiste suivant une expérience de laboratoire.

L'an dernier, le 15 août, les partis d'opposition réunirent à Bruxelles une formidable manifestation pour revendiquer le suffrage universel et protester contre le projet de loi sur l'enseignement primaire dû à M. Schollaert. Quelques jours plus tard, les catholiques réunissaient à Louvain une manifestation non moins colossale en l'honneur de M. Schollaert. C'étaient deux armées ardentes, enthousiastes, décidées à la lutte. Si elles s'étaient rencontrées, cela eût fini par des coups. A Bruxelles, la très grande majorité des manifestants venait de la Wallonie. A Louvain, la très grande majorité venait de Flandre. Attestation nouvelle de la dualité de Votre royaume, divergence fondamentale affirmée cette fois sur le terrain politique, avec toute la violence

et la passion qu'on y sait apporter.

Les élections générales de cette année enregistrèrent à nouveau cette profonde divergence, avec une netteté qui peut-être n'avait jamais été aussi éloquente. La Flandre s'avéra dévouée au gouvernement; la Wallonie, hostile. Il y eut en Belgique quatre arrondissements qui, malgré la représentation proportionnelle, n'accordèrent aucun député à l'opposition; tous quatre sont des Flandres: Roulers, Turnhout, Hasselt, Tongres-Maeseyck. Dans les autres arrondissements flamands, les majorités catholiques furent énormes. En revanche, l'opposition recueillit des majorités considérables en Wallonie. La Wallonie anticléricale s'oppose à la Flandre catholique aussi péremptoirement que les manifestations de Bruxelles et de Louvain. Je sais qu'on a raillé la simplicité de cette vision. Qu'il y ait des libéraux et des socialistes en Flandre, des catholiques en Wallonie, qui le niera? Mais lorsqu'on cherche à étudier des phénomènes d'ensemble, il faut se contenter de vues générales. Nous disons en histoire naturelle que les poissons nagent et les oiseaux volent, et cela reste, dans la généralité, exact, malgré l'existence des canards et des poissons volants.

Au surplus, voyons les chiffres. Je prends ceux qui suivent au Bien Public. Ils ne sont peut-être pas rigoureusement exacts, mais les modifications qu'ils pourraient devoir subir en suite des opérations de validation des pouvoirs, ne sont pas de nature à affaiblir les conclusions que j'en veux tirer.

Arrondissements de langue française: Charleroi, Thuin, Mons, Soignies, Tournay, Ath, Liège, Huy, Waremmе, Verviers, Nivelles, Arlon, Marche, Bastogne, Neufchâteau, Virton, Namur, Dinant, Phillippeville.

Opposition.....	708.056
Gouvernement.....	466.927

Arrondissements de langue flamande: Gand, Eecloo, Alost, Audenaerde, Saint-Nicolas, Termonde, Tongres, Maeseyck, Hasselt, Saint-Trond, Louvain, Anvers, Malines, Turnhout, Bruges, Courtrai, Ostende, Furnes, Dixmude, Roulers, Thielt, Ypres.

Gouvernement.....	733.097
Opposition.....	382.924

Le parallélisme inverse de ces résultats est extraordinaire. Il serait plus caractérisé encore si les circonscriptions électorales correspondaient plus exactement à la division linguistique.

Cette situation est évidemment grave. Elle révèle l'opposition des idéals du Nord et du Sud. L'on n'y conçoit pas de même les directions à donner aux affaires publiques. Bien plus, les mêmes mots essentiels: liberté, justice, prospérité nationale, divisent, au lieu de rapprocher, puisqu'ils ont un sens différent selon qu'on les prononce en Flandre ou en Wallonie. La petite presse électorale est particulièrement édifiante à cet égard; alors que dans les milieux de culture intense et contradictoire, la discussion ne porte que sur l'appréciation des faits, et non sur les faits eux-mêmes, les malheureux lecteurs de ces petits journaux ont du monde extérieur la vision la plus faussée qu'on puisse imaginer. Un paysan de la Campine et un ouvrier wallon ont ainsi chacun des sympathies et des admirations qui feraient horreur à l'autre. La propagande électorale ainsi entendue prépare à la guerre civile deux peuples ennemis et ne pouvant se comprendre.

La force seule donc décidera dans ce conflit redoutable. Et voici entre ces deux peuples dressés, que Bruxelles vient assurer définitivement la prédominance flamande. Les Wallons sont donc vaincus, et pour longtemps. Ils mettent maintenant dans le suffrage universel l'espoir d'une revanche. Il n'est pas du tout certain que le suffrage universel la leur procurera. Il n'est pas du tout certain qu'un gouvernement de gauche oserait s'affranchir de la tutelle flamingante. D'ailleurs, les Flamands, plus nombreux déjà, sont plus prolifiques. Les Wallons sont donc, et seront de plus en plus, exposés à voir le pouvoir central contrecarrer leurs directions mentales, anéantir leurs espoirs, leur imposer des conceptions étrangères.

Jadis, l'alternance des partis était aussi l'alternance des influences régionales. Aujourd'hui, l'avenir paraît fermé à cette éventualité. Nous nous trouvons, en fait, dans la situation d'un peuple vaincu et annexé, comme l'Alsace-Lorraine vis-à-vis de l'Allemagne. Nous avons des maîtres de race étrangère. Les lumières qui éclairent les chemins de la nation nous viennent de Vorst ou de Turnhout.

Il n'est point d'épisode plus caractéristique de l'oppression du pouvoir central que la lutte sournoise entreprise par le ministre de l'industrie et du travail contre les institutions de la province de Hainaut. Vous connaissez, Sire, ce magnifique effort. Vous vintes autrefois, en Votre qualité d'héritier présomptif, poser la première pierre de l'Université du Travail, et Vous êtes revenu, en roi, visiter le monument achevé. Vous avez compris. Vous, que ces oeuvres d'enseignement technique étaient un merveilleux et fécond moyen d'améliorer la condition ouvrière, et que cette démocratie s'accordait

adéquatement aux intérêts vitaux de notre région qui ne peut prospérer et soutenir la concurrence sur le marché du monde qu'au prix d'un personnel ouvrier d'élite. C'est à cette oeuvre-là, c'est à l'institution touchante de l'Ecole des Estropiés, c'est à l'Ecole des Mines qu'un ministre, aveuglé par l'esprit de parti, a déclaré une guerre sans merci. Ainsi, quand la Wallonie cherche à se réaliser, dans le cadre restreint de l'autonomie provinciale, le pouvoir central intervient pour paralyser son essor. Si cela doit se généraliser, si de plus en plus nous devons subir, même chez nous, la loi d'un gouvernement qui nous est imposé par la Flandre, que restera-t-il de notre liberté wallonne?

Ils nous ont pris notre langue. Plus exactement, ils sont occupés à nous la prendre. Nous ne connaissons encore que la menace et l'humiliation. L'oeuvre maudite se poursuit lentement, par degrés, sans brusque éclat, avec la patiente opiniâtreté qu'ils apportent en leurs conquêtes. On y distingue trois étapes: d'abord, le flamand se glisse insidieusement, humblement, auprès du français. Il ne s'agit que d'une traduction; qui pourrait refuser ce service fraternel à nos frères? Puis, un beau jour, le flamand s'affirme en maître; il revendique la première place qu'il appelle l'égalité; le français n'est plus que toléré. Enfin le français sans cesse anémié, diminué, proscrit, disparaît. Et le lion de Flandre est souverain sans partage.

Je m'empresse de dire que l'évolution n'est complète que dans certaines villes de Flandre. En Wallonie, nous n'en sommes encore, le plus souvent, qu'à la première ou à la seconde étape. Mais petit à petit, si l'on n'y prend garde, nous en revenons au régime inauguré par le prince d'Orange en 1814.

L'horreure des chemins de fer est à cet égard un incomparable monument de la frénésie des traducteurs. Il y a dans les bureaux de ce ministère des employés que nous payons pour défigurer, de la manière la plus saugrenue, les noms de nos villes et de nos villages. Tout traduire est leur rôle; puis, la contrainte administrative nous imposera ce bilinguisme inutile et vexant. Jeux puérils, pourrait-on croire. Non pas. D'abord le ridicule ne tue pas en Belgique. On s'y habitue facilement. On rit, on plaisante, on s'indigne, mais la traduction reste. Le Flamand ne recule jamais. Il a la douce obstination têtue du fanatisme.

Le ministre des travaux publics vient de suivre l'exemple des chemins de fer. Il a fait placer, au coin des routes, des plaques indicatrices bilingues. Près de Chimay (Chimei), on peut lire Solre Sint-Goorinckx; à

Huy (Hoei), le chemin de Borgworm; à Charleroi, Marchiennes Ter Brug. Notez, Sire, que le piéton, le cycliste, l'automobiliste flamand qui demanderait à nos habitants du pays la direction de Sint-Goorinckx, de Borgworm, ou de Marchiennes ter Brug, se verrait accueilli avec stupéfaction et renvoyé d'un geste vague, vers le Nord. Les traductions sont donc parfaitement inutiles pour les Flamands; elles sont agaçantes pour les Wallons, parce qu'elles sont l'affirmation permanente de la conquête. Vis-à-vis de ces noms déformés, il y a chez nous un froissement analogue à celui qu'éprouvent les Alsaciens-Lorrains à voir substituer les noms allemands aux anciens noms français. Les mêmes vexations quotidiennes, ces constantes piqures d'épingle font peut-être plus pour l'irritation et l'exaspération d'un peuple que quelque ressentissant déni de justice.

x
x x

Ils nous ont pris... Mais je m'arrête. Ce n'est pas le cahier de nos griefs que j'entends dresser ici. J'ai simplement voulu Vous montrer quelques points douloureux. Peut-être, malgré ma volonté de modération, ai-je trop assombri quelques traits du tableau; peut-être ai-je, à certains moments, exagéré le mal. J'en sais pourtant qui diront que je suis resté en deça de la vérité. Je n'ai pas le loisir aujourd'hui d'apporter en tout cela les précisions nécessaires. Des hommes de bonne volonté vont incessamment s'y employer. Je désire seulement Vous signaler l'état de malaise et d'inquiétude de la Wallonie. Est-elle sacrifiée autant qu'elle le croit? Nous le rechercherons plus tard. Il suffit qu'elle se croit menacée pour que cette opinion crée un danger.

IV

Un danger pour l'unité nationale, un danger pour Votre royaume, évidemment. Aveugle qui ne le voit pas! "Il serait fâcheux, disait M. de Decker, de jeter un germe nouveau d'irritation au sein de populations qui doivent nous servir de barrière contre l'étranger. Elles ne sont déjà malheureusement désaffectonnées au point de vue politique; nous avons le plus grand intérêt à ne pas les laisser se désaffectonner encore au point de vue des réclamations légitimes en faveur de leur langue."

Il est, parmi Vos conseillers et les dirigeants de nos affaires publiques, deux sortes de politiciens dangeureux, dangeureux parce qu'ils n'ont pas l'esprit ouvert. Les premiers voient le mal, mais s'imaginent que l'autorité en aura facilement raison. Si les Wallons ne sont pas contents, on

leur enverra des gendarmes. Evidemment, le procédé est expéditif et dispense de fatigantes méditations. Mais il n'atteint pas toujours le résultat souhaité. On peut tout faire avec des baïonnettes, sauf s'asseoir dessus. Les seconds voient le mal et accusent ceux qui le dénoncent. Ce n'est pas plus intelligent. Ces gens-là ont la mentalité des paysans russes insultant et massacrant les médecins qui viennent essayer de les préserver du choléra. Pour ma part, pour avoir dit qu'il y avait une question wallonne, j'ai déjà à choisir entre "criminel" et "huluberlu". J'en verrai d'autres. Je leur répondrai tranquillement, selon la leçon de Thémistocle: "Frappe, mais écoute."

La répression ou la négation ne sont donc point des remèdes dont Vous puissiez Vous satisfaire. On en a proposé un autre: la séparation. Ce fut au Sénat, dans cette assemblée dont Vous avez pu, autrefois, apprécier l'atmosphère lénifiante, qu'un homme éminent, modéré entre tous, jurisconsulte avisé et prudent, M. Dupont, s'écria, un jour que les prétentions flamandes lui avaient paru particulièrement exaspérantes: "Vive la séparation administrative!" Ce n'était point, assurément, un criminel ni un huluberlu. Je viens de relire la brochure en laquelle on réunit les discours prononcés sur sa tombe. Tous les partis ont tenu à honneur de le saluer magnifiquement. Vos ministres eux-mêmes, au nom du monde officiel, ont prononcé d'admiratives oraisons funèbres. Il me paraît donc que je puis m'abriter sous le bouclier de cette grande mémoire.

Au surplus, à quoi bon? Quelque autorisée que soit la voix d'un homme d'Etat, elle n'est que peu de chose à côté de la voix populaire. Et si l'opinion de M. Dupont doit retenir Votre attention, Sire, c'est non seulement en raison de la valeur et du caractère de son auteur, mais surtout parce qu'elle a rencontré des adhésions de plus en plus nombreuses dans les coeurs wallons. Ces échos réveillés, la soudaine faveur du mouvement apparaissent, en juin dernier, dans les diverses parties de la Wallonie, les ordres du jour des conseils provinciaux du Hainaut et de Liège, mesurent la profondeur du malaise dont je vous parlais.

Assurément, la grande masse est encore indifférente. Nous ne sommes pas encore au coeur de la tempête. Mais quand elle s'éveillera tout à fait, qui donc la pourra régir? Nous n'avons pas les méthodes lentes et disciplinées des Flamands; ce sera tout à coup que l'on se trouvera un jour, brusquement, si l'on continue à fournir des griefs à cette irritation, en présence du problème tout entier de l'indépendance wallonne.

Gouverner, c'est prévoir. Est-ce trop Vous demander que de Vous demander de prévoir ce jour-là? N'est-ce point faire oeuvre salutaire et utile au pays que de préparer, pendant qu'il en est temps encore, les solutions que nous pourrions offrir, s'il le faut, à ce peuple excédé?

Qu'est-ce donc au juste que cette séparation préconisée par M. Dupont? Il ne s'en est pas expliqué. Je ne pourrais, pas plus qu'il ne l'a fait, Vous soumettre actuellement des précisions détaillées à cet égard. Les gens qui prétendent exiger des socialistes le plan de la société future, et tous ceux qui essayent de leur répondre, m'ont toujours paru se livrer à des spéculations assez fastidieuses. Le système le plus élégamment construit dans un cabinet de travail se trouve culbuté lorsqu'il doit s'adapter aux faits. On n'opère pas sur des hommes comme on peut le faire sur des nombres. Le plus habile prophète ne prévoit pas tous les événements qui rendent vaines les solutions les plus ingénieuses. La séparation sera donc, avant tout, ce que les circonstances la feront. Si les gouvernants ont la sagesse d'éviter de froisser davantage la Wallonie, d'étudier ses griefs et de donner satisfaction à ceux qui seraient reconnus fondés, il est possible que le mouvement s'apaise et se contente d'une autonomie un peu plus assurée, de relations un peu plus souples, avec le pouvoir central. Mais si, comme tout le fait, hélas! prévoir, nos gouvernants continuent à méconnaître les aspirations wallonnes, à subir l'impulsion des Flamands dont ils dépendent, alors les solutions les plus radicales s'imposeront.

Au pis aller, si c'était la séparation complète, pourquoi ne pourrait-elle pas se réaliser dans la concorde et l'harmonie? Si nous étions des Etats-Unis, comme la Suisse ou l'Amérique, si nous avions notre Home Rule comme l'Irlande, le mal serait-il si grand? Une Belgique faite de l'union de deux peuples indépendants et libres, accordés précisément à cause de cette indépendance réciproque, ne serait-elle pas un Etat infiniment plus robuste qu'une Belgique dont la moitié se croirait opprimée par l'autre moitié? Au jour critique des complications internationales, Flamands et Wallons sentiraient battre leur coeur d'un même battement pour leur patrie et leur liberté, tandis que si on laisse croître "l'irritation" et la "désaffectation", comment peut-on espérer que les Wallons défendraient avec pareille ardeur, la patrie et la liberté... des Flamands?

Vos paroles d'Anvers ont heureusement souligné ces choses. Vous avez constaté que Votre royaume était fait de "deux populations également vaillantes, également douées". Vous avez préconisé "avec émotion", "la force par

l'union, par l'entente loyale et cordiale". On ne saurait mieux dire. L'Union fait la force, mieux que ne pourrait la faire l'unité. Une unité menteuse, imposée, basée sur la brutale contrainte du nombre, une unité qui serait dans les proclamations officielles et non dans le coeur des citoyens ne vaudra jamais une union librement consentie, une entente loyale et cordiale. Cette union-là peut-elle s'établir dans le cadre constitutionnel actuel? Voilà toute la question.

Je n'ai, pour la solution de cet inquiétant problème, qu'un espoir limité dans notre monde politique. Tout y est racheusement tranché selon l'intérêt du parti. Cette démarcation rigoureuse de catégories politiques peut avoir des avantages, mais elle a bien aussi des inconvénients. La presse quotidienne, qui forme l'opinion de tant de gens incapables de réfléchir par eux-mêmes, adopte ou repousse ainsi, selon l'intérêt du parti aux affaires duquel elle est associée, tout idée nouvelle. Et j'ai grand peur que le projet de séparation de Vos deux peuples ne trouve d'appui immédiat nulle part. Les socialistes accueillent sympathiquement les doléances des nationalismes lointains, mais le régionalisme wallon semble, à certains de mes amis, vaguement réactionnaire et déplorablement décentralisateur. Les libéraux, eux, restent hypnotisés par l'espoir tenace du "réveil de la Flandre", comme ils disent, et la Flandre ne se réveille que pour s'éloigner d'eux. Quant aux catholiques, parmi lesquels il est tant de Wallons fervents - tant et tant de confidences et de discrets encouragements me l'ont prouvé, - pas un n'osera s'associer à un mouvement qui paraît hostile au gouvernement, et le gouvernement n'osera jamais s'affranchir de la tutelle des Flandres dont il tire le plus clair de sa force. Je ne vois, parmi Vos conseillers, au-dessus des cuisines électorales et des intérêts immédiats de son parti et voir ainsi les intérêts de la nation. Dès lors, quelques esprits libres pourront seuls méditer sur les problèmes qui dépassent les cadres habituels, mais ceux-ci, Sire, sont le sel de la terre, le levain du monde, les préparateurs de l'avenir. En Vous y rangeant, je Vous fais le compliment le plus déférent qu'il me soit permis de Vous adresser, et cet hommage contribuera, je l'espère à me faire pardonner l'importunité de cette longue, trop longue lettre.

Jules DESTREE.

LE COMPROMIS DES BELGES (1)

Entre:

Jules DESTREE, député de Charleroi, Camille HUYSMANS, député d'Anvers, tous deux anciens ministres socialistes des Sciences et des Arts,

et du côté wallon:

BOLOGNE, député de Namur; BRANQUART, député de Soignies; BRUNET, député de Charleroi; CARLIER, député d'Ath-Tournai; COLLEAUX, député du Luxembourg; DELATTRE, député de Mons; HOEN, député de Verviers; HUBIN, député de Huy-Waremme; MATHIEU, député de Nivelles; PERIQUET, député de Philippeville; PIERARD, député de Mons; MERLOT, député de Liège; TROCLET, député de Liège; VAN WALLECHEM, député de Charleroi;

et du côté flamand:

ANSEELE, député de Grand; BOENS, député de Furnes-Dixmude-Ostende; BOUCHERY, député de Malines; DE BUNNE, député de Courtrai; DIERKENS, député d'Anvers; MICHELS, député d'Alost; SOUDAN, député d'Audenaerde; VAN ACKER, député de Bruges; VAN-DEMEULEBROUCKE, député de Termonde et VAN HOEYLANDT, député de St-Nicolas, ainsi qu'entre tous ceux qui, par la suite, adhéreront au présent arrangement,

Considérant que la Belgique est une nécessité nationale et internationale.

Considérant que les divergences entre le nord et le sud deviennent chaque jour plus accentuées et plus regrettables, et que le gouvernement central est resté impuissant à les concilier; que dès lors, il semble urgent, si l'on veut conserver l'Etat belge, d'établir les bases d'une entente cordiale entre Flamands et Wallons.

Il a été fait la convention suivante:

1^o Les soussignés dénoncent comme funeste toute propagande tendant à la constitution de deux Etats séparés, ou au rattachement de la Wallonie à la France, de la Flandre aux Pays-Bas.

(1) Texte publié en 1929.

2° Ils reconnaissent que tous les services officiels de l'Etat (enseignement, administration, justice, défense nationale etc.) doivent employer en Flandre le néerlandais, en Wallonie, le français.

Dès lors, le bilinguisme ne leur paraît qu'un expédient peu recommandable, et particulièrement intolérable lorsqu'il est imposé par une contrainte directe ou indirecte; loin d'étendre celle-ci, ils pensent qu'il ne faut recourir au bilinguisme que dans des cas exceptionnels où il est indiqué par la nécessité ou le vœu des populations.

En même temps, ils recommandent à leurs concitoyens, pour les rapports particuliers, la plus grande bienveillance et les égards les plus courtois pour les Wallons en Flandre, pour les Flamands en Wallonie.

3° Ils voient, dans les autonomies provinciale et communale, tradition trop oubliée de nos pays, le moyen le plus efficace de faire respecter la libre volonté des citoyens.

Ainsi, il conviendra de laisser au suffrage universel, soit dans chaque province, soit dans chaque commune, le libre choix de la langue ou des langues qu'elles entendent employer pour leurs rapports avec les administrés.

4° Les services de l'Etat seront, dans toute la mesure, compatible avec l'unité de l'Administration décentralisés et dédoublés en sections flamande et wallonne. Un personnel bilingue, réduit au minimum, sera recruté lorsqu'il sera indispensable. On le composera en nombre égal de Flamands et de Wallons.

5° Une situation spéciale sera réservée à l'agglomération bruxelloise selon les désirs de celle-ci.

6° Pour l'exécution des présentes, comme aussi pour tous cas relatifs à ce compromis et non prévus, les soussignés s'engagent à ne pas prendre attitude sans avoir préalablement discuté avec l'autre partie, afin de trouver un terrain d'entente. D'une manière générale, les soussignés chercheront la concorde dans la liberté, et s'efforceront de ne rien écrire ou de ne rien dire qui puisse blesser les susceptibilités de la région à laquelle ils n'appartiennent pas.

7° A bref délai, les soussignés se réuniront pour préciser l'application du présent compromis et notamment pour examiner:

a) Comment on pourrait respecter les droits des minorités linguistiques;

b) Comment doit se régler la situation des Belges de langue allemande;

c) Et enfin, pour examiner la possibilité d'un statut linguistique général réglant, selon les indications fournies par les votes communaux, toutes les difficultés relatives à l'emploi des langues en Belgique.

Mars 1929.

ANNEXE V-I-1

LA FONDATION CHARLES PLISNIER

I Réaction de l'association

II Buts de la fondation

- 1) En Belgique:
 - a) Illustrer le passé
 - b) Défendre le patrimoine.
- 2) A l'étranger! faire acte de présence française

III Activités

- 1) Séances d'hommages
- 2) Différentes conférences
- 3) Colloques à sujets divers
- 4) Voyages d'études
- 5) Octroi d'un prix triennal
- 6) Sondage culturel sur différents points
- 7) Activités de trois commissions:
 1. l'office d'action démographique
 2. l'office du bon langage
 3. la Commission historique.
- 8) Création de l'Association de l'Ethnie française d'Europe

IV Publications

- 1) Les Cahiers
- 2) Etudes et Documents
- 3) Plaquettes de vulgarisation
- 4) La Revue d'Information et de Presse de la Fondation
Charles Plisnier

V Relation entre la Fondation Charles Plisnier et la Fondation Lodewijk de Raet

LA FONDATION CHARLES FLISNIER

"Centre d'études et de diffusion pour la
défense et l'illustration de l'Ethnie française" (1)

I. Création de l'association.

D'après le nom d'un grand romancier wallon, Charles Flisnier (2), une association culturelle fut fondée le 24 septembre 1954 sous l'impulsion majeure et la présidence de Charles Becquet (3), professeur de mathématiques dans un établissement d'enseignement moyen de la capitale.

Les annexes du "Moniteur Belge" du 27 novembre 1954 (no. 3129, p. 1,222) publièrent les statuts de l'association, ainsi que les noms des trente membres fondateurs.

L'association a son siège dans l'agglomération de Bruxelles.

-
- (1) Cf. les brochures de la Fondation Charles Flisnier: "Organisation générale du 1er octobre 1963" et "Catalogue général des publications, 1963" et également les C.E. du Crisp, no. 56 et 146.
- (2) Charles Flisnier est un romancier belge, né à Ghlin (1896-1952). Il est l'auteur de nombreuses oeuvres et surtout de récits de mœurs, c.e.: Mariages, Faux Passeports, Meurtres, Mères. Très bien connue est sa "Lettre à mes Concitoyens sur la nécessité d'une révision constitutionnelle" (Etudes et documents de la Fondation Ch. Flisnier). Le lecteur trouvera le texte de cette lettre dans une quatrième annexe sur la Fondation de Charles Flisnier.
- ... titre d'information, nous notons deux études sur Charles Flisnier:
1. par Roger Bodart: "Charles Flisnier", aux Editions Universitaires, 72, boulevard Saint-Germain, Paris-Bruxelles, 1954.
2. par Jean Roussel: "La vie et l'oeuvre de Charles Flisnier", aux Editions Subervie, Rodez, 1957.
- (3) Charles Becquet, professeur d'Athénée, est actuellement inspecteur de l'enseignement technique belge.
- Très tôt - à l'âge de 17 ans - acquis au Mouvement wallon, il est militant de la plupart des mouvements d'action wallonne d'avant-garde: Wallonie Libre, Congrès National Wallon, etc. Il est l'auteur d'une oeuvre intéressante "L'Ethnie française d'Europe" (Nouvelles Editions Latines, 1, rue Palatine, Paris 6e, 1963).

Parmi les objectifs principaux, nous notons d'abord:

1. la défense et l'illustration de l'ethnie française de Belgique;
2. la reconnaissance du fait sociologique bruxellois;
3. la défense du patrimoine wallon. ⁽¹⁾

Le Conseil d'administration est composé de personnalités de toutes tendances et opinions, de professeurs des universités de langue française, d'essayistes, d'économistes, de professeurs, de journalistes et de fonctionnaires.

II. Buts de la Fondation

1. En Belgique: a) Illustrer le Passé

1^o Par la vulgarisation du passé historique wallon:

- réforme de l'histoire officielle,
- manifestations d'hommages aux grandes figures wallonnes,
- étude du folklore wallon et de l'ethnographie,
- politiques des musées.

2^o Par l'étude de la contribution à l'évolution de la langue et de la littérature française:

- étude des oeuvres marquantes des pays latins depuis le Xe siècle,
- contribution wallonne aux grands courants littéraires,
- vulgarisation des oeuvres des littérateurs des XIXe et XXe siècles,
- la littérature dialectale dans la perspective des littératures régionales françaises.

b) Défendre le Patrimoine

3^o Par la prise de conscience collective de la communauté ethnique wallonne:

- évolution du vocable "wallon",
- les composantes de l'ethnie wallonne,
- le fait sociologique bruxellois,
- l'enseignement du français,
- renforcement de l'unité spirituelle de l'ethnie wallonne.

(1) Une autre association culturelle, "L'Institut Jules Destrée," s'occupe presque exclusivement de la défense du patrimoine wallon. Voir les différents annexes sur l'Institut Jules Destrée.

- 4° Par l'étude de toutes les questions relevant directement de la cohésion et de la vitalité de l'ethnie wallonne:
- solution du problème démographique wallon,
 - annexion aux cantons wallons des communes de langue française égarées dans une province flamande,
 - diffusion d'une saine pédagogie régionaliste,
 - inventaire et vulgarisation des richesses culturelles wallonnes.
2. A l'étranger: faire acte de présence française
- 5° Par une entente culturelle avec les peuples et populations de langue française d'Europe, d'Amérique et des autres continents:
- contacts à prendre et initiatives à promouvoir, même attitude envers les autres peuples latins.
- 6° Par la participation aux organismes culturels internationaux.

III. Activités

La Fondation Charles Plisnier est sans aucun doute un groupe de pression qui met l'accent sur la publication d'écrits. A l'encontre de ceci, comme nous l'avons vu déjà, la Fondation Lodewijk de Raet est un organisme flamand d'éducation socio-politique qui emploie les méthodes de l'université populaire. Les moyens utilisés sont différents mais les buts respectifs poursuivis sont similaires.

Toutefois les activités de la Fondation Charles Plisnier se sont aussi manifestées sur divers plans depuis 1954:

- 1) D'abord par des séances d'hommages à Charles Plisnier même;
- 2) ensuite par différentes conférences:
 - conférences de Charles Becquet à la Faculté des Lettres de l'Université de Nancy,
 - conférence de Charles Thomas à l'Amicale Socialiste des Wallons de Bruxelles;
- 3) des colloques sur des sujets divers:
 - le colloque sur les composantes de l'ethnie française en Belgique à l'Institut National de Radio-diffusion (1956),
 - le colloque culturel wallon et bruxellois de langue française (1959, Bruxelles);
- 4) des voyages d'études
 - à Nancy (1957) -- en Picardie, Champagne et Lorraine (1961);

- 5) l'octroi d'un prix triennal d'un montant de 10,000 fr. octroyé successivement aux Arts et Lettres, à l'Histoire et au Folklore;
- 6) l'organisation d'un sondage (culturel) portant sur différents points:
 - division des ministères de l'Education nationale et de la culture,
 - les Conseils culturels,
 - la représentation des deux ethnies,
 - les limites ethniques (frontière linguistique) Flandre-Wallonie,
 - l'agglomération bruxelloise
 - a) du point de vue scolaire,
 - b) du point de vue administratif,
 - c) du point de vue géographique;
- 7) les activités de trois commissions:
 - 1) l'office d'action démographique.

La Commission démographique vit le jour en 1956 sous la présidence de M. Ch.-F. Becquet. Elle a à son actif la vente de 40,000 exemplaires du document "Wallons, le saviez-vous?" ainsi que la production d'une série de diapositives, en trois exemplaires, sur la natalité. L'office s'efforce de publier les documents démographiques avec les textes mis à jour et à veiller auprès des masses wallonnes à une rapide prise de conscience d'un renouveau nataliste. Sous le slogan "un enfant de plus dans chaque foyer wallon", la commission de démographie a déjà fait de multiples efforts pour promouvoir un renouveau démographique de la Wallonie.

2) L'office du bon langage

L'office a mis sur pied, depuis septembre 1961, des cours de perfectionnement de français à Bruxelles, Liège, Charleroi, Namur et Mons, les uns ouverts au public, les autres au bénéfice des cadres du Ministère des Communications.

Depuis 1962, chaque année au mois de mai, s'ouvre la Quinzaine du Bon Langage patronnée par le Ministère de l'Education nationale et soutenue par les services de la Radio-diffusion Television Belge. Une affiche illustrée invite le public à participer à la Quinzaine.

L'office poursuit cette campagne pendant toute l'année dans une quinzaine de journaux et revues belges qui publient les conseils envoyés régulièrement par l'office.

Cet office réunit des représentants de la Société des Professeurs

de français, de la radio, de la presse, ainsi que des spécialistes du langage.

Il envisage une action technique et une action populaire: la première étudiera les fautes les plus courantes, quant à la seconde, elle visera à sensibiliser l'opinion et surtout à faire comprendre au public tout l'intérêt qu'il y a à parler une langue correcte.

3) La Commission historique

La première tâche de la Commission - date de naissance: décembre 1961 - fut de préparer l'histoire de la région wallonne. Le premier tome, qui paraissait fin 1963, comprend l'histoire de la Wallonie depuis ses origines jusqu'à 1795. Il entre dans les intentions de la Commission de publier des monographies des villes wallonnes et des biographies de personnages célèbres.

8) Une action sur le plan international s'est traduite par la création de l'"Association de l'Ethnie française d'Europe".

En provoquant la Rencontre de Nancy en octobre 1957 et le Premier Congrès Européen de l'Ethnie Française en août 1958, à Charleroi, la Fondation Charles Plisnier prenait l'initiative de rassembler les membres épars de la famille ethnique française d'Europe.

Au Val d'Aoste, le problème fut facilement réglé. "Le Comité des Traditions Valdôtaines" adhéra en bloc au mouvement. En Suisse romande et en France, il fallut faire surgir du néant un faisceau de volontés agissantes.

Si, le 18 juin 1959, des représentants wallons, romands et valdôtains rédigèrent un premier projet de statuts pour l'association européenne, il fallut attendre jusqu'au 29 avril 1962 pour que les statuts soient définitivement approuvés par les quatre associations représentées à la réunion de Dijon.

Actuellement, l'association est dirigée par un Bureau Exécutif qui effectue chaque année en son sein une permutation de pouvoirs. Ont été nommés, à Dijon, président, Charles-Fr. Becquet et secrétaire, Maurice-V. Willam.

L'article 3 des statuts de l'Association énumère les buts de celle-ci:
a) fortifier les liens entre les composantes européennes de l'Ethnie Française;

- b) confronter les méthodes et les moyens de protéger leurs forces vives;
- c) développer ces liens pour le plus grand profit de la famille ethnique française et aussi d'une Europe forte de toutes les ethnies qui la composent.

Dans un éditorial du Bulletin d'information de la Fondation (septembre 1961), l'action de la Fondation Charles Plisnier sur le plan européen est défini de la manière suivante:

"Sur le plan européen, la Fondation, en collaboration avec les autres sections de l'Association Européenne de l'Ethnie Française, s'efforce de promouvoir un rapprochement et une collaboration entre les peuples de culture française qui vivent dans des Etats différents."

IV. Publications

Il y a plusieurs catégories de publications.

1. Les Cahiers

A l'occasion des rencontres, des congrès, des journées d'études, la fondation Charles Plisnier publie des cahiers en relation avec les sujets traités pendant ces journées ou réunions.

A titre d'exemple, nous citons les sept premiers numéros:

No. 1. Nos Ecrivains et la France (Congrès de Nivelles des 9 et 10 mai 1956)

Quelques articles:

- Les dangers de l'incuriosité française à l'égard des Français et amis de la France à l'étranger (par L. Marchal).
- Peut-on parler d'une décadence française (Armand Bernier)?
- Le renouveau français, par la culture ou par l'ethnie (Ch. Becquet)?
- Les problèmes de l'édition en Belgique et en France (René Lyr).

No. 2. Diversités culturelles françaises (Rencontre de Nancy des 15, 16 et 17 novembre 1957)

Quelques articles:

- Relations culturelles entre pays de langue française (par A. Viatte).
- La littérature française en Belgique (F. Charlier).
- La Suisse romande, essai d'explication (Weber - [^]Péret).
- L'école publique, notre défense contre le bilinguisme (A. Lombard).

No. 3. Les Wallons et les Flamands devant les problèmes culturels
(Colloque d'avril 1957)

Quelques articles:

- La prise de conscience ethnique au nord et au sud pose des problèmes culturels (Max Lamberty et A. Carlier).
- La cohésion et la vitalité des communautés exigent-elles une autonomie culturelle et la création des Conseils culturels (R. Van Elslande et F. Schreurs).
- Les Flamands devant les institutions scientifiques (M. Van Haegendoren).
- Le problème des deux cultures nationales à Bruxelles et de leur (in-) égal prestige (H. Bayens).

No. 4. Forces vives (Premier congrès européen de l'Ethnie Française, Charleroi, 27 au 30 août 1958)

Quelques articles:

- L'Ethnie Française et l'Europe.
- La démographie et la jeunesse.
- L'Enseignement et les problèmes culturels.
- L'Economie régionale.

No. 5. Neuchâtel-Bourges-Liège: (Journée de l'Ethnie française, Bourges, le 22 juillet 1959. Colloque historique, philosophie et juridique sur les modes d'appartenance française, Liège, 26 et 27 nov. 1959):

Articles:

- L'Ethnie française s'organise en Suisse romande (J. Petitpierre).
- Wallon et Wallonie, Flamand et Flandre, Belge et Belgique (J. Van Crombrugge).

No. 6. Languedoc-Paris-Lille

(Session Européenne de l'Ethnie française, Paris, 26, 27 mai 1960).

Articles:

- L'affrontement des ethnies en Belgique (A. Carlier).
 - Les économies régionales, ces forces nouvelles (N. Gadenne).
- (Deuxième colloque historique, philologique et juridique sur les modes d'appartenance française, Lille, les 10 et 11 déc. 1960).

Articles:

- En Wallonie, terre romande (F. Rousseau).
- De l'éducation des filles au XIV^e siècle dans les Pays-Bas (Jean Mossay).

No. 7. Congrès Européen de l'Ethnie française (Dijon 1, 2, 3 juin 1961).

Un volume contenant une quinzaine d'exposés et d'interventions de très grande actualité.

2. Etudes et Documents

Quelques exemples:

- a) Réactions wallonnes devant le Mouvement flamand, par André Wautier (2e édition), (15 pages), 1961.
- b) Dénatalité wallonne et psyché collective, par A. Devyver 20 pages plus des tableaux et graphiques sur les taux de natalité (en Flandre, en Wallonie, en France).
- c) L'autonomie culturelle en Belgique, par Marion Coulon (62 pages, 1962).
Articles:
 - Langues et Cultures.
 - Calendrier sommaire de notre politique linguistique générale et scolaire avant 1932.
 - Naissance et vie de la Loi de 1932.
 - Notre réglementation linguistique et l'éducation.
 - Pour un vrai régime d'autonomie culturelle.
- d) Lettre à mes concitoyens, par Charles Plisnier (24 pages, 1962).
Lettre parue initialement dans la revue Synthèse et publiée dans la série Etudes et Documents à l'occasion du dixième anniversaire de la mort de l'écrivain wallon, Charles Plisnier.
- e) Le Bilinguisme en Suisse, en Belgique et au Canada (1963).
Quelques articles:
 - Du principe territorial et du respect des diversités (H. Weilenmann).
 - En Belgique: les dangers du bilinguisme scolaire (R. Bourgeois).
 - Résultats d'une enquête canadienne (S. Marion).
- f) Au Carrefour de trois ethnies (1964).
Etude géographique et historique, linguistique et culturelle, économique et sociale de la zone allant de Visé à Arlon par un groupe de personnalités liégeoises.

3. Plaquettes de vulgarisation

- a) A la rencontre de la Wallonie et de la Flandre, sous les auspices de l'Administration des Services Educatifs du Ministère de l'Instruction publique et en collaboration avec la Fondation L. de Raet (1958).

- b) Le saviez-vous? Pour un relèvement de la natalité wallonne (1961).
(La Wallonie décline - Quand une population vieillit - La fin du progrès social, l'appauvrissement économique - La disparition de la Wallonie, etc.).
- c) Cinq ans au service de l'ethnie française de l'Europe
(sept. 1964 - déc. 1959).
4. La Revue d'Information et de Presse de la Fondation Charles Plisnier (1)
La revue d'Information et de Presse est un mensuel paraissant depuis septembre 1961 et comportant les chroniques suivantes: éditorial, problèmes d'actualité (linguistique principalement), nouvelles de l'association de l'Ethnie française d'Europe, revue de la presse belge et étrangère, livres du mois, Chroniques de l'Office du Bon Langage..

La lecture de cette revue démontre à suffisance le caractère de la Fondation en tant que groupe de pression. Les extraits suivants d'éditoriaux le démontrent:

"La Fondation Charles Plisnier est un organisme qui groupe en son sein des personnes appartenant à toutes les disciplines, comme à toutes les opinions politiques, philosophiques et religieuses. La mission consiste essentiellement dans l'étude et la vulgarisation des problèmes culturels et sociaux qui se posent à l'ethnie française en Belgique et en Europe. Elle s'est imposée la règle de ne jamais porter son action sur le plan politique.

(Editorial du 1er numéro, sept. 1961).

"Les cercles flamands se multiplient dans le pays wallon. Les derniers timbres culturels ne sont consacrés qu'à des Flamands. Les jardins français d'Annevoie ont même été débaptisés pour faire plaisir aux Flamands et sont devenus tout simplement "jardins d'Annevoie". Jusques à quand ..."

(Article: "Exercices de style pour substituer
Flamand à Wallon," no 37, mars 1965.)

"L'action continue!

Notre bulletin change d'aspect et aussi de titre. En réalité, il n'avait jamais eu de nom bien à lui; trois ans après sa nais-

(1) Nom depuis 1965; précédemment, Bulletin d'Information et de Presse..

sance, il s'est enfin baptisé. Mais la dénomination qu'on lui a choisie indique bien que, si son contenu sera, peut-être, plus divers, il ne variera guère dans son objectif. Il sera toujours inspiré par une volonté de défendre et d'illustrer cette ethnie française à laquelle nous appartenons. Fortifier la solidarité ethnique française tant en Belgique qu'en Europe et dans le monde demeurera aussi le principal de nos buts.

(Editorial, janvier 1965, no 35.)

V. Relation entre la Fondation Charles Plisnier et la Fondation Lodewijk de Raet⁽¹⁾

Tout d'abord, quant à l'origine de la Fondation Charles Plisnier, les promoteurs de cette fondation francophone s'inspirèrent très largement de l'exemple de la Stichting Lodewijk de Raet qui se trouva à ce moment déjà en pleine expansion.

Cependant, après quelque temps, il apparut que l'orientation des activités des deux organismes culturels allaient diverger.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, alors que la Stichting apparaît au premier plan comme une université populaire, en publiant peu, la Fondation apparaît davantage comme un groupe de pression mettant l'accent sur les publications.⁽²⁾

Toutefois, les différentes méthodes et activités n'empêchent pas que les relations restèrent excellentes.

Les chevilles ouvrières des deux organismes sont ralliées les unes et les autres au fédéralisme. Cette communauté de vue se trouve certainement à la base de l'entente réelle qu'on peut constater à plusieurs reprises. Cette entente se concrétisa d'ailleurs dans quelques faits bien précis:

1. En 1957, les deux fondations ont organisé un colloque wallon-flamand sur les problèmes culturels.

(1) L. de Raet: la consœur flamande, fondée en 1951, est de trois ans l'aînée de la Fondation Charles Plisnier.

(2) C.H. du Crisp, no. 146, p. 8.

En ce qui concerne ce genre de contact, nous citons Maurice-Pierre Herremans :⁽¹⁾

"Ce colloque devait en principe être suivi par d'autres réunions du même genre mais jusqu'à présent, les efforts des dirigeants pour mettre sur pied d'autres réunions n'ont pas abouti, malgré le très vif désir des dirigeants d'aboutir. Le développement de mouvements plus activistes sous la forme de mouvements populaires flamand et wallon n'est sans doute pas étranger à ce phénomène..."

2. A l'initiative des dirigeants des deux fondations, une série culturelle de timbres-poste fut émise en 1957 et une seconde série, en 1961.
 3. La Fondation Lodewijk de Raet invite fréquemment à sa tribune un membre de la Fondation Plisnier. La Fondation Charles Plisnier fait de même.
 4. En 1958, la Fondation Charles Plisnier a publié en collaboration avec la Fondation Lodewijk de Raet une brochure intitulée "A la Rencontre de la Wallonie et de la Flandre." Dans cette publication patronnée par le Ministère de l'instruction publique, les deux fondations présentent chacune six grandes figures wallonnes et flamandes, en soulignant leur signification importante pour la vie économique ou culturelle de la Wallonie et de la Flandre.
 5. La Revue de la Fondation Charles Plisnier a consacré un article aux activités de la Fondation Lodewijk de Raet sous le titre: "Un exemple de cohésion ethnique: La Stichting Lodewijk de Raet." (mars 1965, no 37).
- On y lit:

"Force nous est bien de constater la puissante cohésion flamande dans tous les secteurs de la vie publique. Les 4,200,000 F. recueillis en 1963 prouvent la belle réussite d'un organisme culturel, au sens très large du terme, qui honore la patrie flamande et qui fait progresser les Flamands vers plus de plénitude intellectuelle, de standing matériel et de confiance en leur destinée ethnique.

(1) C.H. du Crisp, no. 146, p. 15.

ANNEXE V-I-2

LISTE DES MEMBRES FONDATEURS DE LA FONDATION

CHARLES PLISNIER

André, Alexandre, député permanent; 2, avenue Rêve d'Or, La Louvière.
Barbier, Gustave, professeur; 126, avenue Molière, Ixelles.
Bay, Paul, homme de lettres; 40, rue Van Campenhout, Bruxelles.
Becquet, Charles, professeur; 118, rue Beeckman, Uccle.
Bertin, Charles, homme de lettres; 13, avenue des Sylphes, Boitsfort.
Bohy, Georges, avocat; "Les Bois de Sapin", Arquennes.
Bovyn, Edmond, conseiller provincial; 19, boulevard des Etats-Unis, Mons.
Carlier, Ernest, professeur; 44, rue des Canadiens, Nimy.
De Falleur, Richard, étudiant; 11, rue du Conseil, Ixelles.
Deneubourg, Alphonse, secrétaire; 66, rue du Marteau, Bruxelles.
Durpeiz, René-Octave, journaliste; 384, avenue Paul-Pastur, Mont-sur-Marchienne.
Elan, Jacques, éditeur; rue du Petit Hollaye, Celles-lez-Tournai.
Foucart, Emile, expert-comptable; 5, avenue de la Gare, Baulers.
Fillée, Jean, journaliste; 8, rue de la Réunion, Mons.
Godfroid, Raoul, directeur d'Académie; 3, rue Cronque, Mons.
Janson-Dubrau, Louise, écrivain; 34, rue de l'Ermitage, Ixelles.
Lambilliotte, Maurice, homme de lettres; 230, rue J.-Debecker, Woluwe-St-Lambert.
Linze, Georges, homme de lettres; 98, rue Xholémont, Liège.
Moulin, Amédée, industriel; 70, rue Rodenbach, Forest.
Philippart, Louis, professeur; 65, rue de la Faisanderie, Morlanwelz.
Pirson, Irène, historienne; 67, quai Mativa, Liège.
Sauvage, Jacques, étudiant; 10, rue de la Loi, Liège.
Thiry, Marcel, homme de lettres; 1, quai Joseph-Wauters, Angleur.
Thomas Charles, conseiller provincial; 13, rue Van Schoor, Schaerbeek.
Van Crombrugge, Jean, professeur; 46, rue Reynier, Liège.
Wautier, André, homme de lettres; 127, avenue Dailly, Schaerbeek.
Willam, Maurice, journaliste; 15, rue Joseph-Wauters, Frameries.
Willams, Georges, professeur; 35, rue de l'Aurore, Ixelles.
Philippot, A., professeur; 119, chaussée de Louvain, Wavre.
Thiry, Paul, professeur; 106, av. C.-Thielemans, Woluwe-St-Pierre.

Tous sont de citoyenneté belge et de nationalité wallonne, ajoute le texte des statuts.

ANNEXE V-I-3

LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA FONDATION CHARLES PLISMIER

Président: Charles Becquet, professeur d'athénée.

Vice-Présidents: Charles Thomas, ancien député permanent du Brabant,
Jean Van Crombrugge, directeur de l'Ecole normale de Liège,
Ernest Degrange, du Conseil Economique Wallon.

Secrétaire général: Maurice Willam.

Trésorier général: M. Mierge (fonctionnaire).

Conseiller juridique: André Wautier, fonctionnaire.

Membres:

Maurice Arnould, professeur à l'Université Libre de Bruxelles.

Max Drechsel, président du Conseil d'administration de la
Caisse d'Epargne.

Jean Geerts, fonctionnaire.

Joseph Hanse, professeur à l'Université de Louvain.

Chevalier Désiré Lamalle, Gouverneur de la province de
Luxembourg.

Marcel Philippart de Foy, ancien vice-président de la Chambre.

Joseph Ruwet, professeur à l'Université de Louvain.

ANNEXE V-I-4

LETRE A MES CONCITOYENS

SUR LA NECESSITE

D'UNE REVISION CONSTITUTIONNELLE. (1)

La Belgique doit-elle reviser sa Constitution? Je doute que sur un tel problème, on m'accorde volontiers la parole. Ne suis-je pas un "transfuge", un "émigré", c'est-à-dire un citoyen mineur? Et, privé du droit de vote, ne devrais-je point, décemment, me considérer aussi comme privé du droit d'exprimer mon opinion sur le drame que vit mon pays, - qui sait, d'en avoir une, peut-être?

Je laisse paraître mon amertume? Sans doute. Elle n'est ni honteuse, ni indigne: pourquoi la cacherais-je? On m'a fait, tout un temps, une bien vilaine célébrité. Mais je refuse de m'incliner devant ceux qui voudraient me condamner au silence. Non par vaine bravade. Mais parce que je tiens pour mon devoir de parler.

Je ne suis pas juriste. Moins encore politicien. S'il m'arriva de "faire, comme on dit, du droit", ce fut par métier, non par vocation. S'il m'arrive de "faire de la politique", c'est pour un temps, en "volontaire": la guerre terminée, on retourne à sa charrue ou à ses papiers. Aussi, n'est-ce point en juriste ou en politique que je voudrais m'exprimer, mais en simple citoyen.

Et d'abord, que je me décharge d'un souvenir! Une expérience individuelle, si elle est exposée loyalement et sans réticence, prend la valeur d'un témoignage. Je crois que la mienne dépasse infiniment ma personne. Il se peut qu'à travers elle, on voie se dégager les données d'un problème en quoi se trouve engagé le sort de la Belgique, c'est-à-dire la chance qu'elle a, en tant qu'Etat souverain, de vivre ou de périr.

Un peu d'histoire à propos d'un homme.

C'était après le premier congrès national wallon: Liège, octobre 1945.

(1) "Etudes et Documents" de la Fondation Charles Flisnier, Bruxelles 1962, No. 4, pp. 4-22.

Etrange climat de cette année-là, trouble à la fois et terriblement pur, tendu, effervescent. En Belgique, comme ailleurs, beaucoup avaient craint la défaite de la liberté et de l'esprit. La libération se vengeait de cette peur. Les prisons regorgeaient de pensionnaires condamnés déjà ou en sursis de condamnation. Il y avait parmi eux quelques centaines de traîtres authentiques et de nombreux milliers de lampistes, d'imbéciles et d'égarés. Les positions prises pendant la guerre allaient-elles se déraider? Elles se raidissaient. Des humiliations récentes tournaient en rancunes.

La Wallonie s'agitait. Elle ne pouvait oublier que ses soldats avaient languì et souffert en Allemagne pendant cinq ans quand ceux de Flandre en étaient revenus; ni que l'ennemi, pendant cinq ans, l'avait gouvernée, servi par des équipes flamandes. Elle craignait de voir tout ce qui lui est cher et sacré, et avant tout sa culture et sa langue, menacé de mort dans un pays où, à mesure qu'elle devenait mineure sur le plan démographique, elle risquait de voir les dernières commandes politiques lui échapper. A ce danger, il fallait parer. Un Congrès se trouvait réuni pour cela.

On a dit que ce Congrès ne représentait pas réellement la Wallonie. Comme les gens, pour peu que cela "les arrange", oublient aisément l'histoire! Celle-ci a-t-elle jamais montré de grands mouvements nationaux ou sociaux lancés par des assemblées élues au suffrage universel? Des équipes qui expriment les intérêts et les aspirations souvent inconscientes des masses commencent; le suffrage universel suit. En fait, les onze cents congressistes de Liège n'avaient pas été élus comme le sont les mandataires publics. Mais beaucoup d'entre eux étaient justement des députés, des sénateurs, des maïeurs, des échevins, des conseillers provinciaux et communaux; les autres, représentants d'organisations ouvrières et patronales, militants des partis, professeurs, médecins, avocats, artisans, ouvriers avaient autant qu'eux qualité pour parler et décider au nom de leur peuple; et ceux-là mêmes qui, comme moi, appelés

à titre personnel, ne représentaient qu'eux-mêmes, pouvaient prétendre exprimer historiquement un moment de la vie nationale. Faut-il rappeler que ces Assises se trouvaient présidées par un ministre en exercice, héros de la Résistance, homme ardent mais modéré, dix fois plébiscité par les Liégeois?

Que pouvait-on attendre d'une telle assemblée, en un tel moment? La sagesse était d'en attendre la passion. Elle fut, en effet, passionnée. Et, après cette guerre où la France avait, plus que toute autre nation, souffert dans sa chair et son honneur, dans un temps où, une fois encore, se dépassant elle-même devant l'ennemi, elle venait de refaire son unité, suscitant de Gaulle, Leclerc et de Lattre, le premier mouvement de cette assemblée de Wallons, de Picards et de Lorrains fut de lui dire son attachement et son amour.

Cette France à qui, en 1830, en la personne d'un prince de son sang, ses constituants avaient offert le trône de Belgique et qui l'avait refusé; qui, en 1831, avait envoyé une armée pour délivrer Anvers; qui, pendant un siècle, avait protégé, soutenu et aidé le nouvel Etat; qui, dans les années 1914-1918, avait payé notre indépendance avec la sienne de quinze cents mille morts, nous espérions qu'elle aiderait la Belgique à refaire sa concorde intérieure. S'agissait-il pour nous, comme on l'a écrit trop de fois, de lui "offrir" la Wallonie comme une terre "irrédente"? Non. Après le "vote sentimental" du 20 octobre, ceux-là même parmi nous qui l'aimaient le mieux, se donnèrent pour tâche d'exprimer dans une résolution politique, c'est-à-dire réaliste, leur volonté réelle. Cette résolution fut votée le lendemain.

Face aux entreprises impérialistes de la Flandre sur notre langue et notre civilisation, elle réclamait la reconnaissance de l'intégrité française de la Wallonie.

Cherchant avec la Flandre un *modus vivendi* loyal et durable, elle proposait à celle-ci, sous la forme d'une révision constitutionnelle, un nouveau pacte au sein de l'Etat Belge.

C'est moi qui eus le périlleux honneur de prononcer le dernier discours avant le vote. Que ne m'a-t-on fait dire! A lire les journaux du lendemain, j'avais tout simplement repris à mon compte, en en faisant un

impératif politique, "le vote sentimental" de la veille. Or, j'avais, en réalité - et la sténographie de ce discours évidemment improvisé l'atteste - fait tout le contraire de cela. "La question du réunionisme", avais-je dit en substance, "ne saurait se poser. Raisons de politique extérieure, raisons de politique intérieure; tout s'y oppose. Soyons réalistes et rallions-nous unanimement à l'idée d'une fédération flamande et wallonne dans les cadres de l'Etat Belge."

Voilà ce que j'avais dit, oui. Mais, comme je quittais la tribune, les onze cents délégués se levèrent et chantèrent la "Marseillaise". Ce fait paraît avoir vivement frappé l'esprit des journalistes présents. Je me flattais d'avoir été "pour quelque chose" dans le ralliement unanime du Congrès autour de la motion fédéraliste. Le lendemain, en lisant la presse, j'appris que j'avais réclamé la réunion de la Wallonie à la France!

Absurde? Sans doute. Je ne suis pas réunioniste. Et c'est après mon discours et cette "Marseillaise" que le Congrès, presque unanimement, avait voté la motion constitutionnaliste. Mais ainsi naissent les légendes. Et parfois, elles durent...

La mienne ne fit que s'amplifier. Je me trouve souvent obligé d'envoyer des démentis aux journaux qui travestissent ma pensée et mes actions. Dix fois déjà, notamment, j'avais dû démentir que j'eusse demandé ou obtenu la naturalisation française. Dix fois, je démentis que je fusse réunioniste. Toujours en vain. Je me lassai. Mais mes adversaires ne se lassaient pas. Un député alla jusqu'à interpellier le Gouvernement sur "mon cas". J'étais un "incivique", car, à ses yeux, aimer la France qui, dans deux guerres a mêlé son sang au nôtre, est un crime pareil à celui d'aider l'Allemagne qui, dans deux guerres, nous a envahis et martyrisés: cet homme demandait mon extradition. Incivique, moi: un comble! Quant à m'extrader! Extrade-t-on pour délit politique, à supposer que mon opinion en fût un? On pouvait, en tout cas, s'épargner cette peine: il eût suffi que, par une simple invitation, la justice de mon pays manifestât le désir de m'entendre et je me fusse, à cette invitation, rendu aussitôt.

Je n'eusse vu, dans l'étrange bévue de mon adversaire, qu'une diversion comique, si un homme que j'admire, qui fut et reste pour moi un

ami, M. Paul-Henri Spaak, alors ministre des Affaires Etrangères, n'avait trouvé là l'occasion de prononcer certaines paroles contre lesquelles tout mon être proteste parce qu'elles m'offensent dans mon sentiment de citoyen et qu'elles offensent, bien au-dessus de moi, le bon sens et le Droit. Répondant à l'interpellateur, M. Paul-Henri Spaak prononça d'étranges paroles. Une chose, assurait-il, l'avait particulièrement peiné à Liège: mon intervention. Et il voyait, en moi, "cet écrivain qui est allé chercher la gloire à Paris et qui revient, entre deux trains, prononcer des discours mal écrits et mal pensés".

Ainsi, parce que je n'habite plus la Belgique, moi, citoyen belge, attaché à mon pays par des liens qui ne se relâchent pas, passionnément occupé chaque jour de ce qui fait sa vie, inquiet sans cesse de son destin, je ne pourrais plus exprimer ma pensée sur les drames qui l'agitent et, dans la mesure de mes moyens et de mes forces, agir sur son destin! D'être loin de la Belgique dans l'espace, - pas tellement d'ailleurs, - m'empêche-t-il de penser valablement son drame? L'opinion d'un homme, dégagé, par son éloignement même, de tout complexe partisan, est-elle négligeable? Je suis sûr du contraire. Et je crois pouvoir prétendre voir des choses qui échappent peut-être à mes concitoyens restés dans le pays, non parce que je suis plus qu'eux lucide, mais parce que, justement, j'ai certain recul. En ce temps-là, je voyais notamment ceci que l'étranger ne reconnaît pas nécessairement dans la structure unitaire d'un Etat un signe de force; qu'il y découvre, au contraire, une infirmité! Quel prestige a la Suisse fédérale! Quelle méfiance inspire l'Espagne depuis que, liquidant les autonomies proclamées par la République, elle a remis sous le seul pouvoir de Madrid, les vieilles terres libres de Catalogne et d'Euskadi! Et je ne doutais point que l'Etranger mettrait dans son estime, plus haut que la Belgique unitaire, une Belgique vraiment unie en un état fédéral par la volonté de ses peuples.

Mais l'opinion de M. P.-H. Spaak, je le crains, est encore celle de beaucoup de gens. Ah! qu'il serait plus confortable pour moi d'être ce "naturalisé" que, périodiquement, on m'accuse d'être. Comme quelques autres, dont le nom est sur les lèvres, j'aurais secoué, en passant la frontière, "la poussière de ma patrie à la semelle de mes souliers". Dans mon ermitage briard, parmi mes arbres, j'écrirais tranquillement mes livres.

Quand il m'arriverait, ce qu'exige ma profession d'écrivain, de parcourir un peu le monde, aux indiscrets qui viendraient m'interroger sur ma terre natale, je répondrais: "La Belgique? Connais pas!" Le reste du temps, je jouirais en paix de cette "gloire" que l'on m'attribue, ou de son ersatz. Sans doute, nul ne songerait-il plus alors à me traiter de "mauvais patriote" ou "d'incivique".

Un tel "confort" ne m'intéresse pas, que je paierais au prix d'un reniement. Mais alors qu'on me permette, comme à tout autre citoyen et conformément à la Constitution, de dire ce que je pense de la Belgique et de ses problèmes, même si ce que je pense heurte l'opinion de la plupart.

On me connaît assez au reste pour savoir que je le ferai même si on ne me le permet pas.

De quoi s'agit-il?

Faut-il disputer ici sur l'ancienneté de l'Etat Belge? Que cet Etat, comme le voulait Henri Pirenne et comme le soutient encore aujourd'hui avec éclat mon ami Luc Hommel, trouve son origine à travers le XV^e siècle dans la révolte des grands vassaux bourguignons contre leur suzerain de France et que nous devons reconnaître comme premier souverain de notre pays, sinon le fils de Jean le Bon ou son petit-fils, au moins son arrière-petit-fils, Philippe l'Assuré; je ne le crois pas.

Quand un Etat existe, il se trouve toujours des historiens pour le fonder dans le temps et le légitimer. Il se dépense là, à la vérité, beaucoup de science, d'ingéniosité et de talent. Pour l'Etat belge, la thèse d'Henri Pirenne, chef-d'oeuvre d'imagination historique et de subtilité juridique, devait séduire nos grands-pères, soucieux d'asseoir devant l'Europe une monarchie naissante. Ils l'adoptèrent et la firent enseigner comme on enseigne une vérité indiscutable. Cette thèse, pourtant, on peut la trouver bien fragile. Car si le fondement politique et juridique d'un Etat se trouve au premier chef dans la volonté, constamment manifestée par ses membres, de former ensemble une communauté politique, on voit mal dans l'histoire de nos provinces une pareille volonté. Et si pour la Flandre, le Brabant, le Luxembourg et mon Hainaut, à défaut d'enthousiasme réunificateur, on peut au moins invoquer, de siècle en siècle, à plusieurs moments, l'acceptation d'un même prince, une grande et très

importante partie de notre pays, la Principauté épiscopale de Liège, a toutes les raisons de refuser un système qui fait cavalièrement bon marché de ses traditions, de ses aspirations signées de son sang, de son histoire enfin.

Pour moi - et, je le crois, pour la plupart des Belges - la Belgique remonte à 1830. Et en écrivant cette date, je ne songe pas aux quatre mille morts de septembre, mais à la nécessité qui s'est alors imposée à nos provinces d'entre-deux, pour des raisons géographiques, économiques et politiques, de se constituer ensemble comme état indépendant. Telle était bien d'ailleurs - leurs discours et leurs écrits l'attestent - la pensée de nos constituants.

Mais un tel débat n'est-il pas vain? Que l'on doive la Belgique à Philippe l'Asseuré et au Téméraire ou aux bourgeois de Liège, de Bruxelles et d'ailleurs qui, en 1830, déchirèrent la création du Congrès de Vienne, la Belgique existe.

Subsistera-t-elle? Qu'on le veuille ou non, la question se pose.

L'histoire est pleine d'Etats - et bien plus puissants que le nôtre - qui disparurent ou se défirent parce qu'ils n'avaient su, à temps, se transformer selon les nouveaux rapports de forces qui s'étaient établis sur leur territoire, les idées nouvelles qui s'étaient emparées de leurs peuples. Il y suffit souvent d'une révolution ou d'une guerre. N'est-il pas presque insolent de rappeler l'aveuglement que montrèrent pour leur part, en 1829, Guillaume de Hollande et ses conseillers? Le problème belge, à leurs yeux, était l'invention de quelques politiciens excités et sans audience. "Je crois, disait Guillaume I^{er}, ce que je dois croire de ces prétendus griefs. On doit cela aux vues de quelques particuliers qui ont leurs intérêts à part."

Et notre demi-siècle nous montre ainsi l'effondrement de l'Empire Ottoman et la dislocation de cet Empire Austro-Hongrois qui, pendant des siècles, avait commandé à l'Europe. Le roi d'Angleterre ne règne plus sur toute l'Irlande.

Un Etat ne peut subsister que si, sans cesse, il réexamine et rectifie sa constitution, l'adapte aux conditions sans cesse mouvantes dans lesquelles s'exerce son autorité.

Cette vérité, justement, nos constituants de 1830 se gardèrent de la méconnaître ou de l'oublier. Ils ont inséré dans notre charte certain article 131, lequel corrige certain article 84, qui stipule que le pouvoir législatif, à tout moment, sauf sous une Régence, a le droit de reviser à la majorité des deux tiers, telle ou telle de ses dispositions.

Depuis 1830, plusieurs fois, nos assemblées ont usé de ce droit. Doivent-elles le faire une fois encore aujourd'hui? Je le pense. Pourquoi et comment? C'est ce que j'entreprends de dire.

Pourquoi faut-il reviser la Constitution?

Les cent vingt années vécues par la Belgique comme état indépendant valent des siècles. En ces cent vingt années, que d'idées sont mortes que l'on croyait éternelles? Que d'autres se sont installées dans la conscience des peuples, que nos aïeux n'eussent même pu imaginer!

Qu'on porte son attention, singulièrement, sur l'idée de l'Etat. Pour les Lebeau, les Rogier, les de Potter, les Verhaegen, les Mérode, les d'Hoogvorst, les Nothomb, - si marqués que ces hommes fussent par l'esprit de subversion des valeurs anciennes qui enflammait alors l'Europe, - l'Etat n'était encore que l'organisation politique d'un territoire. Il fallait attendre Garibaldi, en Italie, Bismarck, en Allemagne, pour que la Nation fût "proclamée et posée comme composante essentielle des Etats". L'Etat est l'organisation politique de la Nation. Cette idée, devenue aujourd'hui un credo universel, nos constituants ne la pressentaient pas.

Quand, dans l'article 25 de la Charte, ils stipulent que "tous les pouvoirs émanent de la Nation", ils entendent par nation, non point cette entité sentimentale et morale que nous nommons ainsi aujourd'hui, mais l'ensemble des citoyens occupant le territoire de l'Etat.

Henri Pirenne a reconnu expressément que la Belgique se trouvait formée de "deux nationalités". Il en découle que l'on peut parler d'Etat Belge et de Citoyenneté belge, mais non de nationalité belge, de Nation belge. Ce qui existe si puissamment pour nous dans notre pays - une Flandre englobant Anvers et Tongres, une Wallonie englobant les terroirs picard et lorrain - nos constituants l'apercevaient à peine.

En fait, le pays légal, celui dont ils étaient les mandataires, se composait de gens qui sentaient, pensaient et parlaient français, soit que le français fût leur langue maternelle, soit que le français fût la langue dont usait leur classe, celle des notables. Le problème des langues n'est même pas effleuré dans la constitution originelle. Rédigée en français - et en français seulement - elle semble destinée à former la loi fondamentale de citoyens dont la langue ne pourrait jamais être que le français.

L'évolution démographique, économique, sociale, philosophique nous place aujourd'hui devant une tout autre réalité.

Evolution démographique. Le rapport des forces entre Flandre et Wallonie s'est renversé. Les Wallons ne représentent plus aujourd'hui que le tiers de la population belge.

Evolution économique. Usée, presque épuisée, la ligne des gisements houillers qui faisaient de la Wallonie le lieu nécessaire du développement industriel, l'industrie le délaisse pour émigrer vers le nord, proliférer autour des gisements (à fleur de terre) du bassin limbourgeois et du canal Albert.

Evolution sociale. Le pays réel est devenu le pays légal. Le peuple flamand sorti de l'analphabétisme a pris conscience de son existence, de sa force, de ses intérêts particuliers. Il a imposé progressivement la reconnaissance de cette existence, de cette force, de ces intérêts: enseignement du néerlandais jusqu'à l'échelon universitaire, emploi du néerlandais dans les assemblées délibérantes et les administrations, régiments flamands.

Evolution philosophique. La nation flamande se pense comme telle. Elle a son drapeau, son hymne. Elle entend gouverner et faire gouverner selon ses conceptions propres, ses aspirations traditionnelles.

Je n'hésite pas à l'écrire ici - au risque de choquer et d'indigner une fois de plus nombre de mes amis wallons - je trouve ce fait naturel, juste et légitime. Et je me réjouis de voir la Flandre retrouver cette conscience nationale qui l'avait faite si grande, si féconde dans les beaux siècles et qu'elle semblait depuis trois cents ans avoir perdue. Je salue cette résurrection.

Mais, devant cette résurrection, je partage les craintes de mes frères wallons, picards et lorrains de Belgique, pour qui la langue française - cette langue qu'ils parlent depuis aussi longtemps que les Français - apparaît menacée et, avec elle, les manières de sentir et de penser qui forment leur personne.

Que la Flandre, pendant près d'un siècle - de 1830 à 1918 - ait été, sinon opprimée par une majorité de culture française, tout au moins traitée par elle comme une mineure plus ou moins protégée, je n'ai pas attendu aujourd'hui pour le reconnaître et le déplorer. Je fus de ceux, fort rares à l'époque, il est vrai - et je m'en fais aujourd'hui une fierté - qui ressentirent comme une offense, au temps même où nous, Belges de langue française, étions les maîtres de ce pays, la mise en tutelle et l'humiliation d'un grand peuple. Non pas seulement en souvenir de ces géants dont la gloire emplit les musées, mais dans la pensée des pauvres gens, ignorants de la France et de sa grandeur, qu'on avait envoyés sur l'Yser mourir en langue française. Et cette revision constitutionnelle que je réclame, aujourd'hui que les miens sont dominés et menacés, je la réclame déjà quand les miens se trouvaient prééminents et croyaient à la pérennité de leur prééminence.

Mais le fait que la Flandre ait été injustement traitée dans la Belgique, hier, commande-t-il, par une sorte de talion, que la Wallonie le soit demain?

J'ai tout lieu de m'inquiéter avec les gens de mon pays quand je vois la tournure que prennent les choses du côté des Flamands.

Ce ne sont pas seulement leurs extrémistes qui m'inquiètent. Parmi ceux-ci, quelques milliers d'exaltés sont demeurés pan-néerlandistes, mais pas plus que les réunionistes wallons, ils n'exercent une influence profonde sur leur peuple: la réunion de la Flandre à la Hollande est d'ailleurs aussi impensable dans notre Europe que celle de la Wallonie à la France.

D'autres, idéalistes, n'ont pas renié l'idée fédérale et seraient prêts à rencontrer les fédéralistes wallons pour rechercher avec eux, fraternellement, dans des Etats Généraux de Belgique, la solution du drame où nous voyons s'écarter notre pays.

Les uns et les autres sont peu nombreux.

C'est à ses "modérés" que le mouvement flamand se trouve en ce moment remis; et ces "modérés" ont de quoi faire peur. Il ne sont pas pressés. "Le temps et nous": telle paraît être leur devise. La Wallonie ne va-t-elle point diminuant en hommes et en puissance? Les provinces françaises de Belgique ne se dépeuplent-elles pas irrésistiblement? L'industrie ne délaisse-t-elle pas ces terres qu'elle semblait avoir élues? Et devant cette diminution lente, mais implacable, la Flandre ne s'accroît-elle pas chaque jour? Le Boerenbond a fait, dit-on, acheter les terres qui pouvaient se trouver vacantes aux lisières sud du pays; il les a fait occuper. Un jour, on dira aux Wallons, séparés ainsi de leur langue natale par un cordon de fermiers flamands: "Vous n'êtes plus qu'un îlot linguistique". On transfère des établissements industriels - dernière richesse de la Wallonie - dans les Flandres, en Campine; des établissements de crédit à Gand, à Anvers.

Un ami cher, socialiste flamand, homme de grande culture, de haute intelligence et de sentiment "modéré", qui, depuis la Libération, a été plusieurs fois ministre, me disait autour de 1936: "Pourquoi serions-nous restés fédéralistes? Il y a peut-être encore en ce moment un problème wallon. Dans trente ou quarante ans, il n'y en aura plus, parce qu'il n'y aura plus de Wallonie." Et comme je protestais: "Sans doute, expliquait-il, y aura-t-il encore des Wallons, des groupes de Wallons. Mais ces groupes formeront des îlots épars dans une Belgique toute flamande. Rassurez-vous. Nous serons assez libéraux pour vous permettre de parler votre langue. Mais ce ne sera plus la langue de la Belgique." Dois-je dire que ce libéralisme ne me rassurait pas du tout? Cette langue, d'ailleurs, il arrive que mon ami, nourri de culture française, la parle lui-même encore malgré tout à la tribune du Sénat, et il le fait mieux que nombre d'orateurs français à la tribune du Luxembourg ou du Palais Bourbon. Mais il n'en veut plus pour son peuple.

Étonnants d'ailleurs sont les hommes de cette sorte, humanistes et grands Flamands. J'en connais beaucoup, écrivains, hommes de science, professeurs d'université. Ils assurent révéler la science française, les arts français; ils s'en nourrissent. De temps en temps, ils éprouvent le besoin d'aller respirer l'air de Paris; ils bouquinent le matin sur les quais, s'asseyent le soir dans des théâtres d'avant-garde. "Mais

nous aimons la France!" disent-ils. Ce n'est pas cela qu'ils disent à Bruxelles, à la Chambre ou au Sénat, ni dans leurs chaires d'université, ni dans leur presse. Je ne les accuse même point de duplicité. Ce sont des aristocrates ingénus. Ils trouvent naturels de participer à une culture qui est refusée à leur peuple, qu'ils refusent à leur peuple. Car ils aiment leur peuple; mais s'ils sont prêts à se mêler à lui pour le pire, - comme autrefois les seigneurs qui, dans les guerres, se faisaient tuer au premier rang, - ils n'entendent pas le mêler à eux pour le meilleur. Voilà leur drame: ils aiment, mais ils méprisent un peu. Sans doute, veulent-ils garder pure la sève de leur race. Mais qu'ils comprennent donc et leur peuple avec eux que nous, gens du terroir wallon, picard et lorrain, nous sommes soucieux aussi de préserver, je ne dis pas notre race, car nous ne sommes point racistes, mais nos manières de sentir et de penser et cette langue française - la nôtre - qui seule peut exprimer ce qui est notre bien sacré.

Que de confusions ont été créées et - et il faut le dire - diaboliquement entretenues, autour de ces mots inscrits dans les résolutions de nos congrès nationaux wallons: "Sauvegarde de l'intégrité française de la Wallonie." On a voulu voir là une rupture avec la Belgique. Que dis-je? Une trahison. Il faut déchirer ce mensonge. La nation est une réalité. Il se peut qu'un Etat, qui en est une autre, ne se confonde point avec elle. En 1936, je rencontrai, dans le Tyrol, un écrivain de langue allemande. Il se sentait passionnément autrichien. L'Anschluss menaçait son pays; il se dressait contre cette menace. Il disait pourtant: "Notre patrie, la langue allemande." Lui qui s'exposait aux persécutions de Hitler, était-il pour autant un mauvais patriote? Et pouvait-on lui reprocher, comme je ne sais quelle trahison, sa révérence et son amour à l'égard d'une langue - la sienne - qu'il vivait et illustrait? Quel Belge, profondément loyal à l'égard de son pays et de ses institutions, mais fils d'une lignée qui, depuis mille ans, parle le français, ne souscirait pas au mot de Martin-Chauffier: "Notre patrie, la langue française?"

Le 19 avril 1949, dans une pétition adressée aux présidents de la Chambre et du Sénat, cinquante-trois Wallons, membres de nos Académies, ont exprimé avec une extrême mesure mais avec une parfaite honnêteté, ce sentiment légitime. Lisez les noms de ces signataires. Ce

sont noms d'hommes - je m'exclus évidemment - qui ont bien mérité de la science, de l'art, des lettres de ce pays ⁽¹⁾. Ces hommes, que disaient-ils:

"Le fond du problème, c'est que la Wallonie veut vivre. Elle veut vivre comme telle et non comme un arrière-pays, une dépendance de la Flandre et de Bruxelles, à qui la langue flamande serait imposée cependant que continueraient d'être drainés vers le Nord, toutes les richesses y compris sa richesse en hommes. Les Wallons ne veulent pas et ne peuvent pas renoncer à demeurer des Wallons, des Français de langue, fidèles à cette Belgique de 1830 qu'ils ont si largement contribué à créer. Pendant quinze siècles, les Wallons sont devenus toujours plus Wallons. Pendant quinze siècles, la frontière linguistique est la seule frontière qu'aucune force n'a pu modifier sensiblement. La Wallonie a pris enfin conscience d'elle-même par la réaction commune de ses provinces contre le flamingantisme sous toutes ses formes. Elle demande, aujourd'hui, qu'on lui garantisse l'existence en tant que nationalité."

Ainsi nous, Wallons, Picards et Lorrains, sur cette terre qui est nôtre, nous voulons maintenir notre langue, la protéger des offenses qui lui sont faites, arrêter les empiètements que l'on entreprend sur son domaine. Mais nous voulons aussi maintenir et sauver le patrimoine matériel, moral et spirituel que cette langue exprime.

-
- (1) MM. J. Bordet, R. Bouillenne, P. Brien, L. Buisseret, Fl. Bureau, L. Dechesne, M. Dehalu, A. Delattre, J. Delville, Baron M. de Selys Longchamps, Chevalier H. de Winiwarter, P. Gérard, L. Godeaux, H. Grégoire, J. Jongen, H. Lavachery, Th. Lepage, E. Marchal, A. Mineur, J. Ochs, P. Paulus, Fr. Rasse, V. Rousseau, A. Severyns, V. Tourneur, Membres de l'Académie Royale de Belgique.
MM. Z. Bach, P. Bordet, A. Dalcq, J. Firket, M. Florkin, G. Leboucq, M. Marcq, P. Martin, J. Roskam, F. Schoofs, R. Vivario, L. Weekers, Membres de l'Académie Royale de Médecine.
M. Carlo Bronne, C. Burniaux, J. Calozet, G. Charlier, M. Delbouille, L. Dumont-Wilden, S. Etienne, W. Gille, E. Glesener, H. Liebrecht, Ch. Plisnier, L. Remacle, G. Rency, M. Thiry, Membres de l'Académie Belge de Langue et de Littérature françaises.

Comme manque cruellement à cette liste, le nom du cher Albert Mockel, mort quatre ans plus tôt. Mais il aurait sans aucun doute trouvé ce texte modéré, lui qui, dès avant 1914, avait ardemment participé aux congrès wallons, aux assemblées wallonnes.

Cela ne se peut que si nos provinces, aujourd'hui soumises aux lois faites à Bruxelles par une majorité "vlaamschvoelend" se donnent une Chambre, une administration wallonnes.

Tel est notre propos. Il est loyal, exempt de toute ambiguïté.

Comment les Flamands pourraient-ils ne pas le comprendre et le respecter, eux qui lisent chaque jour, dans leurs journaux, l'affirmation de leur nationalité néerlandaise? Je feuillette mes dossiers, j'y puise au hasard et je ramène cette coupure du "Standaard": "Les Flamands constituent un peuple, une communauté naturelle avec ses propres langue, moeurs et coutume; ils forment une partie du peuple néerlandais." ("Standaard", 31 mai 1948).

Il n'y a pas si longtemps - c'était, si ma mémoire ne m'abuse, quelques années avant la dernière guerre - un grand Flamand, dès lors nanti d'une charge importante et autorisé à prétendre qu'il exprimait la pensée de son peuple, M. Frans Van Cauwelaert, prononça dans un congrès politique ces mots qui sonnaient comme un slogan: "Avec la Belgique s'il se peut! Contre la Belgique s'il le faut!". Ceux qui nous imputent à crime notre aspiration révisionniste ne se sont pas indignés, que je sache, de ces mots. Je demande en tout cas pourquoi M. Frans Van Cauwelaert, Président de la Chambre des Représentants de Belgique, a pu les penser et les prononcer sans que l'on mette en cause son patriotisme, alors que dans cette même Chambre des Représentants on m'a accusé, moi, d'"incivisme", pour avoir, d'accord avec l'unanimité de nos congrès, demandé la reconnaissance de l'intégrité française de la Wallonie et la constitution de la Belgique en Etat fédéral.

En fait, aucun de ceux qui ont la responsabilité et la charge du mouvement wallon, n'a proposé un programme d'action dont la vigueur subversive approche, même de loin, celui que définissait, devant un congrès flamand, M. Frans Van Cauwelaert. Ils reprennent à leur compte le vieux projet flamand de fédéralisme, mais ils l'éclairent ainsi: LE FEDERALISME POUR EVITER LA SECESSION.

Flandre et Wallonie
fédérées dans le cadre de l'Etat Belge.

Ce slogan - pour employer le jargon d'aujourd'hui - j'avoue qu'il n'enthousiasme pas la Wallonie.

A dire le vrai, les masses wallonnes le comprennent mal. Est-ce parce qu'elles n'ont jamais vraiment senti dans leur chair et dans leur âme le fait Belgique? Sans doute. Depuis 1831, aux moments cruciaux de l'histoire de notre pays, dans la première et dans la deuxième guerres mondiales, elles eussent pu le sentir. Mais dans ces deux moments, elles se sont trouvées justement vivre et penser autrement que les masses flamandes.

Dans les années 1914-1918, elles virent, de l'autre côté de la frontière linguistique, se développer parallèlement le frontisme et l'activisme. Dans les années 1940-1945, que virent-elles? Si l'on veut comprendre le mouvement wallon, on ne saurait sous-estimer le fait que les prisonniers wallons furent retenus dans les camps d'Allemagne quand les prisonniers flamands en étaient revenus. Non plus, par ailleurs, le fait que si, dans son ensemble, la Flandre refusa de s'intégrer dans l'Ordre Nouveau d'Hitler, il se trouva dans son sein beaucoup plus qu'il ne lui paraissait convenable de neutralistes et de collaborateurs de l'ennemi. C'est dans de tels moments qu'un pays éprouve son unité. De ceux-ci, encore si proches, il reste dans l'esprit des nôtres un malaise difficile à dissiper.

J'aimerais n'évoquer qu'avec la plus grande prudence, la question de l'amnistie ou de la grâce de ceux que la Wallonie appelle des traîtres alors que la Flandre les appelle seulement des Flamands. Il est trop certain que, sur cette question non plus, Wallons et Flamands ne pensent pas d'accord. Pour moi, sentant que le problème de l'attitude politique des citoyens belges dans la guerre se posait différemment pour les gens de Flandre et pour ceux de Wallonie, si je réclame, avec la Wallonie, la sévérité pour ses propres "inciviques", je réclamerais volontiers, avec la Flandre, la libération des siens. Mais sur ce point, je crains d'être mal compris par mes concitoyens wallons.

En fait, pour tout dire, le séparatisme - solution indésirable et d'ailleurs politiquement irréalisable - n'effraye pas les Wallons. Et, au lieu de le nier à la légère, c'est là un fait dont devraient tenir compte ceux qui, à Bruxelles et ailleurs, profondément attachés à un statut constitutionnel qui a cessé de correspondre aux réalités ethniques, paraissent "n'avoir rien appris ni rien oublié". Parmi les Wallons, ceux

qui se refusent à exploiter cette "disponibilité séparatiste", ce sont précisément ceux-là mêmes que les tenants de l'unitarisme accusent de séparatisme; - j'entends les membres des congrès nationaux wallons. Et s'il fallait le prouver, point ne serait besoin de raisonnements subtils; il suffirait de rappeler ces tragiques journées de juillet 1950 où l'existence même du pays s'est trouvée en question et où les chefs, débordés, ayant redouté un putsch qui aurait détruit la Belgique et secoué l'Europe, ont dû temporiser et ruser pour retenir et désarmer les masses. Voilà la vérité.

Mais, cette vérité, les tenants de l'unitarisme ne la veulent pas voir.

Ah! si, au lieu de penser et discuter juridiquement un problème qui se pose non point dans les textes mais dans les âmes, ils méditaient un peu sur la psychologie des peuples! C'est ce qu'ils ne paraissent pas disposés à faire. Ils croient, ce qui est très exactement le contraire de la vérité, que ce sont les militants qui poussent la Wallonie dans les voies de la subversion. Et quand ceux-ci lancent le mot d'ordre fédéraliste, ils les accusent de duplicité.

A les en croire, le Congrès National Wallon ne serait pas sincèrement fédéraliste; son but serait bien plutôt la sécession des provinces flamandes et wallonnes et la destruction de l'Etat Belgique. Je m'élèverai de toutes mes forces contre une telle accusation.

Dès son origine, le mouvement wallon fut fédéraliste. Faut-il évoquer la grande ombre de Jules Destrée? C'est en 1912 qu'il adressa au Roi sa lettre pathétique: "Sire, il n'y a pas de Belges. Vous réglez sur deux peuples". Il voit venir l'orage. Dans cet orage, la Belgique se présentera faible et désunie, parce qu'elle vit sur une fiction. Il faut dissiper cette fiction. D'abord reconnaître l'existence de deux peuples et ensuite donner à chacun un statut d'autonomie. Non pour les éloigner l'un de l'autre, mais pour les marier, les unir. On n'emploie guère pour cela le mot fédéralisme. On dit: séparation administrative. Mais c'est de la même chose qu'il s'agit très exactement.

Quant à moi - s'il m'est permis de relever ici une fois de plus des assertions mensongères - comme je pensais alors, ainsi je pense aujourd'hui. Fédéraliste je suis. Fédéraliste j'étais déjà en 1913

quand à l'Hôtel de Ville de Mons, avec Arthur Cantillon et Carl Othon Goebel, je fondais la "Jeune Garde de Wallonie". Fédéraliste j'étais quand, en 1919, à l'Université de Bruxelles, en présence d'Henri Borginon, alors jeune députéfrontiste, je fondais la "Fédération des Etudiants Wallons". Fédéraliste j'étais, en octobre 1945, à Liège, dans ce premier Congrès National Wallon qui a déterminé le programme d'une revision constitutionnelle. Et si je suis fédéraliste pour la Belgique, je le suis pour les autres pays et nommément la France. Car je ne crois pas que le jacobinisme régnant, héritage d'une époque dépassée, en enfermant dans un état unitaire, sous la rigide direction de Paris, les Celtes de Bretagne et les Germains d'Alsace, les Basques et les Occitans, serve son unité, son épanouissement et sa grandeur.

Les tenants de la Belgique unitaire, spécialement en Flandre, assurent qu'à tout le moins, notre position fédéraliste est un opportunisme politique. Chassés de leur position dominante par la marée ethnique et le suffrage universel, les Wallons useraient en somme d'un expédient pour garder, au moins dans leurs provinces, les leviers de commande. "Nous avons, disent les Flamands, pendant quatre-vingt-dix ans subi votre loi, celle du nombre et de la force. Le rapport s'est retourné aujourd'hui. Nous sommes, nous, le nombre et la force: il est juste que vous subissiez notre loi."

En fait, il était injuste que la Flandre, minorité, fût soumise à la domination wallonne ou fransquillonne. Et personnellement, je l'ai dit quand cette domination s'exerçait encore. Il serait pareillement injuste que la Wallonie, minorité, fût soumise à la domination flamande.

Mais, pour autant, notre position fédéraliste est-elle un expédient? Les socialistes wallons savent à quel point leur parti fut toujours imprégné de proudhonisme. Le fédéralisme est inscrit tout entier dans Proudhon. Hier, il était un corps doctrinal. Est-ce leur faute s'il devient aujourd'hui, pour eux, une nécessité vitale? Non, le fédéralisme est une pensée qui fut vécue bien avant le drame qui divise aujourd'hui notre pays par les hommes qui ont assumé la responsabilité de son destin. Et l'aspiration qu'il exprime n'est-elle pas inscrite, au cours des siècles, dans l'histoire de nos provinces? Il ne s'imposait pas hier. Il s'impose aujourd'hui pour des raisons d'équilibre, de justice et de morale.

Quant aux catholiques qui s'interrogent sincèrement là-dessus - ils sont nombreux - si la référence à Proudhon ne leur suffit pas, qu'il me soit permis d'évoquer devant eux l'une des têtes les plus lucides de l'Eglise, l'un de ses politiques les plus géniaux, Léon XIII. Et je voudrais qu'ils aient présente à l'esprit, sans cesse, cette phrase d'or de l'Encyclique "Quadragesimo anno":

"C'est une injustice, un tort grave et le renversement de l'ordre normal que de remettre à une communauté étendue et supérieure, ce qui peut être accompli et obtenu par des communautés plus petites et moins élevées."

Le contre et le pour.

Qu'on n'accuse donc plus le Congrès National Wallon de je ne sais quel machiavélisme de mélodrame, de je ne sais quelle duplicité qui, sous couleur de sauver, à la faveur d'une revision constitutionnelle, l'intégrité de la Belgique, viserait au contraire à la détruire.

Le Congrès National Wallon a défini avec une parfaite clarté, sans ambiguïté comme sans réticence, les revendications qui sont les siennes:

-- sur le plan ethnique, moral et spirituel:

reconnaissance de l'intégrité française de la Wallonie.

-- sur le plan politique:

revision constitutionnelle qui confère une autonomie administrative à la Flandre et à la Wallonie, dans les cadres d'un Etat fédéral.

Le président Joseph Merlot, le secrétaire général Fernand Schreurs, nombre d'autres représentants qualifiés du mouvement, moi-même, avons là-dessus, maintes fois et publiquement, exprimé notre accord total.

On peut légitimement juger cette position fausse et regrettable. On ne peut en aucun cas l'écarter comme anti-patriotique.

Car, comment la Belgique pourrait-elle être menacée de disparaître comme Etat, dès lors que, ainsi que le veut le projet de constitution élaboré et voté par le Congrès National Wallon, le pouvoir confédéral a compétence pour légiférer sur les matières suivantes:

- a) les relations internationales;
- b) la colonie;
- c) la nationalité, l'émigration, l'immigration, l'extradition;

- d) l'armée;
- e) la monnaie;
- f) l'organisation structurelle et financière des entreprises;
- g) les chemins de fer, poste, télégraphe, téléphone; la batellerie et l'aéronautique;
- h) l'organisation judiciaire;
- i) le droit civil, le droit pénal, le droit commercial terrestre et maritime, la procédure civile et pénale;
- j) le régime des cultes et le statut de la presse.

En fait, qu'y a-t-il contre semblable réforme de l'Etat? Des préjugés et des intérêts.

Des préjugés:

L'union fait la force, disent les unitaires. Et qu'on me permette de sourire. Car, cette union qu'ils proclament, pour ménager les susceptibilités de nos peuples, ils sont obligés de la proclamer en latin.

En fait, ils disent union, mais pensent unité.

Dans cette unité de contrainte, sans cesse deux peuples sensibles et nobles se dressent face à face, amers, irrités, revendiquants; ils accumulent les malentendus, les rancœurs, les rancunes; ils usent leurs forces et peu à peu le pouvoir et le goût de s'aimer.

L'union, c'est justement ce que veulent les fédéralistes. Une union née d'un pacte librement consenti et maintenu dans la bonne volonté et l'harmonie.

Des intérêts:

Hélas! Et quels intérêts! Les plus médiocres, ceux qu'expriment les rivalités des partis.

Si - bien que ralliés à la position fédéraliste du Parti socialiste belge - les socialistes flamands se montrent tièdes, c'est qu'ils craignent de se voir livrés dans leurs régions, minorité puissante mais condamnée, à une immense majorité catholique.

Si - bien que ressentant vivement le drame de leur peuple - les catholiques wallons soutiennent l'unitarisme, c'est qu'ils craignent de se voir livrés, dans une Wallonie autonome, aux coups de force d'une majorité socialiste et anticléricale.

Mais que devient le pays à l'échelle de tels soucis? Et est-il impossible que la revision constitutionnelle préserve, par avance, des intérêts qui se croient aussi menacés, en garantissant, à la minorité socialiste flamande, le respect de ses lois sociales, à la minorité catholique wallonne, le respect de ses positions religieuses?

Sans doute, ces intérêts ne sont point avoués. A en croire les unitaires, il s'agirait pour eux, seulement, de sauver la Belgique de la mort. Je ne suspecte point leur bonne foi. Mais la bonne foi ne préserve pas de l'erreur. Et je leur dis que la leur est grande. Car en voulant sauver la Belgique, ils achèvent de la détruire.

Je n'écris pas ici une thèse doctrinale. J'ai cité Proudhon, Léon XIII. A l'appui d'un système qui s'impose aujourd'hui au monde, je pourrais invoquer d'autres grands esprits.

Mais, dans le domaine politique, les faits, les expériences prouvent plus que les thèses et les démonstrations.

Je le demande: quel Etat le fédéralisme a-t-il tué?

L'U.R.S.S. ne se porte pas mal. Les U.S.A. se portent bien. La Suisse est-elle en passe de périr, qui a donné au monde un modèle de régime fédéral? Et l'Allemagne? Et la Yougoslavie? Et le Canada? Et les Etats de l'Amérique du Sud? Et ne voyons-nous pas que l'Italie, renonçant à sa rigide unité garibaldienne, a rendu du champ à la Sicile, à la Sardaigne, au Tyrol, au Haut-Adige, à Aoste? Ne voyons-nous pas que la Grande-Bretagne elle-même, après avoir accordé le "home rule" à l'Irlande, accorde des statuts autonomes à l'Ecosse, au Pays de Galles? Le temps des unités nationales est dépassé. Partout, on s'efforce aujourd'hui de donner le pouvoir aux communautés ethniques de s'exprimer, de s'épanouir. Quelques Etats fortement centralisés, seuls, résistent encore à cette tendance. Et d'abord, la France. Mais, même en France, le mouvement est amorcé. Sans Pétain, qui justement voulut pendant la guerre, c'est-à-dire très inopportunistement, réinstaurer des autonomies provinciales et rendit ainsi une telle entreprise suspecte pour longtemps, il y aurait aujourd'hui, au sein de la communauté française, et pour sa grandeur, de puissants mouvements basque, alsacien, breton, occitan. C'est vers cela que nous allons. Le XIX^e siècle fut le siècle des nationalités. Le XX^e sera celui des fédérations.

Singulièrement, s'agissant de la Belgique, toutes les conditions existent qui exigent une constitution fédérale: une longue tradition de particularisme provinciaux, de libertés provinciales; l'existence de deux peuples, de deux langues; la rupture de l'équilibre démographique en faveur de l'un des groupes constituants; des oppositions de sentiment, d'opinion, très marquées entre ces groupes.

La Belgique dans l'Europe.

Depuis Liège, près de sept ans ont passé. Le fédéralisme, alors tenu par l'immense majorité de la presse belge pour une abominable machine de guerre destinée à "détruire la patrie", apparaît déjà aujourd'hui à beaucoup comme un moyen acceptable de mettre fin au drame qui empoisonne la vie du pays, énerve ses forces et le divise devant les dangers extérieurs. Un peu partout se sont créées des Commissions d'étude du problème et jusqu'au sein même du Parlement. L'obstacle majeur qui s'opposait à la revision constitutionnelle qu'elle postule - l'article 34 de la Constitution, qui rendait une telle revision impossible pendant une régence - est levé.

Bien des passions se sont apaisées. Du côté flamand même, des esprits modérés se souviennent de leur revendication ancienne, semblent s'ouvrir. Mais, - pourquoi ne pas le dire, - du côté wallon aussi les positions ont "bougé".

Pour nous, en 1945, un seul danger apparaissait mortel: celui de voir dans un pays où la puissance flamande allait sans cesse grandissant et s'exacerbant, notre civilisation et notre langue, c'est-à-dire nos plus nobles raisons de vivre, refoulées, réduites, détruites. Un autre danger, - et peut-être plus mortel - s'est depuis révélé, celui de voir déferler sur nous, à travers l'Occident, le raz de marée totalitaire. Sauverions-nous jamais notre civilisation française, si d'abord nous ne sauvions nos libertés? Ainsi, au moment même où nous nous sentions le plus menacés par la Flandre, nous avons connu que nous avions avec la Flandre un patrimoine commun et qu'il fallait, avec elle, nous mettre en position de le défendre.

Les problèmes les plus graves présentent un ordre d'urgence et d'importance. Celui de la défense de la civilisation gréco-chrétienne contre l'entreprise asiatic prime pour l'heure tous les autres. Il s'incarne dans la construction de l'Europe.

Mais, - tels sont les jeux de l'histoire, - à la faveur de ce nouveau problème, les données du premier se trouvent modifiées. Et celui du fédéralisme interne en Belgique se pose désormais à travers celui du fédéralisme européen.

Que celui-ci postule, - il vaudrait mieux dire qu'il la constate, - une dévaluation progressive des Etats traditionnels, c'est évident. Mais alors même que ces Etats sont contraints, sous peine de mort, d'abandonner des parts toujours plus grandes de leur souveraineté à la communauté continentale, ils se trouvent pareillement contraints de rendre ou d'accorder aux ethnies qui les composent, une marge d'autonomie. Jeu compensatoire dans lequel l'impératif lumineux de Léon XIII revêt une valeur nouvelle et singulière.

Ainsi c'est à la lumière de la construction européenne que se trouve désormais posé le problème de notre devenir national. Et voilà ce qui est propre à rassurer ceux qui craignaient hier qu'une autonomie administrative de la Wallonie et de la Flandre ne fût que le prélude d'une sécession. Car quel danger de sécession présenterait une Belgique intégrée dans une Europe fédérale et garantie par elle?

Puis-je ici, une fois encore, invoquer mon expérience personnelle? Dans les heures mêmes où, sur le plan étroitement national, les Flamands et les Wallons, dans les discours de leurs représentants officiels et les articles de leur presse, se heurtaient avec le plus de violence, je réalisais dans le mouvement européen, avec les militants flamands, un accord absolu, que dis-je, amical. La Belgique, pour nous, n'était plus un champ clos où se battre. Mais un terrain de rencontre où s'allier, dans un respect mutuel, pour inventorier un patrimoine commun, dégager les lignes émouvantes d'un idéal commun, décider d'un pacte d'alliance contre un danger commun.

Ainsi, à cette heure cruciale où notre Occident attend un choc dont on peut craindre qu'il soit mortel, ne pense-t-on pas qu'il serait temps pour la Flandre et pour la Wallonie de réexaminer à la faveur d'une revision constitutionnelle, le problème de leurs rapports au sein de l'Etat belge?

Flamands et Wallons, qu'avons-nous de commun aujourd'hui? Sur une devise: l'union; dans le pays: le malentendu, la discorde, une guerre froide.

Que voulons-nous? La compréhension, l'entente, la paix civique.

Pour cela, que devons-nous faire? Elaborer ensemble et souscrire un statut fédéral qui donne à chacun de nos deux groupes ethniques, cette autonomie administrative sans laquelle il se croit ou se sent dominé par l'autre.

Révolution, oui. Mais dans l'ordre. Risque-t-elle de tuer l'Etat? Elle ambitionne au contraire de le sauver.

Elle le fera:

- si elle s'accomplit dans la loyauté et la clarté;
- si elle n'écarte ou ne néglige aucun des problèmes qui l'ont imposée parce qu'il fait peur;
- si elle tient compte des réalités historiques contre quoi on ne crée rien de valable ni de durable;
- si elle reconnaît, expressément, l'intégrité néerlandaise de la Flandre, l'intégrité française de la Wallonie.

Je ne fais qu'exprimer l'opinion et le sentiment de l'immense majorité des Wallons. Ceux qui pensent et sentent autrement sont les extrémistes tenants du réunionisme et les chefs - je ne dis pas les troupes - du P.S.C.

Aux premiers, je dis que leur aspiration, exprimée à Liège dans un "vote sentimental" est dépassée par l'histoire.

Aux seconds, je redis ce que je disais au Congrès National Wallon de Bruxelles, le 21 février 1948:

"Trois hypothèques grèvent notre mouvement à leurs yeux: notre amour de la France, qu'ils jugent dangereuse; le réunionisme de certains d'entre nous; la peur du désordre."

Ces hypothèques sont illusoire et nous devrions le leur démontrer, non par des discours, mais par nos actes.

Notre amour de la France?

Je ne comprends pas la méfiance qui règne chez les chrétiens de Belgique, à l'égard de la France. Sans doute pensent-ils à Voltaire, à Renan, à Emile Combe? Mais la France, c'est aussi le dominicain Lacordaire et le curé d'Ars, sainte Thérèse de Lisieux et Charles de Foucauld, le géné-

ral de Gaulle, le réveil catholique. Et je voudrais dire aux hommes de bonne foi du P.S.C. que si le catholicisme de la France est moins spectaculaire, il est plus profond peut-être que celui de leurs Flamands.

Je suis socialiste, mais je suis chrétien.

Et croit-on au P.S.C. que des hommes comme Léopold Levaux, comme Pieltain, - et qu'on me permette de le dire, - comme moi, ne combattront pas dans une Wallonie autonome, pour le respect de Dieu, la liberté de la foi et les droits séculaires de l'Eglise?

Le réunionisme?

Il n'y aura pas de réunionisme, si l'on nous écoute à temps.

L'insurrection?

Quelle plaisanterie! Rassurez-vous, bonnes gens! Nous avons dans notre arsenal assez d'armes constitutionnelles pour ne pas dépaver les rues!

Que les catholiques méditent ces lignes écrites récemment par un de leurs plus grands écrivains, Daniel Rops:

"Les relations entre régions tourneraient vite à la rivalité stérile si un élément d'équilibre supérieur n'intervenait pas. C'est pour que les provinces, les régions vivantes puissent s'épanouir, qu'il faut qu'un organisme central les contrôle. Mais cet organisme, au lieu d'absorber comme il fait aujourd'hui les forces de la nation au bénéfice de ses propres intérêts, voire au bénéfice de ceux qui exercent le pouvoir en son nom, doit être réduit à ce rôle nécessaire d'harmonisation et de contrôle, rien de moins, mais rien de plus.

"C'est là une conception qui peut paraître singulièrement nouvelle, audacieuse, révolutionnaire, de la collectivité humaine. En fait, nouvelle elle ne l'est guère. Sous le nom de fédéralisme, elle a des antécédents déjà anciens et d'illustres répondants. Les catholiques ne savent pas assez que la doctrine politique de l'Eglise est expressément fédéraliste."

Et je m'adresse aux Flamands. Ce n'est pas la première fois; sans doute n'est-ce pas la dernière. Déjà à Waterloo, le 21 juin 1948, je disais:

"Si différents que vous soyez de nous, Flamands - l'article du "Standaard" l'atteste - vous pourriez nous comprendre. Sur cette base profonde: le sentiment d'être deux peuples libres, face à face, accordons-nous! A ce prix, mais à ce prix seulement, la Belgique peut vivre encore."

Et j'ajoute:

"Après la première grande guerre, quand vous étiez une minorité dans le pays légal, vous réclamiez le fédéralisme. Et, déjà, je le demandais avec vous. Comprenez qu'aujourd'hui, devenue minorité, la Wallonie, elle aussi, le réclame."

Nous respectons le peuple d'Ulenspiegel et de Marnix de Sainte-Aldegonde, des communiers et de Breughel, et, oui, car vous combattiez pour vos libertés et votre terre, des Eperons d'Or et de l'Yser.

Mais respectez en nous cette civilisation à laquelle vous devez peut-être un peu, à laquelle nous devons tout. Et n'allez plus disant que cette France est déchue et mourante qui, dans le dernier demi-siècle, a donné au monde un Bergson et un Bordet, un Perrin et un Broglie, un Lemaître et un Curie, un Bourdelle et un Rouault, un Debussy et un Milhaud; qui, deux fois, s'est relevée et refaite sur les ruines de ses villes et les cadavres des meilleurs de ses fils; qui apparaît aujourd'hui comme l'initiatrice de l'Europe.

Dans les hautes époques, les ennemis eux-mêmes, après leur combat se saluaient de l'épée. Et nous ne sommes pas des ennemis. Nous sommes des peuples que l'histoire a réunis entre des frontières étroites et qui pourraient donner au monde, chacun libre, mais à l'autre lié par un pacte volontaire, l'image de ce que demain, doit être l'Europe.

Charles FLISNIER.

1952.

ANNEXE V-J

LE MOUVEMENT POPULAIRE WALLON

- I. ORIGINES DU MOUVEMENT ET ACTIVITES INITIALES
- II. REFLEXIONS SUR LE PREMIER CONGRES ET SUR LA DISPARITION DU PRESIDENT
 - A. Premier congrès
 - B. Disparition d'André Renard
- III. ACTIVITES SUBSEQUENTES DU MOUVEMENT
 - A. Année 1963
 - B. Années 1964 et 1965

ANNEXE V-J

LE MOUVEMENT POPULAIRE WALLON

I. ORIGINES DU MOUVEMENT ET ACTIVITES INITIALES

Le Mouvement Populaire Wallon, mieux connu sous l'abréviation M.P.W., ne date que de quelques années. Son apparition sous sa forme actuelle est liée à l'agitation sociale des grèves de décembre 1960 et janvier 1961, comme nous l'indiquions déjà dans le texte de l'Essai et dans les annexes sur le syndicalisme socialiste.

La pré-histoire de l'organisme actuel remonte cependant à plusieurs décennies. On doit retourner, en effet, au moins à l'année 1912, alors que Jules Destrée, Ministre des Arts et des Lettres, rédigea sa **Lettre au Roi**, dont nous avons fait état déjà et reproduit en annexe. Ce document est généralement considéré, par les dirigeants du M.P.W., comme une charte du Mouvement. (1)

Dans un sens plus large, on peut insérer le M.P.W. dans le cadre d'un mouvement nationaliste wallon plus général. Ce mouvement s'est constitué en réaction aux demandes flamandes. Ces demandes remontent au moins à 1856, l'année où un rapport fut soumis à la Chambre concernant les griefs flamands. Le refus initial de reconnaître le bien-fondé de ces griefs est une manifestation de la réaction francophone.

A tout hasard, au cours du siècle actuel, les Wallons estimèrent devoir créer, comme les Flamands en Flandre, des organismes dans le but de défendre leurs droits et leurs intérêts. Le M.P.W. est le plus récent de ceux-ci.

Nous avons fait part déjà des difficultés internes rencontrées à la Fédération Générale du Travail de Belgique et qui amenèrent la démission de son Secrétaire Général Adjoint, André Renard. A la suite de cet événement, on décida de fonder le M.P.W. mais on en retarda l'annonce officielle pendant quelques mois en raison de l'approche des élections législatives du 26 mars 1961. La nouvelle s'ébruita quand même avant cette date, comme le montre

(1) Voir, les annexes V-H-1 et V-H-3.

l'extrait qui suit de l'hebdomadaire socialiste Combat:

Le Comité de coordination des Régionales Wallonnes de la F.G.T.B., réuni à Saint-Servais le 22 février 1961 sous la présidence d'André Renard... prend acte avec satisfaction de la constitution d'un Mouvement populaire wallon dont les objectifs essentiels, réforme des structures économiques et fédéralisme, coïncident avec ses propres positions et sont susceptibles d'assurer l'expansion de la Wallonie. (1)

Quelques semaines plus tard, le même journal publia une déclaration de principes et un manifeste du M.P.W. dont nous donnons ci-après un sommaire et des extraits. (2)

La déclaration note d'abord que l'accumulation des griefs wallons a largement dépassé les limites raisonnables qu'un peuple tout entier peut supporter et elle fait allusion aux propos de Jules Destrée. Elle indique que la longue suite de déceptions personnelles et collectives s'est produite à cause d'un régime unitaire et centralisé qui, en outre, a mis à vif les sentiments des Wallons les plus temporisateurs. Par la suite, la déclaration de principes fait une liste des griefs wallons sur les plans politique, culturel, économique et social. On y dit:

Les Wallons vont agir en disant pourquoi et comment! ...dans le régime unitaire actuel, le peuple wallon, à démographie moins forte est condamné à perpétuité à être commandé malgré lui. Le suffrage universel... n'est plus dès lors qu'un instrument pseudo-démocratique.

- Isolement wallon grandissant dans une Belgique unitaire concentrant tous les pouvoirs à Bruxelles, d'où les Wallons sont de plus en plus éliminés.
- Anémie culturelle d'une Wallonie romane commandée par une capitale sans aucun titre en la matière.

Il n'y a qu'un seul remède, le fédéralisme, disent les leaders wallons aux griefs politiques et culturels. Seul il peut assurer la mise en valeur

(1) Edition du 23 février 1961.

(2) Edition du 6 avril 1961.

de la personnalité des peuples dans l'harmonie générale. (1)

Ensuite, la déclaration des principes du M.P.W. fait la liste d'une série de griefs de caractère économique et social. On s'y exprime ainsi:

- déficiences économiques fondamentales en Wallonie dues à des investissements insuffisants et mal orientés par la volonté d'un régime économique et financier drainant l'épargne des particuliers et des entreprises en dehors de la Wallonie.
- crise charbonnière dont, volontairement, on a préparé ni la reconversion économique, ni la reconversion sociale.
- insuffisance relative - et, toujours, voulue - par un régime centralisateur - en matière de voies d'eaux, d'autoroutes, d'électrification, de liaisons internationales.
... incohérente politique de soi-disant expansion régionale.
- diminution du nombre d'emplois et augmentation du chômage à cause des déficiences structurelles que le régime unitaire a laissé interférer les unes sur les autres.
- attaques indirectes et sournoises sur les salaires wallons...
- déconsidération des familles wallonnes, depuis toujours désavantagées en matière d'allocations familiales, par l'actuel système centralisateur et unitaire.

Les leaders wallons sont d'avis que l'on ne saurait apporter de satisfaction aux griefs économiques et sociaux sans modifier les structures de l'Etat. C'est à cette fin qu'ils voient la nécessité d'un appui populaire au sein d'un mouvement puissant. Ils écrivent:

Tout ce qui a été tenté jusqu'ici de bonne foi pour assurer la défense partielle ou totale de la Wallonie doit se fondre désormais, sous l'impératif de l'efficacité, dans un mouvement élargi au maximum... C'est dans cet esprit d'un large rassemblement dans l'accord le plus complet avec les masses populaires de Wallonie que le Mouvement populaire wallon soumet ses principes: fédéralisme et réformes des structures économiques, à l'opinion publique wallonne tout entière.

Dans le même style et le même esprit, le M.P.W. rend public un manifeste

(1) Dans cette optique fédéraliste, le M.P.W. adopte un point de vue analogue à celui du Mouvement Populaire Flamand, perspective élaborée plus haut dans les annexes V-D-1 et V-D-2.

où les mêmes idées sont reprises sur les mêmes sujets. Bornons-nous à en citer quelques phrases:

Depuis de longues années, le peuple wallon, injustement brimé, cherche à organiser efficacement sa défense. Tout ce qui a été tenté jusqu'aujourd'hui pour essayer de le sauver n'a pas conjuré les menaces quotidiennes: la Wallonie se meurt. Cinquante ans ont passé, sans aucun résultat, depuis le pathétique appel de Jules Destrée demandant l'équilibre entre deux peuples. Il est encore temps, parce que, aujourd'hui, la preuve est faite qu'il existe un puissant et profond courant populaire wallon, qui est prêt à se donner comme mot d'ordre: "Sauve-toi, Wallonie."

...
Le Mouvement populaire wallon... se présente comme le rassembleur de toutes les espérances, de toutes les volontés, de toutes les énergies wallonnes.

Le manifeste du M.P.W. fut initialement signé par quarante-trois personnalités wallonnes qui constituent le Comité d'organisation du Mouvement. Ils étaient tous des mandataires syndicaux et comprenaient tous les animateurs du Comité de coordination des Régionales wallonnes de la F.G.T.B.

II. REFLEXIONS SUR LE PREMIER CONGRES ET SUR LA DISPARITION DU PRESIDENT

A. Premier congrès

L'année même de sa création, le Mouvement Populaire Wallon tient son premier congrès, les 18 et 19 novembre 1961. Cette réunion est caractérisée d'abord par la ratification des principes statutaires, établis quelques jours plus tôt par le Conseil Général, et par la création de diverses commissions (politique, économique, culturelle et sociale) dont on nomme les présidents. Le congrès établit aussi les structures du M.P.W., étant fortement inspiré par celles du Parti Socialiste Belge où il recrute ses leaders et ses membres principaux.

Traitant de l'inspiration socialiste du Mouvement, M.-P. Herremans écrit:

A cette époque, certains leaders socialistes, qui devaient se révéler orthodoxes par la suite, militent ouvertement dans les rangs du M.P.W.: le député Hakmegnies, le sénateur Dehousse, le professeur Paul Lambert, l'ancien ministre Albert

De Smaele. (1)

A la suite du congrès, la presse faisait allusion à un incident, qui aurait opposé le professeur liégeois François Périn (2) à André Renard, élu président du M.P.W. Ce dernier estimait que le conférencier n'avait à évoquer lors du congrès ni la Question royale, ni les questions de politique belge générale. En considérant cet incident, Maurice-Pierre Herremans est d'avis que cette discussion, pour violente qu'elle ait été, n'a toutefois pas laissé de trace dans les relations entre les deux hommes ou nuï au Mouvement. (3)

B. La disparition du président

Le décès, en juillet 1962, du leader du Mouvement Populaire Wallon, quelques mois après le congrès, a atterré la Wallonie et il eût évidemment des conséquences directes sur le M.P.W. Le fondateur ayant disparu si tôt, plusieurs mirent l'existence du M.P.W. en question. Traitant de ces problèmes, Maurice-Pierre Herremans écrit:

La lecture de la presse de l'époque est éclairante à ce propos. Le M.P.W. n'a pas disparu, mais l'on peut dire que l'historien du mouvement établira une nette césure entre le M.P.W. avant et le M.P.W. après la mort d'André Renard. (4)

La disparition nécessita le choix d'un successeur. Aucun des dix collaborateurs immédiats d'André Renard ne pouvait prétendre, semble-t-il, assumer la totalité des pouvoirs qu'il détenait le leader syndicaliste liégeois. Dans

(1) Courrier Hebdomadaire, C.R.I.S.P., n° 275, p. 8.

(2) M. François Périn est professeur de droit constitutionnel à l'Université de Liège. Il a publié, en 1962, un ouvrage intitulé: "La Belgique au défi - Flamands et Wallons à la recherche d'un Etat." Le professeur Périn s'est alors révélé le principal théoricien du Mouvement Populaire Wallon. Si on lui ajoute encore ses capacités comme orateur, on peut certainement dire que Périn est un des principaux propagandistes du M.P.W. Tenant compte du prestige du président, André Renard, de celui du professeur Périn, et du fait qu'on était en 1961 à créer le M.P.W., il est évident que l'incident de tribune pouvait être très dangereux.

(3) Loc. cit., pp. 9 et 10.

(4) Ibidem, p. 10.

le courant des mois d'août et de septembre 1962, on trouva finalement une formule selon laquelle la succession d'André Renard se répartissait entre plusieurs de ses anciens collaborateurs: entre autres, M. André Genot,⁽¹⁾ dont on présenta la candidature à la présidence du M.P.W., M. Robert Lambion,⁽²⁾ qui devint le directeur de Wallonie et de la Fédération des Métallurgistes, M. Jacques Yerna,⁽³⁾ qui prit la place de Renard au secrétariat de la Fédération Liégeoise de la F.G.T.B.

Par rapport à la succession de Renard, on a mentionné souvent le nom du professeur François Périn qui, à l'époque, était très populaire dans le mouvement wallon. Le leader de ce mouvement ne pouvait d'emblée être, quelqu'un d'autre qu'un syndicaliste, étant donné que le M.P.W. avait été créé au sein du syndicat socialiste wallon.

François Périn a joué un rôle important dans le deuxième congrès du M.P.W., celui des 8 et 9 décembre 1962. Toutefois, au sujet de ce congrès, la presse du temps indique le manque de dynamisme qui s'y manifeste. Ceci est encore certainement une conséquence de la disparition de Renard, qui était, tout à la fois, le maître incontesté du Mouvement Populaire Wallon, des métallurgistes liégeois, le directeur de Wallonie, le dirigeant des Mutualités liégeoises.

Maurice-Pierre Herremans résume le deuxième congrès comme suit:

Encore sous le coup de la disparition de son créateur, le second Congrès du M.P.W. manqua

-
- (1) André Genot était le collaborateur immédiat d'André Renard et il fut l'un de ses rares adeptes à suivre Renard dans toutes ses entreprises.
 - (2) M. Robert Lambion est un métallurgiste comme Renard, il est cependant un jeune socialiste en comparaison avec les deux autres, Genot et Yerna.
 - (3) M. Jacques Yerna est un ancien universitaire, il fut le secrétaire d'André Renard pendant de longues années, à l'époque où ce dernier était Secrétaire Général Adjoint de la F.G.T.B. Yerna était aussi l'éditeur de l'hebdomadaire La Gauche, qui n'a jamais cessé de manifester beaucoup de sympathie pour le M.P.W.

de relief et ne constituait en réalité qu'une réplique assez pâle du premier congrès, n'apportant aucun élément nouveau si n'est la constatation qu'il fallait absolument faire autre chose, sur un plan plus vaste. On remarquera simplement un passage du discours de M. François Périn réclamant le statut de ville libre pour Bruxelles dans le cadre de l'Europe. (1)

III. ACTIVITES SUBSEQUENTES DU MOUVEMENT

A. Année 1963

Quant aux activités du M.P.W. en 1963, le fait le plus marquant est sans doute sa participation à un congrès dit d'Action Wallonne qui groupait les représentants des organisations et mouvements attachés à la défense de la Wallonie. Le Comité Central d'Action Wallonne⁽²⁾ réunit les organisations wallonnes suivantes:

Rénovation Wallonne,
Wallonie Libre,
Avant-Garde Wallonne,
Bloc Francophone de Bruxelles,
Entr'aide Wallonne,
Mouvement Populaire Wallon,
Mouvement Libéral Wallon,
Parti d'Unité Wallonne,
Association Wallonne des Services Publics,
Fédérations P.C.B. Wallonnes,
Fédérations P.S.B. Wallonnes,
Organisations: F.G.T.B. et C.G.S.P.

Le congrès fut caractérisé par une intervention considérable du M.P.W. Ceci signifiait, en réalité, une relance de l'activité à l'intérieur du Mouvement Populaire Wallon même. Le congrès du 27 mars 1963 a pris position relativement aux sujets suivants:

La création d'un Conseil économique et social qui grouperait les employeurs, les travailleurs et les pouvoirs publics de Wallonie et qui constituerait ainsi un élargissement du Conseil Economique Wallon. (3)
L'organisation d'une pétition réclamant la

(1) Ibidem, p. 13.

(2) Créé le 2 juin 1962. Cf. Nouvelle Revue Wallonne, Tome XIV, 2 janvier 1965, p. 126.

(3) On voulait créer un nouveau conseil économique réunissant en partie les modèles de la Ligue Economique Flamande et du Conseil Economique Flamand.

révision de l'article 131 de la Constitution belge. (1)
 La constitution d'une assemblée Wallonne représentative. (2)

L'année 1963, époque des nouvelles lois linguistiques, a été marquée aussi par l'organisation par le M.P.W. d'une manifestation de masse, le 26 mai à Charleroi, réunion qui comptait, selon Combat, environ 50,000 participants.

B. Années 1964 et 1965

L'année 1964 fut caractérisée par des événements très importants pour le Mouvement Populaire Wallon. Indiquons, par exemple, la création en janvier des Front Wallon⁽³⁾, l'organisation du congrès extraordinaire de Jambes dans le mois de mars⁽⁴⁾ et la prise de position du Parti Socialiste Belge en ce qui concerne la double appartenance de ses membres et les séquelles qui en découlent.

Nous nous limitons à élaborer ici la prise de position du Parti Socialiste Belge étant donné que cela représente le reflet de toute une problématique entre le P.M.W., d'une part, et le Parti Socialiste, d'autre part.

Les difficultés entre le M.P.W. et le Parti Socialiste, existant depuis de longs mois, furent aggravées par des articles sévères et fort critiques à l'adresse du Parti Socialiste, dans l'organe La Gauche. Les articles étaient publiés sous la responsabilité de Jacques Yerna, qui écrivait normalement

-
- (1) L'article 131 prévoit les modalités de revision. Le M.P.W. souhaitait rendre les revisions constitutionnelles plus faciles.
 - (2) Ajoutons que les trois suggestions n'ont pas donné lieu à des réalisations concrètes.
 - (3) Le Front Wallon est, en réalité, un mouvement de pression qui se différencie assez peu du M.P.W., sauf que ses leaders ont des ambitions purement politiques. Au contraire, le M.P.W. se propose de toujours demeurer indépendant de tout parti politique et de tout syndicat.
 - (4) Le congrès est principalement dominé par une révision et une réaffirmation des principes statutaires du M.P.W., dont les principaux sont le caractère apolitique quant à l'organisation et la tendance fédéraliste quant aux buts. Cette réaffirmation était nécessaire à la suite de la création du Front Wallon.

l'éditorial du journal. Yerna, l'un des grands défenseurs de l'idée fédéraliste, n'était pas d'accord avec la politique du Parti Socialiste Belge et, en particulier, avec l'aile wallonne de ce parti. Elle favorisait, selon lui, une politique unitaire. Il prouvait ses prétentions par le fait de l'adoption des dernières lois linguistiques de 1962 et de 1963, alors que les leaders de l'aile wallonne du Parti Socialiste avaient négligé leurs responsabilités. Dans un article publié par l'hebdomadaire du M.P.W., Combat, le 1er octobre 1964, il exprime très clairement son attitude à l'endroit du Parti:

Il convient sans doute de rappeler que le Parti n'est pas un objectif en soi, il n'est qu'un moyen à mettre en oeuvre pour réaliser l'émancipation des travailleurs. Et ce moyen ne nous inspire qu'une confiance relative, surtout depuis le vote par le Parti Socialiste Belge des lois anti-ouvrières sur le maintien de l'ordre.(1) Et quant à cette trahison réelle, s'en ajoutent d'autres, notre méfiance va croissante. ... Ce moyen [Le parti] ne nous intéresse que dans la mesure où il possède une certaine efficacité. Nous n'hésiterions pas à l'abandonner si cette dernière disparaissait.

Le fait que Jacques Yerna cumulait des fonctions dirigeantes au Mouvement Populaire Wallon, le titre d'éditeur de La Gauche et celui de membre du Comité de la Fédération Liégeoise du Parti Socialiste Belge n'aida pas à atteindre une solution favorable.

Comme réplique aux articles de La Gauche,⁽²⁾ le Bureau du Parti Socialiste Belge annonça son intention de proposer à un congrès national, réuni les 12 et 13 décembre 1964, de voter une motion d'incompatibilité entre l'appartenance au Parti, la fonction de dirigeant du M.P.W. ou de rédacteur à La Gauche et à Links.⁽²⁾

(1) Il fait ici allusion aux mesures qui furent prises après la grève de la fin de 1960, et de janvier 1961.

(2) Le journal La Gauche pouvait se réjouir des sympathies - d'un journal flamand d'opinion socialiste, Links - qui défendait largement les mêmes idées, dont le fédéralisme, contre la vision du Parti Socialiste Belge. De là, le Parti Socialiste Belge ne manquait pas de s'attaquer également au journal flamand.

Comme prévu, le principe de ces incompatibilités fut voté par le Congrès extraordinaire du Parti Socialiste Belge le 12 décembre 1964.⁽¹⁾ Cette disposition n'était tellement surprenante pour les congressistes. Déjà en juin 1964,⁽²⁾ le président du Parti Socialiste Belge, Léo Collard, condamnait implicitement toute action du Mouvement Populaire Wallon:

... entendant - sauf cas exceptionnel autorisé par les instances du parti - se présenter et se battre sous le seul drapeau du Parti Socialiste Belge et font leur la décision du parti: rappelant qu'ils ont à se refuser à tout engagement quelconque à l'égard des groupements n'étant pas l'émanation directe du parti... (3)

Quelques jours après le congrès du Parti Socialiste Belge, le M.P.W. tenait une réunion de son Conseil général élargi, à l'issue de laquelle se réunissaient les membres socialistes de ce conseil. Ils prenaient acte de la décision du Congrès du Parti Socialiste Belge. Ils déclarèrent ensuite formellement vouloir continuer l'exercice de leur mandat à l'intérieur du Conseil général élargi du Mouvement Populaire Wallon.

L'année 1965 ne présenta pas de difficultés du genre de celles que nous venons de voir. Le Mouvement Populaire Wallon a pu se réjouir de la collaboration des autres groupes de pression dans le pays wallon, tels que la Wallonie Libre, le Mouvement Libéral Wallon, Rénovation Wallonne. Il forment un "Conseil Général Commun des Quatre Mouvements Wallons." Ce Conseil Général, dans lequel le M.P.W. joue un rôle considérable, publie régulièrement des déclarations et des rapports de réunions.

A titre informatif, nous reproduisons ci-dessous quelques extraits d'un rapport édité le 31 mars 1965 à Liège, par lesquels nous terminerons les

-
- (1) Cf. Courrier Hebdomadaire, C.R.I.S.P., n^{os} 271, du 29 janvier 1965, et 272, du 5 février 1965.
- (2) Le 13 juin 1964, lors du congrès national des mandataires communaux et provinciaux du Parti Socialiste Belge.
- (3) Cf. Courrier Hebdomadaire, C.R.I.S.P., n^o 275, p. 17.

considérations sur le Mouvement Populaire Wallon. Ce rapport traduit très bien les tendances et l'idéologie défendues par le Mouvement Populaire Wallon.

Dans un paragraphe intitulé, "Perspectives d'action du Mouvement Wallon", on précise d'abord le but du Mouvement Wallon; puis on rend compte des leçons de l'expérience et l'on explique la situation actuelle du Mouvement. Ensuite, on demande: "Quelles formes d'action doit revêtir le Mouvement Wallon?" C'est à cette question que le Conseil Général répond le plus précisément.

1. C'est un rassemblement du peuple wallon pour qu'il obtienne l'égalité dans l'Etat avec le peuple flamand et l'autonomie de gestion indispensable à son sauvetage.
2. Le Mouvement Wallon vient de vivre quatre années à la fois exaltantes et décevantes.
Exaltantes dans la mesure où constituant le dernier refuge où puisse s'abriter l'espoir du peuple wallon, il a permis à celui-ci de s'exprimer à différentes occasions avec une force qu'il n'avait jusqu'à présent jamais manifesté. ...
Décevantes dans la mesure où le mouvement a voulu articuler son action avec celle des représentants du régime. L'expérience du Collège Exécutif de Wallonie est très symptomatique à cet égard. Elle explique en partie l'échec du parti que le Mouvement Wallon aurait pu tirer du pétitionnement.
 Il s'agit en l'occurrence d'une démonstration de la vanité et du danger d'une collusion avec les appareils - même wallons - du régime unitaire.

Sous la rubrique "la situation actuelle du Mouvement Wallon," on affirme principalement que le mouvement n'a pas perdu sa force et son potentiel d'enthousiasme. Il y a des membres qui sont cependant un peu désarmés et qui hésitent sur le sens à donner à leur action. Le rapport de poursuivre:

3. Cette situation est assez paradoxale, car le régime n'a jamais été aussi vulnérable qu'aujourd'hui. Sous une apparence monolithique, le désarroi le plus total règne dans la maison unitaire. C'est à nous d'en profiter et dans les mois qui viennent le mouvement doit frapper à grand coup. ...
 - i) le temps travaille à longue échéance contre nous. En 1980, il y aura 3 francophones pour 7 flamands. Il ne faut pas non plus décourager les militants par une apparente timidité, encore qu'il serait bon de rappeler à certains que la violence verbale est rarement le synonyme d'efficacité. Il faut leur rappeler aussi qu'une action sociale importante ne se

fait pas sans continuité, patience et ténacité. L'exemple des Flamands est là pour le prouver.

ii) il faut profiter de la période de crise que constitueront les prochaines élections pour accélérer le processus de dislocation du régime unitaire.

iii) les nouvelles chambres seront constituantes et devront reprendre et régler le problème de la réforme des institutions. Le mouvement doit s'efforcer de réussir à imposer ses objectifs durant la nouvelle législature.

4. Finalement, à la question "Quelle formes d'action?", voici les réponses du rapport:

i) ce qu'il ne suffit pas de faire, c'est d'attendre un bouleversement économique ou des remous sociaux, bref d'avoir un réflexe purement syndical. Car cette crise, il est impossible de la prévoir. Le régime unitaire mettra d'ailleurs le prix qu'il faudra pour l'éviter. Cette attitude est purement passive et nous risquons d'arriver trop tard.

ii) ce qu'il faut continuer à faire, c'est éveiller la conscience wallonne et lui rendre confiance et dynamisme. Il faut couper court au processus de démoralisation: il faut faire comprendre aux Wallons que l'Etat unitaire est un obstacle à l'épanouissement des Wallons et des francophones; il faut élever le niveau de conscience des masses wallonnes (notamment par la formation de cadres) si on veut leur faire retrouver le souci de la lutte du combat et ce, dans l'unité.

iii) il ne faut pas transformer le Mouvement Wallon en mur de lamentations. Car le seul thème revendicatif de la croissance permet à l'Etat unitaire de dissocier Liège du Hainaut, et les deux provinces du Namurois et du Luxembourg. ...le combat wallon n'est pas seulement une lutte économique pour le niveau de vie, pour une répartition plus juste du revenu national. C'est aussi une bataille politique en termes de culture et de civilisation. Cette bataille politique doit avoir comme objectif essentiel l'autonomie de la communauté wallonne. C'est un problème de dignité.

iv) il faut exercer une action de harcèlement permanente à l'égard du régime. Sur un plan individuel, chacun doit se sentir mobilisé et agir dans le secteur qui lui est propre. Sur le plan collectif, il faut éviter que le Mouvement Wallon ne s'absente du réel sous prétexte qu'on ne reconnaît pas le régime et se contente d'attendre et de réclamer une réforme de type fédéral. Le mouvement doit, au contraire, s'insérer pleinement dans l'actualité et le quotidien pour en tirer parti. Dans cet ordre d'idées, il faut associer les mandataires communaux et provinciaux à notre action à l'égard des problèmes concrets; fermetures de charbonnages, industries nouvelles, barrages, voies d'eau, suppressions de lignes de chemin de fer, etc. Il faut constituer avec eux des délégations qui puissent se faire les porte-parole de nos revendications.

En cinquième lieu, le rapport indique aux Wallons quelle position adoptés lors des élections législatives. Il n'engage pas les Wallons à appuyer un parti mais annonce l'intention du Conseil Général d'agir comme un dénonciateur des trahisons et des propagandes fausses.

Finalement, le recours à une consultation populaire, un référendum de l'Etat est conseillé. On demande aux Wallons de le réclamer, en ajoutant que si l'Etat continue de refuser cette consultation elle sera faite par les grands mouvements du peuple wallon.

ANNEXE VI-A-1

LA FLANDRE OCCIDENTALE ET SON CONSEIL ECONOMIQUE
ORIGINE - BUTS - ACTIVITES

I. L'évolution économique en Flandre Occidentale au cours de la période

1944-1964

1944-1954

1954-1964

II. La création du Conseil Economique de la Flandre Occidentale

III. Le Conseil Economique et le Bureau d'Etudes Economiques de la Flandre Occidentale de 1954 à 1964

ANNEXE VI-A-1

LA FLANDRE OCCIDENTALE

ET SON CONSEIL ECONOMIQUE

ORIGINE - BUTS - ACTIVITES⁽¹⁾

I. L'évolution économique en Flandre Occidentale au cours de la période 1944-1964

1944 - 1964

Au début de la seconde moitié du 20e siècle, l'économie de la Flandre Occidentale ne présenta que peu d'aspects autorisant un certain degré d'optimisme. Située en bordure du pays, la Flandre Occidentale enregistra avec passivité, sans les amortir, tous les soubresauts de la conjoncture nationale et internationale de l'après-guerre: il en fut ainsi lors de la crise coréenne et de la récession qu'elle provoqua dans le monde occidental.

Immédiatement après la reconstruction qui suivit la Seconde Guerre mondiale, et pour la première fois, la Flandre Occidentale put jouir des bienfaits du plein emploi. Cette période fut extrêmement brève. L'essor rapide du tourisme au littoral masqua aux yeux des non-initiés une poussée de chômage qui en peu de temps allait prendre des dimensions exorbitantes et périlleuses.

Quelques données permettent de situer l'envergure de ce problème capital pour la Flandre Occidentale à cette époque. En 1954, la population de la province s'élevait à 1,027,000 habitants, parmi lesquels 410,000 personnes actives au point de vue économique.

(1) Texte emprunté du Conseil Economique de la Flandre Occidentale, Cf. West-vlaanderens Economische Groei 1954-1964; Bruges, 1965, pp. 49-51.

Parmi ces 410,000 unités, 325,000 seulement exerçaient leur activité en Flandre Occidentale, dont 23% dans l'agriculture et la pêche, 39% dans l'industrie et 38% dans le commerce et les services. L'emploi dans l'agriculture présentait une tendance à la contraction. D'après les renseignements que l'on possédait à l'époque, il est permis d'affirmer que le secteur du commerce et des services présentait un certain degré de chômage larvé.

La différence de 85,000 unités entre les chiffres cités plus haut, mesure l'écart entre la population active et le nombre d'emplois offerts dans la province même. Ces 85,000 habitants de la Flandre Occidentale étaient soit au travail en dehors des limites de la province soit privés de travail et dès lors en chômage.

De fait, en 1952, la moyenne journalière du chômage total en Flandre Occidentale s'élevait à 44,600 personnes, soit 18% de la main-d'oeuvre. Le nombre d'ouvriers frontaliers travaillant dans l'industrie du Nord de la France dépassait largement 30,000 unités et le nombre d'ouvriers saisonniers atteignait environ 8,500 unités. La migration des travailleurs vers les autres provinces belges était importante; l'excédent migratoire était négatif et s'élevait à 8,500 unités. D'ailleurs, aux environs de 1950, le mouvement migratoire de la population était lui aussi caractérisé par un excédent négatif de l'ordre de 3,000 à 4,000 unités par an. Ainsi, de toute évidence, se trouvait compromise, à long terme, toute possibilité de développement en Flandre Occidentale même.

1954 - 1964

C'est en 1954, année qui marque le début de l'action entreprise par le Conseil Economique de la Flandre Occidentale, que s'avère la renaissance de l'économie de cette province; d'abord avec une certaine timidité mais ensuite avec une vigueur irrésistible.

L'accroissement annuel du nombre d'emplois rétribués, qui durant la période de 1950 à 1955 était en moyenne de 2,490 unités, s'élevait au cours de la période 1955 - 1960 à 2,790 unités. Au cours de la période 1960 - 64, lorsque les résultats des efforts incessants se manifestent plus nettement dans une conjoncture favorable, l'accroissement moyen des emplois rétribués atteint environ 8,000 unités par an.

Dans les régions voisines, l'augmentation du nombre d'emplois offerts n'a pas connu l'amplitude enregistrée en Flandre Occidentale. Dans celle-ci, au cours de la période 1954 - 1963, l'augmentation des possibilités de travail rétribué s'élevait à 27% (42,900 emplois). Pour la même période, la Flandre Orientale notait un accroissement d'à peine 8.5% (18,200 emplois) alors que dans le Hainaut les emplois rétribués diminuaient de 9.5% (-25,600 emplois). Au niveau national, l'accroissement moyen était de 12.5%.

Dans le Nord de la France, aussi, l'évolution de l'emploi se présentait sous un jour moins favorable: le nombre d'emplois rétribués dans l'industrie, le commerce et le secteur des services avait diminué de 1.5% entre 1954 et 1962.

Au cours des dernières années, les résultats de l'industrialisation accélérée de la Flandre Occidentale se présentent d'une façon vraiment spectaculaire. En s'amenuisant, le chômage est revenu à des proportions normales pour le pays.

	1954	1963
Chômeurs	37,700	13,650
Frontaliers	35,000	24,000
Saisonniers	8,500	2,400
Solde migratoire	- 2,917	+ 121

Le travail saisonnier, caractéristique de régions sous-développées, a pour ainsi dire disparu. Le fait que le mouvement migratoire s'est renversé illustre d'une façon frappante la transformation fondamentale qui se manifeste en Flandre Occidentale. Une tendance séculaire a pris fin. A longue échéance, le développement sera influencé d'une manière positive par l'excédent d'immigration.

L'économie de la Flandre Occidentale a démarré de manière définitive. Une région attardée, dont les activités sont restées trop traditionnelles, s'est taillée une place de choix dans le développement foudroyant du Marché commun. Au cours de cette évolution, le Conseil Economique de la Flandre Occidentale tenta d'extraire de la conjoncture, des développements politiques européens et des innovations technologiques le maximum de profit pour la Flandre Occidentale.

II. La création du Conseil Economique de la Flandre Occidentale

Les années 1948 - 1953 resteront caractérisées par un chômage très important, un défaitisme latent et un pessimisme général; plus de 15% des travailleurs étaient réduits au chômage. Le nombre de travailleurs astreints à de très longs parcours journaliers pour trouver du travail augmentait; plusieurs, travaillant dans les mines du Borinage, étaient absents plus de 16 heures par jour.

Au cours de cette période de profond découragement, deux initiatives furent prises dans le but de remonter le courant et d'influencer positivement la situation économique en Flandre Occidentale. Après avoir évolué chacune dans leur sphère propre, elles se rejoignirent et donnèrent naissance au Conseil Economique de la Flandre Occidentale et au Bureau d'Etudes Economiques.

La première initiative est due à la Province; elle visait à promouvoir une action immédiate. C'est en octobre 1948 que Monsieur H. Smissaert, Député Permanent, proposa au Conseil Provincial de la Flandre Occidentale de créer une commission qui s'attaquerait au chômage et aiderait les expansions industrielles. La commission rédigea un programme de travaux publics et fit plusieurs démarches auprès du gouvernement central.

La seconde initiative est née à l'Université de Louvain située dans le Brabant flamand; en 1950, un petit groupe d'étudiants en sciences économiques se réunissait régulièrement pour étudier la situation économique de la Flandre Occidentale; il analyserait les expériences étrangères dans le domaine des études régionales et des plans de développement régionaux. Le gouverneur de la province de la Flandre Occidentale, le chevalier P. van Outryve d'Ydewalle, s'intéressa à leurs travaux, les reçut au début de 1950 et les encouragea à persévérer dans leurs recherches. En 1953, le cercle d'études se transforma en comité d'action pour la constitution d'un Conseil Economique de la Flandre Occidentale.

En 1954, deux membres du cercle d'études, devenu comité d'action, G. Declercq et O. Vanneste, publièrent un ouvrage d'environ 400 pages intitulé "Structuurele Werkloosheid in West-Vlaanderen" (Chômage structurel en Flandre Occidentale) dans lequel se trouvent réunis une étude théorique du chômage sous ses différentes formes, une analyse détaillée de l'économie de la Flandre Occidentale et des directives précises

pour une politique de développement économique.

Sur ces entrefaites, le comité d'action prit l'avis de nombreuses personnalités ouest-flamandes: celles-ci lui accordèrent leur appui; Monsieur H. Smissaert, assura la liaison entre la Province et le comité d'action.

Le 17 juillet 1954, se tint à Bruges une réunion liminaire préparatoire à la fondation du Conseil Economique de la Flandre Occidentale. Elle eut pour but de rassembler autour du projet de programme d'action un groupe restreint de personnalités du secteur privé et d'obtenir leur entente sur l'orientation à suivre.

Les quelques difficultés qui suivirent furent rapidement aplanies. Le 27 novembre 1954, une association sans but lucratif, le Conseil Economique de la Flandre Occidentale, vit le jour; elle réunit dans son sein les diverses couches de la population intéressées à la vie économique. Une de ses toutes premières tâches fut d'ériger un Bureau d'Etudes Economiques.

En 1959, sur proposition d'un mandataire et avec l'accord unanime du Conseil Economique, le Bureau d'Etudes Economiques fut doté d'un statut particulier.

En disposant leurs avis techniques aux communes et à l'industrie, en attirant des entreprises nouvelles et en prenant avec vigilance la défense de tous les intérêts économiques ouest-flamands, le Conseil Economique et le Bureau d'Etudes ont su contribuer en 10 ans à modifier profondément l'économie de la Flandre Occidentale.

III. Le Conseil Economique et le Bureau d'Etudes Economiques de la Flandre Occidentale de 1954 à 1964

Le but initial que s'est assigné le Conseil Economique de la Flandre Occidentale trouve son origine dans les excédents de main-d'oeuvre; il fallait d'emblée élargir l'éventail de l'emploi en Flandre Occidentale. Dès le début, des contacts furent établis avec des entreprises industrielles tant nationales qu'internationales; une campagne publicitaire fut lancée prônant les avantages offerts par l'investissement en Flandre Occidentale. De nombreux rapports furent rédigés à la requête de firmes diverses; enfin, des services et renseignements divers ont été fournis aux entreprises déjà établies en vue de faciliter leur expansion.

Le Conseil Economique de la Flandre Occidentale a concentré son action sur la création de zonings industriels: le premier fut établi en 1954; leur nombre atteint la trentaine en 1964.

Un nombre important d'entreprises nouvelles ont répondu à l'invitation qui leur a été faite; elles se sont implantées. Le développement économique a bénéficié de la recherche: monographies sectorielles et études régionales. Dans de nombreux cas, ces monographies et ces études ne purent être fournies qu'à la suite de vastes enquêtes.

Il fallait changer de fond en comble le climat pessimiste dont souffrait l'économie de la Flandre Occidentale; en même temps, il était urgent de faire mieux connaître les avantages réels que la province offrait à l'implantation d'industries nouvelles. Des conférences furent organisées tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. Le circuit des relations s'étendit à la presse, à la radio, à la télévision, avec lesquelles une collaboration fructueuse a pu s'établir. En 1959, parut le premier numéro du périodique édité par le Conseil Economique comme publication trimestrielle; le succès de cette édition est à la base de "notes brèves" qui sont rédigées en langue anglaise et en langue allemande.

Maintes fois, le Conseil Economique a pu fournir une collaboration appréciée à des services gouvernementaux et communaux, des commissions de contact furent créées avec des groupes responsables dans les régions limitrophes néerlandaise et française. La collaboration avec le Conseil Economique de la Flandre (Ekonomische Raad voor Vlaanderen) à Bruxelles fut particulièrement active.

Les premiers succès remportés par le Conseil Economique dans sa campagne pour l'établissement en Flandre Occidentale de grandes entreprises de renommée mondiale, de même que sa fonction d'agent de liaison entre les autorités responsables et le secteur privé eurent tôt fait d'attirer de toutes parts l'attention sur la Flandre Occidentale. L'intérêt porté à la province a permis d'augmenter sensiblement le nombre d'emplois nouveaux. Si entre 1959 et 1963, 34,000 ouvriers de plus ont pu accéder à des emplois, ceci est dû en grande partie à l'action du Conseil Economique, dans le quadruple domaine de l'attraction d'industries nouvelles, de l'aménagement de terrains industriels, de services divers à l'industrie, de la coordination entre le secteur privé et les autorités diverses.

Le Conseil Economique croit pouvoir considérer les deux tiers des emplois nouveaux comme le résultat direct ou indirect de ses interventions et de son activité.

Nul ne s'étonnera dès lors que la renommée du Conseil Economique de la Flandre Occidentale en tant qu'élément de développement, et de son bureau d'études en tant que centre scientifique de recherches, ait franchi les limites de la Flandre Occidentale. Leurs membres sont appelés à participer à des congrès internationaux; d'autre part, ils ont souvent le plaisir d'accueillir et de piloter des personnalités étrangères désireuses de se documenter sur place.

Le Bureau d'Etudes Economiques a accompli des missions très diverses. Parmi les plus importantes on peut citer: l'analyse de différents secteurs industriels, des monographies régionales, une étude sociologique exhaustive du secteur agricole, l'analyse économique du tourisme, le survey et les programmes préparatoires à l'aménagement du territoire.

ANNEXE VI-A-2

L'ARRONDISSEMENT D'OSTENDE

- I. Une étude économique
- II. Données préalables sur l'arrondissement d'Ostende
 - A. La région
 - B. Historique
 - C. Quelques conclusions rapides
- III. Bref résumé de l'étude
- IV. Quelques exemples de recommandations proposées par le Conseil Economique de Bruges
 - A. Recommandations se rapportant au développement de l'infrastructure
 - B. Quelques mesures qui se rapportent directement aux sources de prospérité

ANNEXE VI-A-2

L'ARRONDISSEMENT D'OSTENDE (1)

I. Une étude économique

L'arrondissement d'Ostende, une étude économique régionale de 430 pages, faite en 1962, par le bureau d'Etudes du Conseil Economique de la province de la Flandre occidentale, est le fruit d'une recherche scientifique financée par le Ministère des Affaires Economiques de la Belgique. C'est l'analyse socio-économique qui avait pour but de connaître et de découvrir les puissances et les points faibles et surtout les possibilités d'un arrondissement caractérisé par des problèmes économiques spéciaux.

Très en détail, l'étude traite les aspects suivants:

1. Les bases des problèmes socio-économiques de l'arrondissement d'Ostende (cadre physique, l'histoire de l'arrondissement);
2. La démographie et la profession de l'arrondissement (avec une prognose de l'évolution de la population);
3. L'infrastructure, l'état et la quantité de logements (communication, les services d'utilité publique, logement);
4. Développement de l'économie de l'arrondissement d'Ostende (l'agriculture, l'industrie, le commerce, le tourisme, la pêche maritime);
5. Le surplus de la main-d'oeuvre et la scolarité.

A la suite d'une introduction restreinte concernant l'arrondissement d'Ostende, nous indiquerons les résultats et les conclusions principales de cette étude.

II. Données préalables sur l'arrondissement d'Ostende (2)

A. La région

L'arrondissement est situé au centre de la côte belge, bornée par la Mer du Nord dans la province de la Flandre occidentale. Il groupe 27 communes qui ont un total de 29,472 hectares (3) et qui comptaient à la fin de

(1) Une Etude Economique faite par le Bureau d'Etudes du Conseil Economique de la Flandre occidentale. La publication était intitulée: Het Arrondissement Oostende.

(2) D'après cette publication.

(3) Un hectare signifiant une superficie de cent mètres sur cent mètres.

l'année 1960, 120,267 habitants. L'arrondissement représente 0.97% de la superficie du Royaume et 1.31% de la population du pays. Ostende est le chef-lieu de l'arrondissement et, quant au total de sa population, elle est aussi la première ville de la province de la Flandre occidentale. Dans l'agglomération ostendoise habitent environ 80,000 habitants. Ostende est le premier port pour la pêche maritime de la Belgique et c'est également une des villes les plus importantes pour le tourisme dans le pays.

L'arrondissement est d'ailleurs caractérisé par une industrie sous-développée, un mouvement de navette vers les autres régions de nombreux ouvriers, des travaux saisonniers et un chômage permanent considérable.

B. Historique

L'histoire d'Ostende remonte déjà à une époque antérieure au Moyen-Age. La commune fut créée au 9^e siècle. La première mention date de 814. La civilisation d'Ostende a commencé en effet à Oudenburg, une commune de l'alentour d'Ostende. C'était surtout l'Abbaye des Bénédictins qui avait une grande influence. En 1267, par l'acte de Marguerite de Constantinople, le rang, le statut de ville fut attribué à la commune d'Ostende. En 1445, Philippe le Bon donna la permission d'y construire un port de mer. La pêche connut sa meilleure époque au temps de Charles Quint. Depuis Charles Quint, Ostende a eu un passé très passionnant, d'abord par les "gueux aquatiques" en lutte contre le duc Fernando Alvarez de Toledo à la fin du 16^e siècle. Après la victoire des Espagnols, la ville d'Ostende fut complètement détruite.

Après un temps de reprise, la réputation d'Ostende comme port de mer était fort répandue au 18^e siècle (1722). Depuis 1648, l'Escaut était fermé et Ostende se préparait à devenir le grand port d'Europe. Ostende fut très favorisée par la Compagnie Indienne qui avait le monopole du commerce avec les Indes orientales et occidentales. Cela provoqua l'envie des Pays-Bas, de l'Angleterre et de la France, et dès 1731, cette compagnie, prometteuse pour Ostende en tant que port mondial, disparut.

A la fin du 18^e siècle, une nouvelle époque de prospérité commença. Joseph II faisait d'Ostende un port libre. La Révolution française interrompit cependant cette époque de prospérité et d'espoir.

Au cours des deux derniers siècles, Ostende fut surtout une ville et un port de pêche. Depuis 1900, le tourisme vers Ostende et les communes de la côte, est devenu l'une des meilleures sources de prospérité et a changé

le caractère intérieur et extérieur de la ville et également du port.

C. Quelques conclusions rapides.

L'étude de la structure économique de l'arrondissement d'Ostende nous indique une diversité de possibilités. L'aspect spécifique de cette structure est sans doute l'importance et le développement rapide du tourisme comme élément stimulant dans cette région. Cette évolution pose des problèmes et exige un examen grâce à une approche adéquate de ce phénomène.

A part le tourisme, l'agriculture, le commerce, l'industrie et les services sont importants en tant que sources de prospérité de la région ostendoise. Toutefois, le secteur de l'industrie ne se développe pas, et la stagnation de cette activité a déjà attiré, à plusieurs reprises, l'attention des autorités. De nombreux problèmes doivent être résolus, si l'on veut prévenir une perte de rendement d'un capital régional important. Des mesures doivent être prises pour obtenir une structure cohérente entre les deux branches extrêmement différentes comme le tourisme et l'industrie.

x x x

A titre de résumé, nous citons ci-dessous, les constatations les plus importantes de tous les aspects qui sont traités dans l'étude sur l'arrondissement d'Ostende.

Dans ce résumé, il est impossible de mentionner toutes les recommandations proposées presque continuellement dans l'étude et qui sont toutefois extrêmement importantes et utiles. Etant donné que cette liste de recommandations est trop vaste et trop détaillée, nous nous limitons à donner quelques exemples à la fin de ce résumé.

x x x

III. Bref résumé de l'étude.

1. La structure économique contemporaine de l'arrondissement d'Ostende est déterminée par sa situation géographique:
 - le tourisme s'y est développé à cause de la côte;
 - l'offre d'emploi dans l'industrie au littoral belge et son arrière-pays est restée restreinte à cause de l'éloignement du centre du pays.
2. La région étroite des dunes n'est pas apte à l'agriculture. Les terres des "polders" ont une grande valeur agricole. Dans l'extrême sud, quelques

communes appartiennent à la région sablonneuse: la nature du sol ne permet que quelques cultures peu rentables. Dans quelques communes, on a introduit l'horticulture. Cette production fut stimulée par le besoin des légumes à la côte pendant la saison touristique.

3. La région n'a pas de relief. Le sous-sol ne contient pas de matières premières. L'enlèvement de l'argile doit être déconseillé parce que cela appauvrit les terres fertiles. Dans les polders, des milliers d'hectares sont submergés pendant l'hiver.
4. Etant donné la situation géographique dans le Nord du pays, l'économie de cette région n'a jamais été intégrée à l'économie politique nationale: l'économie régionale est réduite de moitié par la Mer du Nord.
5. Le développement du littoral comme endroit touristique, avec Ostende comme centre, provoqua l'intégration d'Ostende dans le pays par la modernisation des chemins de fer et des routes.
6. Présentement, Ostende est favorisé quant aux moyens de communication. Le chemin de fer électrifié Liège-Bruxelles-Ostende, l'autoroute Bruxelles-Ostende et le canal Gand-Bruges-Ostende en sont les trois principaux axes. En outre, Ostende dispose d'un port commercial, qui malheureusement n'a que des possibilités limitées dans l'évolution contemporaine du trafic commercial. Le port d'Ostende est surtout une porte d'entrée pour le tourisme. L'aéroport de Middelkerke a une valeur extraordinaire pour le trafic touristique.
7. Au cours de 1960, quelque 240,000 tonnes de marchandises furent chargées ou déchargées dans le port maritime; la navigation fluviale ajouta 180,000 tonnes. L'activité du port est un peu moindre que pendant les années d'avant-guerre. La croissance très grande s'effectua quant aux passagers: le nombre montait de 393,000 en 1950 à 1,316,000 en 1960.
8. A l'aéroport Ostende-Middelkerke, le nombre des passagers passait de 52,175 en 1956 à 213,862 en 1960. On estimait qu'en 1965, le nombre des passagers dépasserait le million.
9. En 1960, le tonnage sur le canal Bruges-Ostende se chiffrait à 2,384,360 tonnes. La fonction d'approvisionnement est typique: en 1960, 1,103,032 tonnes furent déchargées et seulement 185,741 tonnes de marchandises furent chargées.

10. Une enquête sur les possibilités de communication par le train et le tram vicinal indiquait que neuf communes de l'arrondissement n'ont pas de bonnes facilités de communication.
11. Pour le trafic routier, l'autostrade Bruxelles-Ostende et les grandes routes, Ostende-Gand-Bruxelles, Knokke-Dunkerke et Ostende-Menin, ont une valeur considérable. La route Knokke-Dunkerke et l'autostrade sont souvent trop achalandées pendant la saison touristique. Le nombre annuel moyen de véhicules en circulation est moins élevé cependant dans l'arrondissement d'Ostende qu'en Flandre occidentale et dans le pays.
12. Toutes les communes de l'arrondissement sont branchées à un réseau d'électricité; 14 communes sur 27 ont la distribution du gaz au moins sur une partie de leur territoire; seulement 10 communes disposent d'un réseau de distribution d'eau.
13. Quant aux logements, à la fin de 1960, on comptait dans l'arrondissement 29,145 maisons particulières. Par rapport à sa structure familiale, la région ostendoise a une pénurie d'environ 1,500 logements. Le centre d'Ostende est marqué par l'adoption de la construction en hauteur.
14. Ostende est le premier port de pêche du pays: 45.8% du total des bateaux sont inscrits à Ostende. La minque ⁽¹⁾ d'Ostende a manipulé en 1960 78% de la pêche belge.
15. L'arrondissement d'Ostende, nous l'avons vu, compte une population d'environ 120,000 personnes. Depuis 1947, la population augmenta de 11.7%. En comparaison avec le Royaume (7.8%) et la Flandre occidentale (6.9%), l'arrondissement a eu une croissance rapide.
16. Le taux de croissance naturelle dans la région ostendoise est de .76%, égal à celui de la province de Flandre occidentale et de .2% plus élevé que celui du pays entier.
17. L'arrondissement d'Ostende a un léger surplus d'immigrants depuis les quelques dernières années. L'arrondissement d'Ostende a un surplus d'immigrants de tous les arrondissements de la Flandre occidentale, sauf de l'arrondissement de Bruges, mais c'est une région d'émigrants en comparaison de la plupart des autres provinces belges.

(1) La minque signifie: dépôt de poissons où les marchands viennent acheter leurs provisions.

18. L'agglomération d'Ostende a un surplus permanent d'immigrants au détriment des communes de la campagne du même arrondissement. Aussi, par rapport aux autres régions, la côte a une certaine attraction. Seules les provinces du Brabant et d'Anvers attirent plus d'immigrants.
19. La population de l'arrondissement d'Ostende est extrêmement concentrée. Ostende est la ville la plus peuplée de la Flandre occidentale; elle compte 56,335 habitants (fin 1960). L'agglomération d'Ostende compte 65% de la population de l'arrondissement.
20. Les points de croissance dans l'arrondissement sont les communes de la côte et l'agglomération de la ville d'Ostende.
Les possibilités d'existence dans le secteur touristique est le facteur explicatif. Dans la région du sud-ouest, la population diminue constamment, tandis qu'à l'est de l'axe Ostende-Ichtegem, le nombre de la population ne varie presque pas.
21. Le vieillissement de la population est aussi avancé que dans le Royaume. Surtout la ville d'Ostende, lieu de résidence de beaucoup de retraités, a une vieille population. A la fin de 1959, la population de l'arrondissement d'Ostende était composée de 11.1% de personnes de plus de 65 ans (11.9% pour le pays) et 23.8% de moins de 15 ans (23.4% pour le Royaume).
22. Pour la période de 1959-1974, avec la condition d'une égalité entre les immigrants et les émigrants, on s'attend à une croissance de la population de 10,230 personnes ou 8.6%. La population des moins de 15 ans augmentera de 10.7%, mais le nombre de personnes de plus de 65 ans s'accroîtra de 31.9%.
23. Entre 1959 et 1964, on s'attend à une augmentation de la population active de 165 personnes par an (c'est-à-dire d'hommes entre 15 et 65 ans et de femmes entre 15 et 60 ans); puis, entre 1964 et 1969, d'environ 96 et, entre 1969 et 1974, d'environ 280 unités par an. L'augmentation de la population active restera donc très limitée.
24. La population active comptait, au 31 décembre 1947, 31,814 hommes et 7,441 femmes.
Le nombre des personnes à leur compte dans l'arrondissement d'Ostende (24.2%) est assez élevé en comparaison avec le pays (22.2%). Dans

l'industrie, il y a peu de main-d'œuvre féminine. L'offre d'emploi pour les femmes est plus considérable dans l'industrie hôtelière et dans les secteurs des services.

25. En comparaison avec le pays, la population ostendoise est orientée plus fortement vers l'industrie du bâtiment, le transport et la communication, l'industrie hôtelière, les services, les services publics et les autres services d'intérêt public.
Dans l'industrie proprement dite ne travaille que 22.3% de la population active (37.7% dans le Royaume), les secteurs suivants: services publics, services d'intérêt public, transport, commerce, établissements de crédit, industrie hôtelière et les services dominant dans l'agglomération d'Ostende. Le secteur de l'industrie du bâtiment est surtout important pour les communes de la côte et pour quelques communes dans le sud-est de l'arrondissement; dans le sud-ouest, l'agriculture est la source principale d'activité.
26. L'emploi dans l'arrondissement occupe 31,600 travailleurs dont 33.5% dans l'industrie, 4.4% dans le secteur des métiers, 14.6% dans l'agriculture et la pêche et 47.5% dans le secteur tertiaire.
27. L'offre d'emploi dans l'industrie est limité. Dans les dernières années, il y a même eu une diminution. Les entreprises principales ne s'installèrent qu'après la Première Guerre mondiale, surtout à cause de la proximité du port et de la mer.
28. L'industrie de transformation employait en 1960 4,850 ouvriers dans 447 entreprises comptant du personnel salarié. Les entreprises semi-industrielles (bâtiment et construction, transport, pêche) dépassaient l'industrie proprement dite: à la date du 30 juin 1960, elles employaient 5,981 personnes dans 645 entreprises.
29. Pour l'emploi dans les entreprises semi-industrielles, l'arrondissement d'Ostende totalise un total de 14% contre 7% en Flandre occidentale et le pays.
30. Entre 1947 et 1960, le nombre des entreprises industrielles resta le même et l'offre d'emploi passa de 5,146 unités à 4,850 unités, une diminution de 5.8%. Durant cette période, la Flandre occidentale eut une augmentation d'emplois de 21.3% et le pays de 2.4%. Entre 1937 et 1947, la région ostendoise avait connu une croissance de 8% contre 20% pour

le Royaume et la Flandre occidentale.

31. Les secteurs principaux sont l'industrie métallurgique, de 1,454 effectifs, l'industrie des denrées alimentaires (1,071) et l'industrie chimique (934). Dans l'industrie chimique, l'offre d'emploi a décru depuis 1947 (diminution de 282 unités). Dans le secteur de l'industrie métallurgique, il y avait moins de main-d'oeuvre aussi (diminution de 28). Dans le secteur des denrées alimentaires, il y avait une légère augmentation (93).
32. La moyenne du nombre d'employés dans l'industrie proprement dite n'était, à la date du 30 juin 1960, que de 10.9% de la population active contre 19.6% en Flandre occidentale et 24.8% dans le Royaume. La région ostendoise ne compte qu'une grande entreprise d'environ 1,000 personnes, une entreprise de 200 à 500 personnes et 8 entreprises de 100 à 200 ouvriers.
33. Les entreprises semi-industrielles, comme l'industrie du bâtiment et de la construction et le transport, se développèrent grâce au tourisme et à l'activité du port. En 1960, 4,210 personnes travaillèrent dans 429 entreprises du bâtiment, 597 personnes dans le secteur du transport dans 62 entreprises. Dans la pêche, on trouvait 1,174 personnes pour 154 entreprises.
34. Entre 1947 et 1960, l'offre d'emploi augmenta dans le secteur du bâtiment et de la construction de 800 unités; la reconstruction de la côte et l'expansion du tourisme ont stimulé l'augmentation de l'emploi dans le secteur du bâtiment et de la construction. L'offre d'emploi diminua en particulier dans le secteur de la pêche.
35. Les entreprises semi-industrielles comptent une entreprise de 200 à 500 personnes, huit de 100 à 200 personnes. La moyenne des employés est de 9.8 personnes par entreprise dans l'industrie du bâtiment et de la construction et de 9.6 dans le secteur du transport.
36. La région ostendoise ne compte que 24.6% d'emplois industriels dans des entreprises de 200 personnes, contre 52.8% dans le Royaume. La même déviation se retrouve dans l'industrie semi-industrielle (6.0% contre 25.8%).

37. Les emplois industriels et semi-industriels de l'arrondissement sont concentrés dans l'agglomération ostendoise. Le 30 juin 1960, la ville d'Ostende groupait avec la commune périphérique de Zandvoorde 70.5% de la totalité de ces emplois. La concentration d'emploi y a diminué un peu cependant depuis 1937: Ostende et Zandvoorde avaient alors 75.6% de ces emplois.
- Ostende ne compte pourtant qu'une entreprise avec plus de 100 personnes à Westende, dans le bâtiment.
38. A la fin de 1947, 2,045 ouvriers indépendants furent recensés dans l'arrondissement d'Ostende. L'arrondissement obtenait le même niveau que le pays, 19 par mille habitants; alors que la Flandre occidentale en avait 23.
- Environ 60% des ouvriers indépendants exerçaient leur profession dans les industries de denrées alimentaires, la confection et le secteur du bâtiment et de la construction.
- Depuis 1947, le nombre des ouvriers indépendants a diminué.
39. L'agriculture occupe environ 73% de la superficie de l'arrondissement d'Ostende, contre 79% en Flandre occidentale et 59% dans le Royaume. La partie du sud-ouest de l'arrondissement d'Ostende est toute particulièrement restée agraire.
40. La superficie moyenne des entreprises agricoles couvre 10.46 hectares. Les entreprises de plus de 20 hectares occupent environ 46% de la totalité des terres arables. Seulement 22.6% de la terre cultivée est exploitée par les propriétaires.
41. L'agriculture de l'arrondissement d'Ostende se spécialise sur deux terrains: d'une part, la culture des céréales (orge, froment) et l'élevage, d'autre part. La culture des céréales prend 37.7% de toute la superficie exploitée et les terrains d'herbe prennent 44.8%.
42. L'élevage passa entre 1929 et 1959 de 19,590 à 35,767 unités. Le nombre des vaches laitières, 9,500, ne changea pas beaucoup, mais celui des veaux augmenta énormément.
- Le nombre de porcs a doublé entre 1929 et 1959 (14,737 à 31,274); on les élève surtout en région sablonneuse.

43. La motorisation et la mécanisation de l'agriculture est en retard dans la région ostendoise en comparaison avec le Royaume et la Flandre occidentale.
44. Environ 9,200 personnes, 8.3% de la totalité de la population de l'arrondissement d'Ostende, en 1950 dépendaient de l'agriculture pour les revenus: dans la province de la Flandre occidentale, le pourcentage était de 12.4% et dans le pays, 10.2%.
Plus de 35% des habitants appartiennent à la population agricole dans le sud-ouest de l'arrondissement.
La population active dans l'agriculture totalisa: en 1950, 5,900 personnes ou 15.0% de la totalité de population active.
L'emploi dans l'agriculture diminue constamment. En date du 15 mai 1960 seulement 3,272 travaillent en permanence dans le secteur agricole.
45. Une enquête, faite auprès de 263 entreprises indiquait que plus de la moitié des enfants d'agriculteurs abandonnaient le secteur primaire; environ 22% de ceux-là trouvent du travail comme ouvriers non qualifiés.
46. En date du 31 décembre 1947, l'arrondissement d'Ostende comptait 3,976 établissements de vente exploités par des commerçants indépendants et 336 établissements ayant du personnel salarié. Le nombre d'établissements de denrées alimentaires se totalisait à 1872, dont 154 ayant du personnel salarié.
La confection et les textiles (583 établissements) et les produits métallurgiques (363) sont également importants.
47. Les établissements de commerce sont très fortement centralisés dans la ville d'Ostende. Les entreprises de services d'Ostende attirent une clientèle même en dehors des limites de l'arrondissement. Cette branche groupait en 1947, 75% de tous les établissements ayant du personnel salarié et 88% de tous les salariés dans le commerce de l'arrondissement d'Ostende. Quelque 63% des grands magasins de l'arrondissement y étaient situés.
48. Les commerçants indépendants étaient trop centralisés dans les communes rurales dans le sud-est de l'arrondissement en 1947; dans ces communes, on avait une surpopulation dans le secteur de commerce causée par la pénurie de possibilités de travail dans les secteurs primaire et secondaire. Les communes de la côte connaissent le phénomène des établissements de vente à clientèle saisonnière.

49. A la fin de 1947, presque 7,000 personnes travaillaient dans le secteur du commerce.

Entre 1937 et 1947, l'emploi y augmenta de 400 unités. Le commerce est exercé principalement par les commerçants indépendants et aides (environ 4,900). Le nombre de patrons était en 1947 de 270 unités et salariait 2,128 personnes. Malgré l'augmentation du nombre d'établissements ayant du personnel salarié après 1947, l'emploi salarié n'a pas augmenté.

50. A part des établissements de vente de produits, en 1947, l'arrondissement groupait encore 2,018 établissements, dont 313 avaient du personnel salarié: ils étaient des secteurs bancaires et financiers, des agences diverses, dans l'hôtellerie, les soins personnels et les entreprises d'amusement. La plupart appartenait aux secteurs de l'hôtellerie, des restaurants et des cafés (1670); dans ce secteur, l'offre d'emploi augmenta très vite; notamment de 1015 ouvriers en 1947 à 2,064 en 1960. Les emplois dans les secteurs précités passaient de 1,670 en 1947 à 3,386 en 1960.

51. La ville d'Ostende est au coeur du tourisme belge à la côte. Le milieu de la côte, dominé par la ville d'Ostende au centre, dispose d'un vaste et riche équipement pour l'attraction et l'amusement des touristes. La ville a une capacité d'accueil de 11,217 places dans 213 hôtels reconnus, 4,887 places dans 337 établissements non reconnus et 12,315 autres places. En outre, la capacité d'accueil est augmentée par l'existence d'environ 3,700 appartements et villas qu'on peut louer et de 43 terrains de camping qui peuvent loger 13,000 personnes. La capacité complète d'abris peut être estimée adéquate pour 50,000 personnes.

52. En 1960, on a enregistré un total de 2,903,379 personnes qui passèrent la nuit au centre de la côte belge dont 1,238,425 à Ostende. Ostende attire un public cosmopolite: 54.0% des Anglais, 32.9% des Américains et 18.8% des Allemands qui visitèrent la côte logèrent à Ostende. Il y eut 512,824 touristes étrangers dans le total des 1,238,425 nuitées passées à Ostende.

53. Le caractère saisonnier du tourisme à la côte pose des problèmes pour la rentabilité des exploitations et pour la prévision de l'emploi. Quarante-vingt-six pour cent des nuitées touristiques au centre de la côte

furent inscrites entre juin et septembre. Quant au degré d'utilisation de la capacité de logis, les statistiques indiquent que les hôtels ne logèrent les touristes que pendant 64 jours de l'année.

54. En date du 30 juin 1960, 2,064 personnes salariées travaillaient dans le secteur de l'hôtellerie, 394 dans le secteur des établissements d'amusement et 565 personnes dans les services de soins.
55. Ostende est le port de pêche le plus important du pays. La flotte à Ostende comptait 192 bateaux correspondant à un tonnage brut de 19,775 T.B. et à une force motrice de 47,976 H.P.
L'importance d'Ostende comme port de pêche diminue, en rapport avec les autres ports de pêche.
En 1947, 251 bateaux sur 484 ou 51.9% avaient Ostende comme port d'attache, contre 192 sur 419 ou 45.8% en 1960. Quant au tonnage, le total de 76.4% diminua à 68%.
56. La flotte à grand tirant d'eau, à l'exception de 3 bateaux qui sont inscrits à Zeebrugge, se trouve complètement à Ostende. La pêche à la côte devient moins importante et cela en faveur de Zeebrugge.
57. A la fin de 1960, on comptait 935 pêcheurs pour la flotte ostendoise.
58. Le transport vers Ostende est, en comparaison, beaucoup plus important que la flotte de pêche.
L'apport total de la flotte de pêche à Ostende se chiffrait en 1960 à 37.5 millions de kgs. ou 78.9 de la totalité de l'apport avec un rendement de 390.4 millions fr. belge ou 72.8% de la valeur totale. Comme les autres ports, l'apport à Ostende des poissons de fond est également le plus important. Quelques espèces importantes sont apportées presque exclusivement à Ostende: le cabillaud (83.7%), le maquereau (99.8%), le hareng (93.1), l'aiglefin (99.8). Au cours des dernières années, une diminution s'est manifestée à Ostende surtout dans la pêche au hareng.
59. L'arrondissement d'Ostende est caractérisé par un grand nombre d'ouvriers qui font la navette. A la fin de 1947, 3,248 personnes allaient travailler hors des limites de l'arrondissement. Un nombre presque égal (3,229) venait de l'extérieur de l'arrondissement, mais pour faire un tout autre genre de travail.

60. La navette se fait des autres provinces à l'étranger; par contre, seulement 16% de ceux qui venaient à Ostende de l'extérieur de l'arrondissement vinrent des autres provinces.
61. La région de Bruges a un grand pouvoir d'attraction (870 unités). Au point de vue géographique et quant aux communications, les régions ostendoise et brugeoise se sont très bien intégrées l'une à l'autre. La migration quotidienne des travailleurs a augmenté encore au cours des dernières années.
62. En 1947, plus de 40% de tous les ouvriers qui devaient travailler à l'extérieur de la province de la Flandre occidentale allèrent au Brabant (58%). L'attraction de la ville de Bruxelles sur Ostende est très accentuée grâce aux réseaux routier et ferroviaire.
63. La migration quotidienne d'Ostende a une origine et une signification tout à fait différentes de la migration des autres régions de l'arrondissement. Plus de cinquante pour cent de ceux qui quittent la ville d'Ostende sont des employés. Ils vont au Brabant (45%), en Flandre occidentale (25%), dans la province d'Anvers (20%). Ils sont 90% de la population des employés d'Ostende. Selon les statistiques de la Société Nationale des Chemins de Fer, la mobilité journalière a augmenté encore depuis 1947.
64. La plupart de l'émigration journalière vers Ostende vient des arrondissements voisins et est orientée surtout vers la ville d'Ostende (2,067) et la commune de Zandvoorde (270).
65. Le sud-est de l'arrondissement d'Ostende compte un nombre relativement élevé d'ouvriers saisonniers. L'attraction du travail saisonnier en France a très diminué cependant: en 1947, 1722 départs pour la France, tandis qu'en 1960, 730 départs.
Deux communes, notamment Ichtegem et Eernegem, groupent ensemble 86% de tous les départs. Le travail saisonnier dans le Royaume diminue constamment. Le bureau de placement d'Ostende a offert 504 nouveaux emplois saisonniers en Belgique contre 658 en 1955.
66. Le chômage dans l'arrondissement d'Ostende varie entre 3,500 à 4,500 unités au cours des dernières années. Le chômage n'est pas sensible aux changements de conjoncture.

67. Le chômage de la population active masculine est très accentué en trois communes (Ichtegem, Eernegem, Bekegem) où plus de 10% de la population active sont des chômeurs. Dans les communes voisines, le pourcentage du chômage est aussi très élevé.
- Le chômage de la population active féminine est très accentué dans les communes à la côte et dans le sud-est de l'arrondissement (plus de 2.5%).
68. La sensibilité saisonnière au chômage est égale à celle du pays pour la population active masculine. A cause du tourisme, on constate de grandes variations du chômage pour la population féminine.
69. Le secteur du bâtiment et de la construction englobe un grand nombre des chômeurs masculins. La plupart sont des ouvriers non qualifiés.
70. Le chômage est surtout de caractère temporaire. Toutefois, le chômage de longue durée aussi est considérable: 2.2% de chômeurs de l'arrondissement sont déjà sans travail depuis plus de 2 ans; ils représentent 1.3% de la population du pays.
- Quant à la Flandre occidentale, le chômage englobe 16.4% de la population contre 11.1% pour le Royaume.
- En comparaison avec la Flandre occidentale et le pays, le chômage est plus grand parmi les jeunes ouvriers.
71. Les statistiques indiquant que les chômeurs masculins n'ont pas travaillé pendant 43% du temps de la période de 1954-59, les chômeurs féminins 50% pour les mêmes années. Même les jeunes hommes étaient sans travail durant un mois sur six. Les périodes de chômage sont cependant plus courtes pour les ouvriers qualifiés.
72. L'excès de main-d'oeuvre dans les secteurs de l'agriculture, du commerce et des métiers est assez restreint dans l'arrondissement d'Ostende (environ 300 unités). En comparaison avec la situation dans la région de Courtrai (Flandre occidentale), quelque 5,600 personnes de plus pourraient être placées dans l'industrie.
73. Quant aux possibilités de formation des artisans et à l'enseignement technique, l'arrondissement d'Ostende est très bien équipé. L'Institut Technique Supérieur d'Ostende recrute ses élèves dans les autres arrondissements et même dans les autres provinces.

IV. Quelques exemples de recommandations proposées par le Conseil Economique de Bruges.

Des recommandations sont formulées afin de pouvoir terminer la période de stagnation économique de l'arrondissement et entamer une nouvelle époque d'expansion.

A. Beaucoup de ces recommandations se rapportent au développement de l'infrastructure:

- Le port d'Ostende doit être amélioré pour pouvoir accueillir des bateaux d'un tirant d'eau de 30 pieds.
- Dans la perspective du développement de la pêche dans le futur cadre européen, il faut renouveler l'équipement et les installations du port et des minques.
- Le canal Gand-Ostende devrait être rendu navigable pour les navires de 2000 tonnes.
- Le canal Plassendale-Nieuport devrait être navigable pour les bateaux de 600 tonnes et l'on devrait y faire disparaître une courbe.
- Quant aux routes:
 - améliorer les réseaux de route:
 - Lille - Tourcoing - Menin - Roulers - Torhout - Ostende
 - Armentiers - Ypres - Dixmude - Ostende
 Afin d'assurer de meilleures liaisons touristiques et marchandes entre la France et le littoral belge.
 - créer de nouvelles routes entre les communes de la côte pour la saison touristique.
- Augmenter la capacité de l'aéroport d'Ostende, afin de garder la clientèle anglaise.
- Etant donné que le trafic par avion augmente et augmentera encore à l'avenir, les facilités de port d'Ostende pour les passagers devraient être modernisées.

B. Quelques mesures qui se rapportent directement aux sources de prospérité:

- Pour garder les possibilités d'industrialisation, il faut conserver le chemin de fer entre Ostende et Torhout.
- La capacité d'accueil doit être augmentée à la côte pour les touristes (les hôtels).

Le développement du tourisme doit être suivi d'une façon permanente: afin de connaître les nécessités, les besoins et les désirs. (Toute la population de la région de la côte doit être intégrée dans l'espace touristique.)

Quant à l'urbanisation, il faut une planification pour garder les dunes, stimuler la construction en hauteur, la construction des motels.

Quant à l'attraction des touristes, il faut des campagnes de publicité.

Pour l'agriculture, les agriculteurs doivent être informés et avisés des modernisations, des nouvelles techniques, des possibilités de vente de leurs marchandises.

Dans les entreprises agricoles, il faut des nouvelles installations de distribution d'eau.

Il faut résoudre le problème des terres submergées.

Il faut encourager le système d'une coopération afin d'utiliser les machines agricoles.

Il faut introduire des nouvelles cultures pour les terres de sable.

Intensifier l'enseignement agricole.

L'augmentation de la rentabilité dans la pêche maritime qui peut être considérée à deux points de vue: d'une part, celui des frais et, d'autre part, celui des recettes, où la quantité, le prix et la détermination des prix font valoir leurs effets.

-il est nécessaire de créer un système spécial de crédit pour le renouvellement et la construction de la flotte.

-il serait souhaitable de se voir allouer une prime de démolition en cas de remplacement d'un bateau.

-une politique de renouvellement de la flotte doit être axée sur l'avenir de l'industrie de la pêche.

Seuls des travaux de recherches scientifiques peuvent apporter une solution adéquate à de nombreux problèmes.

Parmi les possibilités d'augmentation des récoltes, il faut signaler l'amélioration de la qualité, la recherche de nouveaux débouchés, la stabilité du niveau des prix.

Il est nécessaire de créer des régions industrielles

-peut-être le long du canal Ostende-Bruges-Gand (aussi le long du canal de Plassendale et Gistel)

- Dans cette action d'industrialisation, il faut tenir compte de beaucoup de facteurs:
 - les intérêts touristiques,
 - il faut des entreprises qui offrent des emplois à la main-d'oeuvre féminine.
- Le réseau routier et les communications de nombreuses communes des polders doivent être améliorés.
- La construction des maisons dans la région de la côte doit être organisée en fonction 1^o de la croissance et la centralisation de la population dans l'agglomération ostendoise et 2^o du tourisme.
 La construction des appartements est une bonne solution pour utiliser les terrains d'une manière efficace.
- Dans l'intérêt de la prospérité de l'arrondissement, la collaboration des autorités communales est très souhaitable.
 Quant à l'élaboration de ces conclusions, il faut tenir compte:
 - i) des intérêts touristiques et des conséquences défavorables d'une construction non planifiée,
 - ii) de la protection des terres rurales d'une grande valeur agricole et de la beauté naturelle des polders,
 - iii) du développement de l'infrastructure s'orientant vers la mer.

ANNEXE VI-A-3

LES FRONTALIERS DE LA FLANDRE OCCIDENTALE
DANS LE NORD DE LA FRANCE

- I. Le problème
- II. Un mot d'histoire
 - A) L'origine
 - B) Deux périodes
 - 1. Avant la Seconde Guerre mondiale
 - 2. Depuis la Seconde Guerre mondiale
- III. Récapitulation et quelques conclusions de l'étude

ANNEXE VI-A-3

LES FRONTALIERS DE LA FLANDRE OCCIDENTALE DANS

LE NORD DE LA FRANCE

Analyse d'une enquête quantitative et qualitative sur le

Bureau d'études du Conseil Economique de la Flandre occidentale

I. Le problème

La présente étude ⁽¹⁾ traite d'un problème très spécifique et particulier à la Flandre occidentale, notamment, l'attraction exercée par l'industrie du nord de la France sur la main-d'oeuvre d'une grande partie de cette province flamande. Ceci a pour conséquence que le souci de la conservation de la main-d'oeuvre disponible se pose constamment à l'économie de la Flandre occidentale. En outre, la Flandre occidentale est caractérisée par une expansion économique très prononcée, ce qui accentue le problème. Dans ces circonstances, il s'est révélé nécessaire d'examiner dans quelle mesure les frontaliers actuels peuvent et veulent contribuer à la croissance économique de la Flandre occidentale. Les questions suivantes se posent: "Les frontaliers sont-ils enclins à abandonner le travail frontalier, ou plus encore, désirent-ils expressément s'en détourner? Quels sont le nombre et la qualité des frontaliers qui entrent en ligne de compte pour l'intégration dans l'économie de la Flandre et de la Belgique?"

(1) L'étude a été publiée en 1964 à Bruges et comporte 144 pages.

Pour connaître la réponse à ces questions fondamentales, le Bureau d'études du Conseil Economique de la Flandre occidentale a fait une enquête approfondie parmi les frontaliers eux-mêmes. (1)

II. Un mot d'histoire

A) L'origine

Déjà au cours des dernières décennies du siècle précédent, le nord de la France a été une source d'emploi pour de nombreux ouvriers de la province de la Flandre occidentale. Par l'introduction de nouvelles méthodes de production, l'industrie à domicile périclita et de nombreuses familles de travailleurs et d'agriculteurs furent obligées de chercher un moyen de subsistance dans d'autres régions. Du milieu du 19^e siècle à la fin du siècle, l'émigration à titre définitif vers le nord de la France fut importante. Peu avant le début du 20^e siècle, l'émigration définitive vers la France se transforma en un mouvement migratoire dit de navette qui, à l'origine, fut principalement hebdomadaire, pour devenir finalement journalier.

En effet, la main-d'oeuvre de la Flandre a largement contribué à accélérer le développement industriel des régions du nord de la France, cela surtout vers le début du siècle et après la première guerre mondiale. (2)

B) Deux périodes

En réalité, on peut distinguer deux périodes dans la première moitié du 20^e siècle:

1. Avant la Seconde Guerre mondiale

Avant la première guerre, le pouvoir d'achat du frontalier de la Flandre occidentale était bien supérieur à celui de ses collègues travaillant en Belgique.

(1) Le questionnaire de l'enquête a été imprimé par le Ministère de l'Emploi et du Travail. L'enquête elle-même eut lieu au cours de la période de juillet à décembre 1962 avec la collaboration d'autres bureaux régionaux.

(2) Voir l'étude de G. Declercq et O. Vanneste, Structurele Werkloosheid in West-Vlaanderen. Kortrijk, 1957, Tome II, 75.

Il jouissait notamment des avantages cumulés de hauts salaires en France, d'un coût de la vie peu élevé en Belgique et d'un taux de change en faveur du franc français, prévoyant plus particulièrement l'octroi d'alllocations familiales importantes; l'instauration d'un régime progressiste d'avantages sociaux en France, contribuait, en outre, à rendre la "navette" attractive surtout aux yeux des chefs de familles nombreuses. (1)

2. Depuis la Seconde Guerre mondiale

Une période d'une politique de salaires élevés entamée en Belgique, un nouveau régime de sécurité sociale fut introduit. En France, les dévaluations successives de la monnaie française ont compromis sérieusement le pouvoir d'achat du frontalier de la Flandre occidentale. Ensuite, les possibilités d'emploi s'accrurent très vite en Flandre occidentale, surtout à partir de 1959-1960. (2)

Etant donné tous les changements sur le marché du travail, il a finalement fallu repenser le phénomène du travail frontalier sous un nouvel angle. Telles sont les quelques conclusions formulées par le Bureau d'étude du Conseil Economique de la Flandre occidentale, à la suite d'une étude approfondie et particulière sur les besoins, les griefs et les désirs des frontaliers contemporains de la Province.

III. Récapitulation et quelques conclusions de l'étude:

Les frontaliers de la Flandre occidentale dans le nord de la France. (3)

1. Les frontaliers de la Flandre occidentale sont en ce moment au nombre d'environ 18,600 hommes et 7,900 femmes. Leurs effectifs ont été

(1) Voir Les Frontaliers de la Flandre occidentale dans le nord de la France, J. Theys et O. Vanneste, 1964, p. 9.

(2) Le nombre d'emplois dans l'industrie et le secteur tertiaire a augmenté de 25,606 unités.

(3) Etude exécutée par Juliaan Theys sous la direction d'Olivier Vanneste, Directeur W.E.S., voir pp. 98 à 101.

minué de 30% environ par rapport à 1948. La réduction du nombre de frontaliers entre 1948 et 1962 a été surtout importante dans la zone de Mouscron-Courtrai-Waregem et dans les environs d'Ypres; elle y a atteint 40 à 50%.

2. Les frontaliers sont fortement concentrés dans la zone frontalière de Neuve-Eglise-Dettignies qui groupe plus de 70% du nombre total des frontaliers. Dans cette région, environ un tiers des habitants qui exercent une profession vient du travail frontalier.

3. Les principaux centres de travail sont Tourcoing et Roubaix, ainsi que le réseau de communes qui s'étend d'Armentières à Hulluin.

4. Les frontaliers sont fort unilatéralement orientés vers l'industrie textile: quelque 71% des hommes et 96% des femmes sont occupés dans cette industrie. Pour les hommes, l'industrie du bâtiment (12%) et l'industrie métallurgique (6%) présentent aussi une certaine importance.

5. L'âge du groupe des frontaliers est assez élevé. A peine 25% des hommes sont âgés de moins de 30 ans, contre 34% pour les travailleurs des arrondissements de Courtrai et d'Ypres occupés en Belgique. Pour les femmes, les pourcentages correspondants sont de 50 et d'environ 61.

6. En dehors des communes de la frontière proprement dites, ce sont surtout les frontaliers de la région de Courtrai qui ont atteint un âge assez avancé. La région d'Ypres, par contre, compte un nombre relativement élevé de jeunes frontaliers.

7. Les frontaliers n'ont généralement reçu que l'enseignement primaire. La situation est plus favorable dans les classes d'âge plus jeunes.

8. La plupart des frontaliers ont reçu leur formation professionnelle au sein de l'entreprise même. Les professions les plus fréquentes sont: tisserand et régleur de métiers, préparateur de fibres, fileur, retordeur, blanchisseur, teinturier, apprêteur et métallurgiste.

9. Les frontaliers des communes de la frontière appartenant à la zone de Neuve-Eglise-Dettignies n'ont en général qu'un déplacement de courte durée à effectuer pour atteindre le lieu de travail. Dans la région d'Ypres, une durée de déplacement de plus d'une heure, dans une direction très fréquente (pour 63% des hommes et 64% des femmes). La durée du déplacement est assez longue aussi pour les frontaliers des régions de Courtrai et de Waregem.

10. Le niveau moyen des salaires des hommes est très bas; 36% seulement touchent un salaire horaire supérieur à 26 F. La situation des femmes est assez favorable par rapport aux travailleuses occupées en Belgique.

11. Bien que la semaine de 40 heures soit la règle dans le nord de la France, 22% des hommes travaillent 45 heures ou plus par semaine. La pratique d'heures supplémentaires est moins fréquente chez les femmes.

12. Le revenu mensuel moyen du frontalier est légèrement inférieur à celui de ses collègues travaillant en Belgique. Ce n'est qu'en effectuant des heures supplémentaires, affectées d'un supplément légal, qu'il réussit à atteindre le niveau des revenus des travailleurs en Belgique. Le revenu des frontalières, par contre, est à peu près équivalent à celui des ouvrières de Belgique.

13. La cause principale pour laquelle les intéressés se sont tournés vers le travail frontalier est de loin, surtout chez les hommes, la pénurie d'emploi dans la région d'origine. Le niveau élevé des salaires dans l'industrie française a provoqué l'option de maintes femmes pour le travail frontalier.

14. Parmi les aspects actuels qui donnent ou conservent un attrait au travail frontalier, il convient de citer le salaire relativement élevé pour les jeunes travailleurs, dû au fait qu'en France ils sont rémunérés au tant qu'adultes à un âge moins avancé qu'en Belgique. Les allocations familiales relativement importantes sont, elles aussi, considérées assez souvent comme un avantage, bien que présentement celui-ci devienne pratiquement négligeable. Les frontaliers âgés attachent surtout de l'importance à la stabilité de l'emploi. Chez les femmes, c'est avant tout le salaire élevé qui est déterminant.

15. Parmi les désavantages du travail frontalier, les hommes signalent en premier lieu les salaires relativement bas. Le fait que, en leur qualité d'étrangers, ils ont normalement moins de chances de promotion que les nationaux est également ressenti comme un grave désavantage. De même que la différence des langues. Pour un certain nombre de frontaliers, tant hommes que femmes, la distance entre la commune du domicile et la commune de travail constitue le plus lourd handicap.

16. Globalement, 58% des hommes et 44% des femmes ont marqué leur préférence pour le travail dans leur région d'origine. La prédilection pour le travail en Belgique est surtout forte dans la région d'Ypres (74% des hommes et 66% des femmes).

17. Les frontaliers qui ont opté pour le travail en Belgique ne sont généralement disposés à faire la navette que pour des distances relativement courtes. Les frontaliers de la région d'Ypres se montrent toutefois moins stricts quant aux distances.

18. Le salaire horaire minimal souhaité en cas de mise au travail dans la région d'origine est en général de l'ordre de 30 F pour les hommes et de 25 F pour les femmes.

19. Au cours de ces dernières années, le retour des frontaliers en Belgique a déjà effectivement commencé; le motif principal en est le salaire relativement bas touché en France. Ce sont surtout les jeunes travailleurs qui décident de revenir en Belgique. Le mouvement est encore très faible chez les femmes.

Une tendance au retour en Belgique se dessine sans nul doute au sein du groupe des frontaliers, principalement chez les hommes. L'évolution du salaire réel, et un retard par rapport au salaire accordé en France, n'ont qu'en effet limité pour le frontalier, parce que toute hausse des salaires se double d'une réduction du supplément de change. Alors qu'au cours des périodes de haute conjoncture précédentes, un mouvement se dessinait à chaque fois en faveur de l'emploi dans l'industrie française causant l'abandon du travail en Belgique, c'est le phénomène inverse qui se produit cette fois.

Le nombre de frontaliers a diminué de 20% environ entre 1958 et 1963.

Durant la période avril 1962 - avril 1963, le nombre de frontaliers de la Flandre occidentale dans le nord de la France, a diminué de 2,263 unités. La quote-part de ceux qui ont quitté la France pour un emploi en Belgique, d'autre part, n'est pas connue. Se basant sur la structure d'âge des frontaliers et des frontalières, la première catégorie peut être évaluée à 400 unités environ, de sorte que le nombre de frontaliers et frontalières qui ont quitté la France pour s'embaucher en Belgique se situe à quelque 1,850 unités en une année. Une enquête effectuée dans quelques entreprises de la Flandre occidentale confirme une tendance au

retour en Belgique.

Les possibilités de retour des frontaliers semblent être plus grandes pour les hommes que pour les femmes. Les éléments décisifs sont surtout l'âge, la distance et la durée de déplacement, le revenu total, la stabilité de l'emploi attendue et les possibilités de déplacement.

La réserve effective disponible à moyen terme parmi les frontaliers peut être estimée à quelque 5,400 hommes et 2,600 femmes; près de la moitié de ces effectifs est concentré dans l'arrondissement d'Ypres. Il faudra faire le nécessaire, à long terme, pour que les jeunes travailleurs qui viendront prendre la place de ceux qui quittent la population active, puissent trouver un emploi dans leur propre région. Dans ces conditions, l'objectif de l'emploi peut être prévu pour 10,000 hommes et 3,5000 femmes au minimum.

Il convient de concentrer les efforts sur la région de Poperinghe-Ypres-Menin. Dans la région de Courtrai, le travail frontalier est en voie de disparition progressive, tandis que dans la région de Furnes, il est peu important et ne pose pas de problèmes spécifiques dans son aspect actuel.

Une politique de l'emploi devrait prendre comme points d'appui principaux les centres d'Ypres, Menin et Poperinghe et les communes associées de Wervik-Comines.

Ces communes doivent être incluses dans la liste des centres de développement où sont accordés tous les avantages prévus par la législation dans le cadre de la politique régionale. Dès à présent, il faut prévoir des mesures pour l'équipement des terrains industriels avec des possibilités très variées.

La législation actuelle a mis à notre disposition l'instrument nécessaire pour permettre la rééducation professionnelle des frontaliers partout où cette mesure se révèle nécessaire. Le développement de la croissance industrielle doit être suivi pas à pas, afin que la main-d'œuvre nécessaire puisse être rendue immédiatement disponible sur tous les marchés subsidiaires. Aucune branche industrielle, pas même l'industrie textile, ne peut être exclue à priori du développement de l'emploi dans la zone frontalière. L'expérience acquise au cours de ces dernières années en

Flandre occidentale a prouvé qu'il était possible de réaliser dans un délai assez bref une mobilité professionnelle suffisante pour permettre l'éclosion d'industries nouvelles.

Un aspect qui mérite une attention toute particulière est celui de la liaison entre les communes des frontaliers et les noyaux de développement. A défaut de la souplesse requise, la conversion du travail frontalier en travail fourni dans la région d'origine se heurtera à des difficultés extrêmes. Ainsi que l'on assure actuellement le transport des frontaliers, il s'agira de même de veiller à prévoir des communications d'accès faciles à l'intérieur de la région frontalière.

Les organisations ouvrières peuvent contribuer dans une large mesure à la réalisation des objectifs visés en se chargeant de l'information des intéressés. Les frontaliers ont une connaissance insuffisante des conditions de travail actuelles et de l'évolution de l'emploi dans leur région. C'est seulement dans le climat de confiance réciproque entre frontaliers et entrepreneurs belges que l'on pourra aboutir à une solution saine et définitive. Il appartient aux employeurs eux-mêmes de garantir la stabilité des emplois qu'ils offrent. Il faut aussi qu'une amélioration intervienne sur le plan des relations humaines.

Dans l'exécution de la mission d'information, il faudra veiller tout spécialement à l'information des jeunes travailleurs et mettre, à leur intention, l'accent sur la nécessité d'accroître la capacité professionnelle par une formation scolaire.

Un certain nombre de mesures pratiques, destinées à contribuer dans une large mesure à la solution du problème du travail frontalier, ont été suggérées dans le plan de développement du "Westhoek".

ANNEXE VI-A-4.

LE CHOMAGE STRUCTUREL

par

GUIDO DECLERQ et OLIVIER VANNESTE (1)

Introduction

L'étude "Le chômage structurel" fut d'abord publiée en 1954 par Guido Declercq et Olivier Vanneste, avec l'aide financière du N.V. Bank van Roesselare (S.A. Banque de Roulers de la Flandre occidentale, ...). La publication d'importance pour la province a donné lieu à la création du Centre d'Etudes économiques de la Province de la Flandre occidentale. Les deux tomes furent réédités trois ans plus tard par le centre d'études économiques de l'Université Catholique de Louvain, sous la direction du professeur Gaston Eyskens, ancien premier ministre, et en collaboration avec le Conseil économique de la Flandre occidentale. On a apporté des modifications et corrections importantes lors de cette deuxième édition.

Voyons, selon le sommaire des auteurs, les principaux éléments d'une théorie du chômage structurel et les conclusions les plus importantes se rapportant au chômage structurel en Flandre. (2)

Ces deux volumes nous semblent importants pour deux raisons: premièrement, parce que ces publications du Conseil économique de la Flandre occidentale traitent des problèmes économiques de toute la Flandre occidentale comme entité, alors que la plupart des autres publications du Conseil se limitent à l'examen des problèmes économiques d'une ville, d'une région économique ou d'un arrondissement.

-
- (1) Etude économique publiée en deux parties, intitulées comme suit: Structurele Werkloosheid. Deel I: Theorie van de structurele werkloosheid. Deel II: Structurele werkloosheid in West-Vlaanderen (Chômage structurel. Première partie: La théorie du chômage structurel (comptant 130 pages) et la deuxième partie: Le chômage structurel en Flandre occidentale (278 pages).) Les volumes furent imprimés par les Editions Groeninghe à Courtrai en 1957.
- (2) Declercq, G. et Vanneste, O., Theorie van de structurele werkloosheid. pp. 3-8.

Deuxièmement les deux volumes présentent séparément une partie théorique et une recherche pratique. La plupart des publications du Conseil Economique de la Flandre occidentale sont basées sur des recherches empiriques. Une théorie du chômage structurel constitue un exemple de la perspective scientifique qu'adopte un centre d'études économiques régionales.

Première Partie: Théorie du chômage structurel

Le phénomène du chômage structurel a été étudié et examiné maintes fois; cependant, l'analyse se limitait souvent au cadre d'une industrie donnée à moins qu'on ne l'ait considéré, dans l'ensemble des mouvements économiques, comme un aspect particulier du chômage permanent. En réalité, c'est surtout au cours de ces dernières années que les théories du développement économique ont traité du problème du chômage structurel au sein des industries.

Les auteurs ont voulu démontrer l'inexactitude méthodologique de la seconde interprétation.

Le phénomène du chômage structurel ne se produit pas uniquement dans certaines branches de l'industrie; selon eux, il se manifeste également dans certaines régions et surtout dans les régions sous-développées; à l'étranger, il apparut en Angleterre et aux Pays-Bas lors de la grande dépression et il s'affirme présentement encore dans plusieurs régions d'Europe et des Etats-Unis.

L'analyse économique du chômage structurel envisagera la question sous une optique spatiale.

Les différentes formes de chômage - frictionnel, saisonnier et conjoncturel - sont classées d'après un élément commun: la durée moyenne d'inactivité. On parle de chômage frictionnel si l'inactivité dure moins de 3 mois. De par sa nature, le chômage saisonnier ne peut persister plus d'un an; enfin, si la période d'inactivité se prolonge au-delà d'un an, il s'agit de chômage conjoncturel.

Qui considère le problème à l'aide de la seule dimension temps, définira le chômage structurel soit comme un aspect particulier du chômage frictionnel, soit comme une inactivité se prolongeant au-delà d'un cycle conjoncturel normal.

La première interprétation s'appuie sur le fait que le développement incessant de certaines branches de l'activité économique (par ex., l'agriculture) entraîne un excédent de main-d'oeuvre, tandis que dans d'autres secteurs en plein développement, une pénurie se fait sentir sur le marché du travail. Si les ajustements nécessaires ne se font pas au rythme voulu - et la difficulté croît proportionnellement à la distance qui sépare les lieux d'implantation des deux secteurs indiqués - s'ensuit un chômage frictionnel prolongé. L'unique remède serait de prendre des mesures pour faciliter la mobilité de la main-d'oeuvre.

D'après la seconde interprétation, le chômage structurel serait l'un des éléments composant le chômage global toujours présent dans une économie nationale. Cet élément se distingue des autres par sa durée, "structurel" étant ici synonyme de "permanent". Le chômage permanent trouve son origine dans une carence permanente d'emploi et pour y pallier, il faudrait établir de nouvelles industries, "apporter du travail aux ouvriers", ou, en d'autres mots multiplier le nombre d'emplois disponibles.

Ni l'interprétation frictionnelle, ni l'interprétation résiduelle du chômage structurel - ainsi sont en effet dénommés ces essais d'explication - ne tiennent compte de l'aspect régional du chômage structurel.

L'introduction de cette nouvelle notion demande une élaboration plus ample, qui embrasse tout le processus d'affaiblissement structurel d'une région, dont le chômage structurel n'est que le dernier palier d'évolution. La notion d'espace est introduite dans l'économie au moyen d'une théorie qui laisse tomber sciemment l'hypothèse nationale. Cette théorie de l'affaiblissement structurel procède du même ordre d'idées que les travaux scientifiques récents des économistes, W. Leontief, W. Isard et Fr. Perroux.

Contrairement au facteur temps, la notion d'espace n'a jamais été reconnue comme une seconde dimension de la réalité économique. De là provient l'absence presque totale d'intérêt pour les problèmes économiques impliqués dans les différences spatiales, surtout en ce qui concerne le chômage structurel. Jusqu'à présent, seuls les secteurs industriels étaient considérés comme intermédiaires entre l'économie nationale et l'entreprise, tandis que le facteur régional n'avait eu

que peu ou pas d'importance.

Qu'est-ce qu'une région économique? C'est une unité spatiale, plus grande qu'une entreprise et moins vaste qu'une économie nationale, au sein de laquelle certaines variables économiques (emploi, prix et salaires, consommation, épargne, investissement) se comportent assez solidement pour différencier l'unité spatiale des régions voisines. La délimitation des régions économiques est donc avant tout un travail statistique. Dans ce but, les auteurs ont établi le principe suivant: les frontières d'une région économique se situent aux endroits où coïncident le plus grand nombre de courbes de la répartition géographique des indices régionaux ou dans les petites zones où se rencontrent le plus grand nombre de courbes.

Certaines régions économiques ont une structure forte et un équipement excellent; d'autres sont moins favorisées: leur développement économique a été retardé ou a échoué, et peuvent avoir connu une période de grande prospérité.

Pour peu qu'il existe certaines relations entre les régions économiquement faibles et fortes - le cas se présente toujours au sein d'une économie nationale - la région la plus faible sera victime d'un affaiblissement cumulatif.

La productivité du travail est généralement moindre dans une région à faible structure.⁽¹⁾ Les salaires sont donc plus bas et le revenu moyen par habitant est considérablement moins élevé. Quelle qu'elle soit son origine, une diminution de la productivité dans une région entraîne, à la longue, le chômage.

La région à faible structure est la première à subir le choc de frictionnel des régions voisines avantagées; à défaut d'occupations plus lucratives, sa population doit se contenter d'effectuer des travaux saisonniers, pour lesquels la main-d'oeuvre fait défaut dans les régions à structure forte.⁽¹⁾ Le lien de dépendance conjoncturelle de

(1) Les auteurs introduisent ici des nouveaux termes: une région à faible et à forte structure. Une région à faible structure, par exemple, peut être une région dont le sol est pauvre quant aux minéraux, elle peut être une région sous-développée vu l'existence d'une région voisine prospère.

la région sous-développée se voit encore consolidé par l'émigration croissante de la main-d'oeuvre en direction de la région économiquement forte.

Le processus d'affaiblissement structurel poursuit son cours. De l'exportation initiale de main-d'oeuvre à l'exode, la transition est inévitable; le mouvement d'émigration affecte sélectivement la population active de la région économiquement faible. Les longs par-cours vers le travail et l'incertitude du lendemain rebutent la main-d'oeuvre qualifiée. La consommation est limitée à cause du niveau peu élevé des salaires et, de ce fait, le secteur des services dépérit. En raison du manque croissant de possibilités d'emploi, le chômage invisible prend de l'ampleur dans l'agriculture et dans la distribution. Le capital social de la région - routes, canaux, ports, commodités publique, etc. - est négligé et se délabre. Par surcroît, la région de faible structure supporte encore partiellement les frais de la congestion qui se manifeste dans la région plus favorisée.

On s'attend à ce que les capitaux, attirés par la perspective des rémunérations réduites du travail, viennent enfin s'investir, et mettent ainsi un terme au processus d'affaiblissement structurel. L'expérience démontre qu'il en va tout autrement: en fait, les investissements déjà en place nuisent aux capitaux neufs. En outre, les régions à faible structure économique sont fréquemment marginales aux points de vue géographique et politique. Du fait que les capitaux sont engagés dans les régions fortes et que la difficulté d'en investir d'autres dans les régions faibles croît sans cesse, l'affaiblissement structurel s'engage dans un cercle vicieux qui finira par enrayer l'expansion ultérieure de la région mieux favorisée.

Le chômage d'une région à faible structure économique porte ici le nom de chômage structurel. L'affaiblissement structurel d'une région se manifeste en effet par une extension du chômage saisonnier de même que par une déformation du type de conjoncture économique de cette région. Le chômage structurel est une disposition du chômage global en fait une réalité infiniment plus grave que le chômage affectant habituellement une région à forte structure économique.

L'analyse développée dans le premier volume est exposée d'une autre dimension (temps-espace). D'après cette même méthode, l'auteur tente de déterminer quantitativement le chômage structurel en Flandre occidentale.

Quelles sont les conclusions? La résorption du chômage structurel est un problème à long terme et elle ne sera réalisée que par une multiplication sélective des possibilités d'embauche dans la région.

Deuxième Partie: Le chômage structurel en Flandre occidentale

La deuxième partie au sujet du chômage structurel est consacrée entièrement à l'étude régionale de la province de la Flandre occidentale, province qui était caractérisée jusqu'à maintenant, par une structure économique faible. La Flandre occidentale comptait, à la fin de 1955, 1,032,619 habitants, sur une superficie de 3,250 km². (1) La Flandre occidentale est bornée par la Mer du Nord, la Zélande néerlandaise, les provinces de la Flandre orientale et du Hainaut et par la France.

De 1936 à 1955, le chômage n'a pas cessé d'évoluer. Pour la période d'avant-guerre, la Flandre occidentale enregistra environ 15% du chômage global en Belgique; et dans l'après guerre, elle compte en permanence 18% de tous les chômeurs du pays. L'analyse a pu démontrer qu'en cas de tendance à la crise, le chômage s'y développe plus tôt qu'ailleurs, y agit avec rigueur et y demeure plus longtemps.

A) Conclusions

Dans cette province, le chômage frictionnel (moins de 3 mois) prend des proportions outrancières et atteint surtout les effectifs les plus jeunes de la population ouvrière. Le chômage conjoncturel (plus de 24 mois) s'étend aussi d'année en année, ce qui indique l'aggravation causée par le manque absolu de possibilités d'emploi.

(1) Depuis 1962, la superficie de la province de la Flandre occidentale a été modifiée par la loi du 8 novembre 1962, loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes.

Une véritable poche de sous-emploi s'est formée dans le centre de la province et s'étend jusqu'au littoral (arrondissements du Dixmude, Furnes, Ostende et Bruges) : 10% en moyenne de la population active est sans travail. (1)

La Flandre occidentale est traversée par d'importants courants migratoires, orientés vers les centres industrialisés du Courtrais et de Bruges. C'est dans les régions à meilleure structure économique que la mobilité de main-d'oeuvre, prise au sens strict, est la plus apparente.

Outre ce mouvement migratoire interne, il existe un autre mouvement centrifuge qui part des arrondissements compris dans la poche de sous-emploi et qui rayonne jusque dans toutes les autres provinces du pays. Par rapport aux autres provinces belges, la Flandre occidentale présente le caractère d'une zone exportatrice de main-d'oeuvre.

Cette caractéristique de l'économie ouestflandrienne s'accroît d'année en année. La province compte environ 2,000 ouvriers mineurs qui travaillent au Limbourg et en Wallonie; 70% des frontaliers qui travaillent en France habitent la Flandre occidentale. Le pourcentage des saisonniers s'accroît continuellement: en 1946, ils représentent 53.1% du total du pays et 71.3% en 1955. La Flandre occidentale constitue pour les régions voisines une véritable réserve de main-d'oeuvre à bon marché.

Quels sont les facteurs de l'économie ouestflandrienne susceptibles d'élucider cette évolution préjudiciable à la communauté?

La Flandre Occidentale est restée une région agricole: 20.2% de sa population vit d'un revenu de ce secteur, alors que pour le pays ce pourcentage n'atteint que 17.7%. Quatre cinquièmes du sol ouestflandrien est consacré à l'agriculture, tandis que pour le Royaume les terres cultivées n'atteignent que 59% de la superficie. Cependant les nouvelles possibilités d'emploi dans ce secteur sont limitées, du moins dans un avenir proche: en effet, le marché intérieur de la province offre peu de débouchés à cause du revenu régional faible et

(1) Nous référons ici à l'annexe suivant: données statistiques sur le chômage en Flandre occidentale.

d'autre part, les cultures industrielles traditionnelles (lin, chi-
brés, houblon, tabac) traversent une crise de nature structurelle.

On ne peut provisoirement rien espérer de la pêcheerie qui occu-
pait 2.500 ouvriers en 1947.

Le rythme de l'accroissement de l'emploi industriel est fort lent:
entre 1937 et 1947, tandis que l'emploi industriel augmente de 21 ou-
vriers par 1.000 habitants pour toute la Belgique, il n'augmente que
de 15 ouvriers par 1.000 habitants en Flandre occidentale. Ce faible
pourcentage est d'ailleurs réparti très inégalement: dans l'arrondis-
sement d'Ypres, par exemple, il est de 8 pour mille; il est de .5%
dans l'arrondissement de Dixmude; de .4% dans l'arrondissement de Fur-
nes et de .2% dans l'arrondissement de Tielt.

En outre, à côté de cette faible expansion de la capacité d'em-
ploi, l'on constate que l'équipement industriel de la province, orien-
té presque exclusivement vers la production d'articles de consommation
durable, est fragmenté en une grande quantité de petites unités de
production: la vie industrielle de la province va s'affaiblissant.
La consommation moyenne d'énergie électrique par habitant, plus faible
en Westflandre ⁽¹⁾ que dans les autres provinces du pays, en four-
nit une preuve supplémentaire.

Ce sont les activités économiques traditionnelles - industries
du bâtiment et du bois, industrie textile et confection - qui occu-
pent, au tableau économique westflandrien, la place la plus repré-
sentative.

Il n'y a que six localités en Flandre occidentale où l'emploi
industriel occupe plus de 80% de la population active: Zandvoorde, ~~et~~
Vichte, St-Michiels, Izegem et Courtrai. La population ouvrière qui
habite ces six communes ne représente que 6.9% de la population active
de toute la province. De quatre d'entre elles seulement, émane une
certaine influence d'industrialisation sur les communes environnantes.

Le même affaiblissement économique peut être constaté dans le
secteur tertiaire. Alors que pour tout le pays on ne compte que 32
commerces de détail pour 1.000 habitants, la Flandre occidentale en
compte 40 pour mille. Une crise structurelle s'est également déclara-

(1) Westflandre: traduction pour "Flandre occidentale" calque du né-
erlandais West-Vlaanderen.

rée dans l'industrie hôtelière, activité d'importance vitale pour la province: un excédent de main-d'oeuvre en est l'effet malheureux.

D'après les données du recensement général de la population, en date du 31 décembre 1947, 82% de la population active de la Flandre occidentale était au travail. Il existe encore dans ce pourcentage un certain chômage invisible, difficile à évaluer. Le pourcentage d'emploi semble être diminué entre temps jusqu'à environ 70 ou 75%. En raison de l'expansion démographique, la population active comprend annuellement environ 1,600 unités additionnelles: ceci ne peut s'aggraver le déséquilibre permanent entre l'offre et la demande d'emploi.

Les salaires et les traitements sont inférieurs à ceux qui ont cours dans le pays.

Comparé au revenu moyen du pays, de 1945 à 1950, le revenu moyen de la province a passé de l'index 100 à l'index 86. Par ailleurs, étant donné la faible productivité dans le secteur de la distribution, le coût de la vie y est plus cher.

Toujours en comparaison avec les données similaires pour le pays, l'épargne réalisée par les particuliers et par les petits groupes de revenus est supérieure; par contre, l'épargne des entreprises est moins importante. En 1953, la part de la Westflandre aux bénéfices réalisés par l'ensemble des sociétés anonymes s'élève à 2.8%; par contre, elle entre pour 7.6% dans les pertes.

Ajoutons encore que, en matière de crédits alloués annuellement au secteur privé par les organismes parastataux, ⁽¹⁾ la Flandre Occidentale est la moins bien partagée.

B) Recommandations pour le renouvellement et le développement économique de la Flandre occidentale.

Pour enrayer l'affaiblissement structurel de la Flandre occidentale, il y a lieu de prévoir la mise au travail de 3,500 unités additionnelles par an. Quand et comment atteindre cet objectif?

La politique structurelle devra tenir compte de la politique de conjoncture; les mesures conjoncturelles devront autant que possible favoriser l'équipement économique de la région sous-développée.

(1) Organismes parastataux = organismes para-étatiques (comme l'Office national de sécurité nationale, etc.).

La politique de structure des pouvoirs publics et les efforts du secteur privé devront se concentrer de préférence sur un territoire où ils ont toutes les chances de réussir. Il faut donc procéder, en Flandre occidentale, à la délimitation d'un territoire à développer.

Ce territoire ne sera pas nécessairement la région où le chômage sévit le plus intensément. Il suffit que ce territoire se trouve dans le voisinage immédiat de la poche de sous-emploi pour qu'il puisse disposer sans difficulté de la main-d'oeuvre excédentaire, moyennant une amélioration éventuelle des facilités de transport. D'autres avantages de situation doivent encore entrer en ligne de compte dans le choix de ce territoire.

Le territoire situé le long de l'axe Courtrai-Bruges paraît tout indiqué pour le développement envisagé. Les terres qu'il traverse sont impropres à la culture; les salaires y sont bas. Au point de vue des possibilités de communications, il semble particulièrement bien situé: on pourra procéder à l'élargissement de certaines routes en raison du trafic intense qu'amènera l'industrialisation et prévoir la création de routes secondaires afin de relier tout le territoire à l'artère vitale; en ce qui concerne les voies d'eau, on peut envisager de creuser un canal reliant Courtrai, via Roulers, à la mer (Zeebrugge et Ostende). Le territoire choisi est limitrophe aux noyaux industriels de la province et la proximité de la mer, de Bruges et de Courtrai en fait un lieu de résidence agréable.

Une politique économique régionale en faveur de la province devra veiller à l'accroissement de la productivité dans l'agriculture et l'horticulture, la pêche et le secteur de distribution; le perfectionnement des moyens de communication et de l'équipement portuaire s'avère aussi absolument nécessaire.

Les intérêts d'une population régionale sont solidaires, ils seront sauvegardés s'ils sont traités dans un esprit régional.

Les secteurs privé et public doivent trouver, dans la collaboration, une solution régionale aux problèmes économiques de la Flandre occidentale.

ANNEXE VI-A-5

DONNÉES STATISTIQUES SUR LE

CHOMAGE EN FLANDRE OCCIDENTALE. (1)

Date	Chômage complet dans la prov. de la Flandre Occid., en % du royaume	Chômage Fric- tionnel compté en Flandre Occidentale	Chômage total en Flandre Occidentale
Nov. 1948	17.1	10,552	17,428
Nov. 1949	15.8	13,022	28,796
Nov. 1950	16.4	10,659	25,189
Nov. 1951	17.7	12,763	27,482
Nov. 1952	18.0	12,230	30,048
Nov. 1953	17.7	13,360	32,871
Nov. 1954	17.7	8,893	23,360
Nov. 1955	19.5	8,662	18,493
Mai 1948	19.9	6,581	12,416
Mai 1949	14.7	9,934	23,921
Mai 1950	14.7	8,387	26,217
Mai 1951	16.1	7,885	24,058
Mai 1952	17.2	9,898	29,818
Mai 1953	16.5	8,845	29,462
Mai 1954	16.7	7,278	29,623
Mai 1955	18.7	5,578	21,606
Mai 1956	18.7	4,739	17,282

(1) Declercq G. & Vanneste O. Le chômage structurel en Flandre occidentale. Editions Groeninghe, Courtrai, 1957, p. 264.

ANNEXE VI-A-6
LA PECHE MARITIME BELGE

- I. UNE ETUDE ECONOMIQUE
- II. SOMMAIRE ET RECOMMANDATIONS DE L'ETUDE
 - A. Résumé de l'étude
 - B. Aperçu des recommandations
 - 1. En vue d'une augmentation de la rentabilité
 - a. en ce qui concerne les frais
 - b. en ce qui concerne les recettes
 - 2. Quant au personnel
 - 3. Au sujet des débouchés et de la consommation
 - 4. Dans le cadre du Benelux et de la Communauté Economique Européenne

ANNEXE VI-A-6

LA PÊCHE MARITIME BELGE

I. UNE ETUDE ECONOMIQUE (1)

La pêche maritime belge est une étude économique faite pour le compte du Conseil Economique de la Flandre occidentale par Messieurs Olivier Vanneste et Pierre Hovart. Elle compte trois cent cinquante pages et fut publiée à Bruges en 1959.

Il s'agit d'une étude d'une branche de l'activité économique de la province de la Flandre occidentale qui méritait depuis longtemps déjà l'attention et l'intervention directes des pouvoirs publics. La pêche maritime belge, qui est une industrie spécifiquement ouest-flamande (2) et l'une des plus anciennes activités des habitants de la côte flamande, subit une crise profonde depuis de nombreuses années. Avant de remédier aux difficultés que les pêcheurs belges rencontraient à ce moment-là, il importait de procéder d'abord à une analyse socio-économique de la situation. Lors de la Conférence des Ministres de l'Agriculture et de la Pêche à Stresa, en juillet 1958, la lacune, concernant des données de base pour une politique de pêche efficace, fut soulignée. Dans cette perspective, Monsieur Guido Declercq, ancien directeur du Bureau d'Etudes du Conseil Economique de la Flandre occidentale, rédigeait un premier essai sur la pêche belge. L'étude "La pêche maritime belge", que nous considérons ici, est le résultat d'une analyse détaillée, examinant d'une part, la prise du poisson, la distribution et la consommation de la pêche, et d'autre part, la pêche belge dans le cadre du Benelux et de la Communauté Economique Européenne.

Comme dans nombre d'études du Conseil Economique de la Flandre occidentale, les auteurs de ce volume ne traitent pas des aspects théoriques de cette branche industrielle. Ils ont poursuivi principalement des objectifs pratiques en vue d'obtenir un travail de base indispensable pour aider la pêche maritime dans un délai très rapproché, en élaborant un inventaire et une analyse scientifique. (3)

(1) L'édition originale de cette étude qui fut traduite en français est intitulée: "De Belgische Zeevisserij -- een economische studie."

(2) De la province de la Flandre occidentale.

(3) Voir Vanneste, O. et Hovart, P., La pêche maritime belge; W.E.R. Bruges, 1959. p. 2.

Les auteurs attirent d'abord l'attention sur le fait que la pêche maritime belge est en soi un secteur professionnel assez complexe: (1)

En dehors des difficultés traditionnelles auxquelles chaque industrie doit faire face, la pêche maritime a ses problèmes bien spécifiques qui dans certains cas débordent la sphère d'action des chefs d'entreprise, voire de l'autorité nationale. La structure et l'organisation internes de cette profession sont très diverses et exigent des instances intéressées un effort constant et des adaptations continuelles, en ce qui concerne l'appareil de production, les apports, le système de vente, la préparation, la consommation, etc. Orienté sur une exploitation exhaustive des mers où viennent encore pêcher les pays concurrents, l'avenir de la pêche maritime dépend aussi des conventions internationales; la tension récente, qui s'est exprimée dans la dite "guerre de la morue" provoquée par l'extension des eaux territoriales islandaises et par les prises dégressives, démontre d'ailleurs la grande vulnérabilité de cette branche.

La pêche maritime belge se trouvait dans sa situation la plus critique entre 1956-1958. Appuyés par le gouverneur de la province, le Chevalier Pierre van Ootryve d'Ydewalle, qui a d'ailleurs pris l'initiative de cette recherche, les auteurs ont élaboré une liste exhaustive des recommandations pour les instances intéressées et responsables. Depuis la publication du premier essai sur la pêche belge du Conseil Economique, déjà plusieurs recommandations étaient, en 1959, en voie de réalisation, comme l'attribution de crédits spéciaux indispensables pour la construction de nouveaux chalutiers hauturiers, la fixation des prix minima pour le poisson de fond, l'intervention financière du gouvernement, des dispositions nouvelles des autorités communales de la ville d'Ostende (2) concernant la déclaration des pêcheurs des apports avant le débarquement, une augmentation des primes par l'autorité centrale accordée aux armateurs qui tiennent comptabilité.

(1) Idem, voir introduction de l'oeuvre.

(2) Ostende est le port de pêche le plus important de la Belgique.

II. SOMMAIRE ET RECOMMANDATIONS DE L'ETUDE

En vue de donner une idée plus concrète de cette étude sur une activité importante de la Flandre occidentale, seule province maritime de la Belgique, nous reproduisons ci-dessous le sommaire de l'étude rédigé par les deux auteurs de l'oeuvre en y ajoutant leurs recommandations principales. ⁽¹⁾

A. Résumé de l'étude

1. La pêche maritime belge, activité traditionnelle de la côte flamande, comprend la pêche côtière, la pêche moyenne et la pêche hauturière. Etant donné l'étendue de son rayon d'activité et la diversité de son équipement, elle fournit un grand nombre d'espèces de poisson, qui sont traditionnellement classées en trois groupes: le poisson de fond, le poisson pélagique et les mollusques et crustacés. La flotte comptait, en décembre 1957, un total de 446 unités correspondant à un tonnage brut de 29,229 T.B. et à une force motrice de 73,663 H.P.
2. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le nombre de bateaux de pêche a diminué, le tonnage a légèrement augmenté et la force motrice s'est fortement accrue.
3. Actuellement 206 bateaux appartiennent à la pêche côtière. La flotte moyenne compte 209 unités, et la flotte hauturière 31; au cours des dernières années, la structure de la flotte de pêche a subi une modification assez importante, à savoir un glissement des unités vers les classes supérieures.
4. Ostende est le port de pêche le plus important; tous les chalutiers de la pêche hauturière y sont inscrits. Viennent ensuite Zeebrugge et Nieuport; depuis un certain temps Blankenberge a pratiquement cessé toute activité en tant que port de pêche. Zeebrugge, au contraire, s'est fortement développé pendant ces dernières années.
5. L'investissement total en bateaux et en équipement se chiffrait en 1957, à plus d'un milliard; pendant les 10 dernières années, le capital investi s'est accru de 25%.
6. La pêche maritime est pratiquée surtout sous forme d'entreprise familiale. En 1957, 9 armateurs seulement sur 396, étaient propriétaires de plus de 2 bateaux; la même année, il n'y avait que 6 armements exploités sous forme de S.A. [Sociétés anonymes].
7. Sur 446 bateaux, 92 unités seulement ont une coque métallique. L'âge moyen des coques augmente chaque année et s'élève actuellement à plus de 13 ans; les moteurs sont, en moyenne, moins vieux. La construction se fait de plus en plus dans les ports de pêche belges; Zeebrugge et Ostende surtout ont connu depuis 1955 une activité accrue sur les chantiers de construction maritime.

(1) Vanneste, O., et Hovart, P., La pêche maritime belge - Etude Economique, Bureau d'études du Conseil économique de la Flandre occidentale, Bruges, 1959, pp. 250-270.

8. La répartition des frais d'exploitation varie d'après la classe des navires. Les salaires représentent 43.5% des dépenses totales dans la classe I et 20.0% seulement dans la classe VI. Outre les salaires, les combustibles et l'huile de graissage constituent également des frais considérables; contrairement aux salaires, cette dépense est la plus importante dans les classes supérieures.
9. Connaissant mal le problème de la pêche et donc incapables d'en évaluer les risques, les particuliers peuvent difficilement y voir un intérêt financier. La pêche maritime bénéficie d'un régime d'amortissement en huit ans et peut faire appel aux systèmes spéciaux de crédit du 23 août 1948 et du 1er mars 1958. Au début, la flotte de pêche hauturière surtout profita de ces crédits, mais au cours des dernières années, c'est la pêche moyenne qui lui fait principalement appel.
10. Fin 1957, on comptait 1,818 pêcheurs pour une flotte de 408 unités. La moitié environ du nombre total des pêcheurs appartiennent à des unités dont le port d'attache est Ostende; Zeebrugge compte 37.0% du nombre de pêcheurs et Nieuport 10.0%. Une diminution de l'occupation moyenne par bateau se manifeste au cours des dernières années.
11. Plus de trois quarts de l'équipage appartiennent au personnel de pont; la proportion personnel de pont/personnel de machine est restée inchangée pendant les dix dernières années.
12. Malgré une légère tendance au vieillissement, la flotte est équipée d'un personnel relativement jeune. La flotte de pêche hauturière attire surtout les jeunes gens; dans les classes inférieures, les membres d'équipage ont un âge moyen plus élevé.
13. Les salaires des pêcheurs dépendent en grande partie de la fonction et de la classe du bateau. Dans l'ensemble on peut distinguer deux systèmes de salaires: (1) la part dans les recettes et (2) le salaire mensuel fixe, augmenté d'une part dans les recettes. De plus, la tradition a maintenu quatre formes de salaires en nature. Les cotisations de sécurité sociale sont calculées sur une base forfaitaire. Enfin, il existe des réglementations spéciales en matière d'allocations de chômage, d'accidents de travail et d'indemnisation en cas de sinistre.
14. L'apport par homme d'équipage se chiffre à 29.6 tonnes; au point de vue productivité, la Belgique occupe la quatrième place après l'Islande, l'Allemagne Occidentale et les Pays-Bas.
15. La pénurie croissante de mousses est un problème grave pour la pêche maritime; de même, les postes de matelot léger et de motoriste ne sont plus complètement occupés. Etant donné les conditions de travail et de vie, la concurrence d'autres professions en mer ou à terre et les facteurs psychologiques, un effort spécial doit être fait pour attirer les jeunes vers la pêche maritime. L'arrêté royal du 1er mai 1958, qui prévoit une prime par journée de navigation pour les mousses et pour les armateurs qui les engagent, répond à ce but.
16. Si les circonstances restent les mêmes, il sera difficile de garder le nombre actuel d'hommes d'équipage; un effort sérieux en vue de rationaliser les prestations de travail s'impose.

17. L'apport total de la flotte de pêche belge se chiffrait en 1957 à environ 50.000 T., soit une valeur (en minque) de 492.4 millions de francs. L'apport fut maximum en 1947, avec 75,370 T. et minimum en 1957, avec 49,558 T. Ces chiffres sont plus élevés que ceux de 1938, où l'apport atteignait 39,135 T. seulement.
18. L'apport national comprend 86.6% de poisson de fond, 9.4% de poisson pélagique et 3.9% de mollusques et crustacés. D'après la valeur des apports, le poisson de fond représente 86.3% du total; le poisson pélagique ainsi que les mollusques et crustacés correspondent respectivement à 3.9% et 9.8% du total. En plus de ces apports, les navires belges débarquent encore dans les ports étrangers environ 5.900 T. correspondant à une valeur de 48.4 millions de francs.
19. A l'exception de l'année 1953, caractérisée par une chute des prix, l'importance du poisson de fond s'est toujours accrue depuis l'année 1950 aussi bien en quantité qu'en valeur. L'apport du poisson de fond d'Islande s'est toujours accru pendant les dernières années, tandis que l'apport venant d'autres régions est plutôt stationnaire. Les espèces importantes sont: le cabillaud, l'églefin, la plie, le merlan et la sole.
20. L'apport de poisson pélagique est très variable: depuis 1947, il est tombé à moins d'un sixième; la diminution s'est manifestée surtout dans la pêche au hareng guais.
21. A l'exception des années 1953-55, l'apport de mollusques et de crustacés augmenta de 1948 à 1956; entre ces dates la valeur de la quantité débarquée a pratiquement doublé. En 1957 cependant, la quantité et la valeur ont sensiblement diminué. L'apport se compose principalement de crevettes.
22. D'après le volume des apports, la Mer d'Islande, la mer côtière, la Mer du Nord méridionale, la Mer du Nord centrale, ainsi que l'Irlande méridionale et occidentale revêtent une importance particulière pour la pêche maritime belge; la part de la Mer d'Islande dans les apports totaux s'est sensiblement accrue ces dernières années.
23. La pêche moyenne fournit l'apport le plus important; viennent ensuite la pêche hauturière et la pêche côtière. La quantité et la valeur des apports par bateau augmentent avec la classe; par contre la valeur moyenne des apports par kg diminue au fur et à mesure que la classe augmente.
24. 81.8% du tonnage et 72.5% de la valeur de l'apport national sont débarqués à Ostende; 13.7% du tonnage et 20.7% de la valeur sont débarqués à Zeebrugge; la part de Nieuport est de 4.5% et 5.8%. La valeur de la quantité débarquée à Zeebrugge est le port principal de la crevette. Pour les autres espèces de poisson, l'apport d'Ostende est beaucoup plus élevé que celui des autres ports.
25. L'apport de poisson est très sensible aux variations saisonnières. La pêche au poisson pélagique constitue une activité purement saisonnière. Les autres espèces de poisson sont pêchées à toutes les époques de l'année; toutes sont cependant davantage concentrées sur quelques mois, mais les mois et le degré de concentration varient d'une espèce à l'autre.

26. Les prix s'établissent dans les minques. La demande et l'offre interviennent dans la formation des prix. Etant donné le caractère périssable de la marchandise, l'offre se trouve dans une position d'infériorité. La valeur d'un kg de poisson est la plus basse pour le poisson pélagique, à savoir 4.1 francs. Le prix moyen du poisson de fond se chiffre à 9.9 francs; ce chiffre couvre toutefois de fortes différences: 4.7 francs pour le merlan et 39.5 francs pour la sole. Le prix moyen de crevettes est de 37.0 francs par kg en 1957.
27. En Belgique, l'industrie de transformation est peu développée. Elle pratique surtout la surgélation du poisson, la fabrication de farine de poisson et d'huile de poisson, le séchage et la salaison, le saurissage, le saumurage et la fabrication de conserves. On possède peu de données au sujet de ces différentes entreprises. La plupart d'entre elles sont situées dans la région côtière; on en trouve cependant aussi à l'intérieur du pays.
28. La minque est le point de départ de la distribution du poisson. Le poisson est expédié vers l'intérieur du pays et à l'étranger, par chemin de fer en wagons isothermiques ou par route en camions spécialement aménagés à cette fin.
29. Le commerce de gros comprend deux branches: les commerçants du littoral et les grossistes établis à l'intérieur du pays. Il existe également ce qu'on appelle un commerce de consignation.
30. La vente des produits de mer au consommateur se fait par des commerçants établis, par des marchands de poisson ambulants, par expéditions directes des grossistes et par des sections spécialisées des grands magasins. La distribution du poisson n'est pas assurée dans toutes les régions du pays; un développement du réseau est indispensable, ainsi qu'une amélioration de l'équipement de tous les intermédiaires entre le débarquement et la consommation.
31. La consommation de poisson s'élève en Belgique à 12.4 kg par habitant. La consommation de poisson de fond s'est accrue régulièrement durant ces dernières années; par contre, la consommation d'esprot et de hareng a diminué. L'accroissement de la vente de crevettes épluchées est un fait à signaler; mais l'évolution la plus importante de ces dernières années est la très forte augmentation de la consommation de conserves.
32. La Belgique est un pays importateur de poisson; l'importation est de 76,875 T. pour une valeur de 1,115.6 millions de francs, alors que l'exportation n'atteint que 12,832 T. pour une valeur de 225.7 millions de francs. L'importation et l'exportation ont fortement augmenté depuis 1950.
33. Au point de vue de la valeur, l'importation des années 1953 à 1957 comprend surtout des conserves (50.0%), du poisson de fond (13.4%) et du hareng (12.6%). L'exportation concerne principalement le poisson de fond (49.1%), le poisson préparé (14.8%) et les crevettes (5.8%).

34. La balance commerciale est négative pour tous les produits de mer. Parmi les sortes de poisson, dont l'importation annuelle dépasse de loin l'exportation pendant les cinq dernières années, il faut citer: les conserves (— 450.6 millions de francs), le hareng salé (— 70.3 millions de francs), les moules (— 52.4 millions de francs), les langoustes et homards (— 48.9 millions de francs), les huîtres (— 41.1 millions de francs), le poisson de fond (— 30.9 millions de francs), les crevettes (— 24.4 millions de francs) et le hareng frais (— 2.5 millions de francs).
35. Entre 1963 et 1967, les principaux pays exportateurs vers la Belgique sont: les Pays-Bas (39.9%), le Portugal (13.5%), le Japon (11.4%), le Canada (9.5%), la Norvège (6.1%) et l'Allemagne Occidentale (2.1%). Les principaux acheteurs de produits de mer belges sont: la France (29.6%), le Congo Belge (20.5%), la Grande Bretagne (14.5%), l'Allemagne Occidentale (11.6%), les Pays-Bas (10.5%), la Suisse (3.2%) et l'Italie (2.5%).
36. La flotte de pêche, l'apport et l'exportation de produits de mer sont plus développés aux Pays-Bas qu'en Belgique. Toutefois, l'orientation de la pêche de ces deux pays du Benelux est sensiblement différente. Jusqu'à présent, les Pays-Bas ne pratiquent pas la pêche hauturière. L'apport de poisson de fond est semblable à celui de la Belgique (45 millions de kg). Pour les espèces de poisson pélagique (130 millions de kg), les apports néerlandais représentent à peu près trente fois ceux de la Belgique.
37. La plus forte différence entre les Pays-Bas et la Belgique réside dans le fait que la balance commerciale néerlandaise en produits de pêche présente un solde positif d'environ un milliard de francs, tandis que la balance commerciale belge laisse un solde négatif d'environ 0.9 milliards de francs. Dans le volume d'importation néerlandais les conserves et le poisson de mer frais dominent; dans l'exportation le hareng prime. A l'importation et à l'exportation, les deux pays du Benelux s'adressent à peu près aux mêmes pays. Dans l'exportation néerlandaise, la Belgique occupe cependant une place plus importante que les Pays-Bas dans l'exportation belge. Les autres différences sont l'importance plus grande de la Grande-Bretagne, de la France et du Congo Belge pour l'exportation belge, et l'importance de l'Allemagne de l'Est et de la Russie pour l'exportation néerlandaise.
38. La suppression systématique des restrictions imposées au commerce de produits de mer au sein de Benelux a permis un développement des relations commerciales réciproques; les Pays-Bas ont cependant tiré plus d'avantages de cette situation que la Belgique.
39. L'apport belge en produits de pêche représente 3.9% du total des apports de la Communauté Economique Européenne. Les apports de l'Allemagne Occidentale (40%) et de la France (27%) dominent. Dans les pays de la C.E.E., l'apport de poisson rond et de poisson plat est le plus élevé (Allemagne Occidentale, France); vient ensuite l'apport de poisson pélagique (Allemagne Occidentale et Pays-Bas).

10. A peu près 30% de l'importation totale dans les pays de la C.E.E. est en provenance des pays partenaires. 70% de l'importation belge provient de cinq autres pays. En ce qui concerne l'exportation, 64% du total est dirigée vers l'un des pays membres; les pays de la C.E.E. absorbent 64% de l'importation totale belge.

11. Les conséquences que la C.E.E. aura pour la pêche maritime sont difficiles à prévoir, du moins pour l'instant. Normalement, on peut s'attendre à un développement du commerce entre les pays partenaires et à une relation plus forte vis-à-vis des autres pays. En raison de son statut de libre-échange plus élevé, résultant de sa position plus désavantagée vis-à-vis des fonds de pêche riches, la Belgique devra dès maintenant fournir un effort considérable en vue d'adapter sa pêche aux nouvelles conditions.

12. Aperçu des recommandations

Avant de formuler les recommandations émanant de l'examen des multiples données ramassées sur la pêche maritime belge, les auteurs soulignent et décrivent d'abord comment la situation économique de la pêche maritime belge s'est vue affectée depuis fin 1956 - aussi bien dans sa structure interne que dans ses relations avec le monde extérieur - par des difficultés à résoudre tant sur les plans national qu'international. En dehors de problèmes comme l'augmentation de la rentabilité, l'équipement des ports, le recrutement du personnel, problèmes qui intéressent davantage les milieux professionnels et l'autorité nationale, il y a encore des questions importantes. Citons, par exemple, le problème des eaux territoriales et celui de l'épuisement des réserves de poisson. Ils ne peuvent être résolus avec satisfaction qu'à la suite de conférences internationales. Il est par conséquent nécessaire, selon les auteurs, que les autorités de la Communauté Économique Européenne et les instances nationales responsables tiennent compte de la situation pénible dans laquelle se trouve la pêche maritime belge. En réalité, le rendement a été catastrophique:

Entre 1946 et 1957, le tonnage augmente de 2.879 T.M. (11.2%), la force motrice de 9750 H.P. (15.2%) et les dépenses faites dans la flotte et l'équipement de 112 millions de francs (20.3%). Par contre, les arrivages diminuent de 19,9 millions de kg (-28.8%) soit 19,7 millions de francs (-12.5%), l'exportation diminue de 11 millions de kg (-33.9%) cependant que le volume de la marchandises exportée augmente de 29,1 millions de francs (+2.5%) et que l'importation augmente de 8,7 millions de kg (+13.1%) soit 124,9 millions de francs (+14.6%).⁽¹⁾

(1) Van der Grinten, G., et Havart, P., La pêche maritime belge, W.E.B. 1961, 1971, p. 407.

Afin d'améliorer la situation de la pêche maritime, les auteurs ont émis des recommandations sur les points suivants dans leurs recommandations :

• Augmentation de la rentabilité

1. En ce qui concerne les frais :

Il est nécessaire de créer un système spécial de crédit pour le renouvellement et la construction de la flotte. Ce système consisterait dans un crédit à long terme et à taux d'intérêt réduit. Ce crédit est indispensable, étant donné la rareté des moyens financiers d'une industrie de caractère familial et la difficulté d'intéresser les capitaux étrangers.

En cas de remplacement d'un bateau, il serait utile d'attribuer une prime de démolition, afin d'encourager l'investissement dans la construction de nouveaux bateaux. Ce mécanisme aurait également de grandes répercussions psychologiques pour les pêcheurs.

Messieurs Vanneste et Hovart attirent l'attention sur le fait qu'une politique de renouvellement de la flotte doit être axée sur l'avenir de l'industrie de la pêche. D'une part, une différenciation de la flotte est indispensable mais, d'autre part, il est également utile et avantageux d'en arriver à une standardisation dans les limites de chaque classe. La standardisation diminuerait les frais de construction, l'entretien, la réparation, l'achat de moteurs et de pièces de rechange.

Tout pour élaborer un projet de prototype que pour la construction de nouveaux bateaux et diminuer les frais. Il est souhaitable de connaître avec précision les frais d'exploitation, ce qui n'est pas encore le cas en ce moment.

On doit encourager la coopération sous toutes ses formes dans le secteur de la pêche.

L'amélioration de la productivité est un facteur important pour la diminution des frais.

• En ce qui concerne les recettes :

Parmi les possibilités d'augmentation des recettes, les auteurs recommandent la stabilité du niveau des prix, l'amélioration de la qualité, la recherche de nouveaux débouchés, la recherche scientifique dans la pêche maritime et la révision du problème de l'épuisement des réserves de poisson.

• Qualité du personnel

Afin de remédier à la pénurie de personnel, les auteurs recommandent :

vis que l'attitude de l'autorité est d'importance primordiale. L'extension des avantages sociaux en faveur des pêcheurs relève certes de son initiative. Une meilleure coordination entre l'autorité et les armateurs est souhaitable. Afin de donner plus d'attrait à la profession de pêcheur et de compenser pour la dureté du travail, sa durée et le manque de vie familiale comme de distractions, un régime de pensions prématurées et majorées devrait être instauré. En vue d'une amélioration des conditions de travail sans augmentation des frais, il faut procéder à une analyse des prestations de travail en mer et à une étude des possibilités d'amélioration de la technique de la pêche. Ensuite, quant au recrutement des mousses, l'élaboration d'un système de primes serait un stimulant d'importance. La rationalisation de la flotte et de l'équipement serait de nature à encourager le personnel; d'autre part, la modernisation de la flotte conduirait également à une spécialisation inévitable du personnel. Finalement, les auteurs soulignent la nécessité de la mise en évidence par les techniques modernes, comme la presse, la radio et la télévision, des divers avantages de la profession de pêcheur.

3. Au sujet des débouchés et de la consommation

En ce qui concerne les débouchés et la consommation du poisson, les auteurs apportent d'abord les précisions suivantes:

La vente à l'intérieur et à l'extérieur du pays, pour la consommation directe ou pour les industries de transformation, peut être stimulée dans son ensemble ou dans chacun de ses secteurs. L'étude des débouchés du poisson et de sa consommation en Belgique ne peut manquer de montrer que jusqu'à présent les conceptions saines au sujet de la qualité nutritive sont encore trop peu répandues parmi la majorité des consommateurs. Pour ce motif, une action s'impose aussi bien du côté du consommateur que du côté des distributeurs.(1)

Parmi les recommandations principales élaborées au sujet d'une réglementation de la consommation du poisson, nous nous limitons ici à citer les aspects suivants:

En vue d'une amélioration de la qualité du poisson qui est la condition indispensable d'une plus forte consommation, il est nécessaire d'attirer l'attention sur le fait que le transport des produits de la mer exige le plus grand soin. Le détaillant joue un

(1) Op. cit., p. 265.

rôle important dans le processus de valorisation du poisson. Il doit apprendre au consommateur à apprécier le poisson de qualité. Il est évident, en ce qui concerne la pêche elle-même, que la rapidité des voyages et le traitement du poisson à bord sont à la base d'une amélioration de la qualité.

Le développement spécial du réseau de distribution et l'intensification de l'action sur le marché forment également des facteurs d'importance pour un accroissement des débouchés.

Un effort en faveur de l'augmentation de la consommation du poisson doit être accompagné par une action de propagande, comme il a été prouvé par quelques expériences aux Pays-Bas.

Dans le commerce de détail, il faudra s'efforcer à l'avenir d'adopter l'équipement professionnel si l'on veut obtenir une plus forte consommation de poisson.

Une prospection sérieuse des marchés serait de nature à augmenter l'exportation.

En raison de la réalisation progressive de la Communauté Economique Européenne, la plupart des restrictions d'importation seront supprimées à l'avenir. Il est donc nécessaire de renforcer la structure de la pêche maritime belge en vue de neutraliser la puissance concurrentielle éventuelle de pays faisant partie de la Communauté.

4. Dans le cadre du Benelux et de la Communauté Economique Européenne

En ce qui concerne la pêche maritime belge dans le cadre du Benelux et de la Communauté Economique Européenne, les auteurs formulent les recommandations suivantes:

L'adaptation de la flotte et des engins de pêche est plus nécessaire encore au sein de la C.E.E. La modernisation de l'équipement pourra compenser largement les frais plus élevés résultant de la position moins favorable des ports belges par rapport au fonds de pêche.

Il serait très utile d'organiser une recherche au sujet des conditions d'exploitation dans les pays de la C.E.E. et des démarches des autorités de ce pays en faveur de l'industrie de la pêche. Cela permettrait de prévoir l'évolution de la structure de la pêche maritime belge et de son commerce du poisson.

Tenant compte de l'association toujours croissante, il est fort souhaitable de coordonner au sein de la C.E.E., la terminologie, le matériel statistique et la recherche économique.

Dans la recherche pour la réduction des frais, il fait attirer l'attention sur le fait d'importance qu'on peut difficilement pousser l'uniformisation très loin sans détruire le caractère completif et la spécialisation des pêches en causes.

Parmi les principaux problèmes à discuter dans le cadre de la C.E.E., les auteurs citent: la pêche dans les eaux territoriales réciproques, les apports directs, la politique commune en matière de pêche et les perspectives en matière de prix minima.

En terminant, les auteurs répètent que le problème de la pêche maritime belge est très complexe, mais que la compréhension, la coopération et la collaboration de l'autorité et des milieux professionnels peuvent avoir une influence considérable. Afin de réaliser les objectifs poursuivis, ils souhaitent de voir grouper les divers services relatifs à la pêche sous la compétence d'un seul Ministre. Il serait plus en mesure d'élaborer des dispositions efficaces et favorables. Ils espèrent que l'autorité et les milieux professionnels prêteront une attention sérieuse aux conclusions et recommandations de leur étude étant donné que "pour la Flandre Occidentale, seule province maritime en Belgique, la pêche maritime constitue une part précieuse à la couronne de son développement économique."⁽¹⁾

(1) Op. cit., p. 270.

ANNEXE VI-B-1

LE CONSEIL ECONOMIQUE LIMBOURGEOIS

(L.E.R.)

- I. CREATION
- II. BUT
- III. QUELQUES PRINCIPES STATUTAIRES
- IV. REALISATION DU LIMBURGSE ECONOMISCHE RAAD
 - A. Nouvelles industries
 - B. Autres domaines
 - C. Initiatives socio-culturelles
- V. PUBLICATIONS

ANNEXE VI-B-1

LE CONSEIL ECONOMIQUE LIMBOURGEOIS

I. CREATION

Le Conseil Economique Limbourgeois ⁽¹⁾ est un des premiers conseils économiques provinciaux de Belgique. Il fut créé à Hasselt, où il a son siège social, comme association sans but lucratif le 22 octobre 1951. Etablie pour un temps indéfini, l'association semblait répondre d'abord à une nécessité locale. ⁽²⁾ Elle allait stimuler l'établissement de nombreux conseils semblables et d'organismes de recherche, dont en 1953 la Fondation pour les Campines, en 1954 le Conseil Economique Campinois et le Conseil Economique de la Flandre occidentale, en 1955 le Conseil Economique de la Flandre orientale et en 1956 le Conseil Economique Anversois.

II. BUT

Le Conseil a pour but de promouvoir le développement économique de la province du Limbourg belge. ⁽³⁾ Sur le plan pratique, le Conseil poursuit son but en fournissant des renseignements utiles à l'entreprise, à l'autorité provinciale et à l'Etat, en défendant les intérêts du Limbourg auprès de l'autorité centrale et en favorisant l'éclosion d'un climat approprié pour la croissance économique. Au niveau théorique, par ailleurs, l'activité pratique doit s'appuyer sur une recherche approfondie et sur l'étude des questions économiques. Ainsi, dès la formulation de ses statuts, le Conseil se proposait de créer immédiatement un institut de recherche.

III. QUELQUES PRINCIPES STATUTAIRES ⁽⁴⁾

Le nombre des membres du Conseil Economique Limbourgeois n'est pas limité mais il doit être d'au moins sept. Ceux-ci peuvent être des personnes et des instances publiques.

(1) Limburgse Economische Raad, L.E.R.

(2) Selon une communication inédite du 14 décembre 1965 reçue du Conseil.

(3) Les Pays-Bas ont aussi une province du Limbourg qu'il ne faut pas confondre avec le Limbourg belge voisin.

(4) Limburgse Economische Raad te Hasselt, Circulaire n° 2617.

L'association est gouvernée par un conseil d'administration qui compte au moins sept membres et au maximum vingt-trois élus pour un mandat de trois ans et renouvelable. Ceux-ci ne peuvent prendre de décision que lorsque la majorité simple d'entre eux sont présents à une réunion. Le conseil peut déléguer son pouvoir à un comité directeur composé d'au moins trois membres.

Le comité directeur prend ses décisions à la majorité des voix; celle du président est décisive en cas d'égalité.

Les fonctions de direction ne sont pas rémunérées.

L'assemblée est composée de tous les membres. Elle nomme et destitue les membres du conseil d'administration, approuve les budgets et les comptes, modifie les statuts et elle peut dissoudre l'association, si nécessaire. Elle se réunit au moins une fois l'an.

IV. REALISATIONS DU LIMBURGSE ECONOMISCHE RAAD

A. Nouvelles industries

Une des activités les plus importantes du Conseil Economique Limbourgeois est sans doute ses interventions en ce qui concerne la localisation de nouvelles industries dans la province.

Jusqu'en 1960, l'économie limbourgeoise était encore caractérisée par la prépondérance de l'agriculture. Le Limbourg n'avait pas une industrie considérable. C'est à partir de l'année 1960 qu'on y voit établir de nouvelles entreprises.⁽¹⁾ Ce sont alors des industriels étrangers qui sont attirés par les vastes possibilités de la région. Le Conseil joue un rôle primordial en renseignant et en aidant les grands industriels qui veulent faire des investissements.

Depuis 1960, le Limbourg compte au moins soixante nouvelles entreprises industrielles. Plus de 12 milliards de francs furent investis, ce qui rendit 15,500 nouveaux emplois disponibles.

B. Autres domaines

Partout où le Conseil le juge utile, il se montre prêt à collaborer. Parmi les domaines principaux, indiquons: les travaux publics, l'urbanisation, l'agriculture, la politique du logement, l'aménagement du

(1) Le même phénomène se produisait à travers l'ensemble du pays flamand à cette époque.

territoire.

Pour ce qui est des travaux publics, par exemple, le Conseil préparé en 1964 un mémoire sur l'amélioration de l'infrastructure. Ce mémoire fut présenté au Ministre des Travaux Publics et il invita le Conseil à discuter les divers projets mis de l'avant.

En ce qui concerne l'urbanisation, c'est également en 1964 que le Conseil collaborait à une enquête dans le nord et dans le sud du Limbourg. A ce sujet, il est à noter que, grâce à l'action du Conseil, les premiers aménagements du territoire en Belgique furent entrepris au Limbourg.

Le Conseil intervint aussi dans la politique du logement. Lors du vote des crédits pour le bâtiment dans la Communauté Européenne des Charbons et de l'Acier, l'on obtint les résultats suivants:

Attribution de 285 bâtiments au Limbourg sur un total de 1210; du tiers d'un montant de 44 millions de francs des crédits de la C.E.C.A.; du "programme expérimental" par lequel 400 nouvelles maisons seraient construites.

Actuellement, le Conseil s'occupe de plusieurs problèmes qui demandent une solution rapide, dont la reconversion industrielle à cause de la fermeture des mines.

C. Initiatives socio-culturelles

Dès sa fondation, le Conseil Economique Limbourgeois ne limita pas son action aux questions économiques mais l'étendait aux conséquences socio-culturelles de l'activité économique.

Au cours des années cinquante, l'industrie minière et l'industrie lourde s'y rattachant commencèrent à effectuer la transformation du Limbourg agricole. Il fallut alors faire appel à un personnel de direction provenant de Wallonie et à des ouvriers qualifiés de la région francophone. Ce personnel avait naturellement tendance à introduire au Limbourg la priorité du français.

En 1952, le Conseil signa un accord avec les dirigeants de l'industrie lourde et ceux des mines charbonnières afin de contrôler les effets socio-culturels de l'expansion industrielle. Les points suivants furent signalés par une commission ad hoc et inclus dans le texte de l'accord signé par le complexe minier:

Le monde de l'entreprise au Limbourg sera d'expression néerlandaise, quant à ses relations avec le public et à l'intérieur de ses services.

Pour autant que ce ne soit pas encore fait, les églises et les écoles auront une administration indépendante de l'entreprise. On devra créer, le plus tôt possible, un organisme limbourgeois d'assurance-accident.

L'entreprise devra aider, tout en respectant leur indépendance, les organismes de loisirs et les associations sportives et culturelles. On planifiera et on limitera l'expansion urbaine en créant des zones.

L'entreprise collaborera au développement économique du Limbourg.⁽¹⁾

Cet accord a constitué un premier pas vers la néerlandisation du monde des affaires au Limbourg.

Voyons en plus de détail, certaines dispositions. On part d'abord du principe suivant:

Il faut prendre comme critère: attribuer au néerlandais dans le Limbourg la place accordée à la langue française en Wallonie.⁽²⁾

On indique ensuite les modalités de l'interaction de l'industrie (1^o) avec le public, (2^o) au sein de l'entreprise et (3^o) avec d'autres entreprises.

1. Rapports entre l'entreprise et le public:

Firmes et sociétés anonymes situées dans le Limbourg utilisent une raison sociale néerlandaise; dans le cas où elle n'existe pas, les statuts seront modifiés afin d'y pourvoir.

La correspondance avec les administrations publiques se fera en néerlandais.

On correspond aussi en néerlandais avec les personnes et les firmes situées dans le pays flamand, sauf quand elles veulent qu'il en soit autrement.

Les documents (papiers, lettres, enveloppes) émanant d'entreprises situées au Limbourg portent des en-têtes en néerlandais.

Les indications et réclames sur les bâtiments, dans les rues, etc., seront rédigées en néerlandais.

(1) Tekst van het Akkoord, Limburgse Economische Raad, Hasselt, 1952.

(2) Ibidem.

On doit répondre en néerlandais à tout visiteur parlant cette langue, dans tout service et pour toute affaire.

2. Rapports à l'intérieur des services:

Le néerlandais devient la langue véhiculaire de toutes les entreprises situées au Limbourg. Par conséquent, dans tous les services, dont la comptabilité et la technique, tout document, formulaire, notation doit être rédigé en néerlandais.

On s'adresse en néerlandais aux ouvriers et aux employés.

Si l'on embauche des ingénieurs et des employés francophones, ces derniers doivent apprendre le néerlandais dans le plus bref délai. La commission croit que ceci est possible en dedans de deux ans si le néerlandais est la langue véhiculaire de l'entreprise.

3. Relations avec d'autres firmes.

On a considéré surtout ici les rapports avec l'organisme d'assurance, "Industrie Minière." La commission note avec satisfaction l'éventualité de la création d'une succursale d'Industrie Minière à Hasselt.

Entre temps, elle indique la nécessité:

Que les relations avec Industrie Minière se fassent en néerlandais;

Que, sauf en cas d'impossibilité absolue, les ouvriers soient examinés par des médecins qui parlent néerlandais;

Que les rapports et certificats des médecins soient rédigés en néerlandais;

Que les relations avec les ouvriers et les employés d'organisations-sœurs se fassent en néerlandais.⁽¹⁾

V. PUBLICATIONS

Les publications du Conseil Economique Limbourgeois comprennent: (1^o) une revue trimestrielle, "Economie in Limburg," dans laquelle paraissent des articles et des publications; (2^o) un rapport annuel, dans lequel on a le rapport des activités du Conseil et un aperçu de la situation économique du Limbourg accompagné de données statistiques; et (3^o) les résultats d'études spéciales sur des problèmes particuliers. Les membres, dont

(1) Ibidem.

la cotisation annuelle est de 150 francs, reçoivent sans frais supplémentaires ces publications.

Voici, à titre illustratif, les sujets d'articles publiés dans la revue trimestrielle, ces dernières années: (1)

1960

La situation du bassin charbonnier campinois. -- La station de recherche de Gorsem. -- La recherche pétrolière en Belgique. -- Les cours d'eau dans la vallée de Lommel. -- Rapport de la Commission pour la valorisation des charbons campinois.

1961

L'expansion des ports limbourgeois le long du Canal Albert et les canaux campinois. -- Les investissements américains à l'étranger. -- Rapport technique et économique concernant le bassin campinois. -- Urbanisme. -- Evolution future de la population au salariée du Limbourg. -- Evolution de la population des communes limbourgeoises de 1955 à 1960.

1962

Aspects économiques actuels. -- Aspects culturels de l'industrialisation du Limbourg. -- L'intérêt croissant à l'endroit du Limburgse Economische Raad. -- Structure industrielle du Limbourg hollandais.

1963

Considérations sur le passage de l'agriculture à l'horticulture. -- Pouvoir public et localisation des industries. -- Valorisation des charbons limbourgeois.

1964

De nouvelles autoroutes. -- La route E-39, axe d'expansion. -- Rôle d'Eindhoven dans le développement économique du centre du Benelux. -- La Société Nationale de Crédit à l'Industrie. -- Nova à Tongres.

Les publications du Conseil résultant d'études spéciales ont été très nombreuses. Elles ont été très populaires aussi, ce qui fait que nom-

(1) Source: Jaarboek 1964, Limburgse Economische Raad, Hasselt, 1965.

bre d'entre elles sont épuisées, même si elles ont été produites à grand tirage. Voici les sujets principaux d'ouvrages parus entre 1951 et 1964 :

Statuts du L.E.R. -- Agriculture et sylviculture dans le Limbourg. -- Vie des entreprises flamandes du Limbourg. -- Les communications au Limbourg. -- Chômage et mouvement de la main-d'œuvre. -- L'épargne. -- L'horticulture. -- Genk, centre industriel. -- Industrialisation et développement régional aux Pays-Bas. -- Morcellement et réaménagement de territoires agricoles. -- Cours d'eau entre l'Escaut et le Rhin. -- Problèmes du bassin charbonnier campinois. -- Le logement au Limbourg. -- La région de Maaseik. -- La structure économique de l'industrie charbonnière campinoise. -- Le Canal Albert, base idéale pour l'industrie. -- Commerce et métiers à Beringen. -- Fêtes du cinquantenaire des six mines limbourgeoises. -- Aspects économiques de l'urbanisme. -- Aspects techniques de l'aménagement du territoire. -- Hasselt, ville de localisation industrielle. -- Aspects de la structure économique et de la croissance de la région du centre du Benelux. -- L'industrie laitière. -- Saint-Trond, une étude socio-économique. -- Mémoire du Conseil Economique Limbourgeois sur la question charbonnière et la création d'entreprises dérivées (en français et en néerlandais). -- Directives pratiques concernant la démolition des taudis et des maisons malsaines. -- Directives pratiques concernant la politique du territoire et de l'habitation dans les communes. -- Répertoire des adresses des entreprises limbourgeoises.

La liste des ouvrages publiés montre que le Conseil s'est intéressé prioritairement à des problèmes particuliers au Limbourg, dont les mines charbonnières situées entièrement dans la partie limbourgeoise de la Flandre. Le regard industriel du Limbourg, par rapport aux régions voisines, fait aussi que le Conseil s'est préoccupé de la création de l'infrastructure requise pour permettre à l'industrie de croître rapidement dans la région hier rurale. Les problèmes-clés de l'économie limbourgeoise ayant un caractère distinctif, selon les instances dirigeantes du Conseil, elles se sont préoccupées de ceux-ci en rapport avec ceux du centre du Benelux, un territoire à la fois belge et hollandais.

ANNEXE VI-B-2

MEMBRES DU CONSEIL ECONOMIQUE LIMBOURGEOIS ⁽¹⁾

- + ROPPE, Louis, Gouverneur de la Province,
- AERTS, Jozef, Bourgmestre de Hensden,
- BAUDEWIJN, J., Ingénieur-agronome,
- + BERTRAND, Alfred, Ministre des Communications,
- + BIJNENS, Gerard, Député, bourgmestre de Genk,
- + BOES, Jean, Industriel, Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie du Limbourg,
- BOLLEN, Jozef, Médecin,
- BOONEN, Frans, Bourgmestre de Hamont,
- BROUWÉZ, Auguste, Directeur, Mine charbonnière d'Eisden,
- CLAES, Willy, Licencié en sciences politiques et sociales,
- + CLAESSEN, Albert, Député provincial permanent,
- CLERCKX, Paulus, Bourgmestre de Tessenderlo,
- + COOLS, Paul, Administrateur de sociétés,
- COPPENS, Jacques, Vice-président, Union des Centrales Electriques Campinoises,
- + CORNU, Fernand, Ingénieur,
- COX, Marcel, Président, Syndicats Chrétiens du Limbourg,
- GRAMM, Pierre, Secrétaire provincial, F.G.T.B.,
- DALEMANS, Jean, Ingénieur,
- DENOEL, François, Directeur, Usines métallurgiques Overpelt-Lommel et Corphalie,
- DE BIE, Ludo, Vice-président, S.A. Kredietbank, Hasselt,
- DE MARNEFFE, Abdon, Sénateur,
- DE SCHAEZTEN, Etard, Sénateur, bourgmestre de Tongres,
- DE WAELE, Kamiel, Agent, Banque Nationale, Hasselt,
- DEXTER, Albert, Médecin,
- + DIRCKX, Guillaume, Administrateur-délégué, Association financière pour le Limbourg et les Campines,
- DIRIX, Jean, Directeur, Banque de Bruxelles, Hasselt,
- DUCHATEAU, Alfons, Directeur-administrateur, S.A. Atlas-Baryam, Président, Ligne Economique Flamande, section du Limbourg,
- DUJARDIN, Mathieu, Représentant le Comité Directeur de la Banque de la Société Générale de Belgique, Hasselt,
- DUPONT, Jozef, Député, bourgmestre de Peer,
- ECTORS, Emiel, Directeur, S.A. Poudrerie, Royal, Coöppal,
- GEYSKENS, Gerard, Bourgmestre de Beringen,
- + GISKES, Willem, Directeur, S.A. Philips, Hasselt,
- GREGOIRE, Sylvie, Directeur-gérant, S.A. Fonderie Emaillerie,
- + GRUYTERS, Jan, Député provincial permanent,
- GYSENS, Raoul, Délégué des organisations libérales,
- HAFFMANS, Léon, Bourgmestre de Bilzen,
- HENDRICKX, René, Docteur en droit,
- HIEMELERS, Jozef, Ingénieur-agronome, professeur à l'Université catholique de Louvain,

(1) Année 1964, selon le Jaarboek 1964, op. cit. Les personnes dont les noms sont précédés du symbole (+) étaient aussi membres du conseil d'administration.

- + JARDIN, Clément, Fonctionnaire,
- JUCHTAERS, Jean, Directeur, Bureau régional, Ministère de la Main-d'Oeuvre,
- KONINGS, Jozef, Secrétaire fédéral, P.S.B., Fédération Hasselt-Saint-Trond,
- KUMPEN, Constant, Directeur, Keramo,
- LEMMENS, Léon, Entrepreneur de travaux publics,
- + LEYNEN, Hubert, Sénateur,
- LYCOPS, Louis, Directeur-administrateur, Mine charbonnière de Helchteren-Zolder,
- MARTENS, Alfons, Secrétaire-général, Classes moyennes du Limbourg,
- MARTENS, Lucien, Sénateur, ingénieur-agronome,
- MEYERS, Paul, Député, bourgmestre de Hasselt,
- QUINTIN, Albert, Directeur-général, Usines métallurgiques Overpelt-Lommel et Corphalie,
- REGGERS, Wim, Député provincial permanent,
- + ROBLJNS, Frans, Sénateur,
- RUBENS, André, Directeur provincial du Travail social chrétien,
- + RUTTEN, Guillaume, Sénateur,
- SAELS, Omer, Délégué-administrateur, S.A. Jean Saels,
- SCHIEPERS, Jules, Médecin,
- SERESTA, Gilbert, Bourgmestre d'Overpelt,
- SLEGERS, Henri, Colonel retraité,
- SMEETS, Theodoor, Bourgmestre de Mechelen-aan-de Maas,
- + SPAAS, Jozef, Ingénieur-agronome,
- STEYNS, Alfons, Directeur, S.A. Chaussures Ambiorix,
- + THEELEN, Frans, Editeur,
- THOMASSEN, Mathieu, Président, Centrale des mineurs libres,
- ULENS, François, Directeur de commerce, S.A. Carideng,
- VANDERMEULEN, Louis, Ingénieur,
- VAN HEIDEN, Theodoor, Directeur-général, S.A. Produits Chimiques de Tessenderlo, directeur-général, S.A. Produits Chimiques du Limbourg,
- VERHOEVEN, René, Bourgmestre de Lommel,
- + VESTERS, Camille, Administrateur-directeur, Mine charbonnière André Dumont,
- VILLERS, Jean, Directeur, Société Brufina,
- + VOLDERS, Aimé, Directeur-administrateur, Mine Charbonnière de Berlaage,
- + VREVEN, Raoul, Sénateur.

ANNEXE VI-C-1

LE BUREAU ECONOMIQUE DE LA PROVINCE DE NAMUR

I. ORGANISATION DU B.E.P. NAMUR

- A. Création du Bureau
- B. Structure du Bureau
 - 1. Assemblée générale
 - 2. Conseil d'administration
 - 3. Comité de direction
 - 4. Organisation des services d'exécution

II. ACTIVITES DU BUREAU

- A. Gestion des Intercommunales
- B. Aide financière aux entreprises
- C. Aide générale aux entreprises
- D. Création d'entreprises nouvelles
- E. Aménagement du territoire
- F. Zonings industriels
- G. Infrastructure
- H. Prêts complémentaires pour l'habitation sociale
- I. Gestion du Palais des Expositions
- J. Etudes et documentation
 - 1. Etudes
 - 2. Documentation
 - 3. Information

ANNEXE VI-C-1

LE BUREAU ECONOMIQUE DE LA PROVINCE DE NAMUR

I. ORGANISATION DU B.E.P. NAMUR

A. Création du Bureau

Dans le cadre de l'expansion économique des dernières années, la politique de la province de Namur s'est manifestée et concrétisée par la création de quatre Sociétés Intercommunales couvrant l'ensemble de son territoire. Il s'agit de l'Intercommunale de la région namuroise, l'Intercommunale de la Famenne, du Condroz et de la Haute-Meuse, l'Intercommunale de l'Entre-Sambre et Meuse, et l'Intercommunale de la région de Gedinne-Semois. Elles furent créées en novembre et décembre 1962.

Afin de pouvoir coordonner les programmes de ces Intercommunales et d'assurer la mise en place des moyens d'action nécessaires à cette réalisation, on a constitué au même moment, en outre, le Bureau Economique de la Province de Namur, association sans but lucratif.

Selon l'article 3 de ses statuts, le B.E.P. Namur a comme objet d'entreprendre à son propre compte ou pour des tiers, toute étude, démarche ou activité susceptibles d'assurer l'expansion économique et sociale dans la province. Il le fait, notamment: en collaborant à la gestion des Intercommunales; en entreprenant toutes les études nécessaires à la réalisation des objectifs poursuivis par elles et en leur faisant les propositions découlant de ces examens; en exécutant les décisions qui prendront les Intercommunales; en réalisant, à la demande de l'autorité provinciale, tout travail ou étude à but social et économique.

B. Structure du Bureau

Il convient d'indiquer, en premier lieu, l'importance des Intercommunales et le caractère de leur conseil d'administration. Le tableau ci-dessous présente cette information succinctement.

Les quatre Intercommunales groupent 140 communes, d'un total de 220,946 habitants. Elles comprennent aussi 96 membres de droit privé. Le capital souscrit est de 37,335,000 de francs belges.

Importance et représentation	Namur	Famenne, Condroz, Haute-Meuse	Entre-Sambre et Meuse	Gedinne- Semois
Communes affiliées	46	42	28	24
Habitants, 31.12.63	140,902	46,701	25,027	8,286
Membres de droit privé	65	18	10	3
Capital souscrit (en mil- liers de francs)	23,733	7,823	4,399	1,380
Représentants des commu- nes	16	5	5	5
Représentant de la pro- vince	8	2	2	2
Représentants privés	4	0	0	0

Le Bureau Economique comprend un comité de direction, un conseil d'administration, l'organisation des services d'exécution et l'assemblée générale. L'organigramme présenté en page suivante permet de percevoir les liens internes et les liaisons extérieures du B.E.P. Namur.

1. Assemblée générale

L'Assemblée générale compte trente-six membres répartis comme suit: quatre fois trois membres représentant chacune des quatre Sociétés Intercommunales, six membres représentant le Conseil Provincial de Namur et dix-huit membres en qualité d'employeurs, de représentants d'associations d'employeurs et d'associations de travailleurs.

Au cours de 1964, l'Assemblée s'est réunie deux fois. ⁽¹⁾

2. Conseil d'administration

Le Conseil d'administration se compose de douze membres désignés par l'Assemblée de façon à refléter la composition de celle-ci. Le Conseil a tenu six réunions en 1964. ⁽²⁾

3. Comité de direction

Le Comité de direction, qui compte sept membres, se voit confier par le Conseil les pouvoirs nécessaires à la gestion courante. Le Comité

(1) B.E.P. Namur, Rapport d'activités pour l'exercice 1964.

(2) Ibidem.

PROVINCE

COMMUNES

SECTEUR PRIVE
Entreprises
Syndicats

VI-C-1-4c

Quatre
INTERCOMMUNALES
D'AMENAGEMENT &
D'EQUIPEMENT
ECONOMIQUE

A.S.B.L. BUREAU ECONOMIQUE
PROVINCE DE NAMUR

ASSEMBLEE GENERALE

CONSEIL
D'ADMINISTRATION

COMITE DE
DIRECTION

DIRECTEUR

ETUDES ET
DOCUMENTATION

AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE

AIDE AUX
ENTREPRISES

GESTION
INTERCOMMUNALES

FOIRES ET
EXPOSITIONS

SERVICE
TECHNIQUE

ADMINISTRATION

a tenu quarante et une réunions au cours de 1964. (1)

4. Organisation des services d'exécution

Sous l'autorité d'un directeur et d'un secrétaire général, les services d'exécution se divisent en sept secteurs.

i) Aide aux entreprises. -- Le secteur de l'aide aux entreprises a pour objectif de résoudre avec les industriels tous les problèmes qui se posent lors de l'installation et du développement de leur exploitation (problèmes administratifs et financiers, séminaires de formation des dirigeants et des cadres, services de spécialistes en matière de gestion, d'organisation commerciale, d'ateliers, etc.). Il comprend un service d'accueil et d'intégration de la main-d'oeuvre étrangère qui réunit six agents.

ii) Aménagement du territoire. -- La politique d'aménagement du territoire provincial comprend les questions d'infrastructure, de lotissement, de zoning industriel et résidentiel, de plans de secteurs. Quatre agents sont employés au service de l'aménagement.

iii) Etudes et documentation. -- Le secteur d'études et de documentation est chargé d'effectuer des études régionales, de commenter les études nationales et interrégionales, de créer et diffuser une documentation destinée aux entreprises et à divers organismes. Le secteur compte deux agents.

iv) Gestion des Intercommunales. -- Un secteur assure la gestion des quatre Sociétés Intercommunales. Il suscite et coordonne les actions des communes dans les domaines économique, social et culturel. Il aide à résoudre divers problèmes soulevés par des mandataires communaux. Le service compte actuellement trois agents.

v) Service technique. -- Le service technique effectue des études, des travaux d'amélioration ou d'entretien aux installations du Palais des Expositions, l'expertise de certains immeubles pour lesquels un prêt provincial est sollicité, des travaux pour le compte de tiers, comme par exemple, des plans de lotissements.

vi) Foires et expositions. -- Un service assure la gestion du Palais des Expositions. Il organise les foires, expositions et réunions d'ordre divers. Il est composé de trois agents.

vii) Secteur administratif. -- L'activité du dernier secteur englobe les problèmes d'administration générale, les travaux de secrétariat, la comptabilité du Bureau et des Intercommunales. Elle comprend aussi certains travaux pour le compte de tiers, dont, notamment, la gestion pour le compte de la Province de Namur du Service Provincial de Prêts pour l'achat, la construction et l'assainissement d'habitations sociales. Le service compte neuf agents.

(1) Ibidem.

II. ACTIVITES DU BUREAU

Lors de sa création, le Bureau Economique s'est vu confier de multiples tâches: la gestion des sociétés intercommunales d'aménagement et d'équipement économique et l'exécution de leur programme, la continuation et l'extension des activités économiques menées antérieurement par l'Office Economique Social et Culturel de la province de Namur, la mise en train de modes d'action nouveaux.

A. Gestion des Intercommunales

L'Assemblée générale et le Conseil d'administration ont tenu leurs réunions statutaires et ils se sont préoccupés des problèmes suivants en 1964: ⁽¹⁾

- i) Intercommunale namuroise: équipement et aménagement du parc industriel de Mettet; installation de la S.A. Létourneau-Westinghouse à Gembloux; avant-projet d'étude du zoning industriel de la Basse-Sambre; installation de la S.A. Industrialisation Belge du Bâtiment à Gembloux.
- ii) Intercommunale de la Famenne, du Condroz et de la Haute-Meuse: amélioration des forêts communales; étude sur la rentabilité de l'industrie hôtelière, création d'un centre sportif d'entraînement et de formation à Anscreme.
- iii) Intercommunale de l'Entre-Sambre et Meuse: perspectives de développement de la région de Couvin; construction de logements sociaux; situation des transports en commun; plans communaux de lotissement.
- iv) Intercommunale de Gedinne-Semois: étude du plan du secteur de la Semois namuroise; création d'une maison de retraite à Bièvre; amélioration des réceptions de télévision; plans communaux de lotissement.

Ajoutons que les quatre Sociétés Intercommunales d'Aménagement et d'Equipement Economique ont examiné également des problèmes généraux, tels que les problèmes de l'eau et de la route Charlemagne.

(1) Ibidem et Contact-B.E.P., revue mensuelle, numéro de janvier 1965.

B. Aide financière aux entreprises

L'aide aux entreprises est un domaine des activités qui relève durant de longues années, de l'Office Economique, Social et Culturel.

En vue de favoriser l'expansion économique, des interventions peuvent être accordées pour la création de nouvelles entreprises ou de nouvelles sections de production dans des entreprises déjà existantes, pour des études de réorganisation interne d'entreprises et pour la prospection systématique des marchés étrangers.

De 1961 à 1964, quarante-trois primes ont été accordées pour un montant total de 2.113.375 francs belges. Pendant la même période, trente-neuf promesses de subventions ont été faites et elles portent sur des engagements de 2.191.369 francs.

C. Aide générale aux entreprises

Une aide générale est apportée à l'occasion de tout problème qui se pose aux firmes industrielles et commerciales. Les problèmes sont examinés par le Bureau Economique et ils donnent lieu à des interventions diverses: interventions auprès d'organismes de crédit et des administrations, études d'implantations, renseignements en matière d'organisation, d'administration, de technique, de question commerciale, etc.

Durant l'année 1964, on a enregistré dans ce domaine, quelque 260 interventions. Aux interventions directes des services du Bureau Economique, il faut ajouter celles de conseillers spécialisés mis gratuitement à la disposition des industriels. Au cours de leurs permanences mensuelles, ces conseillers de gestion, en organisation commerciale et en organisation d'atelier ont reçu 73 industriels. Certains problèmes réclamant un examen plus approfondi et une étude sur place, trente-sept diagnostics ont été ainsi établis en 1964.

D. Création d'entreprises nouvelles

En 1964, la S.A. Wilson Products à Assesse et la S.A. Sart d'Avril à Noville-les-Bois sont entrées en activité.

De plus, les entreprises suivantes se sont installées ou étaient en cours d'installation: la S.A. Letourneau Westinghouse à Gembloux, la fabrique de cintres Closson à Beauraing, la Société Coopérative de Déshydratation de luzerne à Mettet, la S.A. Ateliers de Constructions Métalli-

ques de Mettet, la Centrale des Producteurs de fruits et légumes du Namurois à Wépion.

L'installation des usines suivantes était prévue: de la S.A. Mac Belvet à Gembloux et de la S.A. Industrialisation Belge de Bâtiment à Gembloux.

Ces différentes entreprises entraînent la création de quelque 1180 emplois.

A la fin de l'année 1964, le Bureau Economique a mis à l'étude la création d'un complexe de débitage industriel de la viande, d'un marché couvert à Ciney et d'un centre céréaliier.

E. Aménagement du territoire

Avec l'aménagement du territoire, on aborde une partie consacrée aux modes d'action nouveaux.

Pour la réalisation des études de survey régionaux, la Province de Namur a été scindée en deux parties. La partie située à l'est de la Meuse a été englobée dans la région du sud-est de la Belgique. L'étude de survey est actuellement analysée. La partie située à l'ouest de la Meuse a été comprise dans la région Sambre et Meuse. Le survey exécuté par un groupe privé n'était pas encore terminé à la fin de 1964.

Au cours de l'année, un accord général est intervenu avec l'Administration de l'Urbanisme, associant étroitement le Bureau Economique aux travaux d'étude des plans de secteur. La désignation, par arrêté royal, des secteurs Semois-Namurois, Ardennes, Charleroi et Namur est intervenue. Pour les deux premiers secteurs cités, le Bureau Economique a soumis son programme. Il a de plus élaboré des propositions quant à la désignation des autres secteurs couvrant la province.

F. Zonings industriels

L'exécution du plan général de création de zonings industriels a été poursuivie. Le projet d'équipement du parc industriel de Mettet est réalisé. A la fin de 1964, les premières études d'un projet d'équipement du zoning industriel de la Basse-Sambre étaient en cours. Des contacts furent pris pour la définition d'un zoning industriel à Gembloux où plusieurs nouvelles entreprises s'installent. Des études partielles ont été faites pour la localisation de zones à Dinant et à Naville-le-Bois.

G. Infrastructure

Le Bureau a défendu la construction prioritaire du tronçon Gosselin-Suarlée de l'autoroute de Wallonie et a fait, de concert avec les responsables de la province de Luxembourg, des propositions concrètes pour la construction de l'autoroute des Ardennes. Puis, le Bureau Economique précisait qu'une coordination plus poussée entre les autorités régionales et la direction provinciale de Ponts et Chaussées devrait aboutir aux réalisations considérées comme indispensables.

Des terrains sont acquis à Vezin pour la construction en série de logements sociaux.

Plusieurs communes ont demandé au Bureau Economique d'établir des plans de lotissement.

H. Prêts complémentaires pour l'habitation sociale

En plus de ses activités normales, le Bureau a été chargé d'appliquer la politique provinciale dans le domaine des habitations sociales. Cette politique consiste à octroyer lors de la construction, de l'achat ou de l'assainissement d'une habitation sociale un prêt complémentaire à celui consenti en premier rang par un organisme reconnu.

En 1964, deux cent cinquante-six demandes de prêts ont été enregistrées, se répartissant comme suit: pour la construction, 145; pour l'achat, 94; pour l'assainissement, 17. On estimait à 15,000,000 de francs le volume des prêts accordés pour l'année, dont 9,371,000 ont fait l'objet d'actes réalisés.

Le règlement provincial prévoit également la remise d'une annuité de remboursement de prêt pour toute naissance dans les ménages comptant au moins deux enfants. En 1964, deux remises d'annuité ont été accordées. Cette disposition connaîtra son plein effet à compter de l'année de 1965.

I. Gestion du Palais des Expositions

Le Bureau Economique a également été chargé par la Province de gérer et d'exploiter le Palais des Expositions. Au cours de l'année 1964, deux manifestations importantes furent organisées: la 14^e Exposition Officielle de Namur et la 4^e Foire Agricole de Wallonie. Le Bureau a pour suivi l'exploitation du Palais en tant que complexe sportif et procédé à diverses locations des installations en vue de diverses manifestations.

J. Etudes et documentation

Les études et la documentation constituent aussi une partie considérable de l'activité du Bureau.

1. Etudes

Vers la fin de l'année 1963, la section étude et documentation était attachée à la tâche de réaliser un inventaire exhaustif de toutes les données intéressant l'économie de la Province.

Cette recherche a nécessité de nombreuses démarches auprès des administrations et des organismes professionnels et aussi des enquêtes particulières. Sur ce dernier point, l'examen de la bibliographie des structures économiques a été précédé d'une enquête auprès de toutes les entreprises de la province occupant plus de vingt personnes en vue de situer l'évolution passée et les perspectives d'avenir de chaque branche d'activité.

Les résultats de l'enquête ont été publiés, sous le titre Inventaire économique de la Province de Namur. La publication est divisée en cinq chapitres et couvre la plupart des aspects de l'économie provinciale:

- les structures physiques fondamentales,
- les structures physiques transformées,
- les structures démographiques,
- les structures professionnelles,
- la structure économique.

Cet inventaire devait servir de base à l'élaboration d'un programme d'action. Un groupe de travail a été constitué et étudie les objectifs à atteindre et les moyens à mettre en oeuvre pour les atteindre le plus sûrement et le plus efficacement.

Le Conseil d'Administration de la Société Intercommunale d'Aménagement et d'Equipeement Economique de la Famenne, du Condroz et de la Haute-Meuse a chargé le Bureau au début de l'année 1964 d'étudier la rentabilité de l'industrie hôtelière. Avec la collaboration des associations professionnelles intéressées, du Commissariat général du Tourisme et de l'Institut d'Etudes Economiques des Classes Moyennes, la section avait mis au point le processus de l'enquête et le formulaire-questionnaire.

Toutefois, la Ligue Hôtelière des Ardennes a retiré sa collaboration. Par ce fait, l'enquête était vouée à un échec certain et le Comité de Direction du Bureau dut prendre la décision de ne pas poursuivre l'étude.

Le Conseil d'Administration de l'Intercommunale de l'Entre-Sambre et Meuse a chargé le Bureau d'étudier la desserte de la région au moyen de transports en commun. Des plaintes nombreuses et renouvelées sont en réalité formulées par les usagers. Des formulaires ont été adressés aux communes, aux établissements d'enseignements secondaires et aux entreprises en vue de chiffrer le volume et les orientations des déplacements quotidiens. Le rapport d'enquête a abouti à la constatation que le problème des transports de l'Entre-Sambre et Meuse ne se réduisait pas à quelques améliorations à apporter au système. Il paraissait plus vaste. Il mettait en question l'organisation générale des transports en commun et la politique à suivre en vue de sauvegarder l'économie de la région et son avenir.

Le rapport fut discuté par le Conseil d'Administration de l'Intercommunale et les délégués de la Société Nationale des Chemins de Fer, de la Société de Chemins de Fer Vicinaux et du Ministère des Communications.

A part de préparer ces études, la section de recherche du Bureau a été amenée à fournir aux responsables des autres sections techniques, les données de base nécessaires à l'orientation de leurs travaux notamment en matière d'infrastructure et d'implantation des entreprises.

2. Documentation

Quant à la documentation, indiquons seulement que le service de documentation a élaboré un système d'enregistrement permanent de tous les documents reçus au Bureau Economique. Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1964, la section de documentation a enregistré 1.637 documents reçus et a établi les fiches ad hoc pour chacun.

Les journaux sont aussi disponibles régulièrement au service de la documentation et les extraits intéressants sont circulés, conservés et catalogués.

En plus de cette documentation générale, la section gère une bibliothèque spécialisée dans les problèmes de la gestion des entreprises.

3. Information

Terminons ces considérations sur le Bureau Economique de la Province de Namur en mentionnant qu'en 1964 le Bureau a commencé la publication d'un bulletin mensuel d'information, intitulé -- Contact B. E. P. En plus d'un court article de fond sur un problème d'actualité, le bulletin contient sous une forme succincte, les nouvelles de l'économie namuroise et de l'activité du Bureau.

Le bulletin est adressé gratuitement à toutes les personnalités politiques et économiques de la province, à tous les bourgmestres, aux directeurs des établissements d'enseignement professionnel et technique et aux entreprises de la province qui comptent plus de vingt personnes.

ANNEXE VI-C-2

STATUTS DU BUREAU ECONOMIQUE DE LA PROVINCE DE NAMUR

TITRE 1. - DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - DUREE - OBJET.

Article 1er.

L'association est dénommée "Bureau Economique de la Province de Namur". En abrégé "B.E.P.--Namur".

Cette dénomination est suivie des mots "Association sans but lucratif". En abrégé A.S.B.L.

Article 2.

L'association est créée sans limitation de durée. Son siège social est établi à Namur.

Article 3.

L'Association a pour objet d'entreprendre pour son propre compte ou celui de tiers, toutes études, démarches, activités quelconques, susceptibles d'assurer dans la Province de Namur, l'expansion économique et sociale, notamment par les moyens suivants:

1o en collaborant à la gestion des intercommunales créées en vue de l'expansion économique et sociale de la Province de Namur;

2o en entreprenant toutes les études nécessaires à la réalisation des objectifs poursuivis par les dites intercommunales et en faisant à celles-ci les propositions découlant de ces examens;

3o en exécutant les décisions que prendront ces intercommunales;

4o en réalisant, à la demande de la Province, tous travaux ou études à but économique ou social.

TITRE 2. - MEMBRES - ADMISSION - DIMISSION - EXCLUSION.

Article 4.

Le nombre des membres est fixé à 36 au maximum.

Trois membres au maximum sont désignés par le Conseil d'Administration de chacune des sociétés intercommunales ci-après:

- Société Intercommunale d'Aménagement et d'Equipement Economique de la région Namuroise.
- Société Intercommunale d'Aménagement et d'Equipement Economique de la Famenne et du Condroz.
- Société Intercommunale d'Aménagement et d'Equipement Economique de l'Entre-Sambre et Meuse.
- Société Intercommunale d'Aménagement et d'Equipement Economique de la Région de Gedinne-Semois.

Six membres au maximum font partie du Conseil Provincial de Namur.

Dix-huit membres au maximum sont désignés soit en qualité d'employeur ou de représentant d'une association d'employeurs, soit en qualité de représentant d'une association de travailleurs.

Article 5.

L'admission des membres fait l'objet d'une décision du Conseil d'Administration.

Cette admission implique l'adhésion sans réserve aux statuts et aux règlements de l'Association, ainsi que le versement de la cotisation prévue.

La demande d'admission est dressée au Conseil d'Administration. Celui-ci statue souverainement et sans qu'il puisse en être demandé justification, dans le délai qu'il juge opportun.

La décision est portée à la connaissance de la personne intéressée, par simple lettre signée par le Président du Conseil d'Administration ou le délégué de ce Conseil.

Article 6.

La liste alphabétique des membres est déposée au Greffe du Tribunal Civil du siège de l'Association, dans le mois de la publication des statuts.

Cette liste est complétée chaque année par l'indication, dans l'ordre alphabétique des modifications intervenues.

Article 7.

La qualité de membre de l'Association se perd:

- 1) par démission adressée au moins trois mois avant la fin de l'exercice social, au Conseil d'Administration, par lettre recommandée à la poste;
- 2) par défaut de paiement des cotisations;
- 3) par exclusion prononcée par l'Assemblée générale après audition de la personne intéressée par le Conseil d'Administration, par lettre recommandée à la poste;
- 4) par décès;
- 5) par perte de la qualité ou révocation de la désignation ayant justifié l'admission conformément à l'article 4 ci-dessus.

TITRE 2. -- ADMINISTRATION.

Article 8.

Le Conseil d'Administration est composé de 12 membres choisis parmi les membres de l'Association de telle sorte que la composition du Conseil, reflète celle de l'Assemblée générale des associés.

Article 9.

Les administrateurs sont nommés par l'Assemblée générale, pour une durée de quatre ans.

Ils sont rééligibles.

En cas de vacance avant l'expiration du terme de 4 ans, le nouvel administrateur désigné, achève le mandat de celui qu'il remplace.

En tout état de cause, en cas de vacances au sein du Conseil, les membres restants continuent à former un Conseil d'Administration ayant les mêmes pouvoirs que s'il était complet.

Le minimum de trois membres en fonction est toutefois requis.

Article 10.

Le Conseil d'Administration choisit dans son sein un Président et un ou deux Vice-Présidents.

Il nomme, dans son sein ou en dehors, le Secrétaire ainsi que le Trésorier.

Article 11.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président ou de son remplaçant et au moins une fois par an.

Le Président ou son remplaçant est tenu de le convoquer à la demande de deux membres du Conseil.

Les résolutions sont prises à la majorité des suffrages. En cas de partage, la voix du Président de la séance est prépondérante.

Le vote est valable quel que soit le nombre des membres présents.

Article 12.

Il est tenu procès-verbal des séances du Conseil d'Administration dans un registre spécial. Les procès-verbaux sont rédigés par le Secrétaire et signés par le Président de la séance. Ils sont soumis au Conseil, pour ratification, lors de sa première réunion.

Les copies ou extraits des résolutions, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le Président ou par toute autre personne spécialement désignée à cet effet par le Conseil d'Administration.

Article 13.

Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion des intérêts de l'Association et pour la

réalisation de son objet.

Il est chargé de l'agrément des membres sollicitant leur admission et d'entendre les personnes dont l'exclusion est soumise à l'Assemblée générale; il peut déléguer ces deux pouvoirs.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée générale par la loi ou par les présents statuts est de sa compétence.

Il peut notamment faire et passer contrats et marchés; acheter, vendre, échanger, acquérir, aliéner, prendre et donner à bail tous biens meubles nécessaires à la réalisation de l'objet social: faire tous emprunts à court et à long terme; consentir tous droits réels sur les biens sociaux, tant mobiliers qu'immobiliers, tels que privilèges, hypothèques, gages et autres; consentir la voie parée, donner mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, ainsi que de tous commandements, transcriptions, saisies ou autres empêchements, avec ou sans constatation de paiement, renoncer à l'action résolutoire; nommer et révoquer tous directeurs ou agents, fixer leurs traitements, leurs attributions, et, le cas échéant, leur cautionnement; arrêter tous règlements d'ordre intérieur; compromettre et transiger.

Il statue sur toute acceptation de dons et legs.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de l'Association, poursuites et diligences du Président du Conseil ou à son défaut, de deux Administrateurs.

Article 24.

Le Conseil d'Administration peut déléguer tous pouvoirs nécessaires à la gestion courante, à un comité de direction, dont les membres peuvent ne pas être administrateurs. Cette décision ne peut être acquise qu'à la majorité des 2 tiers.

Le comité de direction nomme parmi ses membres, un président et un vice-président.

Toute décision du comité de direction, est prise à la majorité absolue des suffrages. En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

Le comité de direction peut déléguer également tous pouvoirs de gestion journalière de l'Association, avec l'usage de la signature sociale afférente à cette gestion, à un directeur nommé par le Conseil d'Administration.

Article 15.

Tous les actes qui engagent l'Association, à défaut d'une délégation donnée par le Conseil d'Administration sont signés par le président et un administrateur.

Ils n'auront pas à justifier, vis-à-vis des tiers, d'une délibération préalable du Conseil.

Article 16.

Les Administrateurs ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat. Ils ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'Association.

TITRE 4. -- ASSEMBLEE GENERALE.

Article 17.

L'Assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'université des membres.

Elle a les pouvoirs les plus étendus.

Article 18.

Une décision de l'Assemblée générale est nécessaire pour les objets suivants:

- 1) Modification des Statuts.
- 2) Nomination ou révocation des Administrateurs et des Commissaires.
- 3) Approbation des budgets et des comptes.
- 4) Exclusion des membres.
- 5) Dissolution de l'Association.

Article 19.

L'Assemblée générale ordinaire se réunit au moins une fois par an, sur convocation du Conseil d'Administration, au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Le Conseil d'Administration convoque l'Assemblée générale en réunion extraordinaire, lorsqu'un cinquième au moins des membres en fait la demande.

Les convocations pour toutes les Assemblées générales sont faites par simple lettre, quinze jours au moins avant la date de la réunion. Elles doivent mentionner l'ordre du jour.

Toute proposition signée par au moins un membre, doit être portée à l'ordre du jour.

Article 20.

Tout membre pourra se faire représenter à l'Assemblée par un autre membre muni d'une procuration régulière. Toutefois, un même membre ne peut représenter plus de trois membres absents.

Chaque membre, présent ou représenté, dispose d'une voix.

Les résolutions relatives à des objets ne figurant pas à l'ordre du jour, ne peuvent être prises qu'en cas d'urgence décidée par la majorité des membres présents ou représentés.

Article 21.

Chaque année, l'Assemblée générale désigne un ou plusieurs Commissaires, chargés spécialement de vérifier les comptes arrêtés par le Conseil d'Administration à la clôture de l'exercice.

Les Commissaires peuvent être choisis en dehors des membres de l'Association.

Ils peuvent prendre connaissance, sans les déplacer, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de l'Association.

Le Conseil d'Administration est tenu de soumettre tous les ans, à l'approbation de l'Assemblée générale, le compte de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice suivant.

Article 22.

L'Assemblée générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration et, en cas d'empêchement, par un Vice-Président. A défaut du Président et des Vice-Présidents, la présidence est assumée par un administrateur à désigner par ses collègues.

Article 23.

Les décisions de l'Assemblée générale sont prises à la majorité des membres présents ou représentés quel que soit leur nombre, la voix du Président de séance étant prépondérante en cas de parité, à l'exclusion toutefois des cas ci-après:

- a) exclusion d'un associé: la décision est prise à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.
- b) modifications aux statuts: l'objet de ces modifications doit être spécialement indiqué dans la convocation et l'Assemblée ne peut délibérer que si elle réunit les deux tiers des membres. Les modifications doivent être adoptées à la majorité des deux tiers. L'unanimité des membres présents est exigée si la modification affecte l'objet en vue duquel l'Association s'est constituée.

Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer quel que soit le nombre des membres présents: la décision, adoptée à la majorité des deux tiers, est alors soumise à l'homologation du tribunal civil.

- c) dissolution de l'Association: l'Assemblée ne peut se prononcer que si les deux tiers de ses membres sont présents. A défaut, il peut être convoqué une seconde réunion qui délibérera valablement quel que soit le nombre des membres présents. La décision n'est adoptée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

Toute décision prise par une assemblée ne réunissant pas les deux tiers des membres de l'Association, est soumise à l'homologation du tribunal civil.

Article 24.

Les procès-verbaux des Assemblées générales sont signés par les membres du Conseil d'Administration.

Ces procès-verbaux sont consignés dans un registre spécial conservé au siège social, où tous les membres de l'Association peuvent en prendre connaissance, sans déplacement du registre.

Les résolutions de l'Assemblée générale sont portées à la connaissance des membres et des tiers intéressés par lettre-missive.

Les expéditions ou extraits à délivrer aux tiers sont signés par le Président du Conseil ou par le mandataire désigné à cet effet par le Conseil d'Administration.

Article 25.

Toute modification aux statuts doit être publiée, dans le mois de sa date, aux annexes du Moniteur belge.

Il en est de même de toute nomination, démission ou révocation de membres du Conseil d'Administration, ainsi que de la délibération prononçant la dissolution de l'Association.

Toute décision de justice prononçant la dissolution et la nomination de liquidateurs doit être également publiée, par extraits, aux annexes du Moniteur belge.

TITRE 5. RESSOURCES.Article 26.

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Article 27.

Les ressources de l'Association se composent:

- a) Des cotisations exigées des membres. Elles sont fixées par le Conseil d'Administration et ne peuvent excéder 100 Fr. belges par an.

- b) Des subsides, des subventions, des versements de soutien qui seraient effectués par des membres ou des tiers.
- c) Des libéralités **entre vifs** ou testamentaires au profit de l'Association.

Article 28.

Le membre démissionnaire ou exclu et les héritiers ou ayant cause du membre décédé n'ont aucun droit sur le fonds social et ne peuvent réclamer aucun compte, faire apposer les scellés ou requérir l'inventaire.

TITRE 6. - LIQUIDATION.

Article 29.

En cas de liquidation de l'Association, l'actif net sera versé à la Province de Namur.

Fait à Namur, en cinq exemplaires,

le

ANNEXE VI-D

L'ECONOMIE DE LA REGION LIEGEOISE

- A. Aperçu général
- B. Politique démographique
 - 1. Agir sur la natalité
 - 2. Agir sur la mortalité
 - 3. Agir sur l'immigration interne
 - 4. Agir sur l'immigration étrangère
 - 5. Agir sur les mouvements quotidiens de main-d'oeuvre migratoire
- C. Politique de l'équipement public
- D. Politique économique

ANNEXE VI-D

L'ECONOMIE DE LA REGION LIEGEOISE

A. APERCU GENERAL

L'économie de la région liégeoise est une étude économique de 647 pages, éditée par le Conseil Economique Wallon et publiée en 1960 avec le concours de la Fondation Universitaire de Belgique. Elle a paru sous la direction de Joseph Mineur, administrateur-délégué du Conseil Economique Wallon, et de Paul Lambert, professeur à l'Université de Liège. Il s'agit d'une étude d'importance, en ce qui concerne les recherches sur l'économie régionale en Belgique et en Wallonie en particulier.

Dans l'introduction de ce travail volumineux, messieurs Mineur et Lambert attirent l'attention sur le fait que l'étude de la région liégeoise diffère du commun des études régionales. En effet, les spécialistes de l'économie régionale s'occupent en général davantage des régions qui sont arriérées, sous-développées ou déprimées. La région liégeoise ne se classe dans aucune de ces trois catégories. La région liégeoise, qui est une des zones les plus anciennement industrialisées du monde, n'est ni arriérée, ni sous-développée, ni déprimée. Cependant cette région, très importante pour la Wallonie et même pour le pays entier, fait face à de très graves problèmes qui demandent presque continuellement des études approfondies.

Les auteurs précisent que l'économie de cette région souffre de "stagnation économique", ce qu'ils définissent alors comme un écart grandissant entre la croissance effective et le potentiel de croissance. ⁽¹⁾ Parmi les facteurs qui stimulent cette stagnation, ils citent les faits suivants:

l'économie de la région liégeoise est de plus en plus axée sur le seul secteur de la sidérurgie; le vieillissement démographique, causé par une pénurie de main-d'oeuvre; la tendance souvent manifeste à la pléthore dans les activités du secteur tertiaire, tout particulièrement dans la distribution; un manque d'efforts collectifs par les pouvoirs

(1) Conseil Economique Wallon, L'économie de la région liégeoise; Analyse et perspectives. Eléments d'une politique; Liège, Editions du Conseil Economique Wallon, 1960, p. 8.

locaux, régionaux et nationaux, l'université et d'autres établissements d'enseignement, les organismes économiques, les syndicats, les chefs d'entreprises.

Quant au champ d'étude proprement dit, les auteurs ont mené leur analyse principalement sur deux plans distincts: d'une part, celui de la "région économique liégeoise" qui correspond avec le territoire de l'arrondissement de Liège et, d'autre part, celui de la "région industrielle liégeoise" centre industriel à caractère urbain qui fut, déjà en 1944, défini par le professeur Tulippe.⁽¹⁾ La région industrielle liégeoise compte 65 communes et une population de près de 600.000 personnes.⁽²⁾

L'étude se divise en deux grandes parties: une première partie se rapporte d'abord au territoire (la délimitation de la région, les ressources du sol et du sous-sol, l'équipement public: le transport par eau, par route, par rail, par air, etc.) et puis au facteur humain (la structure démographique, le logement, l'enseignement secondaire et supérieur, la zone de recrutement et de mobilité interrégionale de la main-d'œuvre). La seconde partie se rapporte principalement à quatre branches de l'activité économique: l'industrie, l'agriculture, le commerce et l'artisanat.

En ce qui concerne la forme de cette publication, il est intéressant de mentionner qu'elle est largement une collection de différentes analyses faites par divers spécialistes dans les domaines et sujets que nous venons d'indiquer. Elle est sans doute, à beaucoup de points de vue, un bon exemple d'un résultat fertile issu du travail d'équipe au sein d'un organisme de recherche de réputation.

Un sommaire détaillé de cette publication serait intéressant mais, étant donné l'étendue du sujet, nous avons jugé utile de nous limiter à quelques conclusions importantes et, spécialement, aux quelques lignes maîtresses d'une politique telle que précisée par messieurs Mineur et Lambert. Quant aux lignes maîtresses d'une politique, ils se sont prononcés dans six domaines: politique démographique, politique du loge-

(1) Voir son Cours de géographie humaine, 1^{re} partie, tome IV, Liège, 1944, pp. 53-109, et L'économie de la région liégeoise, p. 18.

(2) L'arrondissement de Liège comptait en 1947 585,385 personnes.

ment, politique de l'enseignement, politique économique, politique d'équipement public et politique financière. Nous verrons ci-dessous quelques points soulignés par les auteurs dans le domaine démographique, celui de l'équipement public et dans le domaine économique.

B. POLITIQUE DEMOGRAPHIQUE

Les recommandations dans le domaine démographique proposent quatre sortes d'action:

1. Agir sur la natalité

Le déséquilibre démographique est vu comme le problème le plus fondamental, étant donné que cette question demandera le plus de temps pour être éliminée. Ce sont en particulier les familles de deux ou trois enfants qui sont trop peu nombreuses dans la région. En vue d'un redressement démographique, on propose surtout que le système des allocations familiales soit conçu pour pouvoir stimuler et encourager un renouvellement de la population. Dans la ligne de mesures psychologiques, on croit qu'une information plus efficace de l'opinion publique est indispensable. Dans ce sens, on envisage l'utilité d'inclure dans les programmes des études de l'enseignement secondaire quelques notions de démographie. D'autre part, les auteurs sont aussi d'avis que des interventions et des aides financières de la part des communes, des régions et, évidemment, de l'Etat sont de nature à faire augmenter le taux de natalité.

2. Agir sur la mortalité

On constate qu'il y a dans la région liégeoise une trop grande mortalité infantile et puis une surmortalité masculine à partir de 45 ans. On propose ici des interventions en ce qui concerne l'hygiène et la prévention des accidents de travail. L'aide des centres spécialisés, tels que les Centres médicaux-sociaux et la Croix Rouge, peuvent jouer ici un rôle important.

3. Agir sur l'immigration interne

La crise démographique, d'une part, et le développement de l'industrie, d'autre part, ont fait de la région liégeoise un centre d'immigration considérable, où l'on a recruté principalement une main-d'oeuvre flamande. Les auteurs précisent que sous l'emprise de préoccupations linguistiques et culturelles, les Flamands, qui furent longtemps très nom-

breuses à Liège, hésitent de plus en plus à se transplanter. Cela serait dû au fait que les Flamands se voient handicapés pour assurer l'instruction scolaire de leurs enfants. Ils n'utilisaient pas les classes de transmutation, créées pour les enfants belges dont la langue maternelle ou usuelle n'est pas celle de la région, ce qui était autorisé par l'arrêté royal du 20 août 1957. Quant aux mesures correctives, les auteurs soulignent la nécessité d'élaborer plus soigneusement une technique de l'accueil efficace pour les travailleurs qui viennent d'une région de régime linguistique différent à celui de la région liégeoise.

4. Agir sur l'immigration étrangère

Liège a déjà dû faire appel au concours d'environ 32,000 travailleurs étrangers. En vue d'encourager encore cette immigration, les auteurs ont élaboré une liste de points importants pour une politique d'implantation et d'assimilation des étrangers. Pour une acclimatation rapide et facile des ouvriers étrangers, ils précisent qu'il convient:

- i) qu'un logement décent leur soit d'abord procuré dès leur arrivée,
- ii) qu'ils aient la possibilité pratique de faire venir leurs familles,
- iii) qu'ils aient la possibilité de se regrouper dans les institutions qui les aideraient à sauvegarder leur personnalité,
- iv) que la réglementation nationale cesse de contrarier leurs possibilités d'ascension sociale,
- v) que le bénéfice de la législation sociale ne leur soit plus chichement mesuré,
- vi) que l'obligation du permis de travail soit supprimée après un certain temps de résidence et d'occupation régulière,
- vii) que la procédure de naturalisation soit rendue plus souple,
- viii) qu'ils puissent regagner finalement leur pays d'origine au cas où leur essai d'implantation échouerait.

5. Agir sur les mouvements quotidiens de main-d'oeuvre migratoire

La région liégeoise procure un emploi à quelque 34,000 personnes domiciliées en dehors de ses limites. Les auteurs traitent de la migration journalière des Flamands, qui se plaignent en effet de faire la na-

vette. Les auteurs font, en ce qui concerne les inconvénients de cette migration journalière à une distance considérable, une comparaison avec les circonstances de travail à l'étranger. Ils concluent, contrairement à l'opinion flamande actuelle, que les inconvénients ne doivent pas être surestimés ou exagérés. Après avoir fait état de quelques améliorations acquises, ils disent qu'il est raisonnable de penser que l'acheminement de la masse des navetteurs pourrait encore être amélioré de double point de vue de la rapidité et du coût du transport des navetteurs.

C. POLITIQUE DE L'EQUIPEMENT PUBLIC

Selon les auteurs, un puissant centre industriel comme la région liégeoise, est en droit de prétendre à une infrastructure conçue en fonction de ses besoins propres. Il s'agit principalement pour Liège d'exploiter à fond sa situation géographique exceptionnelle qui en fait le point de convergence de cinq liaisons fluviales essentielles, de cinq axes ferroviaires européens et de cinq autoroutes internationales.

Les auteurs soulignent que Liège, située à l'intersection de cinq futures autoroutes du réseau continental, est appelée à être en relations directes avec les principaux centres moteurs de l'économie européenne: le sillon industriel wallon et Paris; Bruxelles et, au-delà, l'Angleterre; Anvers et outre-mer; le coeur des Pays-Bas; et la Ruhr et toute l'Allemagne. Cependant, ce grand avantage de la région liégeoise n'existe encore que sur le papier, remarquent les auteurs. Il est indispensable pour l'économie de la région que les routes se concrétisent dans des délais raisonnables.

Ensuite, outre des recommandations au sujet de voies modernes navigables, indispensables dans toutes les directions, et de suggestions pour la modernisation et l'électrification des voies ferroviaires, les auteurs attirent l'attention sur la nécessité pour la ville de Liège de se construire un métro dans un délai prochain.

D'autre part, quant à la région liégeoise, ils proposent d'y élaborer et de développer l'aménagement rationnel du territoire d'après des principes modernes et les méthodes les plus perfectionnées.

D. POLITIQUES ECONOMIQUES

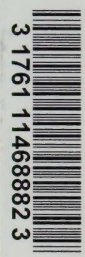
Les auteurs soulignent surtout le phénomène de vieillissement qui caractériserait l'économie de la région liégeoise. La région perd graduellement l'avance qu'elle avait eu au cours du 19^e siècle dans le développement économique. Ils constatent que des facteurs qui furent à l'origine de la vocation industrielle de Liège, par exemple, la proximité de gisements métallifères, sont actuellement disparus. D'autres éléments, tels que le gisement charbonnier et la houille qu'on en extrait mais qui n'a plus guère de fonction industrielle, ont perdu de leur importance. Quant aux faiblesses économiques contemporaines de la région, les auteurs considèrent principalement, ce qu'ils définissent comme la mauvaise orientation de la production. Ils écrivent:

Liège ne participe pas assez aux productions nouvelles, ni à celles dont la demande mondiale est en expansion; elle produit trop de biens mi-finis, trop de fabrications peu évoluées où la valeur ajoutée est réduite. Au total son économie, axée de plus en plus sur l'élaboration des métaux bruts, n'est pas assez diversifiée pour affronter sans grands dommages les fluctuations cycliques, et pour tirer tout le parti possible du potentiel intellectuel de la population.(1)

Avant d'entamer leurs recommandations proprement dites, ils attirent l'attention sur le fait que Liège ou la région de Liège conserve cependant encore de précieux atouts, tels que l'expérience scientifique, professionnelle et technique accumulée par ses habitants, la densité de son peuplement, l'ampleur des capitaux investis dans son industrie, la grande disponibilité de voies ferrées, fluviales et routières.

Quant aux recommandations des auteurs, signalons la nécessité d'une qualification technique de la production et ensuite des mesures particulières à certains secteurs. Ils envisagent surtout le secteur des charbonnages, qui suscite le plus d'inquiétude pour la région de Liège à l'heure actuelle.

(1) Op. cit., p. 623.



3 1761 11468882 3